

Luc Somerhausen

L'HUMANISME AGISSANT DE

KARL MARX



Richard – Masse Éditeurs

Paris, 1946

La liberté de la presse et les abus de la propriété

« Trèves, très ancienne, grande, peuplée et célèbre ville d'Allemagne. Capitale de l'ancien électorat et de l'archevêché de ce nom ». Ainsi s'explique un dictionnaire géographique contemporain de la naissance de Karl Marx. Il continue en ces termes: « Aujourd'hui faisant partie des États prussiens dans le grand-duché du Bas-Rhin, au cercle du Bas-Rhin, dans une belle situation sur la Moselle, entre deux montagnes, dans un pays fertile et abondant en vin. On y voit encore plusieurs beaux restes d'antiquités. C'était autrefois la plus grande, la plus riche et la plus puissante ville en deçà des Alpes, et plusieurs empereurs romains y ont fait leur séjour. Elle est bien déchue, et n'est pas peuplée à proportion de son étendue.

« Il n'y a pas de villes en Allemagne où il y ait plus d'églises: la plus remarquable est la cathédrale. Les Français prirent Trèves en 1681, 1703, 1705, 1734 et 1793...¹.

C'est là que naquit Karl Marx², petit-fils de Marx Lévy, rabbin de la ville, fils de Hirschel Marx, avocat, et d'Henriette Pressburg, elle-même descendante de rabbins hollandais.

Étranges contradictions de l'histoire : dans cette région encore féodale, les sans-culottes avaient été accueillis avec enthousiasme par les paysans, les bourgeois et les juifs. Quelques années plus tard. Napoléon transformait cet enthousiasme en désespoir. Envers les juifs, l'empereur tout-puissant pratiquait une politique d'un antisémitisme farouche et leur reprenait les libertés essentielles qu'avait amenées la révolution. A partir de 1808 sous le prétexte que des paysans alsaciens étaient dans l'impossibilité d'acquitter les intérêts de dettes qu'ils avaient contractées auprès de juifs, Napoléon commença de rejeter tout le peuple d'Israël au ghetto.

Quand la débâcle vint en 1815 le régime prussien fut accueilli favorablement par l'ensemble de la population, plus spécialement encore par les juifs qui espéraient que le décret royal de 1812 les replaçait partiellement dans le droit commun, leur serait automatiquement appliqué. Il n'en fut pas ainsi. Toute la législation française fut maintenue de telle sorte que le régime des juifs était différent en deçà et au delà du Rhin. On remédia bien vite à cette anomalie, mais dans le sens le plus défavorable : tous les emplois publics

¹ *Dictionnaire géographique*, par Vosgien, Paris, Menard et Desenne, 1818.

² *Acte de naissance de Karl Marx*: « L'an 1818, le 7 du mois de mai, à 16 heures a comparu devant moi, officier de l'État-civil de Trèves, le sieur Henri Marx, habitant Trèves, âgé de trente-six ans, avocat à la cour d'Appel, qui m'a présenté un enfant du sexe masculin et m'a déclaré que cet enfant était né à Trèves le 5 mai, à 2 heures du matin, de M. Henri Marx, avocat, habitant Trèves et de son épouse Mme Henriette Presborck (sic), et qu'il avait reçu le prénom de Charles. De tout quoi ». Karl était le second de huit enfants. Il eut, en effet, cinq sœurs et deux frères qui moururent à vingt-trois mois, l'autre à onze ans.

furent interdits aux juifs.

C'est pourquoi Hirschel Marx, avocat, abjura le judaïsme, entra dans la communauté luthérienne en 1816 et devint Henri Marx. Quant à Karl, il fut baptisé avec ses frères et sœurs le 26 août 1824.

On se ferait de lui une idée bien fautive en jugeant sa personnalité uniquement d'après ses origines raciales ou nationales. S'il était d'origine juive il fut cependant élevé dans les principes d'un protestantisme très libéral, car son père, disciple de Voltaire, de Rousseau et de Kant, n'était, selon l'expression d'Edgar von Westphalen, « qu'un protestant à la Lessing »³. S'il était Allemand, il n'avait rien d'un Prussien. Seul un adversaire excessivement passionné a pu, un jour le qualifier de « pangermaniste »⁴.

Le critique de bonne foi n'oubliera jamais que Trèves, ville natale de Marx, fut française depuis 1798 et que, trois ans avant sa naissance, elle était encore le chef-lieu du département de la Sarre. La famille Marx vécut toujours dans l'intimité des philosophes français et des grands littérateurs anglais et italiens. L'avocat Marx veilla à ce que son fils préféré accédât à une culture européenne. Ce que nous avons dit de Trèves vaut d'ailleurs pour toute la Rhénanie qui n'accepta jamais qu'avec difficulté l'autorité brutale de Berlin⁵.

La jeunesse de Karl Marx se déroula dans la période de réaction farouche contre influence française, sous le signe politique de la Sainte-Alliance, au milieu du développement industriel rapide d'une province rhénane durement assujettie à la Prusse. Dans le même temps se précisait déjà le conflit idéologique qui allait opposer, le premier enthousiasme passé, la bourgeoisie libérale et le gouvernement conservateur de Frédéric-Guillaume III.

Après une enfance heureuse dans un milieu tendrement uni, il fit de bonnes études moyennes au lycée de sa ville natale⁶. L'université de Bonn le reçut pendant un an : puis il se fixa à Berlin, fiancé déjà, mais secrètement, à celle qui devait devenir sa femme: Jenny von Westphalen. C'est dans la capitale qu'il va s'initier au droit et à la philosophie sous la direction de maîtres qui sont presque tous des disciples fervents de Hegel et le détournement de Kant et de Fichte, idoles de la jeunesse universitaire allemande.

Sous l'influence du nouveau milieu dans lequel il évolue, le jeune étudiant

³ Cité par Nicolaïevski et Maenchen-Helfen, *Karl Marx*, Paris, Gallimard,

⁴ James Guillaume : *Karl Marx pangermaniste*, Paris, Armand Colin, 1915.

⁵ Cfr. une étude de H. P. Adams, *Karl Marx in his earlier writings*, Georges Allen et Unwin Ltd, Londres 1940.

⁶ A dix-sept ans, en rhétorique, il écrivait déjà dans une dissertation sur le choix d'une carrière : « Nous ne pouvons pas toujours embrasser la profession à laquelle nous nous croyons destinés ; le cours de notre vie sociale se déroule déjà, avant que nous soyons en état de le déterminer ». D'aucuns ont vu dans cette phrase l'annonce du matérialisme historique. Tout au plus, comme le note M. Cornu, peut-on y reconnaître in écho du matérialisme français que Marx connaissait par son père.

de dix-neuf ans se sent attiré par la philosophie au point que, dans une lettre fameuse du 10 novembre 1837, il fait part à son père de son désir de renoncer au droit pour suivre la carrière universitaire. Ce sera la cause d'un désaccord assez vif avec l'avocat Marx qui lui répondit: « Je me demande si le démon, singulier auquel ton cœur est manifestement en proie est l'esprit de Dieu ou, celui contraire, celui de Faust ». Mais la mort vint le dispenser de se justifier: le 10 mai 1838, son père s'éteignit doucement. Trois ans plus tard au désespoir de sa mère qui lui reprocha toujours d'avoir abandonné le barreau, Marx était reçu docteur en philosophie à l'université d'Iéna avec une thèse sur Démocrite et Épicure.

Toute cette période de l'histoire allemande est marquée par le réveil du libéralisme, par la réaction violente du pouvoir central, par les discussions opposant les tenants de l'école hégélienne traditionnelle et les néo-hégéliens. Ces derniers attaquaient les tendances conservatrices des disciples orthodoxes de Hegel et se vouaient au rationalisme.

Déjà à cette époque, Marx jouissait auprès de ses amis d'une autorité telle que Moses Hess, son aîné de 6 ans, écrivait de lui à Auerbach :

Tu peux t'attendre à faire connaissance du plus grand et peut-être même du seul véritable philosophe actuellement vivant. Tous les yeux d'Allemagne seront bientôt tournés vers lui...Le Dr Marx, c'est ainsi comment s'appelle mon idole, est un homme encore tout jeune (il n'a pas plus de vingt-quatre ans) qui donnera le coup de grâce à la religion et à la politique médiévales. Il joint à la profondeur philosophique l'esprit le plus incisif; imagine Rousseau, Voltaire, Holbach, Lessing, Heine, Hegel, je ne dis pas rassemblés, mais confondus en une seule personne, et tu auras le Dr Marx...⁷

Souvent dans la passion qui animait les jeunes philosophes prussiens, on franchit les limites de la philosophie pure pour se lancer dans la bataille politique et pour fronder le gouvernement réactionnaire du nouveau roi Frédéric-Guillaume IV. La première intervention de Marx dans la vie publique fut un article critiquant le renforcement de la censure. Il l'envoya aux *Annales Allemandes* de Ruge le 10 février 1842, mais il ne put être publié ... du fait de la censure qui le refusa⁸.

Comme tous les autocrates, Frédéric-Guillaume IV dissimulait sa farouche résolution de ne pas composer avec les idées progressistes. Le 24 décembre 1841, sous couleur d'atténuer la sévérité du décret promulgué par son père en 1819 et qui abolissait toute liberté de la presse, le roi de Prusse avait autorisé ses censeurs à ne supprimer dans les écrits qui leur étaient soumis que « les critiques mensongères et déloyales ».

Ce fut une explosion de joie dans les milieux intellectuels avancés dont le centre de ralliement était Cologne. Là paraissait depuis le 1er janvier 1842 la

⁷ *Karl Marx : Gesamtausgabe*, Berlin, 1929, tome I, livre 2, pp. 260-261. Lettre de Moses Hess à Berthold Auerbach le 2 septembre 1841.

⁸ L'article de Marx parut l'année suivante dans les *Anekdoten zur neuesten deutschen Philosophie und Publizistik*, en Suisse, par les soins de Ruge qui y publiait tous les articles refusés en Allemagne par la censure.

Gazette Rhénane (*Rheinische Zeitung*) dont l'inspirateur était Moses Hess, l'admirateur enthousiaste de Karl Marx. Toute la jeunesse libérale soutenait le nouveau journal qui avait pour commanditaires Ludolf Camphausen, Georges Jung et Dagobert Oppenheim.

Même la *Gazette Rhénane* applaudit au geste du souverain. Elle proclama que « les nouvelles instructions relatives à la censure l'avait remplie d'une grande joie, animée d'un nouveau courage et de confiance. Nous n'avons pas encore, disait-elle, obtenu la liberté de la presse, mais nous avons déjà obtenu une faculté qui, bien comprise et bien utilisée implique un considérable progrès dans notre vie politique »⁹.

Marx répliquait très durement à ces déclarations optimistes en marquant qu'il y avait une incompatibilité foncière entre la censure et la liberté de la presse. Il n'existe pas, affirmait-il, de vérité partielle, limitée ou modeste. C'est tout ou rien. Or en ajoutant de nouvelles restrictions aux anciennes, l'action du gouvernement aggrave la censure au lieu de l'atténuer. D'autre part, alors que précédemment il était interdit de traiter tel ou tel sujet, dorénavant le censeur appréciera souverainement. S'ils ont tellement de qualités, demandait Max, pourquoi ne pas faire des censeurs plutôt les journalistes du pouvoir ?¹⁰

Depuis plusieurs mois Karl Marx était en rapport avec les leaders du groupe de Cologne sur qui il avait fait une très forte impression. Aussi dès le mois de mai 1842, fut-il appelé à collaborer à la *Gazette Rhénane* dont il devint le directeur en octobre quand la révocation violente de Bruno Bauer lui montra l'impossibilité pour un progressiste de faire carrière dans l'université prussienne.

Comme il avait une revanche à prendre, il consacra ses premiers articles au problème de la liberté de presse discuté par la Diète Rhénane pendant la session de 1841. Cette assemblée, de tendance encore médiévale, se composait de soixante-dix-neuf membres : quatre représentants des princes, vingt-cinq députés de la noblesse, vingt-cinq représentants du tiers-état et vingt-cinq paysans. Les décisions devant être prises à la majorité des deux tiers, on voit immédiatement que les princes et la noblesse tenaient solidement en mains les destinées de ce prétendu parlement. Aussi bien les débats dont Marx analyse le déroulement n'aboutirent-ils à aucun résultat. Tout au plus la Diète émit-elle le vœu de voir atténuer les rigueurs par trop excessives de la censure.

Karl Marx, dès son jeune âge, possède le sens profond de la polémique. On s'attend, naturellement, à le voir attaquer les adversaires de la, liberté d'écrire: princes, nobles et bourgeois conservateurs. Au contraire, son exorde est une critique doucement ironique des membres de l'opposition libérale qui n'ont aucun contact réel avec leur « protégée ». L'affaire, dit-il, n'intéresse que leur esprit, mais leur cœur n'a rien à y voir. Ce sont des amateurs que ces libéraux-là ! Et il ajoute, très romantiquement:

⁹ *Rheinische Zeitung*, 23 janvier 1843, cité par A. Cornu, op. cit., p. 150.

¹⁰ *Gesamtausgabe*. Notes sur les nouvelles instructions de la censure, tome I, livre I, pp. 150-173

Goethe dit quelque part que le peintre ne réussit que les beautés féminines dont il a aimé le type au moins dans une personne vivante. La liberté de la presse est, elle aussi, une, beauté - pas précisément féminine, il est vrai qu'il faut avoir aimée pour pouvoir la défendre...¹¹

Après cette pointe inattendue contre les partisans de sa thèse, il répond l'ordre logique de la démonstration.

Qu'a dit le représentant de « la caste des princes » ? Il a tout bonnement fait l'apologie de la censure « qui est un moindre mal que les excès de la presse ». Il a soutenu ensuite cette thèse ahurissante que l'existence de la censure prouve par elle seule que la presse n'est pas destinée à être libre. Voilà, répond Marx, l'argument classique contre toutes les réformes. Galilée a-t-il été réfuté parce qu'on a décidé un beau jour que le soleil ne tournait pas autour de la terre ? Le servage et la torture ont été justifiés de la même façon ? Le servage n'est-il pas une preuve contre cette « fantaisie rationaliste » que le corps humain n'est pas un objet de trafic ou de possession ? La torture ne réfute-t-elle pas magnifiquement

cette théorie creuse ... qu'il ne suffit pas de tendre le dos sur le chevalet pour faire évanouir toute arrière-pensée, et que les spasmes ne sont pas des aveux¹² ?

L'orateur princier avait soutenu que le développement de l'esprit « réellement noble » n'avait jamais été entravé par la censure. D'après lui, dit Marx, le « charme de vérité » dont s'honore la presse serait « un cadeau de la censure ». Sous prétexte que Mirabeau a passé une partie de sa jeunesse en prison faut-il en déduire « que les prisons sont des écoles d'éloquence ? »

La vérité, ajoute-t-il, c'est que

le développement intellectuel de l'Allemagne ne s'est pas opéré par, mais malgré la censure. Le fait que, bridée par la censure, la presse s'étiolle et dépérit, on en fait un argument contre la presse libre alors qu'il ne témoigne que contre la presse enchaînée. Le fait que, malgré la censure, la presse maintient son être et son caractère, on le cite en faveur de la censure, bien qu'il ne parle qu'en faveur l'esprit et contre les entraves¹³.

Marx se demande ce qu'est devenue la pensée pendant les vingt années du régime prussien qui suivit Napoléon ? Le « carême » spirituel pendant lequel on imposa la censure

prouvera à la postérité que, si peu de saints ont pu jeûner pendant quarante jours, l'Allemagne, bien que profane, a pu vivre pendant vingt ans sans la moindre nourriture intellectuelle. La presse était devenue infâme au point qu'il est difficile de dire si elle manquait davantage d'intelligence ou de caractère, de fond ou de forme ... Dans le seul domaine où l'esprit restait encore vivant, celui de la philosophie, on cessa de parler allemand, parce que l'allemand avait cessé d'être

¹¹ Marx : *Œuvres Philosophiques*. Paris Costes, 1937, tome V, p.9

¹² *Op. cit.*, p. 13.

¹³ *Op. cit.*, p. 14.

la langue de la pensée. L'esprit s'exprimait en mots mystérieux et obscurs parce que les termes compréhensibles n'avaient plus le droit d'être raisonnables.

En ce qui concerne plus particulièrement la presse rhénane, le résultat fut particulièrement lamentable

à moins que par une presse *réellement noble* on entend la presse qui porte ses chaînes avec bienséance¹⁴.

Le porte parole des princes avait encore parlé de la liberté de la presse dans les autres nations : Angleterre, Pays-Bas, France et Suisse. « En Hollande, avait-il affirmé, la liberté de la presse n'a pu éviter au pays une dette publique écrasante, et c'est elle qui a, surtout, contribué à l'avènement d'une révolution qui a fait perdre à ce royaume la moitié de son territoire »¹⁵.

Reprenant les différents arguments développés avec une « nonchalante distinction » par le représentant princier, Marx constate que quand la presse lui paraît louable, comme en Angleterre, il met ses avantages sur le compte des bases historiques: quand elle paraît blâmable, comme en Hollande, il lui impute toutes les défectuosités de l'histoire. Or, dans tous les pays où elle est libre, la presse n'est qu'un miroir, elle est « intimement liée à l'histoire et à la situation particulière de chaque pays ».

Marx est amené ainsi à s'occuper plus spécialement de la Belgique à laquelle il va consacrer un long passage de son article :

L'orateur reproche à la presse hollandaise d'être cause de la révolution belge.

Personne, pourvu qu'il ait quelque connaissance historique, ne niera que la séparation de la Belgique et de la Hollande fut beaucoup plus historique que leur réunion.

La presse hollandaise aurait provoqué la révolution belge, Mais quelle presse ? La presse réformatrice ou la presse réactionnaire ? Nous pourrions poser la même question pour la France. Et si l'orateur en veut, par hasard à la presse cléricale belge, qui fut en même temps démocratique, qu'ils prennent donc également à la presse cléricale française, qui fut en même temps absolutiste ! Tous deux ont contribué à la chute de leurs gouvernements. Ce qui a fait la révolution en France, ce n'est pas la liberté de la presse, mais bien la censure.

Sans insister sur ce point, disons que la révolution belge apparut tout d'abord comme une révolution intellectuelle ; une révolution de la presse. Ce n'est que dans ce sens que l'on peut affirmer que la presse a fait la révolution belge.

Faut-il l'en blâmer ? Est-il nécessaire que la révolution passe tout de suite aux actes ? Doit-elle frapper au lieu de parler ? Le gouvernement peut matérialiser une révolution Intellectuelle; une révolution matérielle doit avant tout spiritualiser le gouvernement.

La révolution belge est un produit de l'esprit belge. Par conséquent la presse, ou l'esprit se manifeste actuellement avec plus de liberté, a aussi sa part dans la révolution belge. En critiquant la presse belge, l'orateur ne critique pas la presse mais la Belgique... Le caractère populaire de la presse libre, l'individualité historique de la presse libre, qui en fait la presse particulière de son esprit populaire propre, tout cela déplaît à l'orateur princier. Et il invite les presses des différentes nations à être les

¹⁴ *Op. cit.*, p.16

¹⁵ *Op. cit.*, p.17

presses de son opinion, les presses de la « haute volée » et à tourner autour de quelques individus, au lieu de tourner autour des astres spirituels que sont les nations

Beaucoup de choses sont encore actuelles dans les pages que Marx consacre au problème de la liberté d'écrire. Il trouve des formules extrêmement heureuses comme celles-ci :

« Les défauts d'un peuple sont également les défauts de sa presse. » « La presse représente la langue brutale, la forme franche où se manifeste l'esprit historique d'un peuple ». « Quel est l'homme de bon sens qui n'aimera pas mieux excuser dans la presse les péchés de la nation et du siècle, plutôt que d'excuser dans la censure les péchés contre le siècle ? »¹⁶.

Quelle conception les classes privilégiées se font-elles de la liberté ? Pour elles, la liberté n'est pas un don naturel ; c'est un présent surnaturel qui est devenu la propriété individuelle de quelques personnes et de certaines castes, Pour l'orateur noble « la liberté apporte la possibilité du mal: donc la liberté est mauvaise ».

Marx va se livrer, ensuite, avec toute la conscience dont il est capable, à une analyse détaillée de la notion de liberté dans la presse. Il montre que dans les pays où règne la censure la liberté de la presse existe, mais au bénéfice du seul gouvernement.

Les journalistes sont en quelque sorte, les secrétaires du censeur officiel ! Quand le secrétaire n'exprime pas l'opinion du patron, celui biffe ce qui lui déplaît. On peut donc dire que c'est le censeur qui rédige la presse. La liberté constitue tellement l'essence de l'homme que ses adversaires la réalisent en en combattant la réalité ... Un homme ne combat jamais la liberté, il combat tout au plus la liberté des autres.

A partir du moment où l'on soutient que La presse n'est bon qu'en cessant d'être un produit de la liberté, on finit par considérer que seuls les bêtes et les dieux peuvent prétendre à avoir une presse, « à moins que l'on ne dise carrément que le gouvernement et ses défenseurs sont inspirés par Dieu ». Dans ce cas là, la question ressortit uniquement au médecin aliéniste.

Marx, rencontre, un à un, tous les arguments que peuvent invoquer les gouvernements totalitaires pour justifier la censure: la « mauvaise » presse attaque toujours tandis que la « bonne » ne pratique que la défensive ; la presse libre exerce une trop grande action sur la masse tandis que la « bonne » presse n'a aucune prise sur elle. Il note à ce propos: « Que veut dire l'orateur? Que le bien est impuissant ou que l'impuissant est bon ? ».

Que reproche-t-on encore à la presse libre? Elle est orgueilleuse parce qu'elle ne reconnaît ni l'autorité de l'Église ni celle de l'État, elle est envieuse parce qu'elle préconise l'abolition de l'aristocratie. En fait, chez les tenants de la censure, « la crainte du mal apparaît plutôt comme la crainte

¹⁶ *Op. cit.*, pp. 20 à 23

du bien »,

Pourtant, affirme Marx, la presse censurée sera toujours mauvaise, même quand sa production paraîtra bonne, car cette production ne sera bonne que pour autant qu'elle représente la presse libre dans la presse censurée. La presse libre, elle, restera bonne même quand sa production paraîtra mauvaise. Car cette production aura simplement abjuré la nature de la presse libre.

Un eunuque sera toujours un homme incomplet, quand bien même il aurait une bonne voix. La nature reste bonne même quand elle donne naissance à des monstres¹⁷.

L'essence de la presse libre est l'essence forte, rationnelle et morale de la liberté. Quand à la presse censurée elle a comme caractéristique d'être une veule caricature de la liberté, un monstre civilisé, une horreur à l'eau de rose

La presse libre, c'est l'œil toujours et partout ouvert du peuple, l'expression de sa confiance en lui-même, le lien qui rattache l'individu à l'État et au monde, la culture personnifiée qui transfigure les luttes matérielles en luttes spirituelles et qui en idéalise la forme brutale et concrète. C'est la confession franche et absolue d'un peuple et tout le monde sait que la force de l'aveu est libératrice. C'est le miroir moral où le peuple se contemple et la contemplation est la première condition de la sagesse. C'est l'esprit public qui se transporte au fond de la plus humble cabane, à moindre prix que le gaz... La presse libre est le monde idéal qui jaillit constamment du monde réel et y reflue toujours plus riche, pour le vivifier à nouveau¹⁸.

Quant à la censure, c'est, d'après Marx le « crime à la nième puissance », c'est le fait pour le gouvernement de n'entendre que sa propre voix et d'avoir l'illusion qu'il entend celle du peuple avec cette circonstance aggravante qu'il demande au peuple de partager la même illusion. La presse censurée, obligée: de mentir sans cesse « finit par ne plus avoir conscience même de ses mensonges et par perdre toute vergogne ». Et après un bel hymne à la raison, il conclut son chapitre en citant Goethe: « Quiconque a une langue et ne parle pas, quiconque a une épée et ne se bat pas, qu'est-ce, sinon un vulgaire drôle ? »¹⁹

On conçoit que des thèses aussi radicales n'aient pas valu à Karl Marx la sympathie des autorités prussiennes. Pourtant, s'il a dépensé beaucoup d'éloquence pour contredire le porte-parole de l'aristocratie, sa verve sera plus grande encore dans son dernier article. Il y exécute certains éléments libéraux de la diète qui avaient soutenu la cause de la liberté de la presse comme la corde soutient le pendu. L'orateur « libéral » avait, en effet assimilé la liberté de la presse à une liberté commerciale et soutenu que « l'industrie de la liberté de la presse » ne devait pas être exclue de la liberté générale de l'industrie !

Marx alors, s'en donne à cœur joie. Cette thèse, dit-il a l'avantage d'être claire, ce qui change, car les Allemands sont de par nature, déférents, soumis, respectueux à l'excès. A force de respecter les idées, ils ne les réalisent plus. Ils leur vouent in culte

¹⁷ *Op. cit.*, pp. 46 à 48.

¹⁸ *Op. cit.*, pp. 36 et 63.

¹⁹ *Op. cit.*, p. 73

d'adoration, mais ils ne les cultivent pas ...²⁰

Il faut à tout prix éviter d'assimiler la liberté de la presse à une liberté commerciale quelconque. La presse qui se ravale au rang d'industrie est infidèle à son caractère, méconnaît la noblesse de sa nature, renie sa liberté. Marx invoque Béranger qui chantait :

*Je ne vis que pour faire des chansons
Si vous m'ôtez ma place, Monseigneur,
Je ferai des chansons pour vivre ..*

pour établir que le poète cesse d'être un poète quand la poésie devient pour lui un moyen d'existence.

Non le journaliste n'écrit pas pour gagner de l'argent,

La première liberté consiste pour la presse à ne pas être une industrie. L'écrivain qui ravale la presse jusqu'à en faire un moyen d'existence mérite comme peine de ce manque de liberté intérieure qu'on lui impose le manque de liberté extérieure, la censure.

Il faut évidemment que l'écrivain gagne de l'argent pour pouvoir vivre et écrire, mais il ne faut à aucun titre qu'il vive et écrive pour gagner de l'argent. Tout ce qui est industrie dans la presse concerne les imprimeurs et les éditeurs, pas les journalistes.

On a proposé, dit Marx, de soumettre à la censure les journalistes qui ne signent pas ou qui prennent un pseudonyme, On oublie que

le nom n'a rien à voir dans les affaires de presse, l'éditeur, et par suite l'auteur anonyme ou pseudonyme, relève des tribunaux²¹.

Tout est à relire dans cet essai sur la *Liberté de la Presse* que son auteur termine par un apologue : un professeur de gymnastique avait imaginé un système perfectionné pour apprendre à sauter ; il tendait des fils au-dessus d'un fossé pour montrer à ses élèves jusqu'où ils pouvaient aller les premières fois. Malheureusement au-dessous des fils il y avait le vide. Le premier élève qui essaya de sauter tomba dans le fossé et n'en est pas encore sorti,

Le professeur, c'était un Allemand; l'élève s'appelait la Liberté...²²

C'est au cours de sa direction que Marx, pour la première fois, se trouva en présence de deux questions qui le hanteront sa vie durant: le problème social et le problème des rapports de l'État avec la société.

L'importance de la question sociale lui avait été révélée lors des débats de la Diète Rhénane sur la question des vols de bois. Un projet de loi

²⁰ *Op. cit.*, pp. 75 et 76.

²¹ *Op. cit.*, p. 87. Cette remarque est encore pertinente quand on songe qu'en 1945 le gouvernement belge a voulu interdire la publication dans les journaux d'articles anonymes ou pseudonymes.

²² *Op. cit.*, p. 88

inspiré par les propriétaires fonciers tendait à aggraver les peines frappant les auteurs de vols de bois, de délits de chasse ou de pacage devenus fréquents par suite de la misère des paysans²³. La nouvelle législation marquait la phase ultime de la lutte menée par le capitalisme naissant contre les vestiges de la propriété communale du sol. La Diète avait, à la demande des propriétaires, transformé ce qui n'était qu'un délit en vol qualifié passible de travaux forcés. On trouve, sous la plume de Marx, cette phrase caractéristique:

Si l'on qualifie, en effet, de vol toute lésion, même infime, de la propriété, chaque propriété, lésant nécessairement les droits des tiers, devient un vol.

Mais ce qui compte surtout pour nous c'est la révélation reçue par Marx du fait que l'État ne remplit pas son rôle de façon rationnelle et morale et que le problème social semble ne pouvoir être résolu par des méthodes purement juridiques.

La Diète, écrivait-il, a rabaisé le pouvoir législatif les autorités, administratives, la personne de l'accusé, l'idée de l'État, le crime même et son châtement, à n'être que de vils instruments de l'intérêt privé ... Elle a voté sur la question de savoir s'il fallait sacrifier ou non les principes juridiques aux intérêts des propriétaires et l'intérêt l'a emporté sur le droit .., Elle a ainsi pleinement rempli sa mission en considérant, ce qui est son rôle, la défense d'intérêts privés comme une fin en soi.

En agissant de la sorte elle a foulé le droit aux pieds ce qui n'est qu'une simple conséquence de son œuvre. L'intérêt est, en effet, un instinct naturel aveugle, déréglé, exclusif, en un mot sans loi. Or, ce qui est sans loi peut-il faire la loi ? On aura beau placer l'intérêt privé sur le trône du législateur, il n'en sera pas moins incapable de légiférer tout comme un muet à qui l'on met entre les mains un porte-voix une, longueur énorme reste incapable de parler²⁴.

Ainsi se développent dans l'esprit du jeune rédacteur en chef de la *Gazette Rhénane* la conviction que le simple problème du vol d'un peu de bois par des paysans affamés était le développement d'un conflit d'intérêts entre deux classes sociales : celle des propriétaires terriens et celle des travailleurs de la terre.

Marx avait fait rapidement monter le tirage de la *Gazette Rhénane* cependant qu'il menait une lutte épuisante contre les censeurs, de plus en plus sévères, que délégua à Cologne le gouvernement de Berlin. Au début du mois de janvier 1843, son journal publia un article assez violent contre la Russie au moment précisément où le tsar Nicolas Ier ne cessait de protester à Berlin contre les attaques inadmissibles, selon lui, de la presse libérale allemande. Aussi le gouvernement décida-t-il d'interdire la *Gazette* tout en lui laissant la faculté de paraître au 31 mars, sous contrôle renforcé afin de lui permettre de liquider les questions d'ordre administratif. Un moment même Berlin envisagea d'autoriser à nouveau la publication tellement il y avait eu de protestations dans les provinces rhénanes à l'annonce de la mesure prise. Mais un rapport de l'ambassadeur prussien à Saint-Petersbourg précipita les choses. Il y

²³ Cfr. Cornu : *Karl Marx*. pp., 183 et 184, En 1836 sur 200,000 poursuites judiciaires intentées en Prusse, 150.000 l'avaient été pour les vols de bois et délits de chasse ou de pacage.

²⁴ Marx-Molitor, tome V, pp. 182 à 138.

exposait qu'ayant rencontré le comte de Nesselrode,

M. le vice-chancelier a saisi cette occasion pour me demander si j'avais lu l'article véritablement infâme que la Gazette Rhénane, publiée à Cologne, avait lancé dernièrement contre le cabinet russe - en basant ses déclamations furibondes sur le faux prétexte d'une note qui m'aurait été adressée par lui, relativement à la tendance de la presse allemande. J'ai répondu à M. le comte de Nesselrode que je ne connaissais pas textuellement cet article, mais que je me rappelais fort bien que la Gazette d'État avait publié il n'y a pas longtemps, une réfutation de quelques articles semblables, en déclarant brièvement, mais assez positivement, que les suppositions sur lesquelles le raisonnement de ces articles avait été basé, manquaient de fondement et de tout motif raisonnable. Cette réfutation n'était pas inconnue de M. le vice-chancelier; mais il m'a avoué qu'elle ne suffisait pas pour lui faire comprendre comme un censeur, employé par le gouvernement de Votre Majesté, avait pu laisser passer un article avec une nature semblable qui, selon lui, surpassait encore de beaucoup en perfidie et en violence, tout ce qui avait été publié jusqu'ici dans les feuilles prussiennes contre le gouvernement Impérial. Il y a ajouté encore qu'afin que je puisse en juger moi-même, en toute connaissance de cause, il m'enverrait la feuille de la Gazette Rhénane, qui renfermait l'article en question, et il l'a fait, en effet encore le même soir.

Je suis donc véritablement heureux d'avoir trouvé cette nuit, en revenant du bal patriotique dans le numéro de la Gazette d'État du 31 janvier, qui venait d'arriver par la poste, l'ordre émané tout récemment des trois ministères de Votre Majesté qui président aux affaires de censure, et en vertu duquel la Gazette Rhénane doit cesser de paraître à dater du premier avril prochain ! Aussi me ferai-je un devoir des plus pressés de faire valoir cette mesure énergique auprès de M le comte de Nesselrode aujourd'hui même, à l'occasion d'un dîner auquel il m'a engagé. Je crois, du reste, devoir faire observer encore très humblement à ce sujet, que lors de la conversation que j'ai eue avant-hier, avec M. le vice-chancelier, il m'avait très expressément assuré que l'Empereur ne connaissait probablement encore l'article en question, parce que, pour sa part, il avait hésité jusqu'ici de le placer sous les yeux de Sa Majesté Impériale²⁵.

Ainsi admonesté, le gouvernement prussien refusa même de recevoir les délégations d'actionnaires et les pétitions qu'on lui adressait. Le 18 mars, Karl Marx., incapable de supporter le régime que lui imposait le censeur Wilhelm Saint-Paul, donna sa démission et le 31 mars paraissait le dernier numéro de la Gazette Rhénane dont personne, jusqu'à ce jour, n'a su qu'elle était morte sous les coups de l'autocrate Nicolas Ier.

²⁵ Ce document a été publié pour la première fois par MM. Nicolaïevski et Maenchen-Helfen dans leur *Karl Marx. op. cit.*, pp. 55 et 56.

Sur la route du socialisme

C'est aussi dans les locaux de la *Gazette* que Marx et Engels se rencontrèrent pour la première fois. On dit qu'ils ne se lièrent pas immédiatement, mais on n'imagine pas un homme aussi précocement réfléchi que Marx se livrant sans un long commerce intellectuel préalable. Engels présentait, paraît-il, tous les signes extérieurs de l'enjouement et du charme. Aussi novice qu'il fut en 1842 il avait déjà fréquenté les milieux révolutionnaires, spécialement la Fédération des Justes de Weitling et les « Affranchis » des frères Bauer.

Ce qu'on sait de l'alacrité du jeune Engels, ce qu'on devine de méfiance instinctive chez Marx pour tout ce qui touche au socialisme allemand de l'époque suffirait à expliquer, s'il était nécessaire, que leur entente fut longue à s'établir. Pourtant rien ne prouve qu'il en est été ainsi et ce n'est pas le fait que la correspondance de deux théoriciens du socialisme moderne ne débute qu'en octobre 1844 qui suffit à établir qu'ils n'aient pas sympathisé avant. Il apparaît, notamment à la lecture de la *Situation des classes Laborieuses en Angleterre*, que dès 1843, les vues de Frédéric Engels correspondaient *grosso modo* à celles de Karl Marx

On sait comment Engels, envoyé à Manchester par son père, en novembre 1842, pour se perfectionner dans l'industrie textile, consacra ses vingt et un mois de séjour à pénétrer plutôt les secrets de l'organisation industrielle anglaise sur le plan économique et sociale et conçut là-bas la haine du capitalisme qui devait l'animer sa vie durant.

En un style qui lui est personnel il dira, dans sa dédicace aux travailleurs anglais

L'intérêt des classes adversaires est diamétralement opposé au vôtre, quoiqu'elles s'efforcent toujours d'assurer le contraire et de vous faire croire à leur plus cordiale compassion touchant votre sort. Leurs actes leur donnent le démenti ...Les classes moyennes entendent bien – que leurs paroles soient ce qu'elles veulent – uniquement s'enrichir par votre travail tant qu'elles peuvent en vendre le produit, et vous abandonner à la famine, aussitôt qu'elles ne peuvent plus faire des profits par ce commerce indirect de chair humaine²⁶.

On s'est souvent demandé qui, de Marx ou de Engels, avait le premier perçu dans leur ensemble les données essentielles de ce qui fut ensuite, le marxisme. La question n'est peut être pas oiseuse mais elle est sans intérêt historique capital. Bien des nuances permettent de croire que Frédéric Engels eut une vision révolutionnaire d'ensemble et qu'il formula des impératifs qu'on ne retrouve qu'ultérieurement sous la plume de Marx. Il semble aussi que ce soit bien Engels qui ait poussé Marx, quand ils se connurent mieux, dans la voie de la schématisation, de la synthèse, de la vulgarisation.

Par exemple, dès octobre 1844 il écrivait à Marx:

²⁶ Fr. Engels : *La situation des classes laborieuses en Angleterre*, pp. XLIV et XLV.

Nos amis sont très actifs mais on s'aperçoit fort bien qu'il manque la base nécessaire. Tant qu'on n'aura pas donné un développement historique et logique de nos principes en s'appuyant sur la conception en honneur jusqu'ici et sur l'histoire passée, tant qu'on n'aura pas montré que l'un n'est que la continuation des autres - il faudrait pour cela quelques brochures - toute l'agitation De sera que demi-inconscience et, chez la plupart, simples tâtonnements²⁷.

Beaucoup plus tard, quand il écrira la préface de la *Critique de l'Economie politique*, Karl Marx parlera de la féconde période de 1845 ou il vécut à Bruxelles avec Engels. Il dira notamment: « Nous voulûmes liquider nos anciennes théories philosophiques. » La plupart de ceux qui ont lu Marx, - c'était notamment l'opinion d'Émile Vandervelde - croient qu'en s'exprimant ainsi Marx surtout pensa à lui-même.

Après avoir rappelé que le manuscrit de *L'idéologie allemande* ou *Critique de la philosophie post-hégélienne* fut abandonné à la « critique rongeuse des souris », il ajoute: « Nous abandonnâmes d'autant plus volontiers le manuscrit que nous avons atteint notre but principal: Nous voyions clair en nous-mêmes ». Or, nous en retrouverons le témoignage tout au long de cette étude, Engels exerçait toujours une grosse influence sur son ami quand il s'agissait de clarifier, de préciser, de propager.

Mais encore une fois, à quoi servirait-il de relever, dans une œuvre aussi importante, l'apport individuel de chacun ? Quand l'occasion s'en présentera nous la saisirons à titre documentaire mais en nous souvenant qu'Engels s'effaça toujours devant Marx et qu'il laissa publier sous la signature de son ami des textes dont on sait aujourd'hui qu'il fut seul à les composer.

Aussi bien le mérite scientifique des rédacteurs du *Manifeste communiste* est-il si grand, leur conception marquera-t-elle tellement dans l'histoire politique et philosophique de tous les temps qu'on peut laisser à l'anecdote le soin de préciser quelques points de détail.

Ce que nous en disons n'empêche pas de se demander quelle était la position philosophique de Marx à l'époque où Frédéric Engels lançait les mots d'ordre claironnants de ses articles, puis de son livre sur le prolétariat anglais ou il affirmait la réalité d'une lutte implacable des classes.

Il n'est pas un théoricien socialiste ou communiste allemand, disait Engels dans son Avant-propos « qui ne soit pas venu au communisme par l'intermédiaire de Feuerbach, dissipant la spéculation hégélienne » mais il ajoutait aussitôt: « c'est nous. Allemands, qui avons surtout besoin de connaître les faits dans cette question » (la situation réelle des travailleurs)²⁸.

Par une curieuse coïncidence au moment où Engels étudiait sur place et décrivait en termes émouvants la misère des travailleurs anglais, Marx rédigeait son *Manuscrit économique et philosophique* et la première partie de *l'Idéologie germanique*²⁹). Ainsi pouvons nous les suivre chacun dans l'expression de sa pensée, connaître leur évolution et constater l'unité théorique et pratique à laquelle ils aboutirent dès 1847 et qui nous valut le *Manifeste du parti communiste*.

C'est avouons le, une chose assez extraordinaire que de voir un jeune philosophe

²⁷ Marx : *Gesamtausgabe*. III. p. 2.

²⁸ F. Engels, *op. cit.*, p. XLIX.

²⁹ Marx : *Gesamtausgabe*. 1. 3 ou, en version incomplète: Marx : *œuvres philosophiques*,. traduction Molitor, tome VI, Paris 1937.

de famille bourgeoise aisée comme Karl Marx, élevé dans le milieu le plus traditionnaliste Prusse, le monde judiciaire, confiné pendant des années dans l'étude comparée de Démocrite et d'Épicure arriver au socialisme par réaction purement philosophique contre Hegel tout en se servant souvent de la dialectique hégélienne !

Il est encore plus remarquable de constater que Fourier, Cabet, Babeuf, Saint-Simon, l'élite du socialisme utopique français agitent sur le futur auteur du *Capital* autant que la fougueuse indignation d'Engels et que la tendance *post-hégélienne* de Feuerbach.

Fougueuse indignation d'Engels certes, mais aussi sa clarté, sa logique, sa sûreté extraordinaire de jugement qui lui firent percevoir, avant tout le monde, que la révolution sociale naîtrait du développement même du régime capitaliste. Au début de 1844, dans les *Annales franco-allemandes*, il montrait déjà que le capitalisme allait à sa perte par le développement de sa propre logique qui est d'augmenter indéfiniment la production sans se soucier de la consommation. De là naissent les crises et la misère de la classe ouvrière. Malthus s'est trompé, dit-il, quand il pense que la misère naît de l'augmentation de la population. C'est sur la production qu'il faut agir, c'est elle qu'il faut organiser. On y aboutira par la suppression de la propriété privée et de la concurrence ; ce sera l'œuvre du socialisme.

Alors apparaît sous la plume du jeune Engels la première affirmation de la loi de concentration capitaliste :

Déjà dans des circonstances normales on voit le gros capital et la grosse propriété traiter le petit capital et la petite propriété terrienne selon la loi du plus fort. La centralisation de la propriété est comme toutes les autres une loi immanente de la propriété privée ; les classes moyennes doivent disparaître de plus en plus jusqu'à ce que le monde soit divisé en millionnaires et en pauvres, en grands propriétaires fonciers et en pauvres journaliers³⁰.

Dans le même article on trouve une remarquable: exposition avant la lettre de la théorie de la plus-value. En fondant le commerce sur le gain, la concurrence fait de lui un vol légal, puisque: la valeur ne correspond pas au prix. Sous le régime de la concurrence, en effet, la valeur au lieu de régler le prix est déterminé par lui et le prix lui-même est fixé par la concurrence et les frais de production. Ceux-ci comprennent non seulement la rémunération du travail mais aussi celle du capital, qui n'est que du travail accumulé. Par le fait de l'intérêt et du profit, le capital s'oppose au travail et prive le travailleur du fruit de son activité. Celui-ci ne perçoit plus qu'un salaire qui fait de lui une marchandise soumise à la loi de l'offre et de la demande³¹.

Il semble évident que les rapports d'Engels sur les conséquences démoralisantes de l'industrialisation anglaise opérèrent sur Marx non seulement comme un correctif mais comme un stimulant.

Le langage d'Engels est direct et brutal. Il fustige l'égoïsme de la « bourgeoisie libérale » pour qui rien n'existe au monde « qui ne soit pas là exclusivement en vue de l'argent, qui ne vit que pour gagner de l'argent qui ne connaît « d'autre bonheur que celui: d'une rapide fortune, d'autre douleur que de

³⁰ F. Engels : *Œuvres Complètes*, tome II, pp. 401 et 402

³¹ Cfr. une excellente analyse des œuvres de jeunesse d'Engels dans: A. Cornu : *Karl, Marx*, Paris, Alcan, 1934

perdre de l'argent. Avec cette cupidité, ajoute-t-il, et cet amour de l'argent il est impossible qu'une seule considération humaine reste pure ».

Engels raconte d'ailleurs comment, ayant signalé à un industriel anglais l'état dégoûtant des maisons ouvrières, il n'obtint que cette réponse : « Et pourtant on gagne énormément d'argent ici ; bonjour, Monsieur ! »

Il faut lire Engels si l'on veut comprendre l'âpre violence du marxisme naissant ; mais il faut lire les œuvres de jeunesse de Marx, si on veut savoir tout ce que contient de tendresse humaine, d'aspiration profonde vers le progrès social la doctrine condensée et popularisée par le *Manifeste Communiste*

Le paradoxe n'a pas de place ici et nous ne nous soucions pas de présenter au lecteur un Karl Marx philanthrope, bénisseur et charitable. Mais on continue à dire et à redire tant de contre-vérités sur le marxisme qu'il sera bien permis à un marxiste d'indiquer, une fois de plus, en remontant aux sources qu'il n'est pas de doctrine dont les aspirations soient plus morales que la philosophie marxiste exprimée dès 1844. Le matérialisme marxiste, décrit notamment par M. de Man avec la lourdeur et le manque de scrupules qui est caractéristique pour tous les théoriciens de tendance national-socialiste, serait uniquement déterministe et rationaliste. Il ne ferait de place qu'à l'intérêt matériel et mène rait tristement à une conception de la vie sociale ou l'homme n'agit que comme une mécanique mûe par l'instinct d'acquisition. En style demanien cela s'exprimait ainsi: « Le marxisme consiste à transposer le principe de la causalité mécanique, qui se manifeste dans la technique, à l'interprétation des faits psychiques ». Issu de la méthode rationaliste, « il voit dans la pensée rationnelle, que la psychologie contemporaine ne reconnaît que comme une fonction ordonnatrice et inhibitrice de la vie psychique, la règle de tout vouloir humain et de tout devenir social »³².

M. Henri de Man expliquait encore que, selon lui, le marxisme ne continue à vivre dans le mouvement ouvrier socialiste que «^o sous forme de valuations émotionnelles, de symboles affectifs, de motifs instinctifs ou habituels de désirs sociaux, de méthodes d'action, de principes et de programmes »³³. Ce n'est point l'endroit d'exposer selon quels procès psychologique un homme aussi cultivé mais dénué de tout sens révolutionnaire profond, a pu, connaissant à fond le marxisme, l'accuser d'erreurs fondamentales qu'il savait fausses et mettre au passif du matérialisme historique et dialectique, les erreurs d'un réformisme a-marxiste dont il fut un des animateurs. Mais M. De Man, comme ceux qui révèrent encore aujourd'hui, ne représente dans le mouvement ouvrier qu'un type, hélas! courant de dilettante petit-bourgeois, animé uniquement par l'ambition et déçu par l'existence. Tout autant que des révolutionnaires aussi modérés que Guesde, Jaurès et Vandervelde. Surent, tout au long d'une vie consacrée avec désintéressement à la cause socialiste, rester fidèles aux vérités marxistes fondamentales, proclamer le désir de justice et de solidarité qui animait Karl Marx et dénoncer, quand il le fallait, les déviations de tendances totalitaires ou « travaillistes » dont le socialisme occidental n'a pas encore fini de souffrir³⁴.

³² Henri de Man: *Au delà du Marxisme*, p. 278.

³³ *Op. cit.*, p. 16.

³⁴ Cfr. *L'homme est révolutionnaire* de M, Georges Izard qui, pour moquer ce qu'il nomme « les cléricaux du marxisme » n'en appartient pas moins, lui-même, à la catégorie de ceux qui parlent

Toute la formation intellectuelle de Marx le poussait d'ailleurs vers un idéalisme confortable et vers une conception utopique du progrès social qui eût fait de lui le plus grand philosophe conformiste du XIXe siècle.

Hegel dont la pensée dominait l'enseignement universitaire allemand, professait que la libération de l'homme se réaliserait, en dernière analyse, par une ascension purement spirituelle et individuelle: à chacune de ces étapes, la liberté humaine en croissance, commence par passer par son contraire pour se retrouver avec une plénitude nouvelle: ou bien, selon Reinach, «° un être devient ce qu'il n'était pas en absorbant son contraire sorti de lui°»³⁵.

Nourri d'hégélianisme dès l'université, Karl Marx eût le courage de se dégager rapidement de l'empire ambiant de celui qui voulait établir la réalité par le seul raisonnement. Le mérite n'est pas mince, pour un étudiant, d'avoir réagi au moment où la gloire de Hegel atteignait son apogée et d'avoir éprouvé, parmi les premiers, devant la déformation professorale dont son maître était l'objet, la suffocation morale que Taine décrira par la suite et qui fait « qu'à travers l'Être et le Néant, le Devenir, la Limite et l'essence on roule, la poitrine oppressée, ne sachant si jamais on retrouvera le sol uni et la terre ».

Par la suite, Hegel devint malgré lui, avec Fichte, et par une véritable falsification de la pensée, le soutien spirituel du monarchisme allemand, de l'impérialisme et du bellicisme. Ses adeptes prussiens s'exploitèrent tendancieusement sa conception philosophique consistant à dire que la volonté générale, basée sur l'utilité générale, vend à désindividualiser l'homme au profit de la société, à le libérer spirituellement mais en l'amenant à accepter pleinement l'enchaînement rationnel des choses. Marx ne renie pas le maître, mais, à dix-neuf ans, il parle déjà de la

«° grotesque°» mélodie rocheuse de Hegel³⁶. Lui, aussi, aspire à la libération de l'homme. Il constate toutefois qu'on n'y parviendra que par une transformation d'ordre matériel et social. Il veut promouvoir - nous verrons comment - tous les hommes laborieux au rang de travailleurs véritables dans une société pleinement communautaire³⁷.

Mais Marx subit profondément aussi l'influence de Feuerbach, chef de la gauche hégélienne dont la thèse célèbre disait : ce n'est pas Dieu qui a créé l'homme, ce n'est pas l'idée qui a déterminé l'être: au contraire, Dieu n'est que le produit de l'homme et l'idée n'est que l'attribut de l'être. L'être humain en adorant Dieu aliène sa nature car ce qu'il croit être le Seigneur n'est que l'humanité. En reprenant tout ce qu'il a mis de lui dans l'idée de Dieu, l'Homme arrivera à vivre selon sa véritable nature.

En s'appuyant sur la conception dialectique de l'histoire de Hegel et sur la philosophie, à la fois sentimentale et athéiste de Feuerbach, Marx : arrivera par des voies purement philosophiques et « éthico-anthropologiques »³⁸ à constater l'opposition qui existe entre le capital et le travail.

Comme Pascal résolvait les plus arides problèmes algébriques par le simple raisonnement arithmétique, Marx affirme le socialisme scientifique,

de Marx sans le connaître.

³⁵ Salomon. Reinach : *Histoire des Philosophies*, tome III, p. 60.

³⁶ Marx: *Œuvres Philosophiques*. Traduction Molitor, tome IV, p.10.

³⁷ On trouvera une remarquable analyse des œuvres de jeunesse de Marx dans *L'Émancipation humaine d'après Karl Marx*, par l'abbé Grégoire, professeur à l'Université de Louvain, Louvain. Éd. Elvé, 1939.

³⁸ Molitor. tome IV, p. 6 (introduction de MM. Landshut et Mayer).

avant la lettre, par le raisonnement philosophique classique. Quand il arrivera, sous l'aiguillon pratique d'Engels et forcé par les nécessités politiques, à repenser sa doctrine primitive, il conservera toujours le sentiment profond que la simple négation de la société capitaliste n'est pas le socialisme que l'homme n'est pas *'homo oeconomicus* qu'on l'accuse à tort d'avoir rêvé.

Comment s'est développée la pensée de Marx au début de 1844 ?

Nous l'avons quitté à la fin du mois de mars 1843 déçu et irrité par l'interdiction de la *Gazette Rhénane* mais avec un grand acquit professionnel un profond enrichissement politique. Depuis cette époque, on peut dire que le cerveau de Karl Marx entre en ébullition sans qu'il perde jamais la conscience du juste milieu. Peut-être est-ce ce qu'il a de plus remarquable dans le personnage que cette capacité de se rapprocher de tout ce qui est juste même quand la hardiesse intellectuelle est excessive et de s'écarter sans hésitation de tout ce qui est faux même quand les apparences sont raisonnables.

Au fur et à mesure que le chercheur pénètre la pensée de Marx il comprend l'attrance irrésistible qui se dégageait de lui et qui faisait que des hommes de l'envergure de Frédéric Engels s'estimaient heureux de lui être subordonnés, considéraient comme naturel de lui faire apport de leurs découvertes, jugeaient équitable qu'on lui en attribuât le mérite.

Après l'épisode de la *Gazette Rhénane*, on voit Marx assez vivement avec ses amis du groupe Bauer, les affranchis, dont la passion dialectique excessive et qu'il jugeait stérile, faisaient des critiques purement négatifs, éloignés de plus en plus de toute réalité sociale.

Dans le même temps il s'initiait aux écrits de Weitling, le dirigeant de la « Fédération des Justes », véritable fondateur du communisme révolutionnaire en Allemagne. Par le don extraordinaire, que nous avons signalé, il percevait immédiatement les lacunes du système de Weitling que son manque de culture historique et son inexpérience économique .faisaient errer quand il s'agissait de déceler les origines des tares capitalistes ainsi que les causes fondamentales qui doivent amener L'avènement d'une société socialiste.

Aussi résolu contre les déviations idéologiques des néo-hégéliens que ferme contre les paralogismes des utopistes de la « Fédération des Justes ». Karl Marx, bravant les préjugés, les illusions et les malentendus de l'époque va poursuivre obstinément sa synthèse de la critique sociale.

Jeune bourgeois intellectuel de vingt-cinq ans, il montrera sur le plan théorique la même sagesse profonde, la même connaissance instinctive de la réalité qui feront, quatre-vingts ans plus tard sur le plan pratique la gloire de Lénine et de Staline³⁹.

Uni à sa fiancée depuis le 19 juin 1843, Marx va passer la plus grosse partie de l'année à rédiger sa *Critique de la Philosophie du Droit de Hegel*⁴⁰. On y retrouve l'expression de sa nouvelle sympathie intellectuelle pour Feuerbach dont il disait à Ruge: « Le seul point sur lequel je me sépare de Feuerbach est qu'il donne à mon avis trop d'importance à la nature et pas assez à la politique. Or, ce n'est qu'en s'alliant à la politique que la philosophie actuelle peut se

³⁹ Ch. Landshut et Mayer tome IV, p. XV: « Qui n'a pas saisi ce courant intime où se fait le travail de la pensée dans les Œuvres de jeunesse et qui traverse toute l'œuvre de Marx, ne peut arriver à comprendre le Marxisme ».

⁴⁰ Molitor, tome IV sous le titre de *Critique de la Philosophie de l'État de Hegel*.

réaliser°»⁴¹.

Karl Marx va prendre cette idée comme leitmotiv: la réalisation de la philosophie par' sa suppression⁴². En d'autres termes, transposant le problème humaniste du plan purement philosophique sur le plan social et politique réel, il va intervertir l'ordre des termes établis par Hegel. Du peuple il a faire le sujet et de l'État l'attribut.

⁴¹ Marx : *Gesamtausgabe*, tome I, 2, p. 308.

⁴² Marx, Molitor, tome IV, p. XXXV.

L'émancipation humaine

La *Critique de la Philosophie du Droit* marque, dans l'œuvre de Marx, le dernier épisode de ses conceptions purement idéales. Immédiatement après elle, dans la *Question Juive* qu'il publie aux *Annales Franco-Allemandes*, en mars 1844, il va, pour la première fois, s'attaquer au problème social pur et marquer que l'émancipation religieuse ou politique qui; ne tend pas à la transformation fondamentale de la société ne peut être que partielle.

Les *Annales* étaient la réalisation d'un grand projet de Ruge et de Fröbel. Ils ambitionnaient de grouper dans une revue tous les démocrates de talent qu'ils connaissaient : Marx, Engels, Hess, Bakounine, Henri Heine. Herwegh, Lamennais, Louis Blanc, Lamartine, Proudhon, Leroux, Cabet, Victor Considérant. Tous les Français se récusèrent sous des prétextes divers. Rien n'est plus révélateur de l'état des esprits à l'époque que de lire les raisons qu'ils invoquèrent : Lamennais gratifia Ruge d'un long discours sur la métaphysique : Louis Blanc lui fit un sermon sur l'athéisme et sur l'anticléricalisme; Lamartine, après avoir parlé d'« une idée sublime et sainte », se défendit avec horreur d'avoir jamais voulu collaborer à une telle entreprise révolutionnaire : Proudhon était absent de Paris; Leroux s'occupait de l'invention d'une machine à imprimer; Cabet lui reprocha de ne pas adhérer au communisme icarien; Considérant de vouloir recourir à la violence pour réaliser ses idées ...

Pendant quelques semaines il avait été question de faire paraître les *Annales* à Bruxelles. Arnold Ruge en parle longuement à Marx dans une lettre du 11 août 1843 :

Bruxelles, lui dit-il, est bien plus séparé de la vie allemande que Paris. Ici (à Paris) nous avons tous les journaux et tous les livres sans compter 85.000 Allemands tandis qu'à Bruxelles il n'y a presque rien. Les intellectuels allemands de Bruxelles sont trop pauvres et la colonie allemande trop réduite pour faire vivre une librairie. Par contre Bruxelles est beaucoup plus libre que Paris en ce qui concerne la presse. Les ordonnances de septembre les cautions, tout ce qui nous accable à Paris, n'existe pas à Bruxelles. La presse bruxelloise est absolument libre mais les idées sont si rétrogrades que toute la Belgique ne compte pas un seul journal Libéral, à fortiori pas un journal démocrate. Il n'y aurait, m'a-t-on assuré, pas de lecteurs⁴³ ...

Finalement, Paris fut choisi. Marx s'y installa en octobre 1843⁴⁴ et participa aux : négociations avec plusieurs collaborateurs. Il s'entremet notamment auprès de Feuerbach qui se déroba, tandis que Bakounine, pourchassé de ville en ville à travers la Suisse à cause de sa collaboration avec Weitling, songeait plus à sauver sa liberté qu'à écrire.

43 Marx : *Gesamtausgabe*, tome I. 2, p. 313.

44 Il habitait 38, rue Vaneau avec sa femme. Dans la même maison habitaient également Ruge et le docteur Mäurer qui lui firent connaître Henri Heine dont il devint l'intime.

Les *Annales Franco-allemandes* moururent aussitôt nées : pénurie d'argent d'abord, désaccord entre les fondateurs au sujet du communisme ensuite, puis rupture entre Marx et Ruge. Aussi bien le double numéro de mars 1844 n'eut-il pas de suivant. Il marque pourtant dans l'histoire des idées socialistes par l'apport des essais que Marx y publia et dont nous avons parlé⁴⁵.

La collaboration d'Engels à l'unique numéro des *Annales fut importante aussi*. Il avait écrit déjà à la *Gazette Rhénane*, puis avait publié quatre lettres d'Angleterre dans le *Républicain Suisse* de Fröbel. A Arnold Ruge il envoya deux études : l'une sur la *Situation en Angleterre*, l'autre intitulée *Esquisse d'une critique de l'économie politique*⁴⁶.

Nous avons déjà fait allusion à l'importance de *l'Esquisse* dans laquelle Engels indique comment le communisme naît de l'évolution même du système capitaliste. Ce document, avec le *Manuscrit* et *l'Idéologie Allemande* de Marx, est l'un des plus importants de la littérature marxiste d'avant 1848. Il annonce le ralliement définitif d'Engels au communisme, mais par des voies différentes Marx est persuadé par son analyse philosophique et politique de l'État, tandis qu'Engels, lui, aboutit au communisme par une critique purement économique et sociale des conséquences de l'évolution capitaliste.

N'ayant pu obtenir l'interdiction des *Annales* par Guizot, le gouvernement prussien se vengea en prohibant l'entrée de ta revue. Il ordonna également l'arrestation de Ruge, Marx, Heine et Bernays s'ils venaient à passer la frontière, « cette revue étant en de nombreux passages délictueuse et contenant des crimes de haute trahison et de lèse-majesté^o »⁴⁷.

On comprend dès lors que Marx soit demeuré à Paris. Il mit son séjour à profit pour terminer la rédaction du *Manuscrit économique et philosophique* que nous allons analyser plus en détail. Son importance historique résulte du fait qu'il est la dernière expression de la pensée marxiste avant la collaboration permanente avec Engels. Rédigé à Paris entre février et août 1844, ce manuscrit fut signalé pour la première fois en 1931 et resta inédit en français jusqu'en 1937.

Extrêmement difficile à lire, on doit à la patiente science, de M. D. Rjazanov, ancien directeur de l'Institut Marx-Engels-Lénine, de Moscou, d'avoir pu le reconstituer en entier.

Marx pose d'abord la question de savoir ce qu'est l'homme. Il le compare à

45 Les *Annales* mirent Marx en rapport avec plusieurs socialistes français. Il participa notamment, en mars 1844, avec Ruge et Bernays, à un banquet démocratique international où l'on discuta la question du développement de la propagande démocratique. Parmi les participants à ce banquet on remarquait Louis Blanc, Félix Pyat, Schölcher, Leroux et Bakounine.

46 Fr. Engels : *Œuvres Complètes*, tome II.

47 Cfr. A. Cornu, op. cit., p. 300

l'animal. Celui-ci n'agit qu'en fonction : de l'utilité immédiate, mécanique et obligatoire, n'est qu'un prolongement de la nature même. L'animal, a-t-il dit, produit d'une façon unilatérale «°tandis que l'homme produit .même quand il est libre des nécessités physiques et ne produit véritablement que dans la liberté de ce besoin; l'animal ne produit que lui-même, tandis que l'homme reproduit toute la nature; le produit de l'animal appartient immédiatement à son corps physique, tandis que l'homme est en rapport libre avec son produit... L'homme fait de sa propre activité vitale, un objet, de son vouloir et de sa conscience ... L'activité consciente libre est la caractéristique spécifique de l'homme°»⁴⁸.

L'homme .possédant la faculté de connaître les choses en elles-mêmes, sinon leur propriété empirique fondamentale ou caractéristique, en acquiert la curiosité. Il est donc, indéfiniment poussé au delà de ses besoins directs. Il possède aussi, à l'inverse de l'animal la conscience de soi et de sa distinction d'avec la nature. Il pourra donc jouir de ses œuvres comme siennes.

M. F. Grégoire fait observer très justement que l'aptitude à la poursuite consciente d'une fin sera le trait, par lequel, beaucoup plus tard, dans le *Capital*. Marx définira l'homme. Pour le jeune philosophe déjà « l'activité consciente libre est la caractéristique spécifique de l'homme ».

Les hommes sont destinés à s'humaniser les uns les autres par l'intermédiaire d'une nature qu'ils humanisent dans leurs œuvres. Ils ne seront hommes qu'en étant des êtres sociaux. L'histoire agit comme créateur du lien social, le travail qui est dans le sens même de la nature : «°Le caractère humain de la nature conclut Marx n'existe que pour l'homme *social* : ... ce n'est que dans la société que la nature est le *fondement* de la propre existence *humaine* de l'homme. Ce n'est que là que l'existence *naturelle* devient pour l'homme son existence *humaine* et que la nature, pour lui, est .devenue homme. La *société* est donc la consubstantialité de l'homme avec la nature »⁴⁹.

L'homme est donc, selon Marx, un producteur intelligent, libre, avant tout social, mais également en union avec la nature et en harmonie avec lui-même.

D'aucuns trouvent que l'expression de l'idéal humain, selon Marx, est trop intellectualiste, qu'elle manque de tendresse et de chaleur. C'est dans Le *Manuscrit* pourtant qu'on trouve ce passage presque romantique à force d'être sentimental : « Lorsque les ouvriers communistes se réunissent, leur but est d'abord la doctrine, la propagande, etc. Mais en même temps et par là même un nouveau besoin s'éveille en eux, celui d'avoir un commerce avec leurs semblables, et ce qui paraît un moyen est devenu un but⁵⁰. Les résultats remarquables de ce mouvement pratique, on peut les .observer dans les réunions des ouvriers communistes français. Le lien qui les réunit n'est pas de fumer, de boire ou de mélanger. La communion dans leur cercle leur suffit, ou la conversation dont le but n'est encore que la communion. Chez eux la

48 Marx : *Gesamtausgabe*, tome I, 3, pp. 87 et 88.

49 Marx-Molitor, tome VI, p. 26 ou *Gesamtausgabe*, tome I, 3, p. 116.

50 Là encore M. de Man s'est borné à pasticher une formule de Marx en la détournant de son sens. Cfr. le slogan demanien : « Le but est tout mais le but est dans le mouvement ».

fraternité humaine n'est pas une phrase mais une vérité, et de leurs visages durcis par le travail, émane toute la beauté de la nature humaine »⁵¹.

L'homme naturellement destiné à produire librement est violemment séparé du produit de son travail, déclare Marx.

Nous abordons ici le chapitre des aliénations du travail produites par la propriété privée en régime capitaliste. En effet, dit-il « plus grandiose devient le monde étranger que l'ouvrier crée en face de lui et plus dénué il devient lui-même ainsi que son monde intérieur » de telle sorte que « la réalisation du travail apparaît comme une déréalisation ». Cette situation est essentiellement le produit du régime capitaliste qui fait l'ouvrier de plus en plus pauvre et le sépare du produit de son travail.

« La dévaluation du monde des hommes », constate-t-il « progresse en raison directe de la valuation du monde des choses »⁵². Cette situation est incohérente, violatrice de la nature même des choses, biologiquement anormale; c'est un drame sensible, un conflit social.

Ensuite, l'homme naturellement destiné à jouir de la vue et de l'usage de ses œuvres est séparé violemment de son travail lui-même,

Cette deuxième et capitale aliénation du travail va amener Marx à des développements considérables. Il constate d'abord que le travailleur ne peut trouver d'occupation en dehors de l'atelier. Dès lors, il en arrive à ne se sentir *chez lui* qu'en *dehors* de son travail. Son labeur n'est plus spontané ni volontaire; il est forcé. Le travail ne représente plus la satisfaction d'un besoin, mais bien uniquement un moyen de satisfaire des besoins. Le travail forcé, note Marx, aboutit à ce résultat que l'homme ne se sent plus libre que dans ses fonctions animales et se sent comme animal dans ses fonctions humaines les plus nobles. Ainsi l'ouvrier travaille-t-il à sa propre perte. Ainsi la soumission du travail au capital amène-t-elle l'assujettissement de la classe du travail à la classe du capital.

Les progrès de la technique, expliquera plus tard Marx dans le *Capital* font du travailleur un appendice de la machine; le capitaliste, en divisant le travail, enlève au travailleur toute possibilité d'ascension⁵³. Dans le *Manuscrit* et dans *l'Idéologie*, il insiste surtout sur la différence générale de niveau presque insurmontable qui règne entre le genre d'occupations des classes sociales différentes, intellectuelles pour les uns, purement matérielles pour les autres.

Division du travail, dit-il, et propriété privée sont du reste des expressions identiques : dans l'une on exprime par rapport à l'activité ce qui est exprimé dans l'autre par rapport au produit du travail'. En outre avec la division du travail se crée en même temps la contradiction entre l'intérêt de l'individu ou de la famille l'intérêt commun de tous ceux qui ont des rapports ensemble. L'intérêt

51 Marx-Molitor, tome IV, p. 64; *Gesamtausgabe*, tome I. 3, p. 135

52 Marx : *Gesamtausgabe*, tome I, 3, p. 82

53 La jeune école « historiciste » voit dans la spécialisation du travail un phénomène inédit que Marx n'aurait pas prévu et dont il n'aurait surtout pas décelé la profondeur. Nous pensons que c'est là erreur. Il suffit pour s'en convaincre de lire le *Capital*.

commun n'existe pas simplement dans la représentation mais bien dans la réalité du fait de la dépendance réciproque des individus entre lesquels le travail est divisé⁵⁴.

La plus grande division du travail matériel et spirituel, note encore Marx dans un autre passage, c'est la séparation de la ville et de la campagne ... L'opposition entre la ville et la campagne ne peut exister que dans le cadre de la propriété privée ... La suppression de l'opposition entre la ville et la campagne est une des premières conditions du communisme⁵⁵.

La classe sociale dont le fondement repose sur la propriété privée a une tendance à s'autonomiser vis-à-vis des individus qui « finissent par trouver leurs conditions d'existence prédestinées, se voient assigner leur position sociale par leur classe et, partant leur développement personnel. C'est le même phénomène que la subordination des divers individus à la division du Travail »⁵⁶.

Les conditions de vie du prolétaire sont devenues quelque chose d'accidentel sur quoi individuellement il n'a, pas de contrôle « et sur quoi nulle organisation *sociale* ne peut lui donner de contrôle »⁵⁷.

Dans le régime capitaliste, où le travailleur est asservi au capital, il n'y a d'unité ni par-dessus les classes ni à l'intérieur des classes. Et Marx achève son analyse en constatant que «les individus ne constituent une classe que pour autant qu'ils ont à soutenir une lutte commune contre une autre classe; pour le reste ils s'affrontent en ennemis dans la concurrence »⁵⁸.

Il y a dans ces lignes des vues répondant, à près d'un siècle de distance, aux critiques ces épigones qui, « par une réaction excessive contre leur orthodoxie qui ne fut pas moins excessive »⁵⁹, en arrivent à contester au marxisme toute pénétration morale dans son analyse de la société.

L'économie mondiale, poursuit Marx, au lieu d'être organisée, et donc dominée par l'ensemble des hommes, leur échappe à tous, et domine tous, capitalistes et ouvriers. Au lieu de la vraie liberté qui consisterait dans une division du travail concerté et volontaire, de toutes les sections de l'économie, dans une coopération rationnelle et spontanée, assurant le règne de l'homme sur les moyens de production, le régime capitaliste conduit, par la voie de l'initiative désordonnée, à l'asservissement final de l'homme aux choses⁶⁰.

Plus on étudie l'histoire de la pensée humaine et plus on constate que, dans de nombreux domaines le monde en est encore à discuter l'application de solutions suggérées il y a déjà un siècle. Quel homme d'État participant à la Conférence de San Francisco a songé que le problème de la sanction en

54 Marx-Molitor : Idéologie Germanique, tome VI, pp, 172-173.

55 *Op. cit.*, pp. 201 et 202,

56 *Op. cit.*, pp. 224 et 225.

57 *Op. cit.*, p. 228.

58 *Op. cit.* p. 224.

59 Émile Vandervelde : *Études Marxistes*, Églantine, 1930, p. 9.

60 F. Grégoire, *op. cit.*, p. 23.

droit public international et la nécessité d'une force publique au service du droit des gens avaient été affirmés non seulement au premier Congrès international pour la Paix qui se tint à Bruxelles en 1848, mais remontaient, plus loin dans l'histoire, jusqu'à Saint-Simon et à l'abbé de Saint-Pierre ? De même combien d'économistes réunis à Bretton Woods ont-ils lu les considérations prophétiques de Karl Marx sur le commerce international ?

Faute, dit-il d'une réglementation mondiale de la production,

Le commerce, qui n'est pourtant rien d'autre que l'échange des produits d'individus et de pays différents, domine le monde entier par le rapport de l'offre et de la : demande - situation qui, suivant la parole d'un économiste anglais, plane sur la terre tel le *fatum* antique et, d'une main invisible, distribue aux hommes le bonheur et le malheur, fait naître et disparaître les peuples - tandis qu'avec la suppression de la base, la propriété privée, avec la réglementation communiste de la production et de l'anéantissement, qu'elle implique, de l'extériorité dans laquelle les hommes se trouvent vis-à-vis de leur propre produit, la puissance du rapport de l'offre et de la demande se réduit à rien et que *les hommes redeviennent maîtres de l'échange, de la production, du mode de leurs relations entre eux*⁶¹.

Bref, constate Marx, de même que la transformation de l'histoire nationale en histoire universelle n'est pas un acte purement abstrait de la « conscience .de soi» ou de quelque fantôme métaphysique, mais un fait empiriquement démontrable, de même « la transformation de l'activité individuelle en activité universelle a assujetti de plus en plus les hommes à une puissance qui leur est étrangère, qui est devenue plus massive et qui s'avère, en dernière analyse, comme *marché mondial* »⁶².

« La richesse vraiment spirituelle de l'individu dépend absolument de la richesse de ses rapports réels». Or, l'assujettissement des hommes à une puissance qui leur est étrangère est non seulement contraire à la dignité humaine, mais il provoque une mauvaise répartition des tâches individuelles.

Le régime capitaliste amène une répartition influencée par l'existence des classes sociales, par l'anarchie de la concurrence, par les mouvements incontrôlés du marché mondial. Pour que chacun puisse, dans la société, recevoir une tâche proportionnée à ses aptitudes et passer aisément d'une occupation à une autre, il faudrait un régime qui, tenant en mains toute la production de l'univers, l'ordonne rationnellement de façon à le mettre au service de chaque travailleur en vue de son épanouissement humain.

Aussi longtemps que la division du travail ne dérive pas, en dernière analyse, d'une direction universelle consentie, tant que l'activité n'est pas divisée volontairement, mais naturellement,

l'acte propre de l'homme devient pour lui une puissance étrangère qui le subjugué au lieu qu'il la domine. En effet, dès que le travail commence à être réparti, chacun a son cercle d'activité déterminé et exclusif qui lui est imposé,

61 Karl Marx-Molitor, tome VI, p. 178.

62 *Op. cit.*, pp. 180 et 181.

dont il ne peut sortir. Celui-ci est chasseur, celui-là pêcheur, un autre pâtre ou critique mais il est forcé de le rester, s'il ne veut pas perdre ses moyens d'existence⁶³.

La, prétendue liberté en régime capitaliste correspond en fait au règne de l'arbitraire aveugle des hommes s'exerçant parmi les contingences aveugles des choses. Cette « liberté » ne fait que dissimuler les asservissements auxquels elle conduit et qui livrent les capitalistes et les ouvriers, en commun et solidairement, à la fatalité extérieure.

La concurrence et la lutte des individus produisent et développent le hasard. La distinction de l'individu personnel d'avec l'individu de classe, le hasard des conditions de vie pour chacun n'apparaissent qu'avec la classe qui est elle-même un produit de la bourgeoisie⁶⁴.

Un peu plus loin, Marx tire sa conclusion :

Le droit de pouvoir, dans le cadre de certaines conditions jouir en toute tranquillité du hasard, on l'a jusqu'à ce jour, appelé liberté individuelle⁶⁵.

Sous la domination bourgeoise, les individus sont plus libres que précédemment « mais en réalité, ils sont naturellement moins libres, parce que subordonnés davantage à une puissance objective »⁶⁶. La liberté n'est, en effet, que la soumission forcée aux choses.

Incapable de maîtriser la répartition des tâches, le régime capitaliste étouffe, de plus, chez l'homme, le besoin même de liberté.

Karl Marx s'occupe aussi des effets de l'épargne et du placement sur la moralité. Ce sont eux; qui, d'après lui, mènent à la vénalité universelle. Il consacre à ce problème tout un chapitre du *Manuscrit* sous le titre : « Besoin, produit et division du travail ».

Que ce soit chez les capitalistes ou chez les ouvriers, le régime capitaliste refoule de toutes les manières le besoin naturel d'être pleinement homme. Les facteurs de ce refoulement constituent une série d'asservissements enchaînés les uns aux autres.

Marx constate, dès l'abord, que tous les hommes se comportent devant leurs besoins en fonction d'un besoin fondamental : l'argent. Le besoin d'argent est le seul besoin produit par l'économie capitaliste. Or, « la quantité de l'argent devient de plus en plus sa seule propriété puissante ... L'absence de mesure et de modération devient sa vraie mesure »⁶⁷. La loi du régime c'est d'accroître indéfiniment et rapidement le capital argent.

63 *Op. cit.*, pp. 174 et 175. Marx fait suivre sa critique acerbe d'une description un peu lyrique de ce que sera l'activité humaine librement réglée en régime communiste. Cela sent encore son Fourier et le Traité d'Association.

64 *Op. cit.*, p. 227.

65 *Op. cit.*, p. 231.

66 Marx-Molitor, tome VI, p. 227,

67 *Op. cit.*, p. 50.

Nous touchons ici à l'une des critiques fondamentales du marxisme éthique : il est contraire à la dignité humaine, c'est au premier chef une aliénation, que d'abandonner l'homme à la toute-puissance de l'argent.

Mais, en plus et en dehors de cette conséquence primordiale, il y en a d'autres : chacun s'efforce de créer à autrui de nouveaux besoins pour le contraindre à de nouveaux sacrifices. Telle la course aux consommateurs et aux débouchés économiques dont on verra les effets dans le courant des XIX^e et XX^e siècles. Chez tous ceux qui possèdent des ressources, les vrais besoins humains sont étouffés grâce à la multiplication de besoins artificiels.

Que se passera-t-il pourtant chez les pauvres, c'est-à-dire chez les ouvriers ? Envers eux le régime trouve intérêt à ne pas leur procurer de ressources. En effet, le profit capitaliste résultera d'un côté du bénéfice pris sur le consommateur, de l'autre de la compression des salaires⁶⁸.

Nous voyons s'esquisser ici la théorie de la plus-value que Marx développera dans le *Capital*. Mais il établit déjà le départ entre la notion de profit et celle de la plus-value. Tout serait à citer dans ces pages où le lecteur, habitué au style un peu pesant que sert dans le *Capital*, à la démonstration économique, va découvrir un lyrisme aussi vigoureux qu'imprévu. Mais il faut se borner, résumer et citer.

Le capitaliste accroît donc, d'un côté, les besoins et les moyens de les satisfaire; de l'autre, il crée le manque de besoins et le manque de moyens de les satisfaire. Il y parvient en réduisant l'ouvrier à l'entretien indispensable et le plus lamentable de la vie physique et en « calculant comme norme générale la vie la plus pauvre possible »⁶⁹.

Sous la férule capitaliste « la machine s'adapte à la faiblesse de l'homme pour faire de l'homme faible une machine ». De même l'économie politique, science de la richesse, réussit cette gageure d'être, en même temps, la science du renoncement, des privations et de l'épargne, car « elle arrive réellement à épargner à l'homme jusqu'au besoin d'un air pur, du mouvement physique »⁷⁰.

Écoutez gronder la colère généreuse de celui que certains n'ont cessé de représenter à travers le monde comme un maniaque du matérialisme et de l'insensibilité :

Ou bien l'extension de la production et des besoins se fait l'esclave ingénieux et toujours calculateur d'appétits imaginaires, inhumains, raffinés, contraires à la nature, car la propriété privée ne sait pas faire du besoin de repos un besoin humain.

Son idéalisme, c'est la présomption, l'arbitraire, le caprice et il n'est pas d'émeute qui flagorne plus hautement son despote et cherche par des moyens

68 Cette conception un peu simpliste sera corrigée ultérieurement par Marx.

69 *Op. cit.*, p. 53.

70 *Op. cit.*, p. 54.

plus infâmes à stimuler ses appétences émoussées pour obtenir subrepticement quelques faveurs, comme le producteur eunuque de l'industrie, pour subtiliser quelques pièces blanches, pour faire sortir les jaunets de la poche de son voisin tendrement aimé, se plie aux idées les plus éhontées de cet autre, joue le rôle d'entremetteur entre lui et son besoin, éveille chez lui des désirs maladifs, guette la moindre de ses défaillances, pour réclamer ensuite le salaire de ses bons offices.

Ou bien cette aliénation se manifeste en ce que le raffinement des besoins et de leurs moyens d'un côté, provoque de l'autre côté l'abrutissement bestial, une totale et grossière simplicité abstraite du besoin ou plutôt se reproduit simplement en un sens contraire.

Même le besoin de grand air cesse pour l'ouvrier, d'être un besoin; l'homme recommence à loger dans des cavernes, mais elles sont maintenant empoisonnées par l'ignoble souffle pestilentiel de la civilisation et l'ouvrier ne les habite plus qu'à titre précaire. Elles sont pour lui une puissance étrangère qui peut lui faire défaut d'un jour à l'autre. Il peut d'un jour à l'autre en être expulsé. Cette maison de mort il faut qu'il la paie. La demeure lumineuse que, dans Eschyle, Prométhée désigne comme un des grands présents par lesquels il a transformé les sauvages en hommes, cesse d'être pour l'ouvrier. La propriété animale la plus élémentaire cesse d'être pour l'homme un besoin. La saleté, cette corruption, cette putréfaction de l'homme, qui s'écoule dans les ruisseaux de la civilisation, devient l'élément où il vit⁷¹.

L'ouvrier, constate Marx, doit avoir tout juste de quoi vivre et il ne doit avoir la volonté de vivre que pour acquérir ce minimum.

Cela étant, le capitalisme orientera l'ouvrier vers les besoins grossiers, car ceux-ci sont un bien plus grande source de profit que les besoins délicats du riche. Les « assommoirs » anglais sont une représentation symbolique de la propriété privée.

L'économie politique, dans son aberration, en viendra à constater qu'il y a trop d'hommes. L'ouvrier moral, selon Stuart Mill, sera économe quant à la génération ! Nous assistons donc à une déshumanisation générale de toutes les classes de la société⁷².

J.-B. Say et Ricardo prônent l'épargne et l'éloignement du luxe comme des ascètes. Ils engagent même l'ouvrier à placer ses économies de façon capitaliste dans le même temps qu'ils recommandent la réduction des salaires⁷³.

Mais l'économie cumulée doit nécessairement provoquer une consommation de luxe; dès lors, les économistes partisans de l'épargne rejoignent, *in fine* ceux qui, comme Malthus et Lauderdale, recommandent le luxe et honnissent l'épargne. Les deux écoles opposées favorisent, à la fois, les inconvénients du luxe et ceux de l'épargne.

Cette dernière, en effet, présente des inconvénients. Elle mène au faux

71 *Op. cit.*, pp. 51 et 52.

72 Cfr. John Stuart Mill : *Principes d'Économie Politique*, où il parle avec mépris de la « fonction de faire des enfants ».

73 Cfr. J. B. Say : *Économie Politique* (Chapitre des « Consommations Privées ») et David Ricardo : *Principes d'Économie Politique*.

ascétisme en poussant l'homme, animé par le désir de placements fructueux, à épargner sur tout, sur son repos, sa santé, sa culture personnelle. Il en arrive ainsi à faire argent de tout, même de son honneur. Le vrai idéal du capitalisme. « c'est l'avare ascétique mais usurier et l'esclave ascétique mais producteur »⁷⁴.

L'argent en régime capitaliste apparaît donc comme directement opposé et étranger à la nature humaine. Il constitue la principale et plus grande des aliénations. En négligeant l'homme, ses aspirations supérieures, son caractère et sa dignité, le régime capitaliste et sa science, l'économie politique sont en opposition directe avec la morale.

De son côté, la morale devenant une vertu inaccessible au prolétaire, en est réduite à prôner des devoirs impossibles. Seul l'établissement d'un autre régime pourrait amener une véritable réconciliation entre les lois économiques et la morale. Tout ce qui se fait actuellement dans ce domaine est pure hypocrisie. Toujours et partout le capitaliste - que ce soit dans le domaine économique ou dans la politique tend à « ramener tout à l'individu dépouillé de toute déterminabilité et fixé comme capitaliste ou ouvrier »⁷⁵.

L'homme, quand il accroît son avoir grâce à l'épargne, le fait en espérant, par son argent, acheter n'importe quoi et, partant provoquer chez autrui le désir de lui vendre n'importe quoi. Ainsi, par un juste retour de la vraie morale, la volonté d'épargne et de placement aboutit, de quelque façon qu'on la considère à favoriser la vénalité universelle. Elle favorise l'abus de la propriété de l'argent qui est de tout acheter.

L'un des passages les plus caractéristiques et les plus curieux du *Manuscrit* de 1844 est sans conteste celui où, avec une véhémence accrue, une fougue juvénile, une passion morale qu'on rencontre chez bien peu de philosophes et encore moins chez les économistes, Karl Marx va faire le procès philosophique de l'argent.

S'il faut un lien entre les hommes et les choses et si ce lien doit être l'argent, il faudrait que, par lui, chaque homme pût entrer en rapport avec ses valeurs complémentaires : l'artiste avec l'art, l'intellectuel avec les choses de l'esprit. Le véritable lien des hommes entre eux devrait consister dans l'échange de biens spirituels en correspondance réciproque, l'amour répondant à l'amour la confiance à la confiance, l'influence au talent de persuasion.

Si les choses étaient ce qu'elles devraient être, seuls les hommes doués d'une richesse intérieure véritable pourraient nouer de semblables liens. Tous les humains possédant cette qualité devraient avoir la possibilité de jouir de ces bienfaits.

74 Karl Marx-Molitor, tome VI, p. 54.

75 *Op. cit.*, p. 97

Abonnement-Preise:

in Paris:

Ein Jahr 28 Francs.
 Drei Monate 15 „
 Zwei Monate 8 „

Ausswärts:

Ein Jahr 30 Francs.
 Drei Monate 15 „
 Zwei Monate 8 „

Insertionen: die Zeile à 50 Centimes.

Vorwärts!



Pariser Deutsche Monatschrift.

Man abonniert:

für Paris:

im Bureau central pour l'Allemagne,
 rue des Moulins, 32,
 im Comptoir des Buchbinderverrins
 quai Malaquais, 15,
 in der Wenzelschen Buchhandlung,
 rue du Pas de la Mule, 3;

in den Departements:
 bei allen Postämtern und Messagerien;
 Deutschland, Schweiz, England:
 in allen Buchhandlungen,
 Belgien:

bei den Messagerien,

Nord-Amerika:

bei den Herren Wichtel und Bernhardt,
 Spruce Street, No. 3, in New-York.

Vorwort und Ankündigung

zu dem Zweiten Jahrgange 1845 des „Vorwärts.“

- Rechts über die Spalten -

Der erste Jahrgang unseres Blattes ist geschlossen. Trotz aller demselben entgegenstehenden Hindernisse, trotz aller Prophezeihungen seines baldigen Erlöschens wird es fortbestehen; der Kreis seiner Schriftsteller wie seiner Leser hat sich festgesetzt, das Vertrauen der Besseren ist ihm geworden und unerschöpflich verfolgt es seine fernere Bahn. Das „Vorwärts“ hat in dem ersten Jahrgange seine Pflicht gethan, seinen Zweck erfüllt, — ein leichter Anstoß ist es auf dem Schlachtfelde der neuen großen socialen Bewegung mit scharfen Waffen, mit weithin und sicher treffendem Rohre erschienen, es hat den Feind beunruhigt, angegriffen, verfolgt, gezoget und manchen Sieg im leichten Vorpostengefechte errungen, — es war stets voran in den ersten Reihen und hat seinen Mann gestanden. Mannigfache Auszeichnung ist ihm dafür geworden, in den meisten deutschen Staaten ist es streng verboten, ein preussischer Minister hat ihm in öffentlicher Rede die „Ehre der Erwähnung“ geköhnt, gegen seinen Redacteur und die meisten seiner Mitarbeiter sind in Preussen Verhaftungsbeehle mit beigefügtem Signalement erlassen, die „Augsburger Allgemeine Zeitung“ hat ob des „Vorwärts“ mehrere Male epistepische Anfälle und bedenkliche Zustände beklommen, die Philister bildeten und bellten gegen das kleine censurfreie Blattchen, die Gefandtschaft des Reiches Oester hat uns beim hiesigen Ministerium denunziert, ein uns zugedachter Preshprozess vor den Rissen wurde von der Anklagekammer niedergeschlagen, ein anderer wegen Nicht-Cautions-Verstlung wurde vor dem Nachpolsgericht zu unserm Nachtheile entfallen. Einer unserer Redactoren, Herr Bernays, bezieht in diesem Augenblicke in dem Gefängnisse von Sainte-Pelagie eine zweimonatliche Haft, wegen eines Irrthums. War es nicht von seiner Seite ein Irrthum zu glauben daß die französischen Gesetze, ausschließlich nur für Frankreich gemacht, bei dem Verbote für nicht-cautionirte Blätter sich mit Politik zu beschäftigen, unter dem Worte Politik nur die französische Politik verstanden; war es nicht von ihm ein Irrthum, daß er glaubte, wenn man, in Deutschland oder einem andern fremden Lande, vorfommende Ereignisse erzählte und Betrachtungen daran knüpfte, dies: gleichzeitige Geschichte, Geschichts-Philosophie und nicht Politik sei, war es nicht ein Irrthum daß er dem vielgepreizenen Dictionnaire de l'Académie glaubte und dessen Definition: - *Politique*: Systeme particulier d'un gouvernement pour arriver à ses fins, quelles qu'elles soient, - für baaeren Ernst nahm? Das Tribunal hat ihn seiner Irrthümer überführt und Herr Bernays hat sich diesem Ausspruche so willig gefügt, daß er sogar auf das Rechtsmittel der Appellation an die Cour royale Verzicht leistete, und sich ohne Widerrede sogleich in Sainte-Pelagie stellte. Auch wir unterwerfen uns dem Ausspruche des Berichtes und sind weit davon entfernt ihn kritisiren zu wollen: wir wären demnach verpflichtet von nun an eine Caution von 75000 Francs zu erlegen, um in der bisherigen Art und Weise schreiben und erscheinen zu können. Wichtige, jedoch leicht errathbare Gründe bestimmen uns die geforderte Caution nicht zu erlegen und da nach § 3 des Gesetzes von 18. Juli 1828 alle nur ein Mal monatlich erscheinenden periodischen Schriften von der Erlegung einer Caution befreit sind, so wird das

„Vorwärts!“

vom Beginne des Jahres 1845 an

als Monatschrift

und zwar am 16. eines jeden Monats in einem Bande von mindestens acht Druckbogen oder 96. bis 100 Seiten, nebst elegantem Umschlage auf großem Royal-Papier, mit neuen gut lesbaren Lettern gedruckt, erscheinen, und somit jährlich eine kleine Bibliothek von zwölf Bänden bilden.

Allein zu dieser Umwandlung bestimmt uns nicht nur die Cautions-Forderung des Gesetzes, sondern auch noch manche andere wichtige Rücksicht. Unser Material häuft sich; außer den Berichten unserer neu gewonnenen regelmäßigen Korrespondenten in Wien, Berlin, München, Stuttgart, Karlsruhe, Hamburg, Frankfurt, Breslau, Köln u. s. w. strömen uns von allen Punkten Deutschlands höchst werthvolle Beiträge zu, meistens größere Arbeiten, die durch das Zerstückeln in vielfachen Fortsetzungen (ein bei einem nur zwei Mal wöchentlich erscheinenden Blatte unvermeidlicher Uebelstand), unendlich verlieren und

Fac-similé du « Vorwärts » annonçant la transformation du journal, supprimé par Guizot, en revue mensuelle

Ici le lyrisme du jeune Marx se donne libre cours. Il cite le *Faust* de Goethe mais surtout Shakespeare. Le lettré qui se souvient du passage dans *Timon d'Athènes*. Shakespeare présente Timon, ruiné, abandonné par ses amis, découvrant un trésor dans le bois où il s'est réfugié. Et Timon maudit l'or à cause de quoi il a perdu toutes les espérances et toutes les illusions :

Or, précieux, scintillant, rouge ? Non ô Dieux, ce n'est pas en vain que je vous ai suppliés. En avoir beaucoup fait que le noir est blanc, le laid beau, le mal bien, le vieux jeune, le lâche vaillant. Le vulgaire noble. Il entraîne ... le prêtre loin de l'autel; il arrache aux demi-convalescents l'oreiller où ils sommeillaient. Cet esclave rouge fait et défait les liens sacrés; il bénit le maudit; il rend la lèpre aimable; il honore le voleur et lui procure rang, courbettes, influence au conseil des anciens; il amène des amants à la veuve âgée; il redonne une jeunesse de mai embaumé à cette veuve renvoyée avec dégoût, aux plaies purulentes, sentant l'hôpital. Maudit métal, vulgaire prostituée des hommes, ô toi qui aveugles les peuples !

Et plus loin :

O toi, doux régicide, noble agent de discorde entre le père et le fils ! Toi qui souilles la plus pure couche nuptiale ! Dieu invisible qui concilie étroitement des impossibilités et qui les forces à se donner un baiser ! Tu parles dans toutes les langues, à toute fin ! Pierre de touche des cœurs ! Songe que ton esclave, l'homme, se révolte ! Anéantis ta force en les troublant tous, pour que les bêtes deviennent les maîtres du monde !⁷⁶

Marx déduit alors de son analyse les deux propriétés de l'argent :

1° Il est la divinité invisible qui provoque la transformation de toutes les propriétés humaines et naturelles en leur contraire, la confusion et le renversement des choses; il fait fraterniser des impossibilités.

2° C'est la prostituée universelle, l'entremetteuse universelle des hommes et des peuples !⁷⁷

Ainsi l'argent trouve sa « puissance divine » dans le fait qu'il permet à l'homme de se vendre, à l'humanité entière de sombrer dans la vénalité. « L'argent, c'est le pouvoir aliéné de l'humanité ». Tout, par lui, est contradiction : les uns satisferont des besoins inutiles, les autres seront empêchés de satisfaire leurs besoins humains ...

·
Tout ce qui, dans le travail, tend à l'épanouissement de l'être humain et à sa joie va par l'aliénation du produit du travail et par celle du travail lui-même, l'opprimer et le faire souffrir. Telle est la morale naturelle qui naît du capitalisme. L'homme, constate Marx, qui est naturellement destiné à obtenir par le travail l'union avec la nature, la voit devenir étrangère et hostile. Dans une organisation sociale respectueuse de la dignité humaine, chaque homme devrait jouir des œuvres des autres membres de la collectivité naturelle. L'économie capitaliste arrive à ce résultat de rendre la nature étrangère à l'homme. Au fur et à mesure que la nature s'humanise dans les œuvres de

76 *Op. cit.*, pp. 108 et 109.

77 *Op. cit.*, p. 111.

l'ouvrier, elle devient plus inhumaine pour lui⁷⁸.

L'homme qui devrait obtenir l'harmonie avec lui-même est séparée de sa propre nature. En effet, si l'existence humaine était ordonnée selon un travail intelligent et libre, l'homme vivrait en conformité avec les exigences premières de sa propre nature. Une fois de plus, en le forçant à mettre tout son travail au service de sa subsistance élémentaire, le capitalisme met l'homme en désaccord avec sa propre nature. « Ce qui est la vie même apparaît comme un pur moyen de vivre »⁷⁹.

Enfin, l'homme destiné à vivre en communion avec les autres hommes est séparé d'eux. Nous voyons l'homme privé de son humanité, privé du produit de son travail, privé de la liberté du travail, être, de plus, exploité et opprimé par quelqu'un qui ne produit pas. Celui-là considère celui-ci comme un pur moyen économique, le frustre et de la joie de la production et de la jouissance du produit. Ainsi les hommes sont partagés en deux catégories éloignées l'une de l'autre et éloignées toutes deux de l'idéal que représente le travail libre en collaboration spontanée.

Parce que les uns se refusent au travail et à la collaboration et choisissent d'exploiter le travail d'autrui, les autres sont privés des joies naturelles du travail et de la collaboration. Ainsi la nature humaine de tous apparaît aliénée et tous sont aliénés les uns aux autres. C'est pourquoi, finalement, le régime capitaliste a détruit la production intelligente, librement consentie et sociale.

Marx a terminé, de la sorte, l'analyse complète de ce qu'il a nommé les « aliénations du travail ». Son exposé sérieux, dogmatique, tour à tour imprégné d'une sérénité philosophique supérieure, puis marqué d'une indignation violente, est remarquable à plus d'un titre. Il marque d'abord à quel point l'aspect moral du travail social est à la base de la méditation et de la philosophie marxistes. Bien entendu, on ne jugera pas Marx sur son œuvre de la vingt-sixième année, mais on devra s'abstenir dorénavant, aussi, de ne voir dans le fondateur du socialisme scientifique qu'un homme obstinément attaché à l'aspect négatif des choses, uniquement inspiré par le « dogmatisme rigide des objectifs rationalisés »⁸⁰, déterministe à outrance, exclusivement intéressé au concept économique.

Émile Vandervelde a souvent protesté contre cette façon de juger le marxisme, Il y avait d'autant plus de mérite qu'au moment où il écrivait, les œuvres de jeunesse étaient encore inédites. Quand Vandervelde parle de la tradition socialiste, il définit l'aspiration marxienne générale comme « un jugement d'ordre moral, une révolte contre l'injustice, une réaction du sentiment communautaire, préexistant au capitalisme, ayant ses origines au plus profond de la nature humaine, contre les abus et les excès de l'instinct acquisitif »⁸¹.

78 Cfr. F. Grégoire, *op.cit.*, p.34

79 Marx : *Gesamtausgabe*, tome I, 3, p. 89

80 Henri de Man : *Au delà du Marxisme*, p. 311.

⁸¹ Émile Vandervelde : *Études Marxistes*, p. 111.

Le problème de l'individu et la conquête de l'égalité

La correspondance, les discours, les œuvres écrites de Marx et d'Engels comportent trop d'allusions à l'école socialiste française pour qu'on puisse contester qu'ils en ont subi l'influence. Il suffit d'ailleurs de relire la *Théorie des Quatre Mouvements* ou le *Traité de l'association domestique agricole* de Charles Fourier pour retrouver sous la plume de celui qu'on peut nommer le prince des socialistes utopistes les mêmes critiques de la concurrence déréglée, les mêmes protestations contre l'aliénation du travail, les mêmes diatribes contre les atteintes portées à la dignité humaine.

Que Marx parle de l'anarchie morale produite par le capitalisme ou que Fourier consacre un chapitre du *Traité de l'Association* aux « énormités sociales » qui font qu'en régime de profit précapitaliste.

le médecin souhaite à ses concitoyens de bonnes fièvres et de bons catarrhes, le militaire une bonne guerre qui fasse tuer la moitié de ses camarades afin de lui procurer de l'avancement et l'accapareur une bonne famine qui élève le prix du pain au double ou au triple⁸².

l'inspiration, le souci de justice, la préoccupation morale sont les mêmes.

Les seules choses, mais elles sont essentielles, qui distinguent le marxisme de tout ce qui fut dit et écrit avant lui, sont le courage d'avoir osé pousser le raisonnement jusqu'au bout de la logique, d'avoir cherché les causes réelles au lieu de se borner à constater les effets, d'avoir fait de l'injustice sociale du régime capitaliste une critique non seulement philosophique mais économique, voire mathématique, d'avoir compris l'importance du rôle que doit jouer la classe opprimée dans la révolution nécessaire, d'avoir, enfin, créé une discipline intellectuelle telle qu'elle sert encore de base à tout mouvement social tendant à l'affranchissement de l'humanité.

Marx rejoint donc Fourier, Mably, Cabet, Owen, Thompson, Proudhon, Saint-Simon, comme il a rejoint Feuerbach et Hegel. Il les rejoint, mais les dépasse aussitôt d'un seul coup d'aile.

Toute philosophe pur qu'il est et qu'il restera jusqu'au moment où l'étude du complexe économique va cristalliser sa pensée et sa doctrine, le jeune docteur d'Iéna n'en poursuit pas moins son analyse qui va le mener très tôt aux frontières mêmes de l'hétérodoxie sociale.

Passe encore de blâmer les excès du siècle les effets démoralisants du salariat et de « l'économie politique » mais s'en prendre à la religion, à la morale et au droit !

Marx n'hésite pourtant pas à la faire et nous le voyons étudier, après les aliénations du travail, ce qu'il nomme les aliénations idéologiques. C'est-à-dire les

⁸² Charles Fourier : *Traité de l'Association domestique agricole*, Paris, 1822, tome I, p. 36.

manifestations qui doivent, aux prolétaires, rendre supportables les aliénations du travail et leur apporter, sans qu'il en coûte trop grande chose, des compensations d'ordre mental. Ainsi sont en honneur, dans la société la philosophie, la religion, la morale, le droit et la science. Tout en eux doit contribuer à justifier idéologiquement le régime d'où vient le mal social, à trouver des impératifs de ou des garanties juridiques : Dieu, la volonté divine, la morale de classe, le respect du bien d'autrui, la soumission à l'autorité, le droit de propriété, la libre concurrence sont autant de conceptions que les classes dirigeantes mettent le plus possible en honneur pour maintenir le prolétariat dans la docilité⁸³.

L'expression sociale de cette idéologie : la Religion et l'État, non seulement ne contribuent en rien à l'enrichissement réel, moral ou matériel de l'individu, mais lui sont étrangers et hostiles. S'y attacher représente pour l'homme une nouvelle série d'aliénations.

Que retiendrons-nous de l'analyse faite par Marx de l'aliénation politique ? Des notions essentielles et qui sont encore actuelles aujourd'hui.

Dans la société bourgeoise, issue de la Révolution française, les hommes sont égaux et souverains. Mais, en réalité, une classe minoritaire, la bourgeoisie, asservit les autres éléments de la société à ses propres intérêts. Elle est asservie elle-même aux fatalités économiques. Ainsi disparaissent pour tous la souveraineté, l'égalité des droits et la notion de l'intérêt général.

Les droits du citoyen ne servent de base qu'à une souveraineté fictive. Il est rempli d'une généralité irréaliste.

Que ce soit dans la *Question juive*⁸⁴ ou dans *l'Idéologie allemande*, Marx s'en prend vigoureusement à l'État. Il marque très fortement que le régime politique issu de la révolution de 1789 est incapable de réagir efficacement sur le régime économique et social.

A côté de toutes les inégalités de base, des compétitions d'intérêt et des asservissements qui sont le fait du capitalisme, les droits politiques apparaissent comme des avantages sans importance, comme vides d'eux-mêmes, et, en outre, comme nuisibles parce qu'ils dissimulent la réalité.

Nous ne reviendrons pas sur le problème de l'État selon la conception socialiste. Dans *le socialisme contre l'État*, Vandervelde a exposé magistralement la doctrine marxiste qui tend, *in fine*, à l'abolition de l'État. Bornons-nous à rappeler, comme il le fit, qu'en 1884, dans *L'origine de la Famille, de la Propriété et de l'État*, Engels exposait en détail les conceptions anti étatistes de Marx.

Ce qui nous occupe plus spécialement ici, c'est de montrer que, contrairement à la légende selon laquelle " la doctrine socialiste affirme et nie tour à tour les principes qu'elle expose "⁸⁵, déjà en 1843, puis en 1845, Marx affirmait une conception

⁸³ cfr. Grégoire, *op.cit.*, p. 35.

⁸⁴ *Die Jugendfrage* dans *Gesamtausgabe*, tome I, 1, a, pp. 576 et ss.

⁸⁵ *Paul Tschoffen* dans *Le Soir*, 30 août 1919.

formellement individualiste et hostile à la primauté de l'État. C'est d'ailleurs un truisme pour tout socialiste éclairé.

Marx remarque notamment que l'État qui supprime, d'un côté, les conditions sociales et qui affirme le principe de la souveraineté populaire laisse, de l'autre, la propriété privée, la culture et les occupations agir à leur façon.

L'État, dit-il, étant la forme où les individus d'une classe dominante font valoir leurs intérêts communs et où se résume toute la société bourgeoise d'une époque, il s'ensuit que toutes les institutions communes passent par l'intermédiaire de l'État et reçoivent une forme politique. D'où l'illusion que la loi repose sur la volonté, sur la volonté détachée de sa base réelle, sur la volonté libre. De même le droit est alors ramené à la loi.

Les prolétaires, ajoute-t-il, doivent abolir les conditions d'existence et de travail qui sont les leurs.

Ils se trouvent donc aussi en opposition directe avec la forme dans laquelle les individus de la Société se sont donné jusqu'ici une expression générale, et ils doivent donc abattre l'État pour faire triompher leur personnalité⁸⁶.

Car l'État n'est au fond que le pouvoir de police assurant sous le nom d'ordre" le maintien et le bon fonctionnement du régime. Le capitalisme étant essentiellement profitable à une classe, l'État apparaît comme un état de classe, comme l'organe de l'exploitation et de l'oppression d'une classe par l'autre.

Liberté économique ? Mystification pour asservir le prolétariat, répond Marx. Mystification aussi que les libertés politiques et civiles. Derrière elles il ne subsiste que la domination des uns et la servitude des autres.

Messieurs, dira Karl Marx, le 9 janvier 1848, à l'Association démocratique de Bruxelles, à propos du Libre-Echange, ne vous laissez pas imposer par le mot abstrait de liberté. Liberté de qui ? Ce n'est pas la liberté d'un simple individu en présence d'un autre individu. C'est la liberté qu'a le capital d'écraser le travailleur⁸⁷.

Aussi bien les « prétendus droits de l'homme ne dépassent-ils pas l'homme égoïste, l'homme tel qu'il est dans la société bourgeoise, c'est-à-dire replié sur soi, sur ses intérêts privés et ses volontés arbitraires, l'homme séparé de l'homme et de la communauté »⁸⁸.

Qu'en est-il des droits civils ? en vient à se demander le jeune Marx. Sa réponse ne laisse aucun doute sur la précision de sa pensée : droits vides et nuisibles comme les droits politiques avec cette circonstance aggravante qu'en prétendant garantir des avantages à l'être humain ils fondent juridiquement l'asservissement économique et les mesures policières nécessaires pour les maintenir. Des quatre droits civils : liberté, égalité, sûreté et propriété, le dernier constitue le droit capital dont les autres définissent seulement le principe, les modalités et les conditions.

⁸⁶ Marx : *Idéologie Allemande*, Molitor, tome VI, p. 239 et 247.

⁸⁷ Marx : *Discours sur le libre-échange*, p. 1848, p. 13, cfr. p.

⁸⁸ Cité par Grégoire, *op cit.*, p. 38.

Marx reprend la définition de la liberté selon la Constitution française de 1793 : « La liberté est le pouvoir qui appartient à l'homme de faire tout ce qui ne nuit pas aux droits d'autrui »⁸⁹. Les limites dans lesquelles chacun peut se mouvoir sans nuire à autrui sont définies par la loi. Le droit de l'homme se base non pas sur l'union de l'homme avec l'homme mais plutôt sur sa séparation. C'est le droit à la séparation, le droit de l'homme limité à lui-même ».

L'application pratique essentielle du droit de liberté, c'est le droit de propriété privée. La Constitution de 1793 dit qu'il permet au citoyen « de jouir et de disposer à son gré de ses biens, de ses revenus, du fruit de son travail et de son industrie »⁹⁰.

Le droit de propriété permet donc de jouir de ses biens sans tenir compte d'autrui, indépendamment de la société : c'est le droit de l'égoïsme : c'est le fondement de la société bourgeoise. Par lui chaque homme voit dans un autre homme non point la réalisation mais bien la limite de ses droits.

Si Marx, dès son jeune âge, a si fort appuyé sur la notion de classe, c'est parce qu'il constate que l'État ne sert qu'au maintien et au plein fonctionnement du régime économique actuel. Comme ce régime ne sert qu'à une classe, l'État, son expression sociale suprême, apparaît comme un État de classe, organe d'exploitation d'une classe par l'autre. La notion moderne de l'État est liée à la notion de propriété. Sans appropriation individuelle il n'y aurait pas d'État policier. Si l'on peut concevoir en régime de transition socialiste un État coordonnateur, en régime communiste toute notion d'État disparaîtra, comme nous verrons plus loin, pour céder la place à une communauté fraternelle et libre⁹¹.

Dès sa jeunesse, Marx, en désaccord formel sur ce point avec Feuerbach, affirmera qu'en philosophie comme en économie on ne peut raisonner sur l'homme « atome sans relations », mais qu'il faut considérer la collectivité comme un ensemble d'individus unis par des liens sociaux. En effet, l'individu n'a pas d'existence véritable en dehors du milieu où il vit⁹².

Seul le communisme pourra remédier aux maux produits par le régime du travail aliéné de la propriété privée et de l'homme soumis aux produits qu'il crée.

La société peut, en effet, organiser la production, l'adapter aux besoins de la consommation. Elle peut assurer du travail à chacun des membres. En organisant la répartition elle peut rémunérer le travail par une participation dans les produits. Amenant à tous l'aisance matérielle et spirituelle, le communisme réalisera, enfin, l'égalité.

Le grand problème que l'humanité a à résoudre consiste à supprimer le travail-marchandise qui est contraire à la dignité humaine, générateur de misères physiques

⁸⁹ La Constitution de 1946 a repris à peu près les mêmes termes : La liberté est la faculté de faire tout ce qui ne porte pas atteinte aux droits d'autrui.

⁹⁰ La Constituante française de 1793 dit, elle : Le droit de propriété ne saurait être exercé contrairement à l'utilité sociale ou de manière à porter préjudice à la sûreté, à la liberté, à l'existence ou à la propriété d'autrui. Tout bien, toute entreprise dont l'exploitation a ou acquiert les caractères d'un service public national ou d'un monopole de fait doit devenir la propriété de la collectivité.

⁹¹ Cfr. la *Sainte Famille* dans *Gesamtausgabe*, tom I. 3, pp. 296 et ss.

⁹² Karl Marx : *Ludwig Feuerbach* (Thèses VI et VII).

et spirituelles. Il s'agit de réévaluer économiquement et humainement l'homme auquel on rendra le produit intégral de son travail. « L'abîme est comblé entre la qualité des produits de notre civilisation et la qualité des hommes qui les produisent »⁹³.

Mais le communisme, est-il une chose si facile à définir, fût-ce sur un plan supérieur ?

Il suffit de relire la littérature antisocialiste de l'époque pour se rendre compte de la confusion inextricable des esprits. Vers quelle école Marx va-t-il se laisser entraîner par sa dialectique ? Sera-t-il académiquement utopiste ? Ou bien ira-t-il rejoindre Babeuf et sa conception égalitaire ?

Une fois de plus et bien avant la lettre du *Manifeste Communiste*, nous voyons se manifester cette prescience qui fit toujours l'admiration d'Engels. Marx se rend compte qu'il va à l'encontre des aspirations morales si, dénonçant la propriété privée et vantant l'appropriation collective, il laisse se propager la notion fouriériste de la distribution égale des biens matériels, abandonnés à la libre disposition de chacun sans égard pour la culture humaine.

Un communisme orienté vers cette conception serait une prime à l'égoïsme, à l'envie et pousserait les hommes uniquement vers la recherche avide de valeurs inférieures. Il conduirait directement au nivellement de la Société par le bas. Un communisme semblable dit Marx,

subit tellement la domination de la propriété *matérielle* qu'il veut uniquement anéantir ce qui ne peut être possédé par tous en tant que *propriété privée*. La *possession matérielle* immédiate passe à ses yeux pour le but unique de la vie et de l'existence.

La détermination de l'ouvrier n'en serait pas supprimée mais elle serait au contraire étendue à tous les hommes. Ce communisme veut faire abstraction du talent *par la violence*, etc.⁹⁴.

On ne saurait résoudre le problème de la propriété « sous une forme animale » comme le veulent ceux qui au mariage opposent la communauté des femmes. « Cette idée est le secret avoué de ce communisme encore tout grossier et machinal » qui, sur le plan économique également, mènerait à une « prostitution universelle »⁹⁵.

Ce genre de communisme, dans la mesure où il nie partout la personnalité humaine, n'est cependant que l'expression logique de la propriété privée qui est, elle-même, cette négation.

L'envie qui devient une force sociale (c'est toujours Karl Marx qui parle) n'est que la forme masquée où l'avidité s'affirme et se satisfait simplement d'une autre manière. Le communisme grossier n'est que le perfectionnement de cette envie et de cette soif qui réclame un minimum égal pour tous.

⁹³ F. Grégoire, *op. cit.*, p. 40.

⁹⁴ Marx-Molitor, tome VI, pp. 19 et 20

⁹⁵ Le poète Georges Weerth s'est moqué agréablement de ceux qui accusaient Marx et ses amis de vouloir la communauté des femmes. Il écrivit à ce propos un poème dont voici les derniers vers « Oui, le monde entier changera grâce à cette formule moderne ! Mais les plus belles femmes seront pour les rédacteurs de la *Gazette Rhénane* »....

Résumant sa pensée en une formule lapidaire, Marx déclare qu'on ne peut pas demander aux hommes pauvres et sans besoins de dépasser la notion de propriété privée alors qu'ils ne l'ont jamais atteinte. Favoriser l'avidité dans la jouissance personnelle des biens matériels aurait pour conséquence de détruire tout ce qui fait la grandeur nature humaine, la culture et le sens social.

Aussi, dans une société communiste complètement réalisée, les objets de consommation autant que les moyens de production seront-ils collectivisés et consommés uniquement en vue de l'enrichissement de la nature humaine.

La suppression de la propriété privée, insiste-t-il, ne doit pas être prise uniquement dans le sens de la *jouissance immédiate, exclusive*, dans le sens de la *possession*, de *l'avoir*. L'homme s'approprie son être universel, d'une façon universelle, donc en tant qu'homme total.

Cependant,

la propriété privée nous a tellement rendus sots et bornés qu'un objet n'est nôtre que lorsque nous l'avons, lorsqu'il existe pour nous comme capital, ou que nous le possédons immédiatement, que nous l'avons mangé, bu, porté sur le corps, que nous avons vécu en lui, bref, lorsque nous l'avons utilisé.

Tous les sens physiques et intellectuels ont donc été remplacés par la simple aliénation de tous ces sens, le sens de *l'avoir*. L'être humain devait être réduit à cette pauvreté absolue pour pouvoir donner naissance à toute richesse intérieure.

La suppression de la propriété privée est donc l'émancipation complète de toutes les propriétés humaines précisément parce que ces facultés sont devenues humaines subjectivement autant qu'objectivement. L'œil est devenu un œil humain, créé par l'homme et destiné à l'homme. Les sens sont donc devenus directement, dans la pratique, des *théoriciens*. Ils se rapportent à la chose pour la chose, la chose étant, elle-même, en rapport *humain objectif* avec elle-même et avec l'homme et *vice-versa*. Le besoin et la jouissance ont perdu leur nature égoïste et la nature a perdu sa propre utilité du fait que l'utilité est devenue utilité humaine⁹⁶.

Une analyse de ce genre, on s'en est rendu compte, est particulièrement difficile à suivre tellement elle est conçue en profondeur. Si nous l'imposons au lecteur, c'est parce qu'il nous paraît, non seulement intéressant, mais équitable de l'établir, avec preuves à l'appui et sans que la chose puisse dorénavant être contestée, la somme de passion humaniste déployée par Marx dans la formation de sa doctrine.

Et la conclusion du raisonnement philosophique arrive logiquement :

L'homme ne se perdra plus dans son objet quand celui-ci deviendra pour lui un objet *humain* ...mais cela ne sera possible que si cet objet devient pour lui un objet *social*, que si lui-même devient aussi un être social et si la Société devient pour lui une réalité dans cet objet⁹⁷.

Tout l'effort de la société communiste doit donc tendre à « la richesse de la matière humaine subjective par le déploiement objectif de la richesse de l'être humain »⁹⁸.

⁹⁶ Marx-Molitor, tome VI, pp. 29 à 31.

⁹⁷ *Loc. cit.*

⁹⁸ *Op. cit.*, p. 32

Ainsi, mais ainsi seulement, pourra-t-on réconcilier l'homme avec le produit de son travail soustrait à la fois à l'accaparement par autrui de la jouissance personnelle avide. Ce communisme, le seul qui soit concevable pour Marx, réconciliera tout ce que la propriété privée avait séparé : l'homme et le travail, l'homme et la nature, l'homme et lui-même, l'homme et les autres hommes, l'objectivation et la subjectivation, la liberté et la nécessité, l'individu et l'espèce⁹⁹.

Le communisme « vrai » ne se bornera donc pas à remplacer la propriété privée par la propriété collective en laissant subsister l'esprit de la propriété. C'est dans ce sens que le communisme est positif et non pas négatif : il est à la fois positif et humaniste au sens le plus élevé du terme.

Georges Sorel avait parfaitement saisi, sans connaître les œuvres de jeunesse de Marx, le dualisme apparent qui se dégage de la lecture du seul *Manifeste Communiste*. « Le langage imagé de Marx et d'Engels, dit-il, a pu être interprété tantôt comme celui des utopistes condamnant la bourgeoisie au nom de la justice éternelle, tantôt comme contenant des encouragements à la révolte des pauvres »¹⁰⁰.

Quand on a lu ce qui précède et ce qui suit le *Manifeste communiste*, n'est-il pas plus simple et plus logique de dire qu'il appelle les travailleurs à la révolte en vue de l'établissement d'une société nouvelle au nom de la justice éternelle ?

L'invocation à la justice n'a, d'ailleurs, rien d'utopique. L'utopisme consiste à invoquer la justice sans vouloir ou sans oser recourir aux moyens qui sont nécessaires pour l'établir. « Toutes les bonnes maximes sont dans le monde, disait Pascal, on ne manque qu'à les expliquer »¹⁰¹.

La grandeur unique de Marx réside précisément dans le fait qu'ayant, dès son adolescence, dégagé les grands principes d'un humanisme social pratique qui permette la pleine réalisation de l'être » dans un ordre réel et sensible, il a su formuler les règles positives par lesquelles la classe ouvrière, véritable mandataire de la Société, pourra les réaliser.

Entre cet idéal et cet esprit révolutionnaire, il n'est pas d'opposition : bien au contraire, ils se complètent. Nous dirons même qu'ils dépendent intimement l'un de l'autre. Cette vérité n'est pas contredite par le fait que, parfois, la puissance militante des formules a pu estomper l'aspect humaniste fondamental du marxisme.

Il n'en demeure pas moins que l'intransigeance verbale parfois excessive de ceux qui, en Europe, se considèrent comme les dépositaires de la pensée de Marx et d'Engels, s'explique et se justifie souvent par la nécessité où ils se trouvent de réaliser ce que disait Lénine : « définissent leur conduite d'une situation à des menus faits politiques, oublient les intérêts vitaux du prolétariat et les traits essentiels de

⁹⁹ *Op. cit.*, p. 23

¹⁰⁰ Georges Sorel : *La décomposition du Marxisme*,

¹⁰¹ Pascal : *Pensées*, 229

l'ensemble du régime capitaliste, de toute l'évolution capitaliste, sacrifiant ces intérêts vitaux au nom des avantages réels ou supposés de l'heure¹⁰².

Le plan de cette étude serait largement dépassé si nous examinions non seulement les conséquences de certaines déviations doctrinales dans le mouvement socialiste, mais même si nous nous attachions à rapporter ce qu'est devenue, ultérieurement, la notion de l'égalité dans la philosophie marxiste.

Bornons-nous à dire, pour éviter tout malentendu dans l'esprit du lecteur non averti, que l'aspiration marxiste vers l'égalité n'a jamais et n'aura jamais rien à voir avec l'égalitarisme. A d'innombrables occasions, Marx et Engels ont précisé qu'aussi bien au stade socialiste qu'au stade communiste la base du régime, dans la production et la répartition, serait l'inégalité. En effet, chacun travaillant selon ses capacités recevra soit selon son travail soit selon ses besoins.

Cette notion est tellement évidente qu'elle amène le savant exégète qu'est M. l'abbé Grégoire à déclarer : « Il est piquant de constater que, dans le marxisme qui passe pour une doctrine égalitaire, la distinction réelle des individus est fondée sur leur diversité qualitative, comme celle des anges, chez Saint Thomas. C'est le thomisme qui, pour ce qui concerne la distinction entre individus humains, ferait plutôt figure d'égalitarisme »¹⁰³ !

¹⁰² Lénine : *Marxisme et Révisionnisme*, 1908

¹⁰³ F. Grégoire, *op. cit.*, p. 43. L'auteur rappelle également la déclaration de Staline : « Il est temps de comprendre que le marxisme est l'ennemi de l'égalitarisme. » Notons que, une fois de plus, que toutes ces nuances ont été formulées par Marx lui-même notamment dans *Lettre sur le programme de Gotha*.

Paris révolutionnaire en 1844

L'analyse détaillée que nous avons faite du *Manuscrit* de 1844 nous a entraînés assez loin de la personne même de Marx. Nous l'avons laissé jeune marié, s'installant à Paris au milieu de ses compatriotes révolutionnaires. Le voyage de noces se transformait déjà en émigration.

Paris était vraiment, à ce moment, le centre mondial des idées. Depuis 1830, sous la protection du nouveau régime, la bourgeoisie développait heureusement sa puissance grâce à un suffrage censitaire suffisamment élevé pour réserver le monopole du droit de vote aux mieux pensants.

Les industriels et les banquiers ne tarissaient pas d'éloges sur un régime dont Guizot et Thiers représentaient l'esprit dignement conservateur. L'installation de manufactures et d'usines, l'introduction de la vapeur comme force motrice permettaient de développer tous les jours la production. Les capitaux, attirés par l'aubaine, affluaient dans les banques et, des banques, alimentaient l'industrie. Quant à l'État français, il offrait à la grande bourgeoisie la concession des chemins de fer qu'il lui fallut près de cent ans pour reprendre.

À côté de cette prospérité qui, pour n'être pas encore insolente ni tentaculaire, permettait cependant à la bourgeoisie d'exercer son empire sur le pouvoir dont elle contrôlait les avenues, le prolétariat menait une vie de plus en plus difficile. Mais la classe ouvrière française était aussi l'une des plus intelligentes du monde. Sa culture politique, sa sensibilité, la nette perception qu'elle avait de ses intérêts de classe, l'expérience qu'elle possédait des grands mouvements de foule qui avaient fait trembler l'Europe, tout cela faisait d'elle une masse exceptionnellement intéressante à voir vivre et à étudier.

Quant un mouvement des idées, il était considérable et prestigieux. À cent ans de distance, nous n'en avons retenu que les grandes lignes : le Saint-simonisme industriel, le Fouriérisme coopératif et prometteur d'Harmonie, le Proudhonisme syndicaliste et fédéraliste.

Ce qui montre à nos yeux schématisé, épuré, décanté, représentait il y a un siècle une toute autre atmosphère.

Saint-Simon était mort. Il avait proclamé sa foi dans la science, son amour pour la paix et sa conception nouvelle de l'industrialisme. Mais, en 1844, ce n'était plus au maître mais aux disciples qu'on avait affaire : à Enfantin et aux élèves de Bazard. Marx disait d'eux qu'ils étaient moitié apôtres, moitié escrocs. Proudhon parlait de leur groupe – et il n'avait pas tort – comme d'une mascarade.

Ils essayaient de concilier le système encyclopédique du dix-huitième siècle avec le système théocratique de Bonald et de Maistre. Les saint-simoniens, combinaient la théorie des cycles (âge divin, âge héroïque, âge humain) avec la théorie du progrès, prévoyaient une alternance des périodes critiques et organiques. Les

périodes organiques étant celles où il existe une harmonie entre les institutions, les mœurs et les croyances; les périodes critiques celles où il existe des discussions, des protestations, chacun tirant à soi, vivant pour soi, de véritables périodes de démolition sociale. Pour les saint-simoniens, en même temps qu'il y a cycle, il y a progrès parce que le développement de l'industrie fait marcher l'univers vers la paix universelle.

Ils opposaient l'association à l'antagonisme et voulaient la réconciliation du pouvoir spirituel et du temporel. Ils rêvaient d'un État nouveau qui serait une Eglise et croyaient que cet État serait naturellement amené par les progrès industriels. Pour eux, l'industrie était par essence pacifique. Quand ils proposaient une entente des industriels ils ne se doutaient pas que cette entente se réaliserait dans des voies opposées au pacifisme et littéralement sur le dos des consommateurs et des travailleurs. Ils ne voyaient pas la nécessité pour les consommateurs de se défendre par la coopération et pour les travailleurs de se grouper dans des syndicats. Ils ne concevaient pas que les usines pussent travailler pour les casernes et les casernes pour les intérêts des usiniers.

Pour les disciples de Saint-Simon, trois problèmes dominent la société : l'héritage, dont ils prônent la disparition ; la concurrence, dont ils sont les défenseurs parce qu'elle aiguillonne les hommes et dont ils ne voient pas – comme Marx l'a vu tout de suite – qu'elle oblige le travailleur à lutter contre ses frères ; en avilissant les salaires et qu'il en est la première victime ; la propriété, dont ils vantent la suppression par des voies détournées. Selon eux, l'évolution historique à elle seule grignotera la propriété et, partant, ses abus sociaux.

Sur le plan socialiste, une tare de marque : ils considèrent la classe ouvrière comme incapable d'assumer une tâche de gestion. Comme la notion de capacité les domine et que la capacité se trouve au haut de l'échelle sociale, ils sont finalement aristocrates. Ils admettent bien un syndicalisme, mais ce sera un syndicalisme d'en haut. Et ils prônent la solidarité ils la réalisent surtout sous un aspect vestimentaire en s'affublant d'une blouse bleue, fermant dans le dos, pour obliger chacun à avoir recours à son voisin.

Charles Fourier, que nous avons nommé déjà le 'prince des socialistes utopistes', pourrait aussi bien en être appelé le poète. Sur le plan négatif, comme tous les utopistes, sa critique du capitalisme est remarquable. Il dénonce la barbarie, l'incohérence, l'injustice du régime social basé sur la propriété individuelle. Sur le plan positif, il en va tout autrement.

Dieu a créé l'homme, dit-il. Or de deux choses l'une : ou bien Dieu est un imbécile ou il est incapable, ce qui est inconcevable. Donc l'homme est parfait et les passions sont mal utilisées. La société seule est responsable du fait que ses passions sont mal utilisées ; Il va y remédier en organisant en associations des producteurs, la coopération sociale : cinq douzièmes au travail ; quatorze douzièmes au capital ; trois douzièmes au talent, c'est-à-dire la direction. Ce qui caractérise Fourier – dont Dühring disait que la première syllabe de son nom était la seule chose vraie dans sa théorie – c'est le souci méticuleux du détail et de la précision dans l'anticipation. Alors que Marx et Engels auront, toute leur vie durant, scrupule à formuler des prophéties. Fourier décrira comment se fera, à cinq heures trente du matin, le travail

du « groupe de la chasse » dans la phalanstère, et comment l'on assurera, musicalement, l'éducation des animaux.

Cet adorable utopiste était mort quand Karl Marx arriva à Paris. A l'encontre de Saint-Simon, ce sont les disciples, dans le cas de Fourier, qui furent plus sérieux que le maître. Parmi eux, un nom surnage, celui de Victor Considérant. Réalisant le tour de force intellectuel de concilier l'inénarrable fatras de Fourier avec une sérieuse critique de la société. Victor Considérant publiera, en 1843, une *Manifeste politique et social de la Démocratie pacifique* d'une très grande élévation de pensée. Sorel, notamment, a dit qu'il avait inspiré le *Manifeste Communiste* sous le fallacieux prétexte qu'on retrouvait chez Marx et Engels des raisonnements utopistes comme celui qui consiste à dire que le capitalisme est devenu incapable d'assurer la subsistance des esclaves. Il est vrai qu'on n'a pas tous les jours l'occasion de relever contre les auteurs du *Manifeste Communiste* le reproche d'utopisme... en réalité, on trouve chez Considérant l'annonce de la concentration capitaliste, du paupérisme et de la prolétarianisation des masses. Mais à part ces indications, perdues dans le dédale inextricable des fantasmagories, c'est, positivement, le néant.

Quant à Proudhon, le moins socialiste des trois, on sait qu'il adorait les formules à l'emporte-pièce. Les siennes resteront célèbres : La propriété c'est le vol... le meilleur gouvernement, c'est l'anarchie... Dieu, c'est le mal !...

Tout le système de Proudhon tourne autour de quelques idées qui présentent cette particularité d'avoir surtout été revendiquées, au cours du XXe siècle par les partis les plus réactionnaires. Proudhon, en effet, s'en prend à l'État, il soutient une thèse purement anarchiste sans distinguer entre le but final et l'action immédiate. Pour lui, c'est, tout de suite, tout ou rien. Il propose cependant de remédier aux excès du capitalisme, sans le supprimer, par la voie du mutualisme dont personne n'a jamais su comment il entendait le pratiquer. Enfin, il a lancé l'idée du fédéralisme national et international et, à ce titre seul, mérite de demeurer dans le souvenir des hommes. Nous verrons comment Marx approcha Proudhon et ce qui en résulta.

Tel était, brièvement rapporté, la somme de la pensée révolutionnaire en 1844. Encore avons-nous parlé ni de Cabet, ni de Louis Blanc, ni de Pierre Leroux, ni des Babouvistes, ni de Barbès, ni de Turreil, ni de Buchez, ni de Ledru-Rollin, ni de Roux-Lavergne, ni de l'abbé Chatel, ni de Jean Journet, ni de Rose-Marius Sadat, ni de Ganeau, ni de François Vidal, ni de Pecqueur ni de Blanqui, ni de Raspail.

Tous ces satellites, tous ces apôtres, tous ces prophètes, tous ces missionnaires devaient faire du Paris révolutionnaire un bien étrange spectacle aux yeux encore naïfs de Marx. Nous l'imaginons tout animé de la science philosophique, raidi déjà par les épreuves matérielles, passionné de justice, autant que de précision, débarquant, de plain-pied, dans ce cirque spirituel où l'on parle à longueur de la journée, où l'on écrit aussi beaucoup, où l'on s'anathématise, où chacun propose sa vérité comme une panacée et où tout, finalement, est faux, stérile, démoralisant, sans grandeur véritable....

Aussi comprend-on qu'il ait cherché refuge, tout au moins compagnie auprès de ses compatriotes. Leurs divergences politiques étaient sérieuses, mais il connaissait de longue date, plusieurs d'entre eux, vétérans de la *Fédération des Justes* de

Weitling¹⁰⁴. Leur chef était le Dr. Ewerbeck, médecin allemand rallié au socialisme icarien de Cabet, qui parle du génie critique de Marx avec une profonde admiration. Sans se mêler à l'action politique des ouvriers allemands à Paris, Marx les fréquenta régulièrement. Il voyait souvent aussi les fondateurs du *Vorwärts* : Heinrich Börnstein, Adalbert von Bornstedt dont nous avons encore occasion de parler, ainsi que Weill, Bürgers, le philosophe Charles Grünet Bernays. Le *Vorwärts* paraissait deux fois par semaine depuis le début de 1844. D'abord apolitique, il avait rapidement évolué sous l'influence des émigrés allemands. L'administration et la rédaction se trouvaient rue des Moulins, 32 ; on recevait aussi les abonnements dans deux librairies situées 15, quai Malaquais et 3, rue du pas de Mule.

Bornstedt appartenait à cette catégorie d'hommes issus de l'aristocratie ou de la bourgeoisie qu'on rencontre, de temps à autre, dans les partis révolutionnaires : attirés par les idées avancées, ils ne peuvent ou n'osent rompre leurs attaches sociales et veulent bien être bien avec tout le monde. Ils finissent en général par trahir les deux côtés. Ce fut le cas pour Bornstedt, apparenté à de grandes familles prussiennes, journaliste démagogue, familier de von Armin, ministre Prusse à Paris, chassé de la légion Etrangère en 1834 pour inconduite et faux-monnayage, perdu de dettes et de vices : le type de l'agent provocateur et du déséquilibré. Bornstedt, ayant refusé d'approuver la radicalisation du *Vorwärts* se rendit en Angleterre et Bernays le remplaça au début de mai 1844.

Dans une lettre du 15 mai 1844, Arnold Ruge écrit à Feuerbach que Marx est plongé dans le travail intense allant jusqu'à se rendre malade en passant toits ou quatre nuits sans se mettre au lit. Nous connaissons déjà le produit de cette période intensive de labeur intellectuel. Ce fut le *Manuscrit*, puis, tôt abandonné, un projet d'histoire sur la Convention.

En dehors des ouvriers allemands et de ses intimes, Marx ne voyait à peu près personne. Très attaché à sa jeune femme qu'il adorait et qui était enceinte¹⁰⁵, il sortait peu, subissant une crise intellectuelle d'une intensité extraordinaire. Marx vit cependant ces mois de 1844, le drame de la révélation intérieure. Jusqu'à ce moment il a été, avant tout, un philosophe attiré par les problèmes sociaux et politiques. Mais, sa littérature en fait foi, il est presque toujours maintenu dans les nuages de l'abstraction. Charles Rappoport note que, généralement, les sociologues et les philosophes formulent des lois abstraites dont la politique ne sait quoi faire. Plus leurs lois générales sont exactes, plus elles sont stériles et inapplicables. Le moment du triomphe de la sociologie est celui de la déchéance »¹⁰⁶. C'est, grosso modo, ce que Marx ressent quand il confronte, dans le silence du cabinet, les vérités abstraites auxquelles il aboutit et la réalité sur laquelle il n'a aucune prise, aucune action, aucun pouvoir. C'est alors, mais alors seulement, que l'idéalisme profond qui l'anime va agir dans un sens tout différent de celui qu'on attendait. Abandonnant la phraséologie, il va mettre son intelligence, sa logique, sa probité au service de sa conception idéale et déduire des principes qu'il a formulés toutes les conséquences

¹⁰⁴ Cfr. Karl Marx : *Manifeste communiste*. Introduction historique de M.D. Rjazanof, Paris, Costes, 1934; et Charles Andler : *Le Manifeste Communiste*. Introduction historique et Commentaire, Rieder Paris

¹⁰⁵ Sa fille Jenny vint au monde le premier mai 1844

¹⁰⁶ Charles Rappoport : *La philosophie de l'Histoire comme science d'évolution*, Paris, Jacques, 1903.

logiques. Ce n'est plus l'idéalisme, verbal, c'est l'idéalisme en action, le seul qui compte après tout.

Toute la période qui va de 1844 à 1847 est marquée dans la vie de Marx par cette volonté obstinée d'accorder l'idéal, la science et la réalité quotidienne. Sa thèse était qu'il doit être interdit à un homme de bonne foi de provoquer des espoirs fantastiques parmi la classe ouvrière pour la mener ensuite à sa perte et au désespoir. S'adresser aux ouvriers « sans avoir des idées rigoureusement scientifiques et une doctrine concrète » revient à mener une propagande qui comporte « un apôtre enthousiaste », d'un côté, et, de l'autre « de simples imbéciles l'écoutant bouche bée »¹⁰⁷.

Comment d'ailleurs, n'eût-il pas éprouvé ce lancinant besoin alors qu'il ne vouait, ne lisait, n'entendait à Paris que théories fumeuses, que projets fantasmagoriques : révision de Constitution, projet d'expédition démocratique, création de phalanstères en Amérique, prétentions anarchistes ou rêveries poétiques. Autour de lui, Herwegh et Ruge, disciples de Feuerbach, qu'on nommerait aujourd'hui des « personalistes », Henri Heine, poète révolutionnaire, plus occupée de plaindre les ouvriers que d'améliorer leur sort., Bakounine, anarchiste déclassé plein d'intelligence et de charme, Proudhon, anti-communiste né dont nous connaissons les vues générales, Moses Hess, Weitling et Bauer, libéraux avancés se prenant pour des communistes, philanthropes et amis de la classe ouvrière se prenant pour des révolutionnaires.

À partir de 1844 Marx va rompre avec chacun d'eux. Le premier sera Arnold Ruge qui s'en vengera en disant de lui qu'il est un « homme grossier et un sale juif ». Pourquoi cette querelle ? A la suite du soulèvement des tisserands alésiens, Frédéric-Guillaume IV avait ordonné la création d'associations de bienfaisance pour aider les ouvriers. La *Réforme* de Flocon en annonçant cette nouvelle la faisait apparaître comme le prélude de grandes réformes sociales. Répondant à la *Réforme*, Arnold Ruge écrivit dans le *Vorwärts* que la révolte silésienne ne dépassait pas le cadre d'un incident local et que le roi de Prusse ne songeait à remédier à la misère que par des voies administratives normales. L'article de Ruge est à lire, car il représente, aujourd'hui encore, ce genre de prose délicatement modéré où l'on parle de Liberté, de l'Education de la classe ouvrière, où les plus graves problèmes socialistes sont traités avec désinvolture par des journalistes infiniment soucieux de leur « responsabilité » et qui remplacent la foi révolutionnaire par d'élégantes pirouettes intellectuelles.

Marx lui répondait avec beaucoup de vivacité que la question sociale ne se résoudrait pas par l'action politique, que la prospérité bourgeoise obnubilait la conscience de classe et ne l'éveillait pas. L'isolement de l'individu au point de vue social est beaucoup plus grave que son isolement politique et pour y remédier il faudra une transformation radicale de la société. Rien ne sert ce changer les équipes dirigeantes tant qu'on n'a pas modifié la structure de l'État lui-même. Cette polémique au sein du journal même mit fin aux relations de Ruge et Marx.

La révolte des tisserands silésiens eut un retentissement profond en Europe. Henri Heine la célébra dans l'un de ses plus frémissants poèmes :

¹⁰⁷ *Neue Zeit*, Stuttgart, 1883, cité par Molitor dans *Le Manifeste Communiste*. Introduction historique, Voir pp. 129 et 130 le récit de la fameuse entrevue entre Weitling et Marx.

Vieille Allemagne, nous tissons ton linceul, nous mêlons à notre tissu mainte malédiction – nous tissons, nous tissons.

Maudit soir le Dieu, le Dieu des heureux à qui nous avons adressé nos prières dans les froides nuits d'hiver et les longs jours de famine. Nous avons en vain espéré et attendu, il nous a trahis, trompés, bernés – nous tissons, nous tissons.

Maudit soit le Roi, le roi des riches, dont nous avons en vain imploré la miséricorde. Il a pressuré de notre poche le dernier liard, à présent il nous fait fusiller comme des chiens nous tissons, nous tissons.

Maudite soit la patrie allemande, ce pays où ne prospère que l'infamie « et l'opprobre, où chaque fleur flétrit avant de s'épanouir, où tout pue le mensonge met la putréfaction – nous tissons, nous tissons.

La navette vole, le métier craque. Nous tissons le jour, nous tissons la nuit. Vieille Allemagne, nous tissons ton linceul, nous mêlons à notre tissu mainte malédiction – nous tissons, nous tissons.

Henri Heine prisait fort le caractère et le talent de Marx. Souvent il lui soumit ses œuvres et sa collaboration au *Vorwärts* lui valut bientôt de graves ennuis avec la police française.

La jeune autorité de Marx commençait, dès cette époque, à s'imposer à ce point qu'il reçut, de Londres, une lettre du grand Weitling lui offrant son amitié et lui demandant de correspondre régulièrement avec lui¹⁰⁸.

¹⁰⁸ Karl Marx : *Chronik seines Lebens*, Moscou, 1934, p. 25

La réforme de l'État et « la Sainte Famille »

Si l'on veut apprécier exactement la conception marxiste à partir de 1848, il faut mettre un soin particulier dans la recherche et dans l'analyse de ses éléments constitutifs. On connaît maintenant l'état de la pensée de Karl Marx à la veille du jour où sa collaboration avec Frédéric Engels va précipiter son évolution et l'amener à des solutions radicales mais pratiques. Tout le monde semble d'accord, explique-t-il quant au point de départ, mais quelle confusion en ce qui concerne le but ! On doit avouer qu'une « anarchie générale a éclaté parmi les réformateurs » et que personne parmi eux n'a idée de ce qui doit arriver. Pour Marx, sa « tendance nouvelle » présente l'avantage de ne pas vouloir « anticiper dogmatiquement » mais ambitionne seulement « de trouver le monde nouveau par la critique du monde ancien ».

Il existe un document dont il semble que jusqu'à présent on n'a pas mesuré l'importance quand il s'agit de préciser la philosophie de Marx. Dans ce domaine, les lettres intimes sont souvent plus claires et plus précises que les manifestations destinées à la publicité. Il s'agit, en effet, d'une lettre de Marx à Arnold Ruge datée de septembre 1843¹⁰⁹.

Jusqu'ici, disait-il, les philosophes avaient la solution de toutes les énigmes toutes préparées dans leur pupitre, et cet imbécile de monde exotérique n'avait qu'à ouvrir le bec pour que les alouettes de la science absolue lui tombassent toutes roties....si la construction de l'avenir et l'achèvement pour tous les temps n'est pas encore notre affaire, ce que nous avons cette heure à réaliser est d'autant plus certain, c'est la *critique, sans considération d'aucune sorte, de tout ce qui existe*...en ce sens que la critique n'a pas peur de ses résultats ni du conflit avec les puissances existantes.

Marx constate ensuite qu'il existe (nous sommes en 1843) toute une série de communismes différents et signale qu'il ne faut pas confondre l'abolition de la propriété privée et le communisme qui ne sont pas des choses identiques. De même qu'il existe différentes doctrines socialistes, de même le principe socialiste lui-même n'est qu'un des aspects du genre humain. Etablissant déjà une distinction entre la Théorie du Savoir et la Théorie de la Réalité, Marx ajoute : nous devons nous occuper aussi de l'existence théorique de l'homme, étudier la religion et la science.

La raison a toujours existé, mais pas toujours sous la forme rationnelle. La critique peut donc partir de n'importe quelle forme de la connaissance théorique et pratique et, des formes propres de la réalité existante, développer la réalité vraie comme sont but et objectif final.

Or, l'État politique, même quand il n'est pas encore imprégné consciemment des exigences socialistes, renferme dans ses formes modernes les exigences de la raison. Il suppose « la raison réalisée » mais, partout, il tombe « dans la contradiction entre sa définition théorique et ses hypothèses réelles ».

¹⁰⁹ Karl Marx : *Œuvres philosophiques*, traduction Molitor, tome V, pp. 206 à 209.

Il faut s'occuper, avant tout, de la réforme de l'État car de même que

la religion est le sommaire des luttes théoriques de l'humanité, l'État politique est le sommaire des ses luttes pratiques. Les socialistes actuels, constate Marx, les « socialistes ignorants » méprisent les questions politiques. Il est essentiel de s'occuper d'elles car en « en élevant le système représentatif de sa forme politique à la forme générale et en faisant valoir la véritable signification sur laquelle il repose, il (le critique), oblige en même temps ce parti (progressiste) à se dépasser lui-même, car sa victoire est en même temps une perte¹¹⁰ ».

En terminant sa profession de foi qui est, également un programme pratique puisqu'il s'agit de savoir comment Ruge et Marx orienteront les *Annales franco-allemandes*, il écrit « Nous montrerons au monde pourquoi il lutte en réalité et la conscience de cette lutte il sera contraint de l'acquiescer même s'il ne le veut pas »

Il conclut : « Notre devise doit donc être : réforme de la conscience non par des dogmes, mais par l'analyse de la conscience mystique, intelligible à elle-même, qu'elle se manifeste au monde qu'elle n'est pas « un trait suspensif entre le passé et l'avenir, mais la mise en pratique des idées du passé ». Ainsi l'humanité comprendra qu'elle ne commence pas « une tâche nouvelle mais qu'elle achève son ancien travail en en ayant conscience... »... « Pour se faire remettre ses péchés, l'humanité n'a qu'à les confesser comme ils sont ».

Il faut tenir compte à Marx du fait qu'il devait obtenir sur un programme audacieux l'accord d'un homme comme Ruge dont la position était assez éloignée de la sienne. A vrai dire, tout cela peut paraître bien fumeux. Il se dégage cependant de ces considérations l'impression du conflit intérieur dans lequel Marx est engagé et qui se poursuit pendant l'année 1844. Après avoir clarifié sa position philosophique, il a mis au point une conception de l'action politique. Mais il doit, incontestablement, être terriblement tourmenté par l'incohérence de tout le mouvement socialiste contemporain. Partout et toujours, Marx, aidé par une prodigieuse culture et par un esprit d'analyse extraordinaire, ira jusqu'au bout de chaque raisonnement qu'il entreprendra sur la destinée humaine. « Son esprit pénétrait comme une vrille dans la masse complexe des contradictions des idées et des faits, perçant inflexiblement sa voie vers le but assigné par la logique »¹¹¹.

Plusieurs commentateurs de Marx n'ont noté cependant : si sa puissance d'analyse était immense, elles desservaient, par le fait même, sa capacité de synthèse. Dans son excellent ouvrage, M. Auguste Cornu le note en termes très heureux : « Engels avait plus d'équilibre, plus d'harmonie, une plus grande faculté d'adaptation et d'assimilation que Marx. Il savait dégager rapidement l'essentiel du réseau complexe des faits politiques, économiques et sociaux, mais c'était là chez lui plutôt affaire d'intuition et il ne s'attachait pas, comme Marx, à développer et à approfondir ensuite sa pensée de façon systématique. » « Leur façon différente de traiter les questions se reflétait dans leur style. Celui d'Engels, souple et aisé, exprimait parfaitement une pensée claire. Les périodes lourdes et touffues de Marx

¹¹⁰ A plusieurs reprises, avant et après 1848, Marx défendra la tactique qui oblige l'adversaire à se dépasser lui-même

¹¹¹ A. Cornu, *op. cit.*, p. 359.

Je soussigné, Karl Marx, de nationalité allemande, déclare que je suis allé en Belgique pour y faire de la politique.

Je soussigné, Karl Marx, de nationalité allemande, déclare que je suis allé en Belgique pour y faire de la politique.

Karl Marx
 22 Mars 1845.

Sous réserve d'autorisation de résider en Bel-
 gique, je consens (sans motif) à ce que
 l'on a pu publier en Belgique aucun
 ouvrage sur la politique du jour.

Cette traduction conforme

Auguste Schaefer, d'après
 Professeur à l'Université
 Libre de Bruxelles.

Fac-similé de l'engagement pris par Karl Marx, le 22 mars 1845, de ne pas faire de politique pendant son séjour en Belgique.

témoignaient au contraire d'une richesse d'idées qui ne parvenait que difficilement à s'exprimer, et, s'il usait volontiers de la formes épigrammatique et de l'antithèse, c'est qu'elles lui permettaient de fixer solidement une pensée lentement et parfois péniblement élaborée ».

Ayant noté que Marx était arrivé au communisme par la philosophie d'abord, par la politique ensuite, et qu'Engels y parvenait par la critique économique et sociale, M. Cornu conclut : « en matière d'économie politique, c'était Engels le maître et Marx le disciple »¹¹².

Ce jugement nous paraît un peu absolu et injuste. Il serait plus équitable de dire que, pendant une courte période de leur existence commune, Engels a initié Marx aux problèmes de l'économie politique. Aussitôt que cette initiation fut terminée et que Marx l'eut complétée à sa façon, c'est-à-dire en accumulant une somme prodigieuse de connaissances économiques, il n'y eut plus ni maître ni disciple mais deux collaborateurs passionnément attachés à la même œuvre et intimement unis dans le travail.

Quand M. Molitor parle de « l'exquise délicatesse » dont Engels usa toute sa vie durant envers Karl Marx, il a raison mais pourquoi vouloir désunir dans l'histoire ce que les intéressés avaient uni de leur vivant ? Qui, après tout, peut être meilleur juge de la chose qu'Engels lui-même ? Il s'en est expliqué, spontanément après la mort de Marx en écrivant :

On a fait récemment, à plusieurs reprises, allusion à la part que j'ai prise à l'élaboration de cette théorie (le matérialisme historique) : c'est pourquoi je puis difficilement me dispenser de dire ici quelques mots pour en finir sur ce point. Je ne puis nier avoir pris une certaine part indépendante, avant et pendant ma collaboration de quarante années avec Marx, aussi bien à l'élaboration qu'en particulier au développement de la théorie. Mais la plus grande partie des idées directrices fondamentales, particulièrement dans le domaine économique et historique, et spécialement leur nette formulation définitive sont la chose de Marx. Ce que j'y ai apporté – à l'exception, tout au plus, de quelques branches spéciales- Marx aurait bien pu le faire sans moi. Mais ce que Marx a fait, je n'aurais pas pu le faire. ? Marx nous dépassait tous, il voyait plus loin, plus large et plus rapidement que nous tous. Marx était un génie, nous autres tout au plus des talents. Sans lui, la théorie serait bien loin d'être ce qu'elle est. C'est donc à juste titre qu'elle porte son nom¹¹³.

Le lecteur ne verra dans le rappel de cette précieuse mise au point que l'expression du désir de narrateur de ne plus revenir sur la question des mérites respectifs des co-fondateurs du marxisme. Il les considère comme indissolublement unis à partir de 1844 dans la recherche et la propagation de la même vérité.

Leur vie va d'ailleurs se confondre à partir de ce mois d'août 1844, où, en revenant de son long voyage en Angleterre, Frédéric Engels s'arrête à Paris et reprend avec Marx les entretiens interrompus de Cologne. Tout ce qui a pu heurter l'aîné dans la spontanéité un peu catégorique et tranchante du cadet, alors qu'il prenait pour l'adhérent d'une fraction révolutionnaire allemande sans consistance, va au contraire séduire Marx, l'enthousiasmer même. Il se souvient des articles d'En

¹¹² A. Cornu, *op.cit.*, pp. 359 et 360.

¹¹³ Fr. Engels : *Ludwig Feuerbach*, p 29 (note).

gels, qu'il a lus dans les *Annales* ; il y était question avec tant de précision de la conjoncture sociale de l'Angleterre et des conséquences effroyables de l'état où la classe ouvrière se voit réduite dans le pays le plus industriellement développé du moment. Il se rappelle cet extraordinaire *Essai critique de l'économie politique*¹¹⁴ où, sans se préoccuper, comme lui, de considérations morales et juridiques, le jeune Engels affirmait que le communisme est le produit même du régime capitaliste, comment l'accroissement de la production en face d'une consommation limitée provoque les crises et, partant, la misère ; comment la concurrence, produit du capitalisme, provoque la ruine des plus faibles et finira par laisser seuls, dans un champ clos qui sera le monde, quelques capitalistes et la grande masse des prolétaires révoltés. Alors finira le règne de la propriété privée et naîtra le communisme libérateur.

Pour la première fois, hors du monde philosophique, Marx rencontre un homme de même origine que lui, dont il sait que le jugement n'est influencé que par des considérations rationnelles, qui méprise comme lui les prophéties et les systèmes artificiels et qui va droit au but : le même but...

« Lorsqu'en été 1844 j'allai voir Marx à Paris, écrit Engels nous constatâmes notre complet accord dans toutes les questions théoriques ; et c'est de cette époque que date notre collaboration »¹¹⁵ au cours des dix jours qu'ils passèrent ensemble¹¹⁶, seul à seul, car Mme Marx retournée en Allemagne avec sa fille Jenny-Caroline, leur premier travail en commun consista dans l'élaboration d'une réponse aux thèses des frères Bauer. Marx rédigea le travail en se servant des notes qu'Engels lui avait remises. Ce fut *La Sainte Famille de Charlottenbourg* ou plutôt *La critique de la Critique critique*¹¹⁷ » comme l'appela toujours de préférence Engels qui manifestera d'une façon très personnelle son opposition au titre suggéré par l'éditeur : « Le nouveau titre *La Sainte famille* va encore me valoir des scènes des pieux auteurs de mes jours qui sont déjà assez excités comme cela ; mais tu ne pouvais pas évidemment pas connaître cette particularité... »¹¹⁸. Engels, ayant le sens de la mesure n'apprécia que médiocrement le développement donné par Marx à ce qui devait être à l'origine de l'opuscule et qui devint un gros volume. *La Sainte Famille* ne représente d'ailleurs qu'un intérêt limité et ne vaut que dans la mesure où elle précise pour l'historien du socialisme une des phases de l'évolution marxiste, la naissance du matérialisme historique.

Le matérialisme du dix-huitième siècle, explique Marx, a mené la lutte contre le spiritualisme et la métaphysique du dix-septième. Aujourd'hui, l'humanisme poursuit le combat sur le plan philosophique : le socialisme ou le communisme sur le plan pratique.

Il y a deux tendances dans le matérialisme français : le matérialisme mécanique qui se rattache à la physique de Descartes et dont les principaux disciples furent des physiciens opposés à la métaphysique cartésienne (le médecin Leroy, le médecin

¹¹⁴ *Gesamtausgabe*, tome II, Berlin, 1931, pp. 379 à 404.

¹¹⁵ *Le Manifeste Communiste*, Paris, Costes, 1934. Introduction historique.

¹¹⁶ Marx-Engels : *Correspondance*, Paris, Costes, 1931, p. 7.

¹¹⁷ Karl Marx : *La sainte Famille*, Paris, Costes, 1931, p. 7.

¹¹⁸ *Gesamtausgabe*, tome III,1, lettre du 7 mars 1845, p. 16.

Cabanis, le médecin La Mettrie) et la philosophie sociale née de Bayle, approfondie par Locke et propagé par Voltaire.

Le matérialisme cartésien a donné naissance à la conception mécaniste de la nature, aux sciences naturelles. La conception de Locke aboutit au communisme par ses cures sur l'égalité naturelle, sur la valeur de l'expérience, sur les influences extérieures et sur l'importance de la production. A partir du moment où l'on admet que l'homme se forme d'après le monde extérieur il faut essayer d'organiser ce monde de façon à développer ce qu'il y a d'humain en lui. D'autre part, l'intérêt général doit prendre le pas sur l'intérêt particulier. C'est en se basant sur ces conceptions dit Marx, que Babeuf, Fourier, Gabet et Owen sont parvenus au socialisme.

Ainsi Marx a renoué sa propre conception matérialiste au matérialisme français et, comme il le rappellera plus tard à Bruxelles, il apparente essentiellement le communisme à la France et à l'Angleterre, il se considère comme un héritier de Descartes et de Locke...

Après cette exposition de sa position philosophique, Marx procède à une exécution des frères Bruno Bauer et Edgard Bauer et de leur collaborateur Szeliga. Bruno Bauer avait consacré au socialisme en général et au matérialisme en particulier une série d'études que eurent le don de mettre Marx en colère. Il reprit, souvent dans le même ordonnance, les idées du *Manuscrit* et démontra que son contradicteur ne comprenait rien à la question sociale parce qu'il s'obstinait à faire de la spéculation philosophique abstraite sans aucun rapport avec la réalité.

La réponse à Szeliga, par contre, mérite au moins par l'originalité du sujet de retenir l'attention. Dans *L'Allemagne Literaturzeitung*, de juin 1844, celui-ci avait consacré à Eugène Sue et à ces *Mystères de Paris* (1842-1843) une étude spéciale. Le succès du roman avait été si grand que le *Journal des Débats* le publia en feuilleton. Toute la presse européenne lui consacra des critiques enthousiastes et l'auteur en tira encore une pièce jouée triomphalement à la Porte Saint-Martin....

Les Mystères de Paris narrent les aventures de *Fleur de Marie*, jeune prostituée parisienne, fille du prince Rodolphe de Gerolstein et de sa maîtresse, l'écossaise Sarah Seyton, qui l'avait abandonnée pour sauvegarder sa réputation. Malgré sa vie de débauche, *Fleur de Marie* est restée moralement pure. Au hasard d'une rencontre, Rodolphe se retrouve sa fille et entreprend son relèvement. Il en fait la princesse Amélie et la ramène dans ses états. Mais *Fleur de Marie* est hantée par le souvenir de sa déchéance. Finalement elle rentre en religion et meurt.

Indépendamment des héros du roman on voit apparaître de nombreux personnages plus pittoresques les uns que les autres : le *Chournieur*, forçat libéré et sentimental ; *Jacques Ferraud*, le notaire sans scrupules ; *le maître d'Ecole* et *la Chouette*, deux terribles bandits ; *la Gavroche* Tortillard et la tendre grisette *Rigolette* !

Szeliga, comme beaucoup d'autres à l'époque, fut enthousiasmé par ce roman à tendances « sociales » qui donnait, selon lui, l'explication de tous les problèmes de la société moderne : ignorance de la misère des riches, manque d'idéal des classes

supérieures, opposition entre la morale naturelle et la vertu bourgeoise. Eugène Sue, plein de bonne volonté ; suggérerait sur le plan social la création d'une Banque des pauvres et de fermes-modèles.

Karl Marx, débordant largement le cadre qu'il avait tracé en compagnie d'Engels, consacre une partie importante de la *Sainte Famille* à la critique de Szeliga, dont il se gausse pour sa naïveté. *Fleur de Marie* qu'il s'agit de rééduquer est, dans l'œuvre de Sue, transformée en pécheresse damnable. La religion, pour la sauver ne trouve qu'une solution : la cloître, ce qui rend sa déchéance définitive, car une pécheresse repentante est mille fois plus douloureuse qu'une prostituée innocente. Quelques passages sont à lire, notamment celui où Marx moque agréablement Sue et Szeliga qui pratiquent la rédemption d'une façon curieuse : le maître d'école est mis hors d'état de nuire... mais c'est en lui crevant les yeux. Bien des choses sont encore actuelles dans la critique que Marx fait de la pratique mondaine de la charité. Il fustige au passage les personnes sensibles qui organisent des fêtes de charité où elles s'amuse sous prétexte de lutter contre la misère comme on danse en 1946 au profit des veuves des prisonniers politiques et des martyrs d'Auschwitz.

Sans y toucher de façon particulière, Marx fait du matérialisme historique, dans la *Sainte Famille*, en opposant de façon sensible les idées généreuses éparpillées dans le roman de Sue à la réalité sociale et économique du moment et en notant que les solutions proposées par le prince Gerolstein ne changent rien aux appétits ni aux privilèges de la classe possédante.

Notons-le en passant : une fois de plus, Marx revient à sa conception de la «réalisation», de la dignité de l'homme qui doit être le but de toute action sociale. Les ouvriers, dit-il, « savent que la propriété le capital et l'argent ne sont pas de produits de leur imagination, mais des produits effectifs et objectifs de leur aliénation propre. Ils savent qu'il faut les supprimer pratiquement, concrètement pour que l'homme devienne homme non seulement dans sa pensée et dans sa conscience, mais également dans sa vie réelle, dans son existence matérielle »¹¹⁹.

Engels, après son court séjour à Paris, était retourné chez ses parents. De Barmen, il commence à correspondre avec Marx et désormais nous posséderons de leurs pensées les plus intimes ces témoignages étonnants que constituent les lettres. Frédéric Engels est vraiment l'un des hommes les plus sympathiques qu'on rencontre dans l'histoire du mouvement socialiste. Il représente exactement le type accompli du révolutionnaire convaincu et désintéressé, d'autant plus attaché à ses idées qu'il pourrait, grâce à la fortune paternelle, mener une existence confortable et faire dans les voies régulières, une éblouissante carrière bourgeoise. L'idée ne l'effleurait pas qu'un temps viendrait où des jeunes caciques, issus de *l'intelligentsia*, viendraient s'ébrouer dans les rangs de la classe ouvrière, lui feraient l'aumône méprisante d'un peu de démagogie et édifieraient, grâce à ses sacrifices et, comme l'indique la vérité historique, contre elle, une brillante situation dans les affaires publiques. Les temps n'étaient pas encore révolus où l'esprit de transaction remplacerait le sentiment révolutionnaire.

¹¹⁹ Marx-Engels : *Gesamtausgabe*, tome III, pp. 223-224.

Il est vrai que le sentiment révolutionnaire d'Engels en 1844, quoiqu'il fut le fidèle reflet de celui de Marx, péchait à la base par un optimisme débridé, par une croyance – aujourd'hui inconcevable - dans une victoire toute proche du communisme. Marx et Engels mettront quelques années à s'apercevoir que la révolution sociale ne s'accomplira pas à l'occasion d'un quelconque coup de main. Très tôt, pourtant, ils acquêteront la certitude « du manque de maturité des aspirations prolétariennes de l'époque »¹²⁰ sans que ça implique en quoi que ce soit une réfutation ni de la critique du régime capitaliste, ni de lois fondamentales du matérialisme, ni des évaluations éthiques qui servent de fondement au socialisme scientifique.

En 1844 évidemment, le tempérament bouillant d'Engels lui fait voir les choses autrement. Pour lui, le communisme progresse à Eberfeldt, parce que les jeunes amis chahutent leurs familles quand on y traite avec mépris les domestiques pour des ouvriers. Il se réjouit dans sa première lettre à Marx de savoir qu'à Barmen, le commissaire de police est communiste, « Si nous pouvions agir directement sur le peuple, ajoute-t-il, nous aurons bientôt le dessus »¹²¹ mais c'est impossible si l'on ne veut pas se faire arrêter.

Il s'inquiète de l'essor de la *Critique critique* et du renvoi en correctionnelle de Bernays, Dans le *Vorwärts*, celui-ci avait assez imprudemment, parlé avec sympathie de l'attentat de Tschetch contre Frédéric-Guillaume IV. Il en était résulté une violente protestation du ministre Prusse à Paris et le gouvernement Guizot s'était vu sommer d'avoir à interdire le journal de l'émigration allemande. Très ennuyé de l'incident, le gouvernement Louis-Philippe avait déféré Bernays devant les assises de la Seine, mais la Chambre des mises en accusation n'avait retenu contre lui que le défaut de cautionnement.

La loi prévoyait que les journaux ne s'occupant de politique ne devaient pas déposer le cautionnement légal extrêmement élevé pour l'époque de 75.000 francs. Le *Vorwärts* s'était dispensé de cautionnement pour des raisons fort compréhensibles, mais ne s'était pas abstenu de la politique ! Bernays soutint inutilement qu'il n'y avait que malentendu, qu'il s'était basé sur la définition du mot « politique » dans le Dictionnaire de l'Académie française : « Politique : système particulier d'un gouvernement pour arriver à ses fins quelles qu'elles soient ». Or, dit-il, je n'ai jamais, dans mon journal, parlé de politique française mais bien des affaires allemandes. Comme je n'ai jamais touché au « système particulier » du gouvernement français, je n'ai donc jamais fait de la politique... Le 13 décembre, le tribunal correctionnel condamna à deux mois de prison et à trois cents francs d'amende et Bernays prit le chemin de Sainte-Pélagie.

La correspondance entre communistes n'était pas chose facile à l'époque. Dans la première lettre à Marx, Engels lui dit :

Si cette lettre t'arrive sans avoir été ouverte, réponds-moi sous le couvert de J. W. Strücker et Cie, à Eberfeld, en prenant pour l'adresse une écriture aussi commerciale que possible, ou bien écris-moi à une des adresses que j'ai données à Ewerbeck. Je suis

¹²⁰ Karl Marx : *Les luttes de classes en France*, Introduction par F. Engels, Éditions Sociales Internationales, Paris, 1936, p. 17.

¹²¹ Marx-Engels : *Correspondance*, tome I. Paris, Costes, 1931, p. 3.

curieux de sa voir si ces damnés postiers se laisseront duper par l'apparence féminine de cette lettre¹²².

Un peu plus tard, Engels accuse la réception d'une lettre de Marx dont le texte est inconnu mais qui avait été déposée à Bruxelles. Progressant dans le labeur clandestin, les deux ais convinrent de numéroter leurs lettres, ce qui leur permettrait de savoir combien d'entre elles seraient saisies par la censure.

Engels menait beaucoup de choses de front : la propagande communiste, les affaires de son père et des aventures amoureuses dont il parle parfois avec la simplicité de ses vingt-quatre ans au vertueux Karl Marx. Quand ses amis lui demandent de venir à Paris il répond qu'il est nécessaire qu'il soit sur place pour diriger la propagande. Je ne puis pas venir, précise-t-il, « à moins de me brouiller avec toute ma famille et j'ai une liaison amoureuse à liquider... »¹²³.

Au milieu de toute cette agitation, Engels trouve encore le temps de mettre au net sa *Situation des classes laborieuses en Angleterre* qui paraîtra l'année suivante. Il est encore tout bouillant d'indignation quand il écrit à Marx, le 19 novembre 1844 :

Je vais composer pour les Anglais un joli catalogue de leurs péchés ; aux yeux du monde entier, j'accuse la bourgeoisie anglaise d'assassinat, de brigandage et de tous les autres crimes en masse, et j'écris une préface en anglais dont je ferai faire des tirés à part que j'enverrai aux chefs des partis, aux littérateurs et aux parlementaires anglais. Les drôles se souviendront de moi (2).

Au fil de la correspondance on voit se dessiner toujours davantage la position particulière qu'Engels a adoptée vis-à-vis de Marx : celle de l'homme pratique, de l'historien social, du sociologue opposé la spéculation philosophique tout en sachant très bien la pratiquer en cas de besoin. A propos d'un ouvrage de Stirner, *L'Unique et sa propriété*¹²⁴, Engels fait une longue dissertation sur l'égoïsme et sur les rapports théoriques avec le communisme. Puis, excédé, il tourne court :

D'ailleurs, tout ce rabâchage théorique, m'ennuie chaque jour davantage, et toute parole que l'on est obligé de perdre encore à propos de « l'homme », toute ligne qu'il faut écrire contre la théologie et l'abstraction ou contre le matérialisme crasse, me met en rogne. Quelle chose différente que de pouvoir, au lieu de ces rêveries – et l'Homme non réalisé en reste jusqu'au moment de sa réalisation – s'occuper des réalités vivantes, de développement de réalités historiques. C'est en tout cas ce qu'il y a de mieux, tant que nous en serons réduits à n'utiliser que notre plume et que nous ne pourrons pas réaliser nos idées directement avec nos mains ou, s'il faut, avec nos poings¹²⁵.

Puis il se fâche à nouveau à propos de l'esprit d'abstraction qui infecte les philosophes berlinois. C'est le moment encore où les « communistes vrais », comme

¹²² *Correspondance*, op.cit., pp. 6 et 7.

¹²³ *Correspondance*, op.cit., p.8.

¹²⁴ Stirner, ami de Bauer, et disciple de Feuerbach, professait une sorte d'anarchisme intellectuel basé sur la seule réalité de l'individu et sur l'irréalité de la Société. Son idéal était la constitution d'une « Union d'égoïstes » ne vivant qu'en vue de leurs satisfactions personnelles et qui serait au service de l'individu tandis que la Société actuelle fait de l'individu son instrument.

¹²⁵ *Gesamtausgabe*, III, pp. 7 et 8.

disait Marx, pensaient que la révolution pourrait se réaliser du seul fait de la suppression juridique de la propriété privée. Quand toute l'Allemagne aura déjà aboli la « propriété », dit-il, les Berlinoises en seront encore à attendre un nouveau Messie qui arrangera Fourier à la manière de Hegel, qui « construira un phalanstère avec des catégories éternelles et nous le donnera comme une loi éternelle de l'idée qui prend conscience d'elle-même, de façon que le capital, le talent et le travail participent à parts égales au résultat ».

Tout le passage est d'une verve remarquable et qui dépeint très bien la personnalité d'Engels :

Ce sera le Nouveau Testament de l'Hégélianisme : le vieil Hegel deviendra l'ancien Testament. L'État et la Loi feront figure d'éducateur chrétien. Le phalanstère, où les lieux d'aisance seront placés d'après la nécessité logique, sera le « nouveau ciel » et la « nouvelle terre », la nouvelle Jérusalem, qui descend du ciel toute parée comme une fiancée, ainsi qu'on pourra le lire, tout au long dans la nouvelle apocalypse. Et quand tout cela sera achevé, la critique deviendra et dira qu'elle est le résumé de tout, qu'elle amalgame dans sa tête le capital, le talent et le travail, que c'est elle et non pas la masse impuissante qui produit tout ce qui existe, - et qu'elle accaparera tout...¹²⁶.

¹²⁶ *Correspondance*, op. cit., pp. 14 et 15.

L'arrivée a Bruxelles et les thèses sur Feuerbach

Entre-temps, à Paris, les rédacteurs du *Vorwärts* ne s'avouaient pas vaincus. Comme l'ordonnance sur la presse s'exemptait du cautionnement les publications mensuelles, ils décidèrent de faire du *Vorwärts* une revue de ce genre. C'était de bonne guerre et cela reconforterait Bernays en prison ! On annonça la nouvelle au moyen d'un prospectus largement diffusé, expliquant les choses très simplement. Mais Guizot, pour se dire progressiste, n'en aimait pas pour cela les révolutionnaires « communistes ». Comme le baron von Armin le poursuivait de récriminations au nom de son maître, Guizot se fâcha. Le 25 janvier 1845, M. Duchâtel ministre de l'Intérieur, prenait un arrêté expulsant purement et simplement tous les rédacteurs du journal : Henri Heine, Börnstein, Marx, Bakounine, von Bornstedt, Herwegh, Ruge, Bürgers et Bernays qui était en prison.

Ce fut, de tous les côtés à la fois, une tempête de protestations. La presse de gauche s'en prit vivement au gouvernement « qui ne rougit pas de se faire l'instrument des terreurs et des rancunes du gouvernement prussien » et qui expulse « des hommes distingués par l'élévation de leur talent, recommandés par l'amour qu'ils portent aux idées françaises » et dont le crime est d'avoir aimé et défendu la France¹²⁷.

Ceux qui ont cru, poursuit la *Réforme*, que l'ignominie de l'indemnité Pritchard ne pourrait être dépassé se sont trompés...

MM. Bernays et Marx n'ont commis aucun acte qui blesse la France ou son gouvernement. Si quelqu'un peut se plaindre d'eux c'est le gouvernement prussien ; c'est donc pour complaire à la Cour de Berlin que l'on a résolu leur expulsion....

... Ah ! si MM. Bernays, Marx, Ruge et Herwegh s'étaient faits à Paris les serviteurs de la politique prussienne, s'ils avaient vanté le charme des gouvernements absolus, insulté la France et la Révolution, vilipendé les idées de progrès et de liberté, s'ils auraient vu s'ouvrir devant eux les salons ministériels....

Quant à Bernays, de sa cellule de Sainte-Pélagie, il adressait, le 13 février à tous les journaux démocratiques une lettre ouverte que la *Réforme* publia et qui tranche, par son ton humble, avec l'attitude pleine de dignité adoptée par les rédacteurs de *Vorwärts*¹²⁸.

.....Me voilà donc en prison ; j'y subis ma peine sans mot dire croyant, après cette bourrasque, rester tranquille à Paris. J'aime la France et veux y vivre si je puis, aussi aimai-je mieux faire cette prison pour changer encore une fois de patrie. Hélas ! Monsieur, j'avais compté sans la diplomatie. Déjà l'un de nous, Marx, est parti. A l'égard de deux autres la mesure est suspendue, mais maintenue pour moi et déjà, au greffe de la prison, l'ordre est donné de me transférer (ma peine subie) à la préfecture où m'attend un passeport pour l'étranger....

¹²⁷ *La Réforme*, 14 février 1845.

¹²⁸ *La Réforme*, 14 février 1845.

De son côté, *La Fraternité* attaquait vigoureusement le gouvernement :

Tel est, écrivait-elle, le ministère Guizot qui, si déférent envers l'Anglais, étend sa déférence jusqu'à l'obéissance passive aux désirs du Prussien. En effet qui n'avaient pas cessé de prêcher, dans le journal *Le Vorwärts*, la sainte alliance des deux peuples. Parmi eux se trouve le philosophe économiste M. Charles Marx, de Trèves¹²⁹.

Ce qui est plus amusant, c'est que M. Duchâtel avait, dans l'excès de son zèle, expulsé aussi Adelbert von Bornstedt et mécontenté infiniment M. von Arnim qui protesta. Bornstedt, on le sait déjà était l'homme à tout faire de la légation de Prusse à Paris. M. Duchâtel, tout heureux de faire d'une pierre deux coups, ne donna aucune suite à la protestation prussienne et c'est ainsi que l'on retrouvera Bornstedt à Bruxelles. Depuis son départ en Angleterre, il avait, ce dangereux révolutionnaire, fait un voyage de l'Allemagne pour le compte du duc de Bordeaux et des Carlistes. Le prince de Ligne, ministre de Belgique à Paris, s'empressa de signaler la chose au gouvernement belge en spécifiant que le visa belge *devait* être refusé à Bornstedt, ce qu'il ne disait pas pour Marx¹³⁰.

Les démarches faites par les amis du *Vorwärts* eurent cependant un résultat partiel : Henri Heine, Herwegh, Bernays, Ruge et Börnstein obtinrent un sursis. Seuls, Marx, Bakounine, Burgers et von Bornstedt durent quitter la France. Bakounine et Bürgers, contre qui, le gouvernement prussien n'avait pas lancé de mandat d'arrêt, s'installèrent à Dresde et à Cologne.

Le 1^{er} février 1845, Karl Marx, accompagné de sa femme et de sa fille, arriva à Bruxelles, venant de Paris, via Mons¹³¹. A peine fut-il parvenu dans la capitale belge qu'il se débattit au milieu des pires difficultés administratives. Sa notoriété naissante à Paris, qui avait valu en Belgique les honneurs d'une fiche policière. aussi bien le ministre de la Justice du cabinet Nothomb, M. d'Anethan, alerté par son collègue des Affaires étrangères, Goblet d'Alviella, chargea-t-il la Sûreté publique de surveiller l'écrivain « démocrate dangereux et communiste »¹³².

Dès le 7 février Marx avait adressé officiellement au roi des Belges la requête suivante :

Sire,

Le soussigné, Charles Marx, docteur en philosophie, âgé de 26 ans, de Trèves, royaume de Prusse, étant intentionné de se fixer avec sa femme et son enfant dans les États de Votre majesté, prend la respectueuse liberté de vous supplier de bine vouloir bien lui accorder l'autorisation d'établir son domicile en Belgique.

¹²⁹ *La Fraternité*, mars 1845.

¹³⁰ *Archives de la Sûreté belge*, dossier Bornstedt, pièce 8.

¹³¹ Ils descendirent à l'Hôtel de la gare, rue Neuve, tout près de la gare du Nord. Le lendemain ils déménagèrent pour hôtel, démolé en 1901, était situé sur l'emplacement des magasins « A l'innovation ». Marx n'y demeura que quelques jours. Le 9 février déjà nous le retrouvons installé 24, place du petit Sablon, puis le 13 mars à l'Hôtel du Bois sauvage, 19-21, plaine Sainte Gudule où, par une curieuse coïncidence, il se ferra arrêter le 3 mars 1848. La famille Marx logea ensuite 35, rue Pacheco (actuellement le n° 95), puis dans un immeuble situé 5-7, rue de l'Alliance, à Saint-Josse-Ten-Noode où Frédéric Engels viendra la rejoindre rapidement. Enfin, le 1^{er} octobre 1846 (une seconde fille, Laure-Jenny, étant née le mois précédent, rue de l'Alliance) on déménage pour Ixelles où Marx habitera, seize mois durant, 42 ; rue d'Orléans.

¹³² *Archives de la Sûreté Publique belge*, dossier Börnstedt, pièce 8

Il a l'honneur d'être, avec le plus profond respect,
de votre Majesté,
Le très humble et très obéissant serviteur,
(s) Charles Marx.

Une question, par-dessus tout, préoccupait le gouvernement belge ; Marx allait-il faire reparaître à Bruxelles le *Vorwärts* qui lui avait valu son expulsion de France ? La Belgique risquait, s'il devait en être ainsi, les plus graves ennuis du côté de la Prusse, toujours prompte à protester avec acrimonie contre les actes du gouvernement de Bruxelles. Or, un rapport du 14 février signalait à M. de Anethan que Marx était allé à Liège voir un de ses amis chez lequel il avait logé.

On raconte qu'il compte bientôt publier un journal en Belgique et le faire répandre clandestinement en Prusse. Je n'ai pas su, poursuit l'agent chargé de la surveillance, où Marx s'est dirigé mais il est probable qu'il est à Bruxelles et que son compagnon Heinzen aura reçu sa visite et qu'ils se seront concertés peut-être ensemble pour cette publication¹³³.

Le chevalier Hody, administrateur de la Sûreté publique, transmet le 19 février au bourgmestre de Bruxelles, chevalier Wyns de Raucourt, la requête de Marx au Roi en lui signalant qu'il y avait lieu de croire que l'« individu » signalé comme expulsé de France pour avoir écrit dans le *Vorwärts* n'était autre que Charles Marx, signataire de la requête. « Veuillez, ajoutait M. Hody, demander la cas échéant à ce dernier s'il entend continuer en Belgique la publication dudit journal ou s'il n'a en vue, en faisant (sic) sa demande que d'obtenir dans tout autre but une autorisation de séjour provisoire »¹³⁴.

La police allemande, de son côté, n'était pas restée inactive et l'on voit figurer, au dossier, une lettre du directeur de la police d'Aix-en-Chapelle en date du 3 mars demandant s'il est exact, comme il l'a appris, que Herwegh, Arnold Ruge, Charles Marx, Börnstein et consorts sont en Belgique. Le directeur de la police prussienne savait ce qu'ignorait le chevalier Hody : qu'à la date du 1^{er} février, un nouveau mandat d'arrêt avait été délivré contre Marx par ordre du ministre prussien de l'Intérieur. Ce mandat devait être exécuté à la frontière même. Aussi, sans avoir l'air d'y toucher, le policier allemand insiste-t-il en un français approximatif :

J'aurais de l'intérêt, dit-il, à apprendre (sic) si cette communication est exacte et en ce cas lesquels des individus frappés par la susdite mesure auraient choisi temporairement leur séjour en Belgique. Vous m'obligerez beaucoup, Monsieur l'Administrateur, de me donner quelques renseignements à ce sujet et de me faire savoir, le cas échéant, lesquels de ces individus auraient manifesté l'intention de se rendre en Prusse ; ainsi que de m'informer aussitôt que possible si l'un ou l'autre d'entre eux prenait réellement la direction de notre pays¹³⁵.

Rendons au Chevalier Hody cet hommage rétrospectif qu'il ne se laissa pas manœuvrer pas son collègue aixois. Les services de la Sûreté avaient, en effet, préparé, en date du 8 mars, une lettre annonçant l'arrivée de Marx et Bornstedt à Bruxelles. Cette lettre ne fut pas expédiée et porte au crayon la mention « à mettre

¹³³ Archives de la Sûreté Publique belge, dossier Karl Marx, pièce 2.

¹³⁴ Archives de la Sûreté Publique belge, dossier Karl Marx, pièce 7.

¹³⁵ Archives de la Sûreté Publique belge, dossier Karl Marx, pièce 8.

provisoirement de côté, a dit M. l'Administrateur, 27 mars 1845 »¹³⁶. Par contre, au dossier Bornstedt, on retrouve la copie de la lettre du même jour annonçant l'arrivée à Bruxelles de l'ancien directeur du *Vorwärts*)¹³⁷.

La police de Bruxelles mit presque un mois à faire l'enquête prescrite par le chevalier Hody et ce n'est que le 15 mars que le bourgmestre de Bruxelles fit connaître d'après lui il n'y avait pas lieu de s'inquiéter : Marx ne désirait s'occuper que de philosophie et économie politique. Il préparait un ouvrage intitulé *L'Economie politique* pour lequel il avait passé un contrat, qu'il exhibait, à raison de trois mille francs, avec l'éditeur Leske, de Darmstadt. Dans l'attente de ses honoraires, il vivait du revenu de sa femme et promettait de ne plus s'occuper du journal qui l'avait fait expulser de France.

Prenant patience, le chevalier Hody avait déjà fait convoquer Karl Marx pour le 19 mars, à midi, à la Sûreté Publique « en hôtel de Monsieur le Ministre de la Justice ». En effet, des amis du réfugié et plus spécialement l'avocat bruxellois Maynz, lui-même émigré politique de Francfort, professeur en droit romain à l'Université de Bruxelles, étaient intervenus en sa faveur. Un *modus vivendi* fut négocié avec M. Hody et, le 22 mars, le « dangereux communiste » prenait l'engagement suivant : « Pour obtenir l'autorisation de résider en Belgique, je consens sur mon honneur à m'obliger à ne pas publier en Belgique aucun ouvrage sur la politique du jour ». Il signa « Karl Marx »¹³⁸.

Le même jour, l'administrateur de la Sûreté publique rappelait sévèrement à l'ordre le bourgmestre de Bruxelles qui avait tant tardé à répondre à la demande de renseignements du 19 février.

Il est très fâcheux, écrit le chevalier Hody au chevalier Wyns de Raucourt, de voir de pareils retards entraver la solution d'une affaire qui doit intéresser sérieusement le gouvernement puisqu'il s'agit d'un écrivain qui, par ses publications, a forcé la France à éloigner de son territoire et au séjour duquel on doit mettre des conditions.

Le sieur Karl Marx, a été invité à passer dans mes bureaux pour éviter de nouveaux retards et il s'est engagé à ne publier durant son séjour en Belgique aucun écrit politique. C'est la condition que j'ai posée à l'autorisation de résider dans le royaume et s'il parvenait à votre connaissance qu'il méconnût sa parole ou qu'il posât d'autres actes hostiles au gouvernement de Prusse, notre voisin et notre allié, vous voudrez bien m'en informer à l'instant¹³⁹.

S'étant soumis bon gré mal gré, à tout ce qu'on lui demandait, Marx put respirer tranquillement et s'occuper à nouveau d'« économie politique »... Il profita même de la régularisation de sa situation pour faire, en avril, un court séjour à Hambourg¹⁴⁰. Marx ne pouvait songer à pénétrer en Prusse car une sévère procédure judiciaire continuait à se dérouler contre les écrivains démocrates accusés du crime de lèse-majesté pour des écrits dont certains avaient parus avec l'autorisation de la censure et dont d'autres n'avaient même jamais été imprimés. En dehors de Karl Marx, la justice de Berlin poursuivit également les frères Bauer, Buhl, Meyer, Arntz, Jeinzen,

¹³⁶ Archives de la Sûreté Publique belge, dossier Karl Marx, pièce 9.

¹³⁷ Archives de la Sûreté Publique belge, dossier Bornstedt, pièce 5.

¹³⁸ Archives de la Sûreté Publique belge, dossier Karl Marx, pièce 10

¹³⁹ *Ibidem*, pièce 13.

¹⁴⁰ Karl Marx : *Chronik seines Lebens*, Moscou, 1934, p. 29.

Puttmann, Held, Herwegh et Heine. Quatre d'entre eux, Buhl, Meyen, Puttmann et Heldt, étaient entre les mains de la police¹⁴¹.

Revenons un peu en arrière, auprès d'Engels qui, à Barnem, s'impatiait d'être sans nouvelles ni de ses amis parisiens, ni du *Vorwärts* ni de la Critique critique. Marx avait pourtant répondu à sa lettre de novembre. D'après ce qu'en dit Engels, on imagine que l'aîné a dû semoncer tant soit peu le cadet pour la pétulance qu'il avait mise à démolir *l'Unique et sa propriété* de Stirner. Avec beaucoup de simplicité, Engels s'incline d'ailleurs devant l'avis de Marx : « Quand je t'ai écrit, je me trouvais encore sous l'impression immédiate du livre ; mais depuis que je l'ai fermé et que j'ai pu y réfléchir, plus longuement, j'y trouve ce que tu y trouves »¹⁴². D'ailleurs, précise-t-il, Moses Hess est arrivé à la même conclusion que toi et va publier sur Stirner une brochure qui confirmera son accord avec toi¹⁴³.

Quelques gros mots à la police allemande qui ennuie les communistes, trois lignes sur la fin tragique de son amourette, l'annonce de la prochaine publication de son livre sur l'Angleterre, de longues considérations sur la nécessité d'une propagande communiste intellectuellement bien étayée, quelques coups de griffe à Bauer et à Ruge, puis Engels exprime son horreur des affaires. Sur les instances de sa famille, il avait accepté de s'occuper du magasin et de la fabrique de « son vieux », mais tout cela le dégoûte : le commerce, sa ville natale et la perte de temps. Par-dessus tout, il ne peut supporter « de rester, non pas un simple bourgeois, mais un fabricant, un bourgeois intervenant activement contre le prolétariat »....

On peut bien, en sa qualité de communiste, être, de par sa situation extérieure, bourgeois et trafiquant, quand on n'écrit pas ; mais, faire de la propagande communiste en grand et occuper en même temps de commerce et d'industrie, voilà qui ne va pas. J'en ai assez. A Pâques, je m'en vais....¹⁴⁴

Puis éclate comme une bombe la nouvelle de l'expulsion de Marx. Dans une lettre, écrite du 22 février au 7 mars, Engels exprime toute son indignation et toute sa solidarité. A peine informé, il a organisé une collecte destinée à répartir sur tous, « à la manière communiste », les frais extraordinaires que son ami a dû supporter, de plus il met à sa disposition ses droits sur l'ouvrage qu'il va publier et dont il peut se passer momentanément.

Il ne faut pas du moins que ces chiens aient le plaisir de te mettre dans l'embarras financier par leur infamie. Que l'on aie obligé à payer ton loyer pour le terme à venir, c'est, je pense, le comble de l'ignominie. Mais je crains qu'en fin de compte on ne te moleste également en Belgique, de telle sorte que finalement il ne te restera que l'Angleterre¹⁴⁵.

Cela s'appelle avoir le don de prophétie.

Pour le surplus, les nouvelles sont excellentes. Feuerbach vient de se déclarer communiste ; il ne discute, tant soit peu, que les modalités de mise en application ! à Eberfeld et à Barmen, tout le monde est en train de devenir communiste. A la réunion « tout Eberfeld et tout Barmen, des financiers aux épiciers, à l'exception du prolétariat, étaient représentés. Hess a fait une conférence. On a lu des poésies de

¹⁴¹ Cfr. *La Réforme*, le 2^e janvier 1845.

¹⁴² *Correspondance*, tome I, p. 16.

¹⁴³ Cette brochure de Hess parut à Darmstadt sous le titre : *Les derniers philosophes*.

¹⁴⁴ *Correspondance*, tome I, p. 23.

¹⁴⁵ *Op. cit.*, p. 25.

Müller, de Pütmann et des passages de Shelley, ainsi que l'article du code civil relatif aux colonies communises existantes. Puis on a discuté jusqu'à une heure du matin ». Bref, « on ne parle que du communisme et nombre de nos adhérents augmente chaque jour ; le communisme dans la vallée de la Wupper est une vérité presque une puissance »¹⁴⁶.

Mais à partir du 25 février, les nouvelles deviennent mauvaises. Les gendarmes ont reçu l'ordre d'intervenir et d'arrêter les orateurs communistes ; le bourgmestre a interdit les réunions ; on en a quand-même tenue une, mais les procureurs et tous les juges y assistaient : « le procureur général a même pris part à la discussion » !

J'irais bien à Bruxelles pour te voir, ajoute Engels, mais à la suite des réunions communistes, « j'ai eu des ennuis de famille et mon père a décidé de m'aider financièrement en vue de mes études mais pas pour la propagande communiste « ... Dès que la question d'argent sera résolue, il ira sinon à Paris, sûrement à Bruxelles, d'autant plus que sa mère et des deux sœurs comptent passer des vacances à Ostende¹⁴⁷. C'est ainsi, *horresco referens*, que la reine des plages a joué – à plus de cent ans d'ici – un rôle dans l'histoire du socialisme international.

Un grand projet d'édition occupe les communistes rhénans. Ils se proposent, explique Engels, de fonder une « bibliothèque des meilleurs écrivains socialistes étrangers ». On commencerait par Fourier, puis Owen, puis les Saint-Simoniens, puis Morelly, etc., de façon à alterner français et anglais. Il ne manque qu'une chose pour aboutir : de l'argent.

Enfin, le 17 mars, Engels accuse réception de la *Critique critique*. Celle-ci avait paru sous le titre *La Sainte famille* à la *Literarische Anstalt* de Francfort dans les derniers jours de février. En dépit de tout l'enthousiasme qu'il mettait à louer le rédacteur principal de l'ouvrage, on sent qu'Engels n'était pas très satisfait. Il ne comprenait pas pourquoi Marx avait transformé une brochure compendieuse en un volume important, d'autant plus que l'*Allgemeine Literaturzeitung*, qui avait motivé leur réaction contre Bauer, avait cessé de paraître. D'autre part, Engels souligne que le livre est trop abstrait et restera inintelligible au grand public « et n'intéressera pas non plus tout le monde ». A part cela, ajoute-t-il sans sourciller, « tout le livre est écrit de façon superbe à en mourir de rire »¹⁴⁸.

Il est impossible de lire la correspondance de Marx et d'Engels sans être frappé par la similitude qui existe entre les situations sociales et familiales de 1845 et celles de 1945. Le passage qu'on va lire pourrait très bien être écrit par un jeune bourgeois contemporain, qui, au désespoir de sa famille, aurait adhéré à la troisième Internationale.

Je mène actuellement, raconte Engels, une véritable vie de chien. Tous les incidents de nos réunions et l'existence libertine des communistes avec qui je suis évidemment en rapports ont provoqué chez mon père une recrudescence de fanatisme religieux. Ma décision d'envoyer définitivement promener le commerce n'a fait que l'augmenter. Mon

¹⁴⁶ *Op. cit.*, p. 26.

¹⁴⁷ Depuis des années déjà, la famille d'Engels fréquentait Ostende. En 1843 Frédéric Engels y avait fait la connaissance de Herwegh (cfr. V. Fleury : *Le poète Georges Herwegh*, p. 130).

¹⁴⁸ Correspondance, tome I, p. 34.

adhésion publique au communisme, a fait naître de plus, chez lui, un éclatant fanatisme bourgeois. Imagine quelle est ma situation ! Mais comme je pars d'ici sans répondre ; comme mes parents n'y sont pas habitués cela remonte leur courage.

Si je reçois une lettre on la renfile de tous les côtés avant de me la remettre. Comme on sait qu'il s'agit d'histoires communistes on me fait chaque fois une figure d'enterrement à devenir fou. Si je sors, c'est la même chose. De même si je travaille dans ma chambre ; naturellement c'est du communisme. Je ne puis ni boire, ni manger, ni dormir sans qu'on me fasse la tête. Je puis sortir ou rester à la maison, parler ou me taire, lire ou écrire, rire ou ne pas rire, je peux faire ce que je veux, aussitôt que mon père me fait une figure sinistre. Il est tellement borné aussi qu'il confond le communisme et le libéralisme, condamne les deux tendances comme révolutionnaires. Malgré toutes mes protestations, il me rend responsables des infamies de la bourgeoisie anglaise à la Chambre des Communes !

Par surcroît nous sommes en pleine saison pieuse de la maison. Il y a huit jours, eux de mes sœurs ont été confirmées. Toute la piété s'est exprimée au cours du dîner. Le corps du Seigneur a fait son effet et les visages désespérés de ce matin ont dépassé tout ce qui est concevable. *Pour comble de malheur*¹⁴⁹ j'ai été hier soir à Elberfeld chez Hess ; nous y avons discuté communisme jusqu'à deux heures. Naturellement, aujourd'hui longues considérations sur mes sorties tardives ; allusions au fait que je pourrais bien avoir été au bloc,. Finalement on prend son courage à deux mains pour me demander où j'ai été – Chez Hess – Chez Hess ! Grands dieux ! – Puis silence et élévation de désespérance chrétienne dans la physionomie paternelle – Quel genre de fréquentations as-tu donc ! - gémissements, etc. C'est véritablement à devenir fou. Tu ne peux pas avoir idée de la malice de cette furie chrétienne pour sauver mon âme.

Il ne manque plus qu'une chose c'est que mon père découvre l'existence de la *Critique critique*. Il serait capable de me jeter à la porte. A tout cela s'ajoute cet énervement perpétuel de constater que l'on n'a aucune prise sur ces gens, qu'ils éprouvent le besoin de se tracasser avec leurs fantaisies infernales et qu'il est impossible de leur inculquer les principes élémentaires de *l'équité*¹⁵⁰.

Si ce n'était pas pour ma mère qui a un beau fond humain et que j'aime vraiment, mais qui n'a pas la moindre indépendance envers mon père, il ne me viendrait pas un seul instant l'idée de faire la moindre concession à ce despote fanatique qu'est mon ancêtre ! Mais ma mère me rend malade de chagrin à chaque instant et quand elle se met particulièrement en colère conter moi elle a des maux de tête pendant huit jours. .. Par ailleurs, rien de neuf ici. La bourgeoisie fait de la politique et va à l'église. Quant au prolétariat nous ignorons ce qu'il fait et pouvons difficilement le savoir.

A peine la *Critique critique* est-elle sortie de presse que Marx éprouva le besoin de faire un pas de plus en ayant dans l'exposition de sa pensée. U point où nous sommes à présent de la recherche de son évolution philosophique nous pouvons, en remontant à la *Critique critique* et, de celle-ci, au *Manuscrit Philosophique et économique*, résumer sa thèse en disant qu'il est arrivé à la conviction que l'homme, asservi par le capital, voit sa propre nature aliénée dans le produit même de son travail. Seule une révolution pourra libérer l'être humain du joug de l'argent et cette révolution sera provoquée par le développement même du régime capitaliste. D'une part il affirme sa conception matérialiste de l'histoire en montrant qu'il faut soumettre

¹⁴⁹ En français dans le texte.

¹⁵⁰ Par suite de son omission par Bernstein et Bebel la plus grande partie de cette lettre d'Engels ne figure pas dans la traduction Molitor. On la trouvera dans : *Gesamtausgabe*, III, I, p. 20 (lignes 2 à 35). Il est équitable de reconnaître que Bebel et Bernstein, quand ils expurgeaient la correspondance de Marx et d'Engels, étaient animés par des mobiles honorables dont l'historien a le droit de ne plus tenir compte à cent années de distance.

al pense à la réalité sociale, d'autre part il se déclare convaincu que cette révolution sera à la fois rationnelle et juste et qu'elle amènera la libération de l'homme.

Sur le plan de la conception idéale, il est avec Feuerbach contre Hegel en ce qu'il soutient la prééminence de la réalité contre celle de la pensée pure. Il s'écarte de lui en ce qu'il a acquis la certitude moral que l'émancipation humaine ne pourrait pas résulter seulement d'une émancipation spirituelle mais bien d'une réalisation matérielle.

Quand ils pourront travailler ensemble Marx et Engels s'attacheront préciser leurs vues dans la fameuse *Critique de la philosophie post-hégélienne*. Dès avant l'arrivée d'Engels à Bruxelles, Marx s'était attaché à préciser sa position envers Feuerbach, dont toute une série d'éléments philosophiques l'éloignaient progressivement. Cette exposition est contenue dans les *XI Thèses sur Feuerbach* retrouvées par Engels « dans un vieux cahier de Marx ». Il les publia à la suite de son *Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande de 1888*¹⁵¹), et dit très justement qu'elles sont « d'une valeur inappréciable comme étant le premier document où est déposé le germe génial de la nouvelle conception du monde »¹⁵².

Les *Thèses* se décomposent en trois parties. Dans la première (I à III), Marx oppose l'ancien matérialisme et l'idéalisme pur à une conception matérialiste de l'histoire. Dans la seconde, (IV à V), il analyse les conséquences de la conception contemplative de Feuerbach. Dans la troisième (VII à XI), il expose sa propre théorie.

Il est difficile de résumer des textes qui sont déjà condensation de la pensée de l'auteur. Tout au plus peut-on prétendre à les transposer en style ordinaire.

Le principal défaut de l'ancien matérialisme, y compris celui de Feuerbach, Marx, est de ne concevoir la réalité, le monde sensible, que sous la forme d'objet ou d'intuition. L'idéalisme, lui, ramène l'univers extérieur à une activité abstraite, car il ne conçoit pas une activité concrète. Feuerbach distingue l'objet concret de l'objet de la pensée, mais en dehors de l'activité humaine. Seule l'activité théorique est, pour lui, vraiment humaine (Thèse I).

« La question de savoir si la pensée humaine peut aboutir à une vérité objective n'est pas une question théorique, mais une question pratique. C'est dans la pratique qu'il faut que l'homme prouve la vérité, c'est-à-dire la réalité, et la puissance de sa pensée. La discussion sur la réalité ou l'irréalité de sa pensée, isolée de la pratique est purement scolastique » (Thèse II).

L'ancien matérialisme considérait l'homme comme un produit des circonstances et de l'éducation et oubliait, que le milieu est lui-même transformé par l'homme. L'univers n'existe pas en dehors de l'homme et l'homme n'est pas, comme le pensait Owen, passivement subordonné au milieu. Chacun réagit mutuellement l'un sur l'autre (Thèse III).

¹⁵¹ Karl Marx : *Œuvres Philosophiques*, tome VI, Costes , Paris 1937, pp. 141-144 ou en annexe à Frédéric Engels, Ludwig Feuerbach, Éditions Sociales, paris, 1945, pp. 45-47.

¹⁵² Engels, *op.cit.*, p. 4. *Les XI Thèses* sont la première œuvre de Marx composée et écrite à Bruxelles même. Elles furent rédigées dans le courant du mois de mars 1845.

Feuerbach, n'ayant que constaté l'aliénation religieuse amenait un dédoublement : monde de représentation et monde réel, ne voit pas que le monde temporel n'est que l'expression d'une contradiction interne qu'il faut supprimer pour ramener l'homme à son essence divine. Par là il dépassera dieu comme il dépassera la propriété privée (Thèse IV).

Feuerbach, sur le plan religieux, ne se satisfait pas d'une pensée abstraite et en appelle à une réalité sensible : mais il ne conçoit pas cette réalité comme une activité humaine pratique (Thèse V).

Feuerbach considère un homme isolé en dehors des rapports sociaux. Il fait donc abstraction de l'histoire et ne considère l'homme « en tant que généralité muette », qu'en dehors de la vie sociale (Thèse VI).

Feuerbach ne voit pas que le sentiment religieux est produit par la vie sociale et que l'homme n'est pas un être abstrait. Tout ce qui concerne l'homme est fonction de la vie sociale dans laquelle il évolue (Thèse VII).

Cette vie sociale a un caractère essentiellement pratique. L'activité humaine et, par conséquent, l'activité économique est la seule explication des mystères qui poussent les hommes vers le mysticisme (Thèse VIII).

Alors que le matérialisme intuitif, c'est-à-dire celui qui ne compte pas avec l'activité sociale, a pour compréhension suprême la notion de l'individu isolé (Thèse IX).

Par contre, le nouveau matérialisme accède à la conception de l'humanité sociale parce qu'il considère l'homme en fonction de son activité sociale et non point comme il existe dans la société bourgeoise (Thèse X).

Habitué à faire du matérialisme historique comme M. Jourdain faisait de la prose, l'homme du XXe siècle peut difficilement se rendre compte de ce que représentait de hardiesse intellectuelle la thèse développée par Marx en 1845. Il parvenait, en effet, à résoudre les deux problèmes essentiels auxquels se heurtaient les jeunes philosophes de l'époque depuis Hegel : la possibilité de passer de la philosophie à l'action et la conception d'une doctrine sociale conforme à leurs aspirations nouvelles.

Au fur et à mesure que se développera la propagande issue de la conception de Marx on verra décliner toute l'action du socialisme utopique dont 1848 marquera l'apogée à la fois ridicule et sanglante.

Mais ; c'est la Thèse XI, proposition majeure, contenant en germe tout le socialisme révolutionnaire de demain, qui provoqua la plus grande révolution dans les esprits.

Quand Marx dit : « Les philosophes ont simplement interprété le monde de façon différente ; il s'agit de le modifier », tous les penseurs qui s'étaient jusqu'à ce moment efforcés de le suivre et de s'assimiler ses tendances nouvelles, tous ceux qu'il avait attaqués et rabroués, personalistes, anarchistes, antipatriotes, mystiques

purs, tous se dispersent et renoncent : Bauer, Ruge, Stirner, Feuerbach. Quant à Hess, l'ami et le précurseur, il refusa, lui aussi de suivre Marx sur le chemin de l'action.

Le jeu de l'esprit est séduisant qui consiste à rechercher l'origine plus ou moins lointaine des doctrines célèbres. En ce qui concerne Marx, l'effort est inutile, car il a toujours marqué, notamment dans *La Sainte Famille*, que sa conception matérialiste était un produit direct des matérialistes français et anglais. Bruno Bauer considérait le matérialisme comme issu de la doctrine de Spinoza, d'autres ont prétendu remonter toute la filière philosophique et rechercher dans Platon, dans la maïeutique ou dans Justinien, la source de tout le matérialisme historique et dialectique. Charles Rappoport, qui fut sans contredire l'un des plus vivants commentateurs du marxisme, prétendait que le véritable précurseur du matérialisme historique n'était ni Locke, ni Descartes, ni Diderot mais le philosophe arabe Ibn Khaidun (1332-1406) ! Il s'empressait d'ailleurs d'ajouter que « les pédants qui cherchent à amoindrir la valeur de Marx, en découvrant sans cesse file de précurseurs, ne font que mettre en valeur toutes les richesses du passé, que contient le marxisme. La doctrine socialiste, grâce à eux, devient autant plus forte et plus intéressante »¹⁵³.

On peut souscrire sans réserve à cette affirmation et dire que la richesse propre du socialisme est précisément de ne pas être une construction abstraite de l'esprit, mais d'être, au contraire, un aboutissement logique et quasi spontanée de l'évolution, d'une évolution basée, comme le rappellent deux jeunes philosophes marxistes, sur les principes cartésiens du doute et de l'ordre¹⁵⁴.

Rien n'est plus injuste, affirmons-le, que le reproche adressé aux marxistes d'être attaché à une sorte de crédo¹⁵⁵ qui ferait d'eux les sectaires les plus dogmatiques du XXe siècle. En effet, le matérialisme dialectique, par définition même, consiste à considérer le monde non pas

Comme un complexe de choses achevées, mais comme un complexe de processus où les choses, en apparence stables, tout autant que leurs reflets intellectuels dans notre cerveau, les idées, passent par un changement ininterrompu de devenir et de dépérissement, par lequel, finalement, malgré tous les hasards apparents et tous les retours momentanés en arrière, un développement progressif finit par se faire jour¹⁵⁶.

Jean Jaurès, qui fut un pur et probe marxiste, doublé d'un grand poète, définissait la conception dialectique de Marx en disant que

La société est une succession, une évolution perpétuelle de formes sociales différentes s'engendrant les unes les autres par la nécessité continue où est la société humaine de concilier en elle des systèmes contradictoires¹⁵⁷.

¹⁵³ Charles Rappoport, *op.cit.*, pp. 78 à 88

¹⁵⁴ Cfr. Cécile Angrand et Roger Garaudy : *Les origines françaises du Matérialisme*, Paris, Éditions Sociales.

¹⁵⁵ Cfr. la correspondance entre Engels et Sorge dans laquelle, à plusieurs reprises, Engels affirme que la doctrine marxiste « n'est ni un catéchisme, ni un dogme à apprendre par cœur ».

¹⁵⁶ Friedrich Engels : *Ludwig Feuerbach*, p. 31.

¹⁵⁷ Jean Jaurès: *Études socialistes*, tome II, Pridès, Paris, 1933, p. 128.

Penser dialectiquement c'est donc penser le processus sans interruption transitoire et du devenir. Le matérialisme dialectique n'est ni un dogme, ni une philosophie définitive ; il n'est et ne peut être qu'une méthode, ils ont su, ou osé s'en servir et en tirer des conclusions pratiques.

Pourtant, a dit Bernstein, puis après lui M. de Man, il y a contradiction entre la méthode qui prétend que l'évolution sociale est le produit d'une lente évolution de l'économie et celle qui admet le recours à la force prôné par Blanqui.

Là encore, Jaurès intervient et répond :

Il est certain que toute grande révolution sociale procède à la fois d'une lente préparation ou évolution économique et d'une intervention décisive de la classe opprimée, lorsque cette évolution économique est assez avancée pour permettre une intervention efficacement révolutionnaire. La classe ouvrière peut se tromper aussi sur l'heure où une simple réforme est mûre et possible, et dépenser dans ce sens en vain son agitation.

Ce qui fait, conclut-il, la profondeur et la vie de la théorie marxiste, c'est ce que ce développement en est toujours calculé de façon à mettre au service du prolétariat la force et la nécessité, et à obliger tous les jours le prolétariat à compléter par toutes les ressources de son action et à réaliser cette force immanente de la nécessité¹⁵⁸.

¹⁵⁸ Jean Jaurès, *op. cit.*, pp. 130 et 131.

Chapitre huitième

Manchester 1844

La première œuvre due à la collaboration de Marx et d'Engels avait été la *Critique critique*. La part d'Engels y était peu importante puisqu'on sait qu'il s'était orné à jeter hâtivement quelques notes sur le papier, notes dont Marx avait fini par faire la matière d'un volume important.

Dès qu'il parvint à Bruxelles, au début d'avril 1845, Frédéric Engels reprit le travail en commun auquel il aspirait de toutes ses forces.

Il arrivait auprès de son maître et ami tout auréolé de la jeune gloire qui lui valait la publication de *la Situation des Classes Laborieuses en Angleterre récemment sortie de presse*. Marx en connaissait l'esprit et la tendance par des larges extraits publiés par *la Gazette Rhénane*, dans les *Annales franco-allemandes*, dans le *Républicain Suisse* et dans le *Vorwärts*. Nous savons pourtant que pendant toute la fin de l'année 1844 et le début de 1845, Engels retravailla son ouvrage, en modifia des passages, précisant, chaque fois qu'il en avait l'occasion, sa pensée, murie par les entretiens, la lecture et les méditations qu'il devait à Marx. Rien n'est plus révélateur à cet égard que l'*Avant Propos*, rédigé à Barmen, le 15 mars 1845.

Pour donner une base solide, d'un côté aux théories socialistes, de l'autre aux jugements sur leur légitimité, pour mettre fin à toutes les exaltations et rêveries, la connaissance des conditions de vie prolétariennes est une indispensable nécessité.

dit-il, surtout en Angleterre qui représente le type classique d'exploitation capitaliste. La connaissance de la situation britannique est spécialement intéressante pour les communistes allemands. En effet, si la situation industrielle n'est pas encore aussi développée en Allemagne qu'en Angleterre, c'est pourtant le même « ordre social » qui règne dans les deux pays.

Dans la *Dédicace à la classe ouvrière anglaise* rédigée au même moment que l'*Avant-propos* et dont nous avons déjà cité un passage, il affirme la différence d'intérêts fondamentale qui oppose la classe ouvrière aux capitalistes. Et déjà l'on entend gronder les paroles vengeresses du *Manifeste Communiste* quand Engels écrit :

L'intérêt des classes possédantes est diamétralement opposé au vôtre quoiqu'elles s'efforcent toujours d'assurer le contraire... Elles parlent de leur cordiale compassion mais leurs actes leur donnent le démenti.

Les classes possédantes ne veulent que s'enrichir par votre travail en en vendant le produit et vous abandonner à la famine aussitôt qu'elles ne peuvent plus faire de profits... et, enfin, l'appel révolutionnaire qui émeut encore les travailleurs du siècle suivant

Soyez fermes, soyez indomptés, votre succès est certain ; pas un des pas que vous ferez dans votre marche en avant ne sera perdu pour notre cause commune, la cause de l'Humanité !

Lorsqu'en 1892 Marx rédigea une nouvelle préface pour la deuxième édition allemande de son livre, il expliquera qu'en 1844, le socialisme international moderne

n'existait pas encore. C'est depuis et grâce à Marx qu'il est devenu une science dont la *Situation* ne représente qu'une phase du développement embryonnaire. L'ouvrage

présente partout des traits par où le socialisme moderne dérive d'une des ses ancêtres : la philosophie classique allemande. C'est ainsi qu'on y trouve beaucoup d'importance attachée à l'affirmation que le communisme n'est pas exclusivement une doctrine de parti de la classe ouvrière, mais une théorie dont le but final est d'affranchir la société toute entière, y compris les capitalistes, du carcan des conditions présentes. C'est chose juste au sens abstrait, mais dans la pratique, plus nuisible qu'utile. Aussi longtemps que les classes possédantes ne révéleront pas le besoin d'être affranchies, mais encore s'opposeront de toutes leurs forces à ce que la classe ouvrière s'affranchisse elle-même, aussi longtemps la classe ouvrière sera-t-elle obligée, coûte que coûte d'entamer et de poursuivre la révolution sociale toute seule.

Pourquoi le pré-marxisme a-t-il dû faire une volte face sensationnelle en 1847-1848 ? Engels qu'explique, en 1892, dans une phrase lapidaire : « la formule sentimentale s'évapore complètement au feu révolutionnaire ». Il ajoute d'ailleurs cette considération qui, pour beaucoup de socialistes contemporains, a gardé toute sa signification : « Nous avons à l'heure qu'il est, assez de gens, qui, du haut de l'impartialité de leur point de vue supérieur, prêchent aux travailleurs un socialisme s'élevant au-dessus de toutes les oppositions et des luttes de classe. Mais ce sont ou des novices qui ont encore des tas de choses à apprendre, ou les pires ennemis des ouvriers »¹⁵⁹.

Les pages qu'Engels consacrait dans sa première œuvre à la description minutieuse du centre industriel de Manchester sont devenues classiques. Elles donnent une idée parfaitement exacte de ce que pouvait être la vie ouvrière en Grande-Bretagne en 1843 :

Manchester, explique Engels, est le « type classique de la ville industrielle ». Mais à côté d'elle toutes les villes environnantes : Bolton, Preston, Wigan, Bury, Rochdale, Middelton, Heywood, Oldham, Ashton, Stalybridge, etc., sont des faubourgs de la métropole commerciale.

L'une des plus affreuses de ces villes, Bolton, possède une rue principale unique et au surplus assez sale, Deansgate, « qui sert également de marché et que, même par le plus beau temps, est encore un trou sombre et de mauvaise mine, quoique, en dehors des usines elle n'ait que des maisons basses à un ou deux étages ».

Engels décrit, l'une après l'autre, les cités industrielles du Lancashire. Il n'omet ni les magnifiques maisons des industriels d'Ashton, construites en style Elisabethain « qui est exactement au gothique ce que la religion protestante est à l'église catholique, apostolique et romaine » ni les maisons ouvrières de Stalybridge où, presque partout, les rez-de-chaussée sont creusés dans la terre, car la ville est construite sur une montagne.

¹⁵⁹ Fr. Engels, *op.cit.*, pp. XXII et XXIII.

Quant à Manchester, elle contient en son centre, un quartier commercial où l'on ne voit que des magasins et bureaux et qui présentent un caractère convenable et propre. Tout autour de ce quartier central se développe le district ouvrier. Puis, hors de la ville se dressent les magnifiques maisons de campagne des industriels et des commerçants. Ainsi, les « aristocrates de l'argent » peuvent-ils, « en prenant le plus court chemin vers leurs bureaux de centre de la ville, passer en plein milieu de tous les quartiers ouvriers sans seulement remarquer qu'ils côtoient de très près la plus crasseuse des misères qu'on trouverait à leur droite et à leur gauche ». En effet, les rues qui conduisent du centre hors de la ville sont toutes occupées également par des magasins qui veillent à un aspect convenable et propre. Ces magasins « suffisent toujours à dissimuler aux messieurs et aux dames fortunés qui ont l'estomac solide et les nerfs faibles, la misère et la crasse qui sont l'élément complémentaire de leur richesse et de leur luxe ».

Lorsqu'on connaît Manchester, on peut bien *conclure par déduction* des rues principales aux quartiers attenants, mais on est très rarement à même, étant dans ces rues-là, d'arriver à voir les quartiers ouvriers *réels*.

Je sais très bien, ajoute-t-il, que cette disposition hypocrite est plus ou moins commune à toutes les grandes villes, je sais également que les commerçants détaillants, de par la nature même de leur commerce, doivent mettre la main sur les grandes artères qui traversent les villes, je sais que partout on trouve dans ces rues plus de bonnes que de mauvaises bâtisses et que, dans leur voisinage, la valeur du terrain est plus élevée que dans les quartiers retirés ; mais je n'ai cependant nulle part rencontré un souci aussi méthodique d'écarter des rues principales la classe ouvrières, une telle délicatesse à voiler toute ce qui pourrait blesser les yeux et les nerfs de la bourgeoisie, que je les ai trouver à Manchester.

Dans un quartier caractéristique se trouve Long Millgate.

A droite et à gauche, une foule de passages couverts partent de la rue principale vers les nombreux cours, et lorsqu'on y pénètre, on s'engage au milieu d'une crasse et d'une nausée malpropreté qui n'ont pas leurs partielles, notamment dans les cours qui descendent vers l'Irk et qui, indiscutablement renferment les plus horribles habitations qui se soient jusqu'à présent offertes à mes yeux. Dans une de ces cours, juste à l'entrée, où débouche le passage couvert, se trouve une fosse d'aisance qui n'as pas de porte, et si sale que les habitants ne peuvent entrer dans la cour ou en sortir qu'en passant à travers une flaque stagnante d'urine et d'excréments putrides qui l'entoure ; c'est la première cours sur l'Irk, en amont de Ducie Bridge, au cas où quelqu'un aurait la fantaisie d'y aller voir.

Au dessous, le long de la rivière, s'élèvent de nombreuses tanneries qui remplissent les environs d'une odeur de décomposition animale. On descend la plupart du temps dans les cours en aval de Ducie Bridge par des escaliers étroits et sales, et l'on n'atteint les maisons qu'en franchissant des tas de décombres et d'immondices.

Du pont on voit

couler, ou plutôt stagner l'Irk, cours d'eau étroit noir comme la poix et puant, plein d'ordures et de détritrus qu'il rejette sur la plus plate de ses deux rives, la droite ; par temps sec il reste sur cette rive une longue file de borbiers vert sombre des plus dégoûtants, du fond desquels montent des bulles de gaz délétères, dégageant une puanteur qui, même là-haut sur le pont, à quarante ou cinquante pieds au-dessus due

niveau des eaux, est encore intolérable. Au surplus, le cours d'eau est à tout bout de champ arrêté par de hauts barrages, derrière lesquels la bourbe et les déchets se déposent en grandes masses et pourrissent...

Engels décrit enfin une cour qu'il n'a découverte que tout récemment à la suite de la construction de la ligne de chemin de fer traversant l'Irk, alors qu'il croyait connaître à fond le quartier.

On pénètre en passant par une rive raboteuse, entre des piquets et des cordes à linge, dans ce char de petites huttes à un étage, et à une pièce, dont la plupart n'ont pour plancher que le sol nu – cuisine, salle et chambre à coucher toute ensemble. Dans un de ces trous, qui était à peine long de six pieds et large de cinq, j'ai vu deux lits – et quels lits et quelle literie – qui, avec un escalier et un foyer, suffisaient bien à remplir toute la pièce. Dans plusieurs autres, je n'ai rien vu du tout, bien que la porte fut grande ouverte et que les habitants y fussent adossés. Devant les portes, partout des ordures et des décombres....

...Comment les habitants pourraient-ils être propres eux-mêmes ? Aucune disposition n'est prise même pour satisfaire les besoins les plus naturels et les plus quotidiens. Les lieux d'aisance sont ici rares qu'ils sont pleins tout le jour ou qu'ils sont trop loin pour la plupart des gens. Comment les habitants se laveraient-ils quand ils n'ont à leur portée que l'eau sale de l'Irk et qu'on ne rencontre de canalisations d'eau ou de pompes que dans les quartiers convenables de la ville ?

Véritablement, on ne peut reprocher à ces îlots de la société moderne que leurs habitations ne soient pas plus propres que les soues à cochon qui, ça et là, s'élèvent au beau milieu. Les propriétaires n'ont-ils pas honte de louer des logements comme les six ou sept caves de bordure du quai, immédiatement en aval de Scotland Bridge, et dont le sol est au moins à deux pieds, à marée basse, au-dessous du niveau des eaux de l'Irk, qui ne coule pas à six pieds de là ?

Un autre quartier un peu moins délabré, s'étend de l'église Saint-Michel jusqu'à Withy Grove et Shudehill. Mais

la crasse, les amas de décombres et de cendres, les flaques dans les rues sont communes aux deux quartiers. D'autre part dans le dernier quartier, le plus moderne, on rencontre une autre circonstance préjudiciable à la propreté des habitants, c'est la foule de cochons qui y circulent partout dans les ruelles, fouillant du groin les immondices, ou bien enfermés dans de petites étables au fond des cours. Les engraisseurs de porc, ici comme ailleurs dans la plupart des quartiers ouvriers de Manchester, prennent en location des cours, où ils installent des étables de cochons. Dans presque chaque cours, il y a un coin séparé de ce genre ou même plusieurs, dans lesquels les habitants de la cour jettent tous le détrit et toutes les ordures ménagères. Les cochons s'en engraisent ; et l'ai renfermé dans ce cours, bâties des quatre côtés, ont complètement gâté par la décomposition des matières végétales et animales.

On a percé à travers ce quartier une rue large et assez décente – Millers Street – et on a caché ce qu'il y a derrière avec assez de succès ; mais si l'on se laisse conduire par la curiosité dans un des nombreux passages qui mènent dans le cours, on pourra voir se répéter tous les vingt pas cette « cochonnerie » à la lettre.

Après avoir analysé en détail la misère des grandes villes anglaises sous tous ses aspects. Engels résume la situation du prolétariat britannique en 1843.

Les travailleurs, dit-il, n'ont personnellement aucune propriété et vivent de leur salaire, qui, presque toujours, ne fait qu'aller de main à la bouche. La société, toute dissociée en atomes, ne se soucie nullement d'eux, leur abandonne le soin de subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille ; et cependant ne leur procure pas les moyens de le faire d'une façon réelle et constante; chaque ouvrier, et même le meilleur, est perpétuellement exposé à manquer de pain, c'est-à-dire à mourir de faim, et beaucoup succombent. Les habitations ouvrières sont couramment mal groupées, mal bâties, mal entretenues, mal aérées, humides et malsaines ; les habitants en sont réduits au minimum d'espace, et dans la plupart de cas au moins une famille dort dans une seule chambre. L'aménagement intérieur des habitations est pauvre à divers degrés jusqu'au manque complet des meubles les plus indispensables. Le vêtement de l'ouvrier est également en moyenne misérable, et chez un grand nombre, ce sont des haillons. La nourriture est en général mauvaise, souvent même impropre à la consommation et dans beaucoup de cas, au moins par moments, en qualité insuffisante, au point que, dans les cas extrêmes, se produit la mort par inanition.

La première des causes de l'état lamentable où se trouve réduit l'ouvrier anglais réside dans la concurrence que se font les travailleurs entre eux, concurrence qui fixe le minimum des salaires, et dans la concurrence des patrons entre eux, qui fixe le maximum des salaires. Toutes les notions formulées par Engels seront ultérieurement reprises par Marx quand il étendra son étude philosophique au domaine social. Quand il arrive à la critique acerbe des théories malthusiennes, il cite ce passage, désormais célèbre à Adam Smith :

La demande en ouvriers, exactement comme la demande *en n'importe quel autre article*, règle la production d'ouvriers, la quantité d'hommes produits ; elle accélère cette production lorsqu'elle se ralentit ; elle la suspend, lorsqu'elle avance trop vite.

Engels poursuit :

Tout à fait comme pour tout autre article de commerce, s'il y en a trop peu, il y a hausse des prix, c'est-à-dire du salaire, les ouvriers vivent mieux, les mariages se multiplient, on met au monde plus d'êtres humains, il grandit plus d'enfants jusqu'à ce que assez de travailleurs aient été produits ; s'il y en a de trop, les prix baissent, il se produit du chômage, dénuement, famine et, par suite, épidémies qui enlèvent l'excès de population ». Et Malthus qui pousse plus loin le principe de Smith a également raison à sa manière, quand il prétend qu'il y a toujours un « excès de population », toujours d'individus sur terre ; il n'a tort que quand il prétend qu'il existe plus d'êtres humains que n'en pouvaient nourrir les moyens d'existence produits.

Le jeune sociologue en vient à se demander comment il se fait qu'en Grande-Bretagne, où la population ne cesse de croître et la production industrielle d'augmenter, la concurrence *entre* les ouvriers continue, alors qu'il devrait y avoir concurrence *pour* les ouvriers ? La réponse vient nette, claire, encore pertinente aujourd'hui :

Etant donné l'absence de règle qui règne actuellement dans la production et la répartition des moyens d'existence entrepris non pour satisfaire directement les besoins mais pour gagner de l'argent, étant donné le système où c'est de son chef, à ses risques et périls, que chacun travaille et s'enrichit, il est fatal qu'à tout instant un engorgement se produise.

On ne relit pas sans émotion, tellement elle est vivante, la description faite par Engels des crises capitalistes cycliques, des périodes de production intensive où l'on voit des

spéculateurs *unsolids* qui travaillent avec un capital fictif, vivent de crédit, ruinés s'ils ne peuvent revendre bien vite ; ils se lancent dans cette course au profit générale désordonnée, augmentent le désordre et la précipitation, par leur propre ardeur effrénée, qui hausse prix et production jusqu'à la démente ; c'est une course folle, qui saisit jusqu'au plus sage et au plus expérimenté ; on martèle, on file, on tisse comme s'il s'agissait d'équiper à neuf l'humanité entière, comme si l'on venait de découvrir quelques milliards de nouveaux consommateurs dans la lune. Tout d'un coup, ces spéculateurs marrons d'outre-mer, à qui il faut de l'argent, commencent à vendre – au-dessous du prix du marché, bien entendu, car la chose presse – une vente est suivie d'autres, les prix oscillent ; effrayés les spéculateurs jettent leurs denrées sur le marché ; le marché est en désordre ; le crédit est ébranlé ; l'une maison après l'autre suspend ses paiements, c'est faillite sur faillite, et l'on découvre qu'il y a sur la place et en cours de route trois fois plus de marchandises que n'en exigerait la consommation. Les nouvelles arrivent en Angleterre, où entre-temps on a continué sans cesse à fabriquer de toutes ses forces – une frayeur de panique saisit là aussi les cœurs ; les faillites de là-bas entraînent d'autres en Angleterre. ; l'arrêt des affaires fait s'écrouler encore de nombreuses maisons ; dans cette inquiétude, ici aussi on apporte vite tous les stocks sur les marchés, et la panique est encore outrée.

Après une analyse détaillée des ravages exercés par leurs conditions de vie sur la situation matérielle des travailleurs, Frédéric Engels en vient au problème moral. Quoi de plus naturel, dit-il, que les ouvriers n'aient pas de culture : l'enseignement est quasi nul et quand il existe, il est orienté par les sectes qui le dirigent dans un sens purement religieux. L'éducation morale est, cela va de soi ; tout à fait nulle.

Quels sont pour le prolétariat, les motifs de ne pas voler ? Il est fort beau et cela sonne assez agréablement à l'oreille des bourgeois, de parler de la « sainteté et de la propriété, mais pour lui qui n'en a pas, la sainteté et la propriété cesse d'elle-même. L'argent est le dieu de ce monde. Le bourgeois prend son argent au prolétariat, et ainsi fait pratiquement de lui un athée. Rien donc d'étonnant que le prolétaire justifie son athéisme, et qu'il ne respecte plus la sainteté et la puissance du dieu terrestre. Et quand la pauvreté du prolétaire s'augmente jusqu'à manquer véritablement des choses les plus nécessaires à la vie, jusqu'à l'indigence et à la famine, s'augmente encore davantage l'excitation à perdre toute considération d'ordre social.

L'insécurité de l'existence des travailleurs, la nécessité de vivre le jour au jour, exerce aussi une influence des plus démoralisante sur l'ouvrier.

Ou bien, il cherche dans ce tourbillon à se maintenir à la surface, à sauver son humanité, et cela ne lui est possible que dans la révolte contre cette classe qui l'exploite si impitoyablement et l'abandonne ensuite à son sort, qui essaie de le contraindre à rester dans cette situation indigne d'un homme, contre la bourgeoisie ; ou bien il abandonne comme stérile la lutte contre sa situation, et cherche autant qu'il peut à tirer profit des éléments favorables. Epargner ne lui sert à rien, car il peut au plus amasser autant qu'il lui en faut pour se nourrir pendant quelques semaines – et une fois que le pain lui manque, ce n'est pas seulement pour quelques semaines. Accéder à la longue, à la propriété lui est impossible, et, s'il pouvait, il cesserait forcément alors d'être un ouvrier, et un autre prendrait sa place.

...Une autre source de démoralisation parmi les ouvriers est la condamnation au travail. Si l'activité productive volontaire est le plus haut idéal que nous connaissons, le

travail forcé est le plus pénible des supplices. Rien de plus épouvantable que d'être obligé de faire tous les jours, du matin au soir, une chose qui vous répugne. Et plus l'ouvrier sent en homme, plus son travail lui est odieux, parce qu'il sent la contrainte et l'inutilité pour lui-même, qui résident dans cette tâche. Pourquoi donc travaille-t-il ? Par joie de créer ? Par impulsion naturelle ? Nullement, il travaille pour de l'argent, pour une chose qui n'a rien à voir avec le travail lui-même ; il travaille parce qu'il y est obligé ; et il travaille par surcroît si longtemps et avec une uniformité assez ininterrompue que, rien que pour cela déjà, dès les premières semaines, le travail lui devient un supplice, s'il a gardé encore quelques sentiments humains. La division du travail a d'ailleurs multiplié encore les effets abrutissants du travail forcé. Dans la plupart des branches, de travail, l'action de l'ouvrier se réduit à une mesquine manipulation purement mécanique, qui se répète de minute en minute et demeure identique d'année en année.....

... L'ouvrier n'a toujours que cette alternative, s'abandonner à son sort, devenir un « bon ouvrier », prendre « à cœur » l'intérêt du bourgeois – et c'est alors s'abêtir en toute certitude – ou bien se raidir, lutter pour sa dignité d'homme autant que possible, et cela, il ne peut le faire qu'en luttant contre la bourgeoisie.

Ainsi Engels arrive, par des voies tout à fait différentes, sinon opposées, à la même conclusion que Marx : le seul moyen pour le travailleur d'accéder à la dignité totale, de défendre ce qui lui reste de dignité en régime capitaliste, c'est de lutter contre le régime.

Les ouvriers possèdent d'ailleurs, dit-il, tout à fait naturellement les possibilités d'accéder à un stade humain supérieur. Ils sont plus généreux, plus solidaires, meilleurs en mot que les bourgeois.

Pour eux, tout homme est un homme, alors que, pour le bourgeois, l'ouvrier est moins qu'un homme. Voilà pourquoi ils sont plus sociables et cordiaux ; bien qu'ils aient plus besoin d'argent que les possédants, ils sont pourtant moins âpres, parce que pour eux, l'argent n'a de valeur en considération de ce qu'ils achètent, tandis qu'il a pour le bourgeois une valeur particulière intrinsèque, la valeur d'un dieu, et fait ainsi du bourgeois « un homme d'argent » commun et grossier.

La monographie d'Engels se lit avec intérêt même aujourd'hui. Elle constitue l'une des premières études sociales consacrées à une nation depuis le développement de l'industrialisation. Pleine de passion et de colère, la *Situation* se termine par une série de prévisions dont Engels disait en 1892 que ce qui l'étonnait, ce n'est pas que tant parmi elles eussent été fausses, mais qu'un si grand nombre se fussent réalisées, alors que la tourmente de 1848 et l'introduction du libre-échange modifiaient les bases même de son étude. Destinée à secouer l'apathie des travailleurs continentaux, la *Situation* est le premier essai d'explication et de vulgarisation du fait de la lutte de classes, du principe de l'immoralité du profit capitaliste et de la concentration des entreprises. Elle restera comme l'un des classiques de la littérature pré-marxiste.

L'idéologie germanique

Karl Marx a raconté¹⁶⁰ comment au printemps de 1845 Engels et lui-même décidèrent, à Bruxelles, de mettre définitivement au point la question de leurs rapports idéologiques avec ce qu'ils nommaient la « philosophie allemande » et de liquider, du même coup, leurs anciennes théories philosophiques.

Les choses devaient fatalement en arriver à : « Nous voyions clair en nous-mêmes », dit Marx. Son horizon politique et social s'était bien agrandi depuis 1843. L'expérience pratique qu'il avait acquise en France, celle d'Engels surtout, sur les conséquences du fonctionnement intégral du régime industriel en Angleterre avaient creusé entre les anciens disciples de Hegel, les amis encore récents de Feuerbach et les conceptions des néo-hégéliens orthodoxes, un fossé que rien, plus jamais, ne pourrait combler.

Hegel, il s'en rendait compte lumineusement, était non seulement un conservateur, mais encore un réactionnaire. Partis des mêmes prémisses, arrivés aux mêmes conclusions, leur conflit naît au moment où Hegel affirme que le régime monarchique prussien représente le dernier terme de l'évolution historique. Marx, au contraire, nourri depuis sa première adolescence de philosophie française, instruit dans les plus petits détails de l'origine et du développement de la révolution de 1789 se refuse à abdiquer tout sens critique, à fermer les yeux à la réalité sociale, qu'il voit autour de lui : « Il remplace la réalité abstraite, insaisissable et incolore de l'absolu, par une réalité concrète et palpable, par une réalité économique¹⁶¹.

C'est en cela que le rôle d'Engels aura été essentiel : il apportait dans sa collaboration avec Marx, savant philosophe de l'histoire, la science pratique sociale anglaise. M. Werner

Sombart a beau jeu de dire, appliquant à Marx un mot de Pierre Leroux, qu'il était « fort pénétrant sur le mauvais côté de la nature humaine »¹⁶². Tel n'est sûrement pas l'avis, ni des sociologues contemporains, ni des travailleurs. On chercherait vainement une manifestation de pessimisme ou de décadence morale dans la célèbre affirmation de Marx, qui résume au fond l'*Idéologie Germanique* : « Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine la réalité ; c'est au contraire la réalité sociale qui détermine leur conscience »¹⁶³.

Les deux volumes de l'*Idéologie* ont une valeur bien inégale. On ne peut en juger que partiellement, car la fameuse « critique rongeuse des souris » a effectivement détruit plusieurs feuilles des manuscrits. Les passages qui intéressent essentiellement la formation de la pensée marxiste sont contenus dans une centaine

¹⁶⁰ Karl Marx: *Contribution à la critique de l'économie politique*, Paris, Giard et Brière, 1919, pp. 77 et 78.

¹⁶¹ Charles Rappoport, *op. cit.*, p. 237

¹⁶² Werner Sombart : *Le socialisme et le mouvement social au XIXe siècle*, Paris, Giard et Brère, 1898, p. 87.

¹⁶³ Karl Marx : *Contribution à la critique de l'Économie politique*, p. 5.

de pages du premier volume. Les auteurs se proposent de « démasquer les moutons qui se prennent pour des loups » et de « déconsidérer la lutte philosophique contre l'arbre de la réalité »¹⁶⁴.

La création de la vie, disent-ils, que ce soit par le travail, ou par la procréation, apparaît à la fois comme un rapport naturel et comme un rapport social. Une mode de production ou un degré d'industrie est, lui aussi, toujours lié à un mode de collaboration sociale ; cette collaboration représente la force productive et la somme des forces productives accessibles aux hommes conditionne l'État social. L'histoire de l'humanité « doit donc toujours être étudiée et travaillée en connexion avec l'histoire de l'industrie et de l'échange »¹⁶⁵.

Résumant en les clarifiant les notions déjà éparses dans le *Manuscrit*, Marx et Engels montrent comment les trois facteurs constitutifs de l'histoire : la force de production, l'État social de la conscience qui devraient, idéalement être associés, entrent en contradiction du fait de la division du travail¹⁶⁶, laquelle oppose l'activité spirituelle et la matérielle, la jouissance et le travail, la consommation et la production qui finissent par échoir à des individus différents. Ensuite se produit une répartition, quantitativement et qualitativement inégale, des produits du travail d'où naît la propriété privée. Avec la propriété naît la contradiction entre l'intérêt particulier et l'intérêt collectif. L'intérêt collectif n'est au fond, que l'expression de la contradiction des intérêts particuliers et collectifs. Toutes les luttes au sein de l'État ne sont que les formes illusoires de la communauté sous lesquelles se dissimulent les luttes entre classe. Toute classe qui aspire au pouvoir doit d'abord conquérir la puissance politique, afin de pouvoir représenter de nouveau un intérêt comme étant l'intérêt général. L'éternel conflit entre les intérêts communs, ou « illusoirement communs », provoque l'intervention de l'État au nom de l'intérêt général qui est, lui aussi illusoire.

Aussi longtemps qu'il y aura une scission entre les intérêts particuliers et les intérêts collectifs, le travail sera pour l'homme « une puissance étrangère extérieure qui le subjugue au lieu qu'il la domine », et Engels spécifient, à ce moment, que le communisme n'est pas pour eux un État qui doit être établi, ni un idéal d'après lequel la réalité doit se comporter. « Nous appelons communisme le mouvement réel qui supprime l'État des choses actuel » ?

On voit apparaître alors, pour la première fois, la notion bien dépassée depuis lors de la révolution universelle :

Empiriquement, ajoutent-ils, le communisme n'est pas possible d'un seul coup simultanément que s'il est fait de peuples dirigeants, ce qui présuppose le développement universel de la force productive et les relations mondiales concomitantes... Le prolétariat ne peut donc exister qu'en fonction de l'histoire universelle, comme le communisme, son action, ne peut exister qu'autant que ressortissant à l'histoire universelle.

¹⁶⁴ Karl Marx : *Œuvres philosophiques*, Molitor, tome VI, p. 146.

¹⁶⁵ *Op. cit.*, p. 167.

¹⁶⁶ D'après Marx, la division du travail en empêchant les hommes de fabriquer, chacun pour soi, les objets indispensables à leur usage, les fait dépendre tous de l'échange et d'une puissance qui leur est étrangère : le marché mondial.

Le communisme a donc un aspect négatif : la suppression de la propriété privée, et un aspect positif : l'organisation universelle des asservissements que constituent les diverses aliénations du travail, la réconciliation de l'homme avec son travail et, partant, enfin, la vraie liberté.

Cette immense révolution ne sera possible que si « les hommes redeviennent maîtres de l'échange, de la production, du mode de leurs relations entre eux »¹⁶⁷. Ils n'y parviendront que par l'appropriation collective des moyens de productions. En effet, « toutes les appropriations révolutionnaires antérieures furent limitées » à des instruments de production particuliers ou à un commerce déterminé et n'aboutissaient qu'à une nouvelle limitation. Les hommes acquérant des instruments de production auxquels ils restaient subordonnés. Par contre, « dans l'appropriation prolétarienne, une masse d'instruments de production doit être subordonnée à chaque individu et la propriété subordonnée à tous ». Cependant, cette appropriation ne peut se réaliser que « par une union universelle » net par une révolution où, d'une part, les anciennes puissances seront abattues, et, d'autre part, « le caractère universel et l'énergie nécessaire au prolétariat dépouillant e même temps tout ce qui lui est encore resté de son ancienne position sociale ».

La propriété privée cessera d'exister à partir du moment où sera réalisée « l'appropriation des forces productives totales par les individus unis »¹⁶⁸.

La critique du régime industriel par Marx et Engels est remarquable de vigueur et, à beaucoup de points de vue, encore actuelle. Si l'on songe qu'elle remonte à 1845, elle est, sans le savoir, proprement prophétique.

Malgré toutes les mesures protectionnistes, expliquent-ils, la grande industrie a engendré la grande, car le capitalisme est toujours libre-échangiste. Cette concurrence internationale provoqua l'assujettissement du commerce, la transformation de tout capital en capital industriel produisant ainsi « la circulation rapide et la centralisation des capitaux ». Les gros industriels, nous dirions aujourd'hui les trusts, contraignirent tous les individus à déployer le maximum de leur énergie, « à anéantir le plus possible l'idéologie, la religion, la morale et là où ils ne pouvaient pas, ils les muèrent en mensonges évidents ». C'est ainsi que le capitalisme a « réduit à néant l'ancienne exclusivité naturelle des différentes nations ». Il parvint à anéantir le caractère naturel du travail et à « décomposer tous les rapports naturels en rapports d'argent... Sa signature, c'est le système automatique ».

Le capitalisme engendre des forces productives pour qui la propriété privée devient une entrave, comme la corporation pour la manufacture naissante, et qui finissent par devenir des forces destructives. Enfin, tandis que la bourgeoisie de chaque pays conserve encore des traditions nationales.

La grande industrie crée une classe qui a, dans tous les pays, les mêmes intérêts et chez qui la notion de nationalité est déjà anéantie, une classe qui a vraiment dépouillé tout l'ancien monde et qui s'y oppose en même temps¹⁶⁹.

¹⁶⁷ *Idéologie Germanique*, Molitor, pp. 173 à 178.

¹⁶⁸ *Idéologie Germanique*, Molitor, pp. 242 et 243

¹⁶⁹ *Op. cit.*, pp. 218 et 219

Pour délivrer les travailleurs de cet asservissement que constitue le fait de ne travailler que pour assurer sa subsistance, pour lui permettre d'être libéré de l'inquiétude et de l'instabilité, le communisme assurera une organisation rationnelle et générale de l'économie. En supprimant les aliénations du travail, il permettra à l'ouvrier de ne plus voir dans son travail que l'expression noble de son existence naturelle. En effet,

la subordination des individus à des classes déterminées, ne peut être supprimée que lorsque s'est formée une classe qui n'a plus d'intérêt spécial classe à faire prévaloir contre la classe dominante... Ce n'est que dans la communauté que l'individu acquiert ses moyens de développer ses facultés dans tous les sens ; ce n'est que dans la communauté que la liberté personnelle devient donc possible¹⁷⁰.

Dans la société communiste, précise Marx, où il n'existe pas de cercle exclusif d'activité, chacun peut se perfectionner dans n'importe quelle branche. Lui à qui l'on reproche de n'avoir jamais précisé les conditions d'existence en régime communiste, tombe alors dans un excès contraire. Il éprouve évidemment des réminiscences fouriéristes qui lui font écrire :

la société règle la production générale et me donne ainsi la possibilité de faire aujourd'hui ceci, demain cela, de chasser le matin, de pêcher l'après-midi, de faire le soir de l'élevage, même de critiquer la nourriture, sans jamais devenir chasseur, pêcheur ou pâtre ou critique, juste suivant mon bon plaisir...¹⁷¹.

Nous savons déjà ce que Marx et Engels pensent du développement mondial de l'industrie de ses répercussions sur le travail et sur la dignité humaine des ouvriers. Ces derniers sont « dominés par une force étrangère, située hors d'eux-mêmes, dont ils ne connaissent ni l'origine, ni le but, qu'ils ne peuvent donc plus dominer »...alors qu'en régime communiste, l'extension de la production constituerait le résultat de « leur propre puissance unie »¹⁷².

Marx avait déjà critiqué de façon acerbe, dans le *Manuscrit*, l'abaissement de l'individu en régime communiste. Il prolonge son analyse en soulignant que le prolétaire n'a aucun contrôle sur ses conditions de vie et de travail et qu'aucune organisation sociale ne peut lui donner ce contrôle. Il existe une contradiction fondamentale entre « la personnalité du prolétaire individuel et les conditions de vie qui lui sont imposées ; cette contradiction, c'est le travail auquel il est sacrifié dès son jeune âge » d'autant plus qu'il lui manque toute chance de parvenir à une situation supérieure dans le cadre de sa classe. Aussi de même que le serf s'est trouvé en lutte avec la forme sociale ambiante pour accéder au travail libre, de même le prolétaire, pour atteindre à la dignité personnelle, devra abolir le travail sous sa forme actuelle. Aussi les travailleurs sont-ils amenés à lutter contre l'État – représentation actuelle de la Société – pour faire triompher leur personnalité.

Le communisme se propose donc comme but de soumettre à la puissance des individualités associées, toutes les anciennes formes de la production. Il veut

¹⁷⁰ *Op. cit.*, pp. 225 et 226.

¹⁷¹ *Op. cit.*, p. 175.

¹⁷² *Op. cit.*, p. 176.

prendre comme base réelle de son système l'impossibilité de faire prévaloir ce qui est indépendant des individus. Il mettra fin à la distinction qui existe entre ce que chaque être humain aurait pu faire selon ses facultés et ce que le hasard économique l'a amené à faire, entre l'« individu personnel » et « l'individu accidentel », ou « l'individu de classe ».

Une fois la propriété privée supprimée et le communisme organisé, la notion de l'intérêt général, d'intérêt collectif véritable, pourra renaître dans la réalité. La solidarité entre les hommes dépassera le cadre limité de la classe, au sein de laquelle même ils étaient concurrents.

La fausse liberté individuelle, « ce droit de jouir du hasard », fera place à une situation où, tous les intermédiaires parasites ayant été éliminés, l'homme restera seul en présence de la société. La création-type du communisme c'est précisément « la base réelle qui rend impossible tout ce qui existe indépendamment des individus ». Dans la société communautaire

les individus participent à la communauté en tant qu'individus. C'est l'union des individus qui soumet au contrôle des individus les conditions de leur libre développement et de leur mouvement, condition jusque là abandonnée au hasard¹⁷³.

Pour permettre à l'homme de devenir un être humain intégral, pour permettre le développement des « capacités individuelles correspondant aux instruments de production et par cela même, le développement d'une totalité de capacités des individus »¹⁷⁴.

Au fur et à mesure que le prolétariat contribue à réaliser l'émancipation humaine, il perd lui-même les caractéristiques de son ancienne position sociale inférieure». Ainsi, son émancipation coïncidera-t-elle avec celle de l'humanité en général et de l'individu en particulier par l'instauration de la véritable liberté personnelle.

On peut donc dire que le socialisme, tel que le conçoivent Marx et Engels est au premier chef une doctrine, dont la finalité est essentiellement individualiste et personnaliste. Non seulement il n'a jamais visé à sujétion quelconque de l'individu à la collectivité, mais à la base même de la conception de ses théoriciens les plus illustres il y a, au contraire, le souci d'assurer le plein épanouissement moral de l'être humain en lui permettant de dominer enfin, les institutions sociales et naturelles qui l'ont opprimé jusqu'à présent.

L'homme et la société, dans l'esprit de Marx, se trouvent, *finalement* , l'un en présence de l'autre dans une position d'égalité et de réciprocité : l'homme accompli ou évolué étant devenu un travailleur conscient et libre dont l'activité n'a de sens que

¹⁷³ *Op. cit.*, pp. 230 et 231.

¹⁷⁴ *Op. cit.*, p. 242. Il est intéressant, à une époque où des esprits « révolutionnaires » croient devoir renier l'enseignement des humanités, de noter que Frédéric Engels était partisan des humanités anciennes. Dans l'*Anti-Düring* il dit notamment que « la connaissance des langues anciennes ouvre aux hommes de tous les pays qui ont reçu l'éducation classique, un horizon commun et élargi », cependant que les langues modernes permettent à des hommes différents « de se comprendre et de connaître ce qui se passe en dehors de leurs frontières ». Lafarge a d'ailleurs noté que Marx lisait assez facilement Homère dans le texte.

Abonnements-Preise:

in Paris:

Ein Jahr 24 Francs.
 Sechs Monate 15 „
 Drei Monate 8 „

Auswärts: "

Ein Jahr 30 Francs.
 Sechs Monate 18 „
 Drei Monate 9 „

Insertionen: die Zeile à 50 Centimes.

Vorwärts!



Pariser Deutsche Monatschrift.

Man abonniert:

für Paris:
 im Bureau central pour l'Allemagne,
 rue des Moulins, 12,
 im Comptoir des Buchbinderverens
 quai Malaquais, 15,
 in der Rendel'schen Buchhandlung,
 rue du Pas de la Mule, 3;

in den Departements:
 bei allen Buchhändlern und Buchbindern,
 Deutschland, Schweiz, England:
 in allen Buchhandlungen,

Belgien:

bei den Buchhändlern,

Nord-Amerika:

bei den Herren Dickhaut und Bernkopf,
Springer Street, No. 3, in New York.

Vorwort und Ankündigung

zu dem Zweiten Jahrgange 1845 des „Vorwärts.“

* Rechts überhört * *

Der erste Jahrgang unseres Blattes ist geschlossen. Trotz aller demselben entgegenstehenden Hindernisse, trotz aller Prophezeiungen seines baldigen Erlöschens wird es fortbestehen; der Kreis seiner Schriftsteller wie seiner Leser hat sich vergrößert, das Vertrauen der Besseren ist ihm geworden und unerschrocken verfolgt es seine fernere Bahn. Das „Vorwärts“ hat in dem ersten Jahrgange seine Pflicht gethan, seinen Zweck erfüllt, — ein leichter Liraillen ist es auf dem Schlachtfelde der neuen großen socialen Bewegung mit scharfen Waffen, mit weithin und sicher treffendem Rohre erschienen, es hat den Feind beunruhigt, angegriffen, verfolgt, gejagt und manchen Sieg im leichten Vorpostengefächte errungen, — es war stets voran in den ersten Reihen und hat seinen Mann gestanden. Mannigfache Auszeichnung ist ihm dafür geworden, in den meisten deutschen Staaten ist es streng verboten, ein preussischer Minister hat ihm in öffentlicher Rede die „Ehre der Erwähnung“ gesöhnt, gegen seinen Redacteur und die meisten seiner Mitarbeiter sind in Preussen Verhaftungsbeehle mit beigefügtem Signalement erlassen, die „Augsburger Allgemeine Zeitung“ hat es des „Vorwärts“ mehrere Male epistyle Anfälle und bedenkliche Zustände befohlen, die Philister bilden und belien gegen das kleine censurirte Blättchen, die Gesandtschaft des Reiches Gottes hat uns beim hiesigen Ministerium denunziert, ein uns zugesandter Pressepapier von den Rüssen wurde von der Kassaammer hingerichteten, ein anderer wegen Nicht-Gautions-Bezahlung wurde vor dem Justizpolizeigerichte zu unserm Nachtheile entschieden. Einer unserer Redactoren, Herr Bernays, bezieht in diesem Augenblicke in dem Gefängnisse von Saint-Pelagie eine zweimonatliche Haft, wegen eines Irrthums. War es nicht von seiner Seite ein Irrthum zu glauben das die französischen Gesetze, ausschließlich nur für Frankreich gemacht, bei dem Verbote für nicht-cantonirte Blätter sich mit Politik zu beschäftigen, unter dem Worte Politik nur die französische Politik verstanden; war es nicht von ihm ein Irrthum, das er glaubte, wenn man, in Deutschland oder einem andern fremden Lande, verkommene Ereignisse erzählte und Betrachtungen daran knüpfte, dies: gleichzeitige Geschichte, Geschichts-Philosophie und nicht Politik sei, war es nicht ein Irrthum das er dem vielgepreizten Dictionnaire de l'Académie glaubte und dessen Definition: - *Politique*: Systeme particulier d'un gouvernement pour arriver à ses fins, quelles qu'elles soient, - für kaaren Grund nahm? Das Tribunal hat ihn seiner Irrthümer überführt und Herr Bernays hat sich diesem Anspruche so willig gefügt, das er sogar auf das Rechtsmittel der Appellation an die Cour royale Verzicht leistete, und sich ohne Widerrede zugleich in Saint-Pelagie stellte. Auch wir unterwerfen uns dem Anspruche des Gerichtes und sind weit davon entfernt ihn kritisiren zu wollen: wir wären demnach verpflichtet von nun an eine Cautions von 75000 Francs zu erlegen, um in der bisherigen Art und Weise schreiben und erscheinen zu können. Wichtig, jedoch leicht errathbare Gründe bestimmen uns die geforderte Cautions nicht zu erlegen und da nach § 3 des Gesetzes von 18. Juli 1828 alle nur ein Mal monatlich erscheinenden periodischen Schriften von der Erlegung einer Cautions befreit sind, so wird das

„Vorwärts!“

vom Beginne des Jahres 1845 an

als Monatschrift

und zwar am 16. eines jeden Monats in einem Bande von mindestens acht Druckbogen oder 96 bis 100 Seiten, nebst elegantem Umschlage auf großem Royal-Papier, mit neuen gut lesbaren Lettern gedruckt, erscheinen, und somit jährlich eine kleine Bibliothek von zwölf Bänden bilden.

Aber in dieser Umwandlung bestimmt uns nicht nur die Cautions-Forderung des Gesetzes, sondern auch noch manche andere wichtige Rücksicht. Unser Material häuft sich; ausser den Berichten unserer neu gewonnenen regelmäßigen Korrespondenten in Wien, Berlin, München, Stuttgart, Karlsruhe, Samburg, Frankfurt, Breslau, Köln u. s. w. strömen aus allen Punkten Deutschlands höchst werthvolle Beiträge zu, meistens größere Arbeiten, die durch das Zerhackeln in vielfachen Fortsetzungen (ein bei einem nur zwei Mal wöchentlich erscheinenden Blatte unvermeidlicher Uebelstand), unendlich verlieren und

Fac-similé du premier exemplaire (1-3 janvier 1847) de la Deutsche Brüsseler Zeitung dirigée par Bornstedt.

parce qu'elle est sociale, c'est-à-dire que toutes les capacités de l'homme servent à la satisfaction des besoins des autres hommes ; de son côté, la société tendant uniquement à servir l'individu, à l'aider à la réalisation de ses fins supérieures, à coordonner ses tâches multiples, à organiser son idéalité.

Il est simplement équitable de reconnaître que Marx et Engels n'ont jamais eu en vue que la grandeur et la noblesse de la nature humaine. Pour que cette grandeur et cette noblesse éclatent aux yeux de l'homme, il suffit, mais il faut établir un régime économique que, renonçant à aliéner l'activité humaine, permettre à l'individu de triompher par la manifestation de sa capacité productrice et de sa valeur morale. De la sorte «les choses seront pour les hommes, dans le même temps, où les hommes seront les uns pour les autres »¹⁷⁵.

Le lecteur n'aura pas manqué d'être frappé, tout au long de cette étude, par la position confiante et généreuse que Marx adopte envers l'homme. A l'opposé des philosophes classiques, il n'étudie cependant pas l'homme abstrait. L'homme ne l'intéresse qu'en fonction de la réalité sociale. Cette réalité est telle qu'elle l'amène à constater que l'homme, vulgaire instrument de production, n'a presque plus rien d'humain. Ce serait une erreur de voir dans la tendresse de Marx entourer l'individu comme un reflet de Jean-Jacques Rousseau. Il ne pense pas que l'homme est naturellement bon ; il croit – la nuance est grande – qu'il n'est pas naturellement mauvais.

Ce n'est pas la vie en société qui le rend méchant. Au contraire, Marx croit foncièrement, comme Fourier et Saint-Simon que le commerce des hommes entre eux peut amener les plus grandioses résultats pour autant qu'à la base il n'y ait pas un élément de discorde et de dégradation. Cet élément c'est le régime de la propriété privée, qui l'apporte et le régime capitaliste qui l'aggrave. Nulle part cependant, Marx n'exprime l'opinion que la disparition du régime bourgeois, basé sur le profit, comporte une régénération automatique de l'homme. S'il pense, comme Feuerbach ; que Dieu n'est que le produit de l'homme, on ne peut en déduire qu'il divinise pour cela la créature. Lénine a parfaitement saisi la pensée de Marx quand il écrit :

Nous ne sommes pas des utopistes. Nous ne rêvons pas de nous passer d'emblée de toute administration, de toute subordination ; ces rêves anarchistes, fondés sur l'incompréhension du rôle de la dictature du prolétariat, sont foncièrement étrangers au marxisme, et ne servent en réalité qu'à différer la révolution sociale jusqu'au jour où les hommes tels qu'ils sont aujourd'hui, et qui ne passeront ni de subordination, ni de contrôle, ni de surveillants, ni de comptables¹⁷⁶.

Trois mots redoutables viennent de passer sous notre plume, trois mots que l'on n'ose plus prononcer dans les milieux socialistes depuis que la liberté a subi tant d'outrages et qu'on ne prononce même plus dans les groupes communistes où l'on considère que la constitution soviétique de 1936 a clos la phase dictatoriale de la révolution. Ces trois mots sont : « dictature du prolétariat ».

¹⁷⁵ F. Grégoire, *op. cit.*, p. 50.

¹⁷⁶ Lénine : *L'État et la Révolution*, Paris, Éditions Sociales, 1945, p. 49.

L'expression ne se rencontrera pas avant de longues années dans les écrits de Marx et d'Engels. Déjà pourtant dans l'*Idéologie* on en trouve l'idée sous une forme atténuée. Au chapitre de l'*Histoire universelle*, on remarque par exemple :

... la révolution communiste est dirigée contre le mode d'activité tel qu'il a existé jusqu'ici et supprime le travail et la domination de toutes les classes en supprimant les classes elles-mêmes, parce qu'elle est exécutée par la classe qui n'est plus, dans la Société considérée comme une classe, qui n'est plus reconnu comme classe et qui est déjà l'expression de la dissolution de toutes les classes¹⁷⁷.

Au chapitre de la *Division du Travail* on lit :

pour toute classe qui aspire au pouvoir sa domination conditionne, comme c'est le cas pour le prolétariat, la suppression de toute la vieille forme de la Société et de la domination en général¹⁷⁸.

On n'ignore pas que Marx exprimera plus tard l'opinion que la dictature du prolétariat s'impose entre le moment de la prise du pouvoir par la classe ouvrière et celui où le communisme commencera à constituer une réalisation pratique¹⁷⁹. L'idée marxiste est qu'il faut une dictature de ceux qui veulent réaliser la justice pour jeter bas l'édifice construit par ceux qui ne vient que par l'injustice, qu'il faut une dictature pour supprimer définitivement toute dictature. La formule de Lénine est d'ailleurs conforme à cette conception : « Plus la dictature du prolétariat sera parfaite et plus proche sera le jour à où elle deviendra superflue »¹⁸⁰.

Léon Blum a défendu, lui aussi, en termes décisifs la conception marxiste-léniniste de la dictature temporaire mais indispensable.

Que prouvent les événements de l'histoire de France, demandait-il à un congrès du parti Socialiste français ?

Ils prouvent que lorsqu'un régime nouveau, qu'il soit politique ou social, peu importe, a renversé le régime existant, ce mouvement est condamné d'avance à l'échec, s'il s'en remet immédiatement ; pour se justifier et se légitimer, aux institutions du régime politique, économique ou social qu'il vient d'abolir.... Toutes les révolutions politiques du XIXe siècle...ont échoué ou ont réussi suivant qu'elles ont pris oui ou non la précaution de ménager, entre la destruction du régime aboli et la construction, l'instauration légale du régime nouveau, cette période intermédiaire de dictature, qui, lorsqu'il s'agira de la révolution sociale, sera la dictature impersonnelle du prolétariat, mais qui a été et aurait été, à d'autres époques, et vis-à-vis d'autres révolutions, la dictature du parti royaliste, ou du parti bonapartiste, ou du parti républicain.

...Voilà ce que nous donnons en réponse à certaines hypocrisies bourgeoises, et si elles cherchent à condamner ou à flétrir l'idée de la dictature du prolétariat, ce n'est pas

¹⁷⁷ *Œuvres philosophiques*, tome VI, p. 183.

¹⁷⁸ *Op. cit.*, p. 174.

¹⁷⁹ Cfr. : *Critique des Programmes de Gotta et d'Erfur*, Paris, Bureau d'édition, 1933.

¹⁸⁰ Lénine : *Œuvres complètes*, Paris, 1925, tome XXI, p. 525. L'édition de 1946, p. 92 (Éditions Sociales Paris) porte le texte suivant : « Plus la *démocratie* est complète, et plus proche ... ». il doit s'agir d'une erreur de composition typographique...

seulement le droit révolutionnaire qu'elles nous contestent, mais tout le droit républicain¹⁸¹.

Une des théoriciens de ce socialisme anglo-saxon qu'on peut justement qualifier de « socialisme libéral », en entendant par là qu'il a presque perdu tout sens révolutionnaire, J. Ramsay Macdonald lui-même accuse de manquer « de sens de la continuité » parce qu'il s'attache trop au renversement violent de l'ordre actuel sans comprendre le caractère particulier des phases intermédiaires. Le futur Premier Ministre britannique, pourtant, poussé par un scrupule intellectuel qui l'honore, revient, dans une note, sur la question. Il écrit : « A moins peut-être de baser sa philosophie sur l'Idéalisme, mais Marx voulait pas entendre une pareille chose »¹⁸². R. Macdonald avait raison dans la première partie de la phrase et tort dans la seconde. Toute la philosophie marxiste devient lumineuse à partir du moment où on ne se limite plus à l'une des ses manifestations dans le temps. Il est aussi péril de vouloir juger Marx uniquement sur le *manuscrit* ou l'*Idéologie* qu'il est anormal de ne le juger que sur le *Manifeste Communiste* ou de juger Engels sur la seule Introduction aux *Luttes de classes en France*¹⁸³ dans laquelle il préconise le recours aux moyens légaux plutôt qu'à l'insurrection.

Dès qu'il accède à une vue d'ensemble du marxisme, le critique objectif perçoit que le socialisme comporte un aspect idéaliste et un aspect matérialiste. Qui renie l'un, condamne l'autre. Celui qui sous prétexte d'idéalisme ne pratique plus qu'un opportunisme avilissant trahit la pensée de Marx, mais celui qui sous prétexte de réalisme révolutionnaire perd la vie l'éminente dignité de l'homme, le respect de ses droits intellectuels et de sa liberté, celui-là également, méconnaît les bases fondamentales du marxisme.

Au stade où il est arrivé, le monde a incontestablement comme but prochain la socialisation des moyens de production, de distribution et d'échange. Le moyen d'y parvenir demeure sans aucun doute dans la lutte de classe, intransigeante dans le principe même si elle est souple dans son application. Pourtant, ni la socialisation, ni la lutte de classe ne sont les termes de l'évolution historique. Marx lui-même a déclaré que le communisme n'était pas un « État » qui devait être établi, ni un idéal sur lequel la réalité devait se guider. Cette conception, cela va de soi, serait contraire aux principes mêmes du matérialisme. Le communisme, selon Marx, n'est que l'expression logique des conditions économiques et sociales existantes où tout est basé sur la possession matérielle, sur la propriété privée. Il est exactement « la négation de la négation ». C'est bien pourquoi, comme nous l'avons vu précédemment, Marx aspire à un humanisme véritable, « réel » selon son expression propre, dont un socialiste n'a le droit de méconnaître ni la vertu, ni les impératifs.

Ce qui vient d'être dit n'implique, en aucune façon, dans l'esprit de l'auteur, un désaveu même partiel de ce qui s'est réalisé en U.R.S.S., ni de l'attachement qu'un marxiste peut légitimement témoigner aux réalisations de la révolution russe.

L'expérience des temps présents démontre que l'alternative peut être parfois pour les socialistes tragiquement simplifiée : ou bien, ils acceptent comme c'est le cas

¹⁸¹ Léon Blum : *Commentaires sur le programme d'action du parti socialiste*, Paris, Librairie du parti Socialiste, 1919, pp. 10 et 11.

¹⁸² J. R. Macdonald : *Le Socialisme et la Société*, Paris, Flammarion, 1922, p. 165.

¹⁸³ Karl Marx : *Les luttes de classe en France*, Paris, E.S.I., 1936.

pour M. de Man et pour certains tenants du « travaillisme » de ne plus considérer qu'une réalité défigurée, altérée, dénaturée, et ne peuvent plus prétendre, ni à lui résister, ni à la modifier, ils vont tout droit à une forme évoluée du conservatisme : ou bien ils acceptent courageusement de voir les antagonismes sociaux comme ils sont, ils assument l'effroyable responsabilité de mettre leurs principes en action et forcés par le déchaînement des puissances capitalistes, ils doivent, ou céder, ou aller à l'extrême limite de la logique révolutionnaire.

Condamne qui voudra ceux qui osèrent. Nous ne le ferons jamais car nous pensons, comme Romain Rolland, qu'il est « un âge de la vie où il faut oser faire table rase de toutes les admirations et des tous les respects appris, et tout nier – mensonges et vérités – tout ce que l'on n'a pas reconnu vrai par soi-même ».

Le marxiste est particulièrement poussé à cette probité spirituelle dans un temps où tout se frelate, où les mots perdent leur signification propre. Époque étrange et troublante époque celle où les « évolutionnistes-mouvants », les « pragmatistes-pluralistes », les « socialistes à motivation psychologique, soi disant idéalistes, ne sont même plus velléitaires, mais de vulgaires opportunistes « se rabaissant au niveau de la réalité du moment, au leur de chercher à la relever à la hauteur de l'idéal »¹⁸⁴. Siècle bizarre où l'on voit par contre les « doctrinaires suffisants » se comporter en idéalistes et rester, à travers mille épreuves, fidèles à la cause qu'ils servent !

En faisant la synthèse du marxisme, on arrive pourtant à cette conclusion qu'il est parfaitement possible – surtout grâce au chemin parcouru déjà par le prolétariat dans le voie du progrès et de l'affranchissement individuel – de concilier la coexistence de l'idéal éthico-social qui anime les œuvres de jeunesse de Marx et les principes fondamentaux du socialisme tels qu'ils apparaissent dans le *Manifeste Communiste*.

L'essentiel est de se rendre compte que la plupart des critiques traditionnelles adressées au marxisme sont mal fondées du fait même que les œuvres de jeunesse sont connues depuis peu de temps. Un sociologue aussi bien intentionné que M. Benedetto Croce, qui défendit souvent Marx contre la légende d'amoralité, n'écrirait plus aujourd'hui que « c'est une entreprise absolument désespérée que de vouloir s'occuper du principe de l'éthique d'après Marx »¹⁸⁵.

Cette synthèse, cette unité du socialisme scientifique et du socialisme idéaliste, résume tout le problème de l'action ouvrière de demain. Elle est d'autant plus facilement admissible en France et Belgique que Jaurès et Vandervelde ont toujours été animés par le double souci de souligner l'aspect moral du marxisme et de maintenir les principes qui font la force et la vitalité du socialisme.

¹⁸⁴ Charles Rappoport, *Op. cit.*, p. V.

¹⁸⁵ Benedetto Croce : *Matérialisme historique et Économie marxiste*, Giard et Brière, Paris, 1901, p. 174.

La Belgique en 1845

Qu'était-ce que cette Belgique où Marx venait d'être admis, si laborieusement, à résider ?

Les historiens, jusqu'à présent, ont couvert d'un voile pudique tout ce qui n'était pas plaisant dans les premières années de l'indépendance belge. Ils ont tous, à la seule exception de Henri Pirenne, dépeint le règne de Léopold Ier comme une période heureuse. Dans un cadre familial, un peuple laborieux s'empressait à édifier la prospérité bourgeoise.

Effectivement, aux yeux de l'observateur superficiel, la Belgique de 1845 était heureuse.

Malgré les anathèmes dont Metternich avait couvert la révolte des provinces du sud et l'instauration d'un régime constitutionnel, malgré les épreuves de 1839, le pays, lentement mais paisiblement, s'exerçait à la pratique de l'indépendance.

Bien qu'il fût sous l'œil protecteur de la Grande-Bretagne, le jeune royaume était mal à l'aise à côté d'une France toujours grisée par les ambitions napoléoniennes. Serrée entre une Prusse arrogante, réactionnaire et maladroite, et une Hollande rêvant sans cesse au retour des « sujets rebelles », la Belgique devait se montrer prudente. Toute étourdie encore de se voir maîtresse de ses destinées, elle faisait l'apprentissage de la liberté. La passion qu'elle y mettait était tempérée par le calme d'un souverain raisonnable. Pour l'y aider, elle pouvait compter sur la souplesse d'une constitution pleine de nouveautés et d'audace.

Depuis 1830, le Congrès National, puis les Chambres, avaient fonctionné normalement. Dans une atmosphère de respectabilité bourgeoise et de conformisme, on y discutait gravement tous les problèmes que posait la gestion des intérêts publics.

Comment ne pas considérer comme idéal un régime où les budgets étaient votés longtemps avant le 1^{er} janvier, où l'on ignorait même le nom des « douzièmes provisoires »¹⁸⁶... ? Comment ne pas être touché par l'atmosphère libérale d'un parlement qui s'insurgeait à l'idée que des fonctionnaires pussent être candidats aux élections ou que l'administration et le clergé intervinsent dans les opérations électorales ?

Des ministres bienveillants se préoccupaient déjà de réglementer l'orthographe flamande, L'union nationale, qu'on nommait alors « ministères mixtes », se pratiquait depuis cinq ans sans satisfaire personne.

¹⁸⁶ Sauf en 1830-31

Il y avait, certes, des révolutionnaires, même échevelés. Mais ils se recrutèrent dans l'aristocratie, tel, par exemple, le vicomte Vilain XIII, proclamant devant la Chambre :

On a demandé si cette mesure juste était légale ? Vraiment, je n'en sais rien. Je m'en occupe guère...Moi, je suis athée en ordre légal, je ne crois pas à cette nouvelle religion. Un acte peut être mauvais quoique légal, un acte peut être nécessaire et bon sens sans être légal.

La légalité est un vieux manteau que je ne saurais respecter ; endossé et rejeté tout à tout par tous les partis, porté, usé par tout le monde, composé de mille pièces de toutes couleurs il est troué par les uns, raccommodé par les autres ; il porte les souillures de tous ses maîtres. La féodalité s'est assise dessus et lui a laissé une odeur de bête fauve que nos codes respirent encore, la royauté l'a foulé aux pieds et traînée dans la fange, la république l'a toute maculée de sang, car la guillotine fonctionnait légalement en 1793. Napoléon l'a déchirée partout avec la pointe de son sabre ou le talon de sa botte, et voilà les lambeaux qu'on élève, aujourd'hui que tout tombe en poussière, religion, mœurs, patrie, famille, que tout tombe en dissolution....

L'ordre légal est bon tant qu'il suffit, mais dès qu'il ne suffit pas le pouvoir est obligé de recourir aux coups d'État...

Rien ne sanctionnait l'inconvenance de ces propos alors que la moindre revendication ouvrière était qualifiée aussitôt d'attentatoire à l'ordre établi.

Quand Marx parvint à Bruxelles, un seul problème occupait les classes dirigeantes : la lutte entre le pouvoir civil et le pouvoir religieux. Toute la vie politique belge tournait autour de la puissance occulte qu'exerçait l'épiscopat soumis, dans les plus petits détails, aux ordres du souverain pontife.

Les milieux libéraux ne pouvaient oublier qu'au lendemain du vote de la Constitution, le pape Grégoire XVI avait condamné toutes les libertés fondamentales du jeune royaume par son Encyclique du 15 août 1832 :

De cette source infecte de l'indifférentisme, disait le Pontife romain, découle cette maxime absurde et erronée, ou plutôt ce délire, qu'il faut assurer à tous la liberté de conscience. On prépare la voie à cette pernicieuse erreur, par la liberté d'opinion pleine et sans bornes, qui se répand au loin, pour le malheur de la société religieuse et civile...et quelques-uns disent avec une extrême impudence qu'il en résulte quelque avantage pour la religion....

Là ce rapporte cette liberté funeste et dont on ne peut avoir assez horreur, la liberté de la presse, pour publier quelque écrit que ce soit, liberté que quelques-uns osent solliciter et étendre avec tant de bruit et d'ardeur.

Nous ajouterons que nous n'aurions rien à présager que de malheureux pour la religion et pour le gouvernement en suivant les vœux de ceux qui demandent que l'Église soit séparée de l'État et que la concorde mutuelle de l'empire avec le Sacerdoce soit rompue.

Que nos très chers fils en Jésus-Christ, les Princes, considèrent que leur autorité leur a été donnée non seulement par le gouvernement temporel mais surtout pour défendre l'Église¹⁸⁷.

¹⁸⁷ Vandenpeereboom : Le gouvernement représentatif en Belgique, tome I, pp. 48-49 et Thonissen : La Belgique sous le règne de Léopold Ier, pp. 57- 59.

De la classe ouvrière, il est rarement question. De temps à autre, le gouvernement se penchait avec une sollicitude affectée sur la misère des humbles qui n'émouvait personne en haut lieu puisqu'il s'agissait de moins que rien. Régulièrement, une enquête officielle éclairait les autorités, puis tout retombait dans le silence.

Ainsi se poursuivait, dans une Belgique apparemment satisfaite, « une politique d'abstention et d'immobilité »¹⁸⁸ que les libéraux se flattaient sous le signe de la liberté, de transformer en une politique de progrès

Cette politique, pourtant, qu'elle fût de droite ou de gauche, était dominée déjà par les intérêts des banques et des grands industriels. Banque des banques, dispensatrice souveraine du crédit, maîtresse de la richesse et de l'honneur de ses affidés, la Société Générale avançait partout ses tentacules. Le roi régnait, elle gouvernait.

Orangiste sous le Roi Guillaume, attentiste jusqu'en 1837, la Société générale devint belge de cœur à partir du moment où elle conclut avec le gouvernement Theux de Meylandt une convention avantageuse pour elle, mais défavorable au Trésor.

Elle groupait en une association puissante toutes les fortunes du pays et rien n'est plus instructif aujourd'hui que de voir comment elle a su lier à ses intérêts belges et internationaux les descendants des dynastes de 1822 : Rittweger-Sauvage, Delvaux, Cattoir, Meeus, Baillet-Latour, Wellens, Tiberghien, Van der Elst, Van Gobelschroy, Morel, Caroly, Bortier, Capouillet, etc.

Jusqu'en 1848, la Société générale ne publia jamais ni rapports ni bilans. Son activité était entourée d'un mystère absolu¹⁸⁹. Au moment le plus aigu de son conflit avec la Générale, le gouvernement, afin de faire pression sur elle autorisa la création de la Banque de Belgique dont les fondateurs espéraient bien profiter des dépouilles de la banque rivale. Mais le gouvernement lui-même, où le ministre des Affaires Etrangères de Meulenaere représentait els intérêts de la Générale, trahit ceux qu'il avait engagés à soutenir les velléités de résistance avec la même rapidité que la générale mit à se composer. La Banque de Belgique fut fondée en 1835, les rapports entre les ministres et la Générale s'améliorèrent aussitôt et en 1837 leur réconciliation fut scellée publiquement. La Banque de Belgique fut d'ailleurs bien punie : elle sauta quelques semaines après ; on dut renflouer et un *modus vivendi* intervint entre les deux rivales qui continuèrent à contrôler l'ensemble de l'activité économique belge¹⁹⁰.

La réalisation de ses ambitions financières ayant permis à la Société Générale de rallier à la cause d'une Belgique indépendante, elle entreprit – avec l'aide de la maison Rothschild – de prendre des intérêts dans toutes les affaires industrielles et

¹⁸⁸ H. Pirenne : *Histoire de la Belgique*, Bruxelles, 1926, p. 50.

¹⁸⁹ Chlepner : *La Banque en Belgique*, Bruxelles, Lamertin, 1926, p. 50.

¹⁹⁰ Parmi les créations de la générale et de la Banque de Belgique on note : Marcinelle et Couillet, Sclessin, Chatelineau, Produits du Flénu, Levant du Flénu, Couchant du Flénu, Hornu et Wasmes, Phoenix à Gand, Ougrée, Espérance, Vieille-Montagne, Linière Gantoise, etc. Cfr. Chlepner, op. cit., p. 74.

parvint, de la sorte, à ce quasi monopole qui fait d'elle, aujourd'hui plus que jamais, un État dans l'État¹⁹¹.

On accusait, dit M. Chlepner, la société d'accorder très parcimonieusement des crédits, d'élever brusquement et indûment le taux d'escompte et de couper souvent brusquement le crédit. Le but aurait été d'exercer une pression sur le parlement par l'intermédiaire de l'opinion publique. On allait jusqu'à prétendre que la Société essayait de provoquer une crise financière pour intervenir au moment opportun et obtenir une prorogation des statuts. Bien plus, les deux grandes institutions bancaires rivales étaient représentées au Parlement et les vives discussions qui éclataient parfois entre leurs représentants respectifs constituent, pour l'historien économiste, un des aspects les plus pittoresques des débats parlementaires de l'époque¹⁹².

La Banque fit payer très cher à Lebeau et à Rogier leur opposition à la construction et à l'exploitation privées de la nouvelle « route de fer ». Certain discours du ministre de la Justice avait fait sensation dans le pays :

Je ne crois pas que la Banque soit aussi désintéressée qu'on s'est efforcé de le démontrer. Eût-on vingt fois écrit dans les statuts de la banque que son premier point de mire était l'intérêt du pays, on n'aurait pas effacé quelque chose de plus indestructible que les statuts, la nature des choses. Je ne crois pas qu'une compagnie financière, quelques patriotes que soient ceux qui la composent, fasse du sentimentalisme là où il s'agit de chiffres et de spéculations. Je crois que si la banque avait entrepris de construire le chemin de fer elle se serait occupé d'abord de son intérêt particulier et en second lieu de l'intérêt du pays. Voilà comment je juge la banque. Je nie les sentiments de désintéressement qu'on lui attribue... Nous croyons que si on augmentait encore l'influence que la banque exerce déjà dans les transactions du gouvernement, il n'y aurait plus d'égalité, l'équilibre serait détruit, la banque serait plus forte que le gouvernement lui-même. C'est à quoi le gouvernement, aussi longtemps que j'aurai l'honneur d'en faire partie, ne consentira jamais¹⁹³.

Quatre mois plus tard, le gouvernement Lebeau-Rogier était renversé.

Que dire du mouvement des idées de l'époque sur le plan qui nous intéresse, sinon que le parti catholique était là à la fois au service des intérêts spirituels de l'Eglise et des intérêts matériels des possédants, épouvantable contradiction dont il essaye vainement, jusqu'à présent, de sortir avec honneur ? Quant au parti libéral, « le ralliement des orangistes avait renforcé ses tendances anticléricales en même temps qu'il avait augmenté son influence sur la grande industrie »¹⁹⁴. Aveuglé par une conception mythique de la liberté, le libéralisme n'arrivait pas à concevoir qu'il put y avoir une opposition fondamentale et irréductible entre le régime social ambiant et les principes qu'il défendait. Aussi bien ne réalisait-il l'unité que sur un plan strictement négatif : l'anticléricisme. Le congrès libéral de 1846 fit aux classes laborieuses l'aumône de deux lignes dans son programme d'unité : deux lignes qui ne voulaient rien dire et qui n'engageaient à rien.

La propagande fouriériste et saint-simonienne, romantique, généreuse, avait marqué quelques éléments libéraux d'une vague tendance sociale humanitaire.

¹⁹¹ Chlepner, op.cit., cfr p. 129 et ss.

¹⁹² Chlepner, op.cit., pp. 145 et 146.

¹⁹³ Discours de M. Lebeau, ministre de la Justice, *Moniteur, belge*, 19 mars 1834.

¹⁹⁴ Henri Pirenne, op.cit., p. 110

Mais, en dehors de Delhasse, des Lucien Jottrand, des Huet et des Emile de Laveleye, qui percevaient l'acuité du drame prolétarien et supportaient impatiemment les manifestations de l'égoïsme bourgeois, peu nombreuses étaient les manifestations « révolutionnaires ».

S'il fallait qualifier le XIXe siècle au point de vue social, on pourrait dire qu'il fut le siècle de l'escamotage par la bourgeoisie des libertés conquises par les masses.

La liberté de la presse, par exemple, qui a donné naissance à l'un des plus dangereux monopoles que le XXe siècle connaisse, fut habilement nuancée au XIXe siècle par le droit de timbre : aucun ouvrier, quand il savait lire, n'avait les moyens d'acheter un journal. La liberté d'association n'avait jamais empêché le pouvoir exécutif de mettre obstacle à des réunions qu'il jugeait séditieuses. Que ce soit contre les saint-simoniens de 1831¹⁹⁵, contre les socialistes de 1890, ou contre les communistes de 1925, les méthodes ont toujours été les mêmes. Le droit de suffrage est trop récent pour qu'on oublie que les classes dirigeantes surent le monopoliser longuement. Le droit à la vie, au travail et à la santé sont des notions qui heurtent encore les *beati possidentes*. Il n'est pas jusqu'au droit de pétition qu'une habile conjuration a fait tomber en désuétude comme pour montrer à l'humble citoyen que le respect de la personne humaine ne doit pas aller jusqu'au pouvoir de réclamer véritablement contre l'iniquité.

M. Nothomb, qui fut ministre de l'Intérieur en Belgique de 1841 à 1845, avait raison de le dire : « Notre constitution n'est bonne que parce que le peuple consent à ne pas l'employer tout entière »¹⁹⁶.

Aussi bien, de 1831 à 1848, cependant qu'agonisaient les dernières mutualités coopératives de Verviers et d'Iseghem, les rares revendications ouvrières se limitaient-elles humblement au droit de suffrage, au droit d'association et au droit à l'instruction ; plus audacieusement à une réforme de droit fiscal et, révolutionnairement, au droit à la vie, à un salaire décent et au pain.

Depuis 1840, en effet, la prospérité de l'industrie belge avait fait place à la crise. La perte de débouchés commerciaux, la concurrence des entreprises anglaises et françaises avaient diminué sinon l'activité industrielle, tout au moins la marge bénéficiaire des entrepreneurs. Obligés de réduire leurs prix pour lutter sur les marchés belge et extérieur, les industriels avaient tout naturellement commencé par s'en prendre aux salaires. Et, le remède s'étant révélé insuffisant, ils les avaient amoindris encore.

Placés entre la nécessité de réformer leur propre comportement commercial ou de réduire leurs ouvriers à la misère, les patrons avaient, sans hésitation, résolu ce qui leur coûtait le moins.

¹⁹⁵ Le 18 février 1831 le vicomte Vilain XIII et l'abbé Andries interpellèrent le gouvernement provisoire et exigèrent la comparution devant le Congrès National de l'Administrateur-général de la Sûreté Publique, M. Plaisant, « pour donner des explications sur les empêchements mis par la police à l'enseignement d'un culte à l'exercice du droit d'association ». Ils obtinrent satisfaction.

¹⁹⁶ Cfr. Louis Bertrand : Histoire de la Démocratie et du Socialisme, Bruxelles, Dechenne, 1909, tome I.

Ce n'était point, cependant, qu'ils fussent exempts d'erreurs. Mais, n'ayant pas su s'adapter aux conditions d'exploitation du capitalisme naissant, ils eurent encore la mauvaise grâce d'accuser leurs victimes. Tout au long des écrits du temps, on note des réflexions amères et sévères sur l'état moral de la classe travailleuse. On enverra les causes. L'orgueil politique aidant, afin de ne pas donner raison aux orangistes qui regrettaient la perte du débouché néerlandais, on mit tous les torts au compte de la coupable main-d'œuvre.

Les auteurs les moins suspects s'accorent pourtant à dire que la crise de 1840 à 1848 trouve son origine dans le développement même du régime économique naissant. Le *Débat Social* notait, à propos de la société Cockerill : « aujourd'hui, on pourrait soutenir avec raison que ce n'es plus de l'industrie qui se fait à Seraing, mais de la banque ; de la banque avec du fer et du cuivre. En effet, au point où en sont les choses, l'établissement à Seraing n'a plus qu'un but, ne poursuit plus qu'une idée, c'est de réaliser des bénéfices, de faire monter la cote de ses actions »¹⁹⁷.

M. Deschamps, dans la *Revue de Bruxelles*, d'avril 1839¹⁹⁸, parle déjà de « l'extension irréfléchie donnée à la production sans qu'on se fut soucié de créer avant tout des débouchés suffisants ». Le secrétaire du Roi, M. Jacquemyns note, de son côté, que « les salaires étaient les plus bas dans les branches de travail qui avaient le plus de peine à placer leurs produits »¹⁹⁹.

Henri Pirenne, le reconnaît avec franchise : « Si les progrès du capitalisme, écrit-il, ont eu partout pour rançon la dégradation des masses salariées, ils ont, en même temps, déchaîné sur les Flandres une véritable catastrophe »²⁰⁰.

Si l'on reporte aux statistiques de l'époque, on constate cependant que le mouvement du commerce avait passé de 1831 à 1847 de 202 à 732 millions de francs, les exportations de 96 à plus de 205 millions, le mouvement des navires entrés et sortis dans les ports belges de 1839-41 à 1847 de 3.040 unités jaugeant 482.000 tonnes à 5.659 unités jaugeant 830.000 tonnes, les exportations de houille de 1831-35 à 1847 de 734.000 tonnes à 1.820.700 tonnes et celles de la fonte de 3.887 tonnes à 110.500 tonnes.

Nonobstant une activité économique dont s'enorgueillissaient les gouvernements successifs, les salaires avaient suivi une courbe descendante telle qu'on éprouve de la gêne à reproduire certains chiffres.

Une fileuse adulte, qui gagnait en 1840 de 30 à 50 centimes par jour, n'en touchait plus que 18 en 1842 et de 16 à 20 en 1846. Un jeune garçon travaillant au bobinage recevait à la même époque 5 centimes par jour. Les enfants de neuf à onze ans, occupés dans les filatures mécaniques, touchaient en 1840 de 40 à 50 centimes pour treize heures de travail...

¹⁹⁷ *Le Débat Social*, 8 août 1847, p. 69.

¹⁹⁸ Cité par Jacquemyns : *Histoire de la crise économique en Flandre*, Bruxelles, Lamertin, 1928, p.

15.
¹⁹⁹ *Id.*, p. 17.

²⁰⁰ Henri Pirenne, *op. cit.*, p. 126

Le salaire d'un tisserand à domicile, qui était de 0,75 à 1,20 fr. en 1840, était tombé à en moyenne de 0,36 à 0,75 fr. en 1846. L'enquête de 1840 mentionne d'ailleurs un très grand nombre de fileuses ne gagnant que 10 centimes par jour et des tisserands qui ne gagnent pas 50 centimes²⁰¹.

Tous les budgets ouvriers dressés pour l'époque se terminaient en déficit²⁰². M. Jacquemyns, qui les a analysé en détail note : « On ne peut admettre que certains ménages se trouvaient à la fin de l'année devant un déficit équivalent à la moitié du revenu total. Il est évident que, dans ces budgets, les dépenses d'ordre physique et matériel doivent être fortement réduites. Il en résulte que les conditions de vie des tisserands étaient encore plus malheureuses que celles révélés par les *Budget Économiques* »²⁰³.

Le rapporteur des enquêtes de 1840 et 1843 traçait de la vie ouvrière le tableau suivant :

Ici on ne trouvait dans toute la maison, habitée par trois personnes, qu'une seule paillasse dans drap et qu'une couverture en étoupe de lin. L'habitation consistait en deux pièces : l'une où se trouvaient le métier et le lit, l'autre où l'on faisait la cuisine et où on filait.

Plus loin, il ne se trouvait dans toute la maison qu'un lit fort étroit. Les membres de la commission n'osèrent pas demander où se retiraient les six enfants pendant la nuit ; ils aperçurent à la suite de la cuisine et de l'atelier une troisième pièce sans meubles et fort mal close dans laquelle ne se trouvait aucune paillasse, encore moins de matelas ; ils craignaient d'apprendre quel était l'usage de cette dernière chambre.

Un tel ne mangeait jamais de viande, ne prenait pas le café le matin, mais le thé avec un peu de lait de chèvre, sans sucre, à midi, son repas se composait de pain de seigle, de pommes de terre avec du lait battu ; il ne faisait usage que de très peu de beurre ; il n'achetait jamais du porc pour en avoir la graisse. Il s'imposait beaucoup de privations. Néanmoins, il ne pouvait pas être compté parmi les plus malheureux.

Un autre ne vivait que de pommes de terre, de pain de seigle, et d'un peu de lait battu. Il ne mangeait jamais de viande, ne buvait jamais de bière²⁰⁴.

Le rapport adressé le 6 août 1843 par MM. De Meyer et De Merseman au Gouverneur de la Flandre Occidentale, au nom de la commission médicale provinciale, comporte un passage qui vaut d'être reproduit si l'on veut se faire une idée exacte de la situation sociale de la Belgique à cette époque :

La perte la plus pauvre de la population séjourne dans de misérables chaumières, construites avec quelques morceaux de bois et du limon ; le chaume qui les couvre garantit à peine de la pluie et du vent ; il n'y a ni plancher, ni pavement, et il arrive souvent que le sol de ces habitations soit couvert d'une boue infecte qui exhale l'odeur méphitique, et rend ces tristes réduits d'autant plus insalubres qu'ils abritent tous les animaux domestiques qui appartiennent à la famille. Cet état de choses ne se voit pas seulement à la campagne, mais il existe aussi dans les villes des emplacements où

²⁰¹ Jacquemyns, op. cit., pp. 207 à 209.

²⁰² E. Ducpétiaux : *Budgets économiques des classes ouvrières en Belgique*, Bruxelles, 1855

²⁰³ Jacquemyns, op. cit., p. 214.

²⁰⁴ Jacquemyns, op. cit., pp. 213 et 214.

séjourment quelquefois jusqu'à cent personnes éparses dans de misérables taudis qui ne sont guère plus salubres que les habitations dont nous venons de parler. Il est vraiment déplorable de voir jusqu'à quel point est poussée la cupidité de certains propriétaires qui, pour faire valoir leurs capitaux, extorquent à ces infortunés des loyers qui dépassent le plus souvent leurs moyens, et leur donnent pour abri des repaires dont la description quoique fidèle, ne rencontrerait que des incrédules, tant qu'elle serait hideuse. N'est-il pas désolant d'être obligé d'avouer que de tels abus existent au XIXe siècle²⁰⁵ ?

De son côté, la Société de Médecine de Gand notait, selon les réponses des industriels, la répartition suivante par mille ouvriers de la main d'œuvre dans la province :

Âges	Hommes	Femmes
Au-dessous de 9 ans	8	7
De 9 à 12 ans	73	41
De 12 à 16 ans	122	100
De 16 à 21 ans	280	338
De 21 et au-dessus	517	514

soit 20 p.c. de la main-d'œuvre masculine et 15 p. c. de la main d'œuvre féminine en dessous de 16 ans ! Le mémoire notait « la tendance évidente qui se manifeste partout à remplacer les hommes par les femmes dans le but d'économiser la main d'œuvre. »²⁰⁶.

La Wallonie, pour être moins gravement atteinte que les Flandres, n'échappait cependant pas au mal ambiant. Le conseil de salubrité publique de Liège décrivant l'accroissement effrayant de la mortalité marquait, sous la signature du docteur Fossion :

Quand on arrive à des résultats aussi affligeants y a-t-il lieu de s'enthousiasmer des bienfaits de l'industrie ? Non, évidemment, car ils nous porteront un jour à nous demander quelle utilité sont pour le bien-être et le bonheur des hommes les richesses factices qu'elle amène à sa suite. Ils sont là pour accuser la folle imprévoyance de la société : car nous pouvons prévoir le moment où la population, dépassant en certaines localités les limites qui lui sont assignées dans l'ordre de la nature, seront frappé au cœur d'un mal incurable²⁰⁷.

L'*Enquête*, effectuée en 1843, comporte une lettre au docteur Schoenfeld, de Charleroi à son confrère Guillery, professeur à l'université de Bruxelles. On y relève trois quarts des ouvriers sont analphabètes. L'ouvrier, ajoute le docteur Schoenfeld, est ignorant, superstitieux, insouciant et taciturne, docile, soumis à ses chefs, honnête et poli, un peu indifférent à l'endroit de la religion, compatissant et dévoué à ses camarades²⁰⁸.

Suit une phrase laconique : « En général, le houilleur ne vieillit point ».

Pour ce qui regarde le travail des enfants, on lit :

²⁰⁵ *Enquête sur la condition des classes ouvrières*, Bruxelles, Lesigne, 1846, tome III, p. 305.

²⁰⁶ Id. pp. 353 à 355

²⁰⁷ Id., p. 61

²⁰⁸ Id., p. 27

Le minimum de la journée de travail de l'enfant de dix ans est de neuf heures : le maximum est de douze heures et ce maximum est plus généralement suivi ... En général, les enfants qui travaillent dans les mines ne savent ni lire, ni écrire, les filles surtout ; ce n'est que plus tard que les plus intelligents parmi les garçons apprennent la lecture, l'écriture, le calcul et un peu de dessin linéaire ; ceux-là choisissent la nuit pour le travail de la houillère.

En ce qui concerne l'enseignement, M. Schoenfeld notait avec philosophie : « Je sais seulement que plusieurs des locaux destinés à l'enseignement sont presque aussi malsains que les galeries où travaillent les ouvriers-enfants ». Quant à leur éducation religieuse, la seule qu'ils reçoivent, elle consiste à apprendre des prières par cœur. Les enfants apprennent les pratiques de la religion par imitation « comme le chien apprend à rapporter ».²⁰⁹

Mais il faut se borner. Il serait injuste de dire que le gouvernement ne fit rien quand survint la crise alimentaire et la famine de 1845-1847. La logique voulait qu'il agît, car il n'y avait pas que la classe ouvrière, mais le pays tout entier à nourrir. Aussi importa-t-on du froment et du seigle. Les importations de froment passèrent de 31.634 tonnes en 1845 à 92.817 tonnes en 1847; celles du seigle furent de 9.121 tonnes en 1845 et de 46.897 en 1847.

Il est juste de remarquer pourtant qu'en ce qui concerne les classes les plus pauvres, le gouvernement se borna à l'effort minimum. Son intervention consista notamment en une recommandation aux autorités locales de créer des associations épargne l'achat des provisions d'hiver et au vote de quelques subsides en vue de venir en aides aux communes qui créeraient des agences de subsistance²¹⁰.

L'initiative communale suppléa dans une petite mesure à la carence gouvernementale ; des distributions de soupes économiques, des ventes de pain et de viande à prix réduits enrayèrent quelque peu la hausse des marchandises, mais, en fait, la plupart des administrations assistèrent impuissantes aux misères de la population²¹¹.

Pendant les années de la crise alimentaire, les prisons devinrent en quelque sorte les succursales des hospices et des dépôts de mendicité²¹².

Au moment où la crise atteignait son paroxysme, pendant l'hiver 1846-1847, on constata que les méfaits individuels se multipliaient et que les délinquants, prenant l'allure de provocateurs, agissaient de préférence en présence des agents et des gendarmes. Il ne fallut pas longtemps pour comprendre qu'ils n'agissaient ainsi que pour avoir la certitude de se faire loger et nourrir en prison.

Le produit du vol ou bien le séjour en prison étaient devenus la ressource d'un peuple réduit aux abois. On cite le cas d'un prisonnier qui engagea sa femme et sa fille à faire le nécessaire pour se faire emprisonner. A l'un des compagnons il dit :

²⁰⁹ Id., pp. 33 et 34

²¹⁰ Jacquemyns op. cit., p.281

²¹¹ Id., pp. 281 à 294

²¹² Id., p. 321

Si je possédais 10 francs je les donnerais à un avocat à condition qu'il plaidât pour que toute ma famille fût condamnée à six mois de prison. Nous sortirions alors gros et gras comme des moines pour faire la moisson. (*men zou hier met den oogst uitgaan, vet gelijk otters.*)²¹³.

Le typhus et le choléra s'étant mis de la partie, on vit croître la mortalité dans les proportions inconnues jusqu'alors. L'émigration se développa notamment vers les Flandres françaises. En cinq ans, la Flandre perdit officiellement 13.872 habitants, en fait beaucoup plus²¹⁴.

Ainsi se terminait tragiquement pour la Belgique la lutte entre la vieille et la nouvelle industrie la classe ouvrière, les travailleurs à domicile, la jeunesse en avaient fait les frais.

Malgré tout ce que l'affreuse incompréhension du gouvernement et des industriels avait de coupable, la répression s'exerça durement contre ceux qui osèrent prendre la défense des populations affamées et critiquer les pouvoirs publics.

L'éditeur d'un petit journal des Courrai, *Hoop van België*, fut renvoyé en cour d'assises sous la prévention de provocation au massacre, au pillage, à la dévastation des communes et à la rébellion pour avoir notamment écrit :

Si l'ouvrier avait été initié à la science politique...il n'aurait point vu ses enfants, ses frères, ses sœurs et sa famille se remplir l'estomac d'herbes, d'orties et de pelures bouillies, immonde nourriture qu'on donnerait aux animaux et qu'ils sont heureux de pouvoir trouver quelquefois pour eux-mêmes ! Cet état de choses ne saurait durer davantage²¹⁵.

Défendu par Jules Bartels, l'éditeur fut acquitté par le jury.

L'ensemble des forces conservatrices de la société étant ligué contre la révolte instinctive du prolétariat, tout rentra rapidement dans l'ordre et bientôt les journaux et les autorités purent se féliciter de la tranquillité publique.

Inculte, misérable, privée des droits élémentaires qui attachent le citoyen à sa patrie, que pouvait opposer la classe ouvrière belge à la toute puissance du patronat ? Rien, car elle était dépourvue de toute organisation professionnelle. Alors que la loi Le Chapelier avait, par son rigorisme, provoqué en France une réaction ouvrière, la proclamation d'un droit fictif d'association en Belgique, annulé *ipso facto* par de savantes ou brutales manœuvres policières, avait maintenu le prolétariat dans un état d'abrutissement que M. Mahaim nomme euphémiquement "dépression intellectuelle". Il excuse d'ailleurs les révoltes sporadiques des ouvriers en constatant que "le manque d'organisation et les violences irréfléchies ont des liens étroits", car "le travailleur ne réagit pas, il *subit* sa condition; quand il lui vient une idée de résistance, la tête lui tourne et il frappe sans regarder"²¹⁶

²¹³ Id., pp. 329 et 330

²¹⁴ Id., p. 386

²¹⁵ *Débat social*, 4 juillet 1847, pp. 2 à 7

²¹⁶ Ernest Mahaim: *Etudes sur l'orientation professionnelle*, Liège, 1891, pp.227-228

Quelques réunions ouvrières furent organisées à partir de 1836 à l'initiative de Jacques Kats et Pellerin²¹⁷. Les autorités firent tout ce qu'il fallait pour en dénaturer le sens et la presse parla de « tentatives d'émeutes » provoquées par de dangereux révolutionnaires ! La chose fit du bruit à l'étranger. *L'Association des Ouvriers* de Londres adressa à cette occasion une adresse aux « Classes ouvrières en Belgique » rédigée dans le style particulier de l'époque :

Par bonheur pour le genre humain les écluses que les tyrans du monde avaient bâties pour retenir le torrent des connaissances ont été rompues, nous avons goûté cette onde rafraîchissante, le brouillard de l'ignorance et de la fraude s'est dissipée...²¹⁸

Cette adresse suggérait aux ouvriers belges de constituer une « Fédération des classes ouvrières de Belgique, de Hollande et des Provinces Rhénanes » destinée à prendre le pouvoir et conclure une alliance « contre le tyran qui voudrait les opprimer ». Autant en emporta le vent...

²¹⁷ Louis Bertrand, *op. cit.*, p. 149 et J. Kuypers : *Jacques Kats*, Bruxelles, De Wilde Roos.

²¹⁸ Louis Bertrand, *op. cit.*, pp. 154 à 158.

Chapitre onzième
L'avant première internationale

Londres était un centre révolutionnaire important. Chaque fois qu'un insurgé de l'époque se trouvait plus aucun refuge, la seule ressource qui lui restait était de se rendre en Suisse ou à Londres. La *fédération des Justes*, dirigée par Weitling, avec qui Karl Marx sera si souvent en opposition, ayant lié parti avec Blanqui, déclencha les 12 et 13 mai 1839, une violente insurrection dans le quartier de l'Hôtel de Ville de Paris. Il mourut au mal de monde dans cette entreprise folle où l'on rêvait abattre le capitalisme immoral en libérant et en armant les habitants des prisons et des bagnes. Weitling s'enfuit en Suisse ; ses amis Schapper, Bauer et Moll parvinrent péniblement à Londres où ils fondèrent en 1840 « L'association publique des ouvriers allemands pour la propagation de l'instruction » Ils professaient, dit Frédéric Engels, qui les connut en 1843, un « communisme égalitaire borné ».

C'est avec ce genre de révolutionnaires attardés dans « les vieux préjugés des artisans »²¹⁹, incapables de critiquer intelligemment la société capitaliste, ne rêvant que d'égalité, fraternité et de justice sans réfléchir aux moyens de les établir solidement, que et Engels vont, leur vie durant, devoir lutter inlassablement. Et quand Weitling aura cessé d'agir, Bakounine prend sa place.

Frédéric Engels a raconté en détail ses rapports avec les utopistes insurgés. Il a expliqué aussi comment, à Manchester, il s'était rendu compte de la façon plus nette : « que les faits économiques, auxquels les historiens n'ont jusqu'à nos jours, attribués qu'un rôle secondaire, quand ils leur en attribuaient un, constituent, du moins dans le monde moderne, une force historique décisive; qu'ils forment le fondement sur lequel s'élèvent les cruels antagonismes de classes; que ces antagonismes de classes, dans les pays où la grande industrie en a favorisé le plein épanouissement...constituent à leur tour la base de la formation des partis politiques, des luttes de partis et, par conséquent, de toute l'histoire politique ». De son côté, Marx rappelle-t-il avait exposé que

En somme ce n'est pas l'État qui conditionne et règle la société bourgeoise, mais la société bourgeoise qui conditionne et règle l'État, qu'il faut donc expliquer la politique et l'histoire par les conditions économiques et leur évolution, et non inversement ?...Quand nous nous retrouvâmes à Bruxelles, au printemps 1845, Marx avait déjà, d'après les principes ci-dessus, construit dans les grandes lignes sa théorie matérialiste de l'histoire, et nous nous mêmes à développer par le détail et dans les directions les plus diverses notre nouvelle conception²²⁰.

Nous avons quitté Karl Marx alors qu'il s'installait à Bruxelles où Engels venait le rejoindre, en mars 1845. Si nous avons interrompu notre récit ce n'est point pour avoir le triste privilège de rappeler l'atroce état social de la Belgique sous le règne de Léopold Ier. C'est uniquement pour déterminer avec le plus de précision possible les éléments qui animèrent Marx et Engels dans leur évolution philosophique et politique.

²¹⁹ Karl M. : *Révélation sur le procès des communistes à Cologne*, Préface de F. Engels, 1885, reproduite dans *Le Manifeste Communiste*, Costes, Paris, 1934, p. 9.

²²⁰ *Op cit.* pp. 9 et 10

Karl Marx arrivait en Belgique nourri par la solide expérience politique acquise en France depuis 1843. Frédéric Engels y parvenait avec l'extraordinaire formation pratique que lui avait valu son séjour à Manchester. Il est incontestable que la situation politique et sociale de la Belgique a exercé sur eux une profonde influence, que le déroulement des luttes entre partis bourgeois, que l'opposition fondamentale qu'ils constatèrent entre les intérêts des possédants et les prolétaires, que l'incapacité totale de la classe ouvrière à faire valoir ses plus humbles revendications, que l'inefficacité de la littérature saint-simonienne et fouriériste, que la nécessité de constituer les travailleurs en un parti de classe leur apparurent au long de leur séjour. En un mot : qu'ils trouvèrent en Belgique la confirmation de tous les principes d'action qu'ils devaient formuler ensuite dans le *Manifeste Communiste*.

Nous pensons aussi que la vie belge de l'époque contribua à les amener à ce raidissement, à cette précision, à cette schématisation, outrancière parfois, qu'on leur a tant reprochée et dans lesquels il ne faut voir que l'expression d'une sincérité profonde. Qui veut la fin, veut les moyens.

Ils avaient constaté pendant des années la stérilité des systèmes préétablis. Ils voulurent baser l'action socialiste sur une conception pragmatique, comme ils avaient basé leur conception théorique sur le pragmatisme social « et économique.

Est-ce à dire qu'il y ait opposition entre les théories que nous avons analysées précédemment et celles du *Manifeste* ou plus tard du *Capital* ? En toute sincérité, nous ne le pensons pas. Les unes et les autres constituent le développement logique, dans le temps, des mêmes principes. Leur synthèse constitue le marxisme que Lénine qualifie parfaitement quand il dit qu'il est « la continuation directe et immédiate des doctrines représentant les plus éminents de la philosophie, de l'économie politique et du socialisme »²²¹.

Personne n'est qualifié pour dire quel est le moment précis de la doctrine marxiste qu'il faut choisir pour être certain de ne pas trahir son auteur. On constate d'ailleurs, tant dans la pensée de Marx que dans celle d'Engels, des évolutions qui sont le propre de cerveaux aussi éminents ; Bernstein et des amis révisionnistes ont ? A un moment donné travesti audacieusement la pensée exprimée par Engels, dans son introduction à la *Lutte des Classes de France* de Marx. Ce sont là les mesquins incidents de la vie politique. M. de Man, également invoque Marx à l'appui de ses thèses quand il lui donne raison et le renie quand il lui donne tort. C'est le propre des épigones peu scrupuleux de critiquer ce qu'ils ont adoré dévotieusement et qu'ils ont déformé eux-mêmes au temps où ils croyaient en une sorte de parole révélée.

Car la caractéristique du marxisme est précisément de ne jamais avoir été dogmatique. Il constitue une Somme sociale et philosophique, amis pas un bréviaire. Au fur et à mesure qu'on avance dans l'analyse de la pensée marxiste, on doit donc conserver dans l'esprit ses éléments constitutifs initiaux, comme on dit, quand on remonte aux sources, ne jamais oublier à quelles conclusions positives, extrêmement précises et dures, a mené cependant l'idéalisme pur des années de jeunesse. On ne saurait exprimer cette pensée mieux que ne l'a fait Jaurès : « C'est est en allant vers la mer que le fleuve reste fidèle à sa source ».

²²¹ Lénine : *Karl Marx et sa doctrine*, Éditions Sociales, Paris, 1946, p. 37.

Bruxelles représentait pour Marx un poste d'observation idéal. Mieux qu'à Londres, il pouvait y conserver le contact étroit avec Paris et la Rhénanie. Toute son activité pendant son séjour en Belgique va se circonscrire à l'intérieur du triangle constitué par Londres, Cologne, Paris.

Beaucoup de révolutionnaires allemands émigrés sont restés en France. Il y a Ewerbeck, Grün, Maürer, Bernays, Henri Heine, Börnstein, Junge qui continuent à discuter et à se disputer pour savoir comment fonctionnera la société socialiste qu'ils comptent édifier bientôt...

A Cologne, règne toujours en maître, Moses Hess. Il est brouillé avec ses amis communistes, mais voudrait bien reprendre le contact. La propagande ouvrière s'y développe avec beaucoup de peines, sous l'œil sévère de la police prussienne qui ne badine pas. Hess viendra bientôt d'ailleurs s'installer à Verviers.

A Londres, Weitling fuyant les prisons suisses et allemandes qu'il a trop fréquentées, a fini par venir rejoindre ses amis de la *Société d'Etudes* camouflant tant bien que mal la Fédération des Justes. Le noyau révolutionnaire est important et actif. Il compte des hommes de valeur dont certains joueront un rôle dans la première Internationale : Eccarius, Pfaender, Kriege. Parmi les anglais, George-Julien Jarney, rédacteur en chef de l'organe chartiste *The Northern Star*, est en relations suivies avec Marx, qui deviendra collaborateur du journal. Engels compte, lui aussi parmi beaucoup d'amis chartistes.

Bref, le commerce intellectuel au départ de Bruxelles est important dès le moment où Marx s'installe en Belgique. Il ne fera que se développer pendant trois ans. La véritable première internationale des travailleurs se constitue ainsi spontanément à partir de 1845. On se demande pourquoi les organisations subséquentes ont témoigné tant d'ingratitude envers l'Internationale en 1847 ? Engels est cependant formel quand il écrit, à propos de cette époque, que Marx et lui avaient la volonté bien arrêtée « de gagner le prolétariat européen, à commencer par celui de l'Allemagne »²²². On en peut contester leur formation le caractère d'une organisation absolument régulière et internationale, puisqu'elle comportait un comité central – tant soit peu itinérant – il est vrai – des délégués dans les pays de l'Europe occidentale et même aux États-Unis et qu'elle tint à Londres un congrès où fut discuté et adopté le *Manifeste Communiste*. Que représente, à côté de tout cela, l'œuvre de l'Internationale de 1866 ?

Avant leur arrivée à Bruxelles, Marx et Engels avaient toujours refusé d'adhérer aux organisations secrètes, auxquelles ils reprochaient de justifier une répression policière trop sévère et de faire obstacle aux mouvements de masses²²³. Tout en maintenant leur position de principe, ils restèrent en correspondance régulière avec le groupe de Londres et celui de Paris. Ils pratiquaient déjà le travail de propagande clandestin sous forme de circulaires lithographiées répondant leurs mots d'ordre et leurs critiques. Engels raconte qu'ils durent intervenir contre la propagande d'un jeune fou prétendant révolutionner l'Amérique du Sud au nom d'un communisme exclusivement basé sur l'amour.

²²² Marx : *Manifeste Communiste*, Introduction historique p. II. *Op. cit.*

²²³ Engels : article de *The New Moral World*, 4 novembre 1843, cité par Cornu. *Op. cit.* p. 311

A Bruxelles même, grâce au professeur Mainz, Marx va connaître quelques démocrates intéressants : le général Mellinet, l'avocat Julien Jottrand, l'archiviste Philippe Gigot, l'avocat Victor Faider, Adolphe Bartels, Jacob Kats, l'avocat Victor Tedesco, les Polonais Lelewel et Lubliner, le docteur Breyer, puis toute la colonie d'ouvriers et d'intellectuels allemands émigrés, dont le nombre augmentera chaque année et qui finira par constituer, autour de lui, un groupement important et actif. Il y aura là son beau-frère Edgar Von Westphalen, demi-frère du futur ministre de l'intérieur du roi de Prusse, Wilhelm Wolff, qui plaidera si bien la cause des tisserands silésiens révoltés, Stéfan Born, savant autodidacte, Steingens, Weidemeyer, Riedel, Seiler, Wallau, Bornstedt et bien d'autres encore.

Adalbert von Bornstedt mérite qu'on s'occupe de quelques instants de lui. Il était arrivé à Bruxelles, le 23 février, porteur d'un passeport délivré par l'ambassadeur de Prusse à Paris. La sûreté belge ayant confondu le nom de Bornstedt avec celui de Börnstein, signalé par la police d'Aix-la-Chapelle, le voit avec étonnement partir le 27 pour Cologne. Il en revient le 27 mars sans la moindre difficulté, alors que nous savons qu'un mandat d'arrêt attendait à la frontière les collaborateurs de *Vorwärts*. Il s'inscrit à Saint-Josse, où il habite 24, rue de l'astronomie, en qualité de correspondant de la *Gazette d'Ausbourg* et de *l'Observateur Rhénan*. Quand on le convoque la Sûreté, il le prend très haut, déclare qu'il n'est pas un réfugié politique, qu'il a été récemment en Allemagne, qu'il est porteur de recommandations pour M. Armin, ambassadeur de Prusse, pour un de ses attachés et pour le baron Dieckau, officier d'ordonnance du roi des Belges. Il ajoute que

On l'a confondu à tort avec les autres allemands expulsés, tel que Marx et Bornstedt qui sont des démocrates. Il ne les connaît pas, n'a jamais eu des rapports avec eux. Il n'est pas flatté d'être confondu avec eux à cause d'une simultanéité de nom. Il est d'ailleurs en relation avec le comte Molé et le général Dumigny.

Il est un ardent légitimiste mais partisan de l'indépendance de la Belgique. Il aime l'Allemagne et estime le roi de Prusse....il est lié avec M. de Bochow, ministre d'État de Prusse. M. de Warrendorf, ministre de Suède, est son cousin²²⁴.

Tel est le personnage traître ou fou d'orgueil qui, pendant des années, va surveiller Marx et Engels, contrecarrer leurs projets par tous les moyens possibles tout en se proclamant leur plus ferme soutien, leur partisan dévoué jusqu'à la mort. A plusieurs reprises, Engels soupçonnera Bornstedt de duplicité mais il ne pourra jamais trouver preuve et, en 1847, il lui fera encore décerner une salve d'applaudissements par le Congrès chartiste de Londres. Les archives policières ont au moins un mérite : c'est, même à un siècle de distance de remettre chacun à la place qu'il doit occuper. A la suite de ces explications rassurantes, Bornstedt obtint sans une autre formalité son permis de séjour en Belgique.

On sait peu de choses, au fond, de l'activité de Marx et d'Engels pendant la première année de leur séjour. Ils firent, ensemble, un voyage de six semaines en Angleterre et séjournèrent, en juillet et en août 1845, notamment à Londres et à Manchester. Ils y prirent contact avec le groupement international fondé par Schapper sous le nom de « Democratic friends of all Nation », dont le but était « le rapprochement entre révolutionnaires de toutes nationalités, le renforcement de la

²²⁴ Archives de la Sûreté belge, Dossier von Bornstedt, pièce 10.

fraternité entre les différents peuples, et la conquête des droits politiques et sociaux »²²⁵.

La tâche n'était pas minime qui consistait à mettre un peu d'ordre dans les idées, un peu de cohérence dans l'action et un peu d'unité dans la propagande. Aussi, toute cette période fut-elle surtout faire des « débats passionnés » entre communistes de toutes tendances qu'il s'agissait de mener à une conception nouvelle de l'action révolutionnaire.

Depuis le mois de février 1845, Marx et Engels cherchaient le moyen d'organiser une propagande internationale en vue de la création d'une Union Internationale des communistes de toutes tendances qu'il s'agissait de mener à une conception nouvelle de l'action révolutionnaire. Ils se mirent tout d'abord en contact avec le Dr Ewerbeck, de Paris, et lui soumirent un plan de propagande systématique à développer dans les milieux ouvriers. En même temps ils établirent le contact avec George Harney, rédacteur en chef du *Northern Star* de tendance chartiste et lui demandèrent sa collaboration active ainsi que celle de son journal. Harney, en homme pratique, répondit qu'il était essentiel qu'un accord intervint d'abord entre les communistes de Bruxelles et les chefs de la Fédération des Justes. Sans attendre un accord général, dont il connaissait la difficulté, Marx fonda un « Bureau de Correspondance communiste », dont il prit la direction et dans lequel il fit entrer ses amis les plus représentatifs des conceptions nouvelles²²⁶.

On distinguait à ce moment-là, comme fractions idéologiques, les tenants de Cabet, ceux de Weitling, ceux de Hess et les proudhoniens.

Marx consacra beaucoup de temps à réduire les oppositions qui gênaient son action. Il n'y réussit d'ailleurs pas. Weitling se rendit de Londres à Bruxelles, dans le courant du mois de mars 1846, afin d'avoir une explication publique avec Marx. Il s'agissait de décider comment devait se faire la propagande général et plus spécialement en Allemagne, où Weitling comptait de nombreux adhérents. Des documents de l'époque ont permis de reconstituer l'essentiel d'une discussion capitale au point de vue de l'histoire du socialisme. Elle marque, en effet, le moment précis où se fit la première cassure entre l'esprit utopico-anarchique et la conception organique dans le mouvement révolutionnaire.

Weitling, dit Engels, n'était plus le jeune et naïf ouvrier tailleur qui, étonné de ses talents personnels, cherchait à se rendre compte de ce qui pouvait bien être une société communiste. C'était le grand homme persécuté, à cause de sa supériorité, par des envieux, et flairant partout des rivaux, des ennemis secrets, des pièges ; le prophète traqué de pays en pays, qui avait en poche une recette tout prête pour réaliser le ciel sur la terre, et s'imaginant que tout un chacun ne songeait qu'à lui voler sa panacée. A Londres, il s'était déjà brouillé avec les gens de la Ligue. A Bruxelles, où Marx et sa femme lui témoignèrent, plus que d'autres, une patience surhumaine, il ne put s'entendre avec personne²²⁷.

²²⁵ *Manifeste Communiste*, Costes, Paris, 1934. Introduction historique de D. Rjazdanov, p. 18.

²²⁶ Entre-temps il avait également, par une formalité accomplie le 11 décembre 1845, renoncé officiellement à la nationalité prussienne.

²²⁷ Fr. Engels : Introduction aux *Révolutions sur les procès des communistes de Cologne*, par Karl Marx.

Henri Heine connaissait intimement Weitling et n'avait pour le farouche agitateur, qui soutenait les brigands et les malfaiteurs constituaient les collaborateurs les plus intéressants dans la lutte contre la bourgeoisie, la même indulgence que Marx

Ce qui me blessait la plus ma fierté, dit-il, c'était l'incivilité de ce garçon à mon égard pendant notre entretien. Il avait gardé son chapeau et, alors que je restais debout, il était assis sur un banc, tenant son genou droit à la hauteur du menton ; de sa main libre, il ne cessait de frotter ce genou. Je pris tout d'abord cette pose irrespectueuse pour une habitude contractée dans l'exercice de son métier de tailleur, mais il me détrompa bientôt. Comme je lui demandais pourquoi il ne cessait de se frotter le genou, il me répondit d'un ton indifférent, comme s'il s'agissait de la chose la plus ordinaire que, dans différentes prisons allemandes où il avait été enfermé, on le tenait enchaîné ; mais comme l'anneau de fer qui lui encerclait le genou était souvent trop étroit, il lui en était resté une démangeaison qui le faisait gratter le genou....Je l'avoue, je reculai de quelques pas lorsque ce tailleur, avec sa familiarité répugnante, me raconta de telles histoires sur les chaînes des prisons...Contradictions étranges dans le cœur de l'homme ! Moi, qui un jour avais respectueusement baisé à Munster les reliques du tailleur Jean de Leyde, les chaînes qu'il avait portées, les tenailles qui l'avaient torturé, moi qui m'étais enthousiasmé pour un tailleur mort, je me sentais répulsion invincible pour ce tailleur vivant, pour cet homme qui était pourtant un apôtre et un martyr de la même cause que celle pour laquelle avait souffert glorieusement Jean de Leyde²²⁸.

Quand tous ceux que Marx avait conviés furent réunis autour de la table, Frédéric Engels prit la parole et signala combien il était nécessaire

que les hommes qui s'étaient consacrés à la réforme du travail, s'exposassent clairement leurs vues réciproques et arrêtaient un programme général qui serait, pour tous els partisans qui n'ayant ni le temps, ni la possibilité de s'occuper de questions théoriques, le drapeau autour duquel ils pourraient se rassembler.

A peine avait-il terminé ce laïus conciliant que Marx, entrant dans le vif sujet, s'adressa directement à Weitling et lui dit :

- Dites-nous don, Weitling, vous qui avez fait tant de bruit en Allemagne avec votre propagande communiste et qui avez attiré tant d'ouvriers à qui vous avez fait perdre leur situation et leur morceau de pain, par quels arguments défendez-vous votre agitation social-révolutionnaire et sur quoi comptez-vous la baser à l'avenir ?

Weitling, utilisant « tous les lieux communs de la rhétorique libérale », se mit à expliquer « que la tâche n'était pas de créer de nouvelles théories économiques, mais d'accepter celles qui, comme on l'avait vu en France, étaient le mieux à même d'ouvrir les yeux aux ouvriers, de leur apprendre à ne pas ajouter foi à des promesses et de n'avoir d'espoir qu'en eux-mêmes ».

Marx sur le ton sarcastique et violent qui lui était habituel, rétorqua se qu'était

De la duperie que de soulever le peuple sans lui donner des bases solides pour son activité. Susciter des espoirs fantastiques...ne menait jamais l- à l'affranchissement des malheureux mais à leur perte. En particulier, s'adresser, en Allemagne, aux ouvriers sans fondement et sans conscience, de la propagande où l'on supposait d'un côté comme un apôtre enthousiaste et de l'autre côté de simples imbéciles l'écoutant bouche bée... Dans

²²⁸ Cité par R. Rjazanov : *Marx et Engels*, Éditions Sociales Internationales, Paris, 1923, p. 67.

un pays civilisé, on ne peut rien faire sans doctrine concrète solide, et tout ce qu'on a d'ailleurs réalisé jusqu'ici, c'est faire du bruit, provoquer une agitation nuisible, et ruiner la cause elle-même que l'on a prise en main.

Weitling, d'une voix tremblante d'émotion, répondit qu'« un homme qui avait groupé autour de lui des centaines d'individus au nom de l'idée de justice, de solidarité et d'amour fraternel ne pouvait être traité d'homme sans valeur ni activité » et que son « modeste travail préparatoire fait pour la cause commune avait plus d'importance que la critique et les analyses en chambre que l'on développait lin du monde souffrant et des tourments du peuple ».

A cette attaque très personnelle, Marx répondit par un coup de poing si énergique que la lampe « trembla sur la table ». Il bondit en s'écriant : « Jamais encore l'ignorance n'a servi personne »²²⁹. Et la séance fut levée.

Il en résulta la rupture définitive avec Weitling et un considérable refroidissement des rapports avec Heilberg et Seiler. D'après la relation que Weitling a laissée de son ultime entrevue avec Marx, que ce dernier avait, en plus de ses considérations personnelles relatives à Weitling, développé un programme s'avère comportant l'épuration du parti, la nécessité de se procurer des fonds importants, la réaction contre le communisme ouvriériste et le communisme philosophique, le danger de rêveries sentimentales, la reconnaissance de l'impossibilité de provisoirement instaurer le communisme ; « il faut que la bourgeoisie prenne d'abord le pouvoir » avait-il déclaré.

Parmi ceux qui assistèrent ou participèrent à ce petit congrès international avant la lettre, citons Weydemeyer, Seiler, Heilberg, Philippe Gigot²³⁰, Annenkof, Edgar von Westphalen.

Annenkof a tracé de Marx et d'Engels un portrait extraordinairement vivant. Il nous montre d'abord Frédéric Engels, « homme haute stature, droit, distingué comme un Anglais et l'air sérieux » puis Marx représentant :

le type d'un homme composé d'énergie, de force de volonté et de conviction inflexible, un type également fort remarquable dans son extérieur. Sur la tête, une épaisse crinière noire, les mains couvertes de poils, le vêtement boutonné de travers, il avait néanmoins l'air d'un homme qui a le droit et la force d'exiger le respect, bien que son extérieur et ses agissements puissent paraître assez bizarres. Ses mouvements étaient gauches mais hardis et assurés ; ses manières allaient directement à l'encontre de tout le savoir-vivre mondain. Mais elles étaient fières, avec une nuance de mépris, et sa voix tranchante, qui avait le son du métal, s'harmonisait merveilleusement avec les jugements radicaux qu'il prononçait sur les hommes et les choses²³¹.

Après son échec du côté de Weitling, Marx essaya d'établir un contrat sérieux avec Proudhon, qu'il avait rencontré plusieurs reprises pendant son long séjour à

²²⁹ Marx : *Le matérialisme historique*, Kerner, Leipzig, 1932, tome II., pp. 532 à 535.

²³⁰ Philippe Gigot, dont le nom reviendra souvent dans notre narration, était né à Bruxelles en 1820. Il fut, jusqu'en 1848, attaché au service de paléographie du ministère de l'Intérieur. Son nom mérite de passer à la postérité : il fut le premier marxiste militant d'expression française. Il était de nationalité belge.

²³¹ *Manifeste Communiste, op. cit.*, p. 24.

Paris. Il lui écrivit le 5 mai 1846 une lettre extrêmement amiable où il l'appelait « mon cher Proudhon ». Il lui exposait qu'avec Gigot et Engels, il avait organisé une correspondance suivie avec les communistes et socialistes allemands. Il s'agissait de s'occuper « de la discussion des questions scientifiques et de la surveillance à exercer sur les écrits populaires et sur la propagande socialiste ». La correspondance s'occuperait de mettre en rapport les socialistes allemands, français et anglais, afin de les tenir au courant des progrès du socialisme dans chaque pays.

De cette manière des différences d'opinion pourront se faire jour ; on arrivera à un échange d'idées et à une critique impartiale. C'est là un pas que le mouvement social aura fait dans son expression *littéraire* afin de se débarrasser de limites de la *nationalité*. Et au moment de l'action, il est certainement d'un grand intérêt pour chacun d'être instruit de l'état des affaires à l'étranger aussi bien que chez lui.

La lettre s'accompagnait de considérations sur la nécessité d'un secret absolu, afin de ne pas compromettre « les amis » d'Allemagne et se terminait par une formule d'une cordialité inusitée chez Marx : « Croyez à l'amitié bien sincère de votre tout dévoué Marx ».

Dans un postscriptum assez venimeux, Marx « dénonçait » Charles Grün, l'ami de Moses Hess, comme « un chevalier d'industrie littéraire » qui se fait un piédestal de ses relations avec les auteurs en renom, qui a eu l'audace de se dire professeur de Proudhon ? Tout en blaguant ses écrits. « Gardez-vous donc de ce parasite, peut-être vous reparlerai-je plus tard de cet individu. »

Philippe Gigot et Frédéric Engels avaient, chacun de son côté, ajouté quelques lignes à la missive de Marx. Engels assurait Proudhon du « profond respect » que ses écrits lui avaient inspiré.

Marx et Proudhon, tout en se faisant des politesses, ne s'aimaient pas. Il serait plus exact de dire qu'ils ne pouvaient pas se sentir. La réponse solitaire de Lyon est un petit chef-d'œuvre d'ironie : Quoique mes idées soient tout à fait arrêtées lui dit-il, je crois qu'il est du devoir de tout socialiste de conserver pour quelque temps encore la forme antique ou dubitative » ; il fait donc profession d'un « anti-dogmatisme économique, presque absolu ».

On est déjà fixé, rien que par cette entrée en matière, sur la position de Proudhon. Mais il insiste :

Cherchons ensemble, si vous voulez, les lois de la société...mais, pour Dieu, après avoir démolé tous les dogmatismes *a priori* ne songeons point, à notre tour, à endoctriner le peuple ; ne tombons pas dans la contradiction de votre compatriote Martin Luther, qui après avoir renversé la théologie catholique, se mit aussitôt à grand renfort d'excommunications et d'anathèmes à fonder une théologie protestante.

La pensée anarchique et individualiste de Proudhon se développe, alors, en périodes harmonieuses qui durent faire bondir Marx :

.....Accueillons, encourageons toutes les protestations, flétrissons gouttes les exclusions, tous les mysticismes ; ne regardons jamais une question comme épuisée, et,

quand nous aurons usé jusqu'à notre dernier argument, recommençons s'il faut, avec l'éloquence et l'ironie. A cette condition, j'entrerai avec plaisir dans votre association, sinon, non !

Puis, il prend position contre l'action révolutionnaire :

....Nous ne devons point poser l'action *révolutionnaire* comme moyen de réforme sociale, parce que ce prétendu moyen serait tout simplement un appel à la force, à l'arbitraire, bref, une contradiction. Je me pose ainsi le problème : *faire rentrer dans la société, par une combinaison économique, les richesses qui sont sorties de la société par une autre combinaison économique*. En d'autres termes, tourner en Economie Politique la théorie de la Propriété contre la Propriété, de manière à engendrer ce que vous autres socialistes allemands appelez communauté, et que je me bornerai pour le moment à appeler *liberté, égalité*. Or, je crois savoir le moyen de résoudre, à court délai, ce problème : je préfère donc faire bruler la propriété à petit feu, plutôt que de lui donner une nouvelle force, en faisant un Saint-Barthélemy des propriétaires.

Toute la candeur, toute la suffisance, toute l'incohérence de Proudhon sont dans ces quelques lignes, depuis « recommençons jusqu'au » je crois savoir le moyen de résoudre », en passant par le « encourageons toutes les protestations ».

Voilà mon cher philosophe, où j'en suis pour le moment ; sauf à me tromper, et s'il y a lieu, à recevoir fêrule de votre main, ce à quoi je me soumetts de bonne grâce, en attendant ma revanche... Nos prolétaires ont si grands soif de science qu'on serait fort mail accueilli d'eux s on n'avait qu'à leur présenter à boire que du sang.

Après ces quelques échanges d'amabilités Proudhon remet gentiment Marx à sa place à propos de l'incident Grün en lui faisant comprendre qu'il est mêlé de ce qui ne le concernait pas. La réponse est spécialement méchante parce que Marx passait pour être riche, alors que nous savons qu'il fût misérable pendant toute son existence ; Grün est pauvre :

Que voulez-vous qu'il exploite pour vivre, si ce n'est les idées modernes ? ...Ah ! Si nous étions tous millionnaires, les choses passeraient mieux ; nous serions des saints et des anges. Mais il faut *vivre* ; et vous savez que ce mot n'exprime pas encore, tant s'en faut, l'idée que donne la théorie pure de l'association. Il faut vivre, c'est-à-dire acheter du pain, du bois, de la viande, payer un maître de maison ; et, ma foi celui qui vend des idées sociales n'est pas plus indignes que celui qui vend un sermon.

Enfin, *in cauda venenum*, Proudhon n'envoie pas dire à Marx que s'il connaît ses écrits, ainsi que eux d'Engels et de Feuerbach, c'est grâce à Grün et à son ami

C'est à leur sollicitation que je dois insérer (ce que j'eusse fait de moi-même au reste) dans mon prochain ouvrage, une mention des ouvrages de MM Marx. Engels, Feuerbach, etc...

Et il signe : « Votre tout dévoué P.J. Proudhon²³² ».

Cette lettre a donné lieu à beaucoup d'interprétations. Il semble évident qu'on ne doit la considérer que comme une réaction assez violente, méchante surtout, contre la tendance autoritaire manifestée déjà par Marx, lors de son séjour à Paris, et qui se

²³² *Manifeste Communiste, op .cit.*, pp. 28 à 32.

traduisit peut-être à son insu, par une blessure à l'amour propre de Proudhon, dont il avait cependant pris la défense contre, dans la *Sainte-Famille*. Mais à partir de ce moment, les rôles sont intervertis. C'est Marx qui se considère comme l'offensé. Il ne lui pardonnera jamais son ironie mordante, ni surtout l'allusion offensante' au fait que sans Grün et sans Ewerbeck il n'eut rien connu de lui, alors qu'ils avaient été très liés deux ans auparavant. En 1865 encore, Marx insistera sur le fait qu'en 1844 il avait eu avec Proudhon, « de longues discussions, souvent prolongées toute la nuit » et décochera, au passage, un coup de griffe, bien acéré au pauvre Grün, « ce professeur de philosophie allemande qui avait sur moi cet avantage de ne rien entendre à ce qu'il enseignait »²³³.

Dès que le *Système des Contradictions Economiques ou Philosophie de la Misère* aura paru, c'est-à-dire en octobre 1846, M. va consacrer tous ses loisirs à répondre à l'auteur. Ce sera *La misère de la Philosophie* qui sortira de presse en, juillet 1847.

En attendant, le « Bureau de Correspondance Communiste », poursuivait son activité. Engels et Gigot étaient chargés de sa direction technique ; Engels avait plus spécialement s'occuper des relations avec la France et l'Angleterre. A partir de 1846, il jouera le rôle d'une estafette, sans cesse en voyage, à quoi nous devons une ample correspondance avec Marx.

²³³ Lettre de Marx du 24 janvier 1865. Annexe à *La misère de la Philosophie*, Giard, Paris, 1935, p. 225.

Chapitre douzième
Engels, agitateur à Paris

Comme toujours, c'est cette correspondance qui nous apporte les plus d'indications précises sur leur vie et sur leurs sentiments.

Mais, tout n'est pas politique, philosophie ou communisme dans leurs lettres. La vie sédentaire n'est bonne ni pour Marx, ni pour sa famille. Profitant de ce que Engels se trouvait aux frais de ses parents à Ostende, Marx l'avait chargé de lui procurer le moyen de passer, le plus économiquement possible, un mois au littoral. Cette mission nous vaut une curieuse lettre d'Engels du 27 juillet 1846. On sent, en la lisant, à quel point il désire être agréable à son grand frère, assurer son confort, le débarrasser des petits ennuis de la vie matérielle.

Engels raconte qu'il a couru de tous les côtés. Ostende est déjà plein de villégiateurs. On ne trouve presque plus rien. Ou bien c'est trop grand ou bien c'est trop petit. Enfin, la veille, il a découvert deux « quartiers » possibles : l'un au « Duc de Brabant », rue du Lait Battu, à 95 fr. pour le mois plus 30 fr. pour un lit supplémentaire ; le petit déjeuner est servi à raison de 50 centimes par personne ; l'autre, cinq, rue des Sœurs Blanches, un peu plus grand, comporte une chambre au rez-de-chaussée, une grande chambre au premier et un petit cabinet, le tout pour 150 fr., le déjeuner au même prix. « Tout a terriblement augmenté de prix depuis l'année dernière », ajoute Engels qui précise : « Tu pourras dîner avec ta famille pour 5 fr., les beefsteaks et les côtelettes coûtent 1 fr., le vin 2 à 3 fr., la bière est mauvaise. Quant aux cigares, ils sont chers et mauvais. Tu ferais bien d'en amener cent ou deux cents de Bruxelles ».

Bref, conclut notre économe :

Voici comment se présente le budget sur lequel tu dois compter pour un séjour d'un mois :

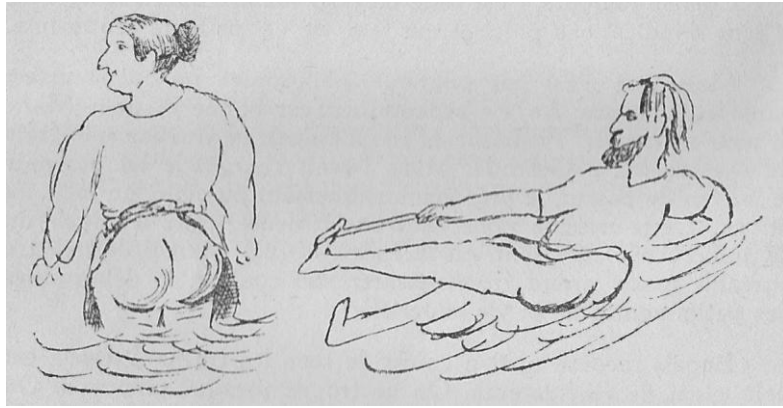
Logement	fr 125 - 150
Déjeuner	fr 45 - 45
Dîner	fr 150 - 175 s'il t'arrive à manger à la digue.
Souper (2 à 3 beefsteaks)	fr 60 - 90 en bouffe beaucoup ici.
Café, l'après-midi à la digue	
– indispensable : 2 tasses	fr 18 - 18
La lessive est très chère	
– minimum	fr 20 - 30
Plus les bains à fr. 1.30 ou 1.50, soit environ 40 fr. en plus	

Fr. 418 - 508

Il faut prévoir encore une centaine de francs pour *accidental expenses*, sans quoi on s'ennuie à mourir à Ostende.

Un mois de séjour te suffira.... Mais prends bien la précaution, si tu veux rester un peu plus longtemps de convenir, au départ, une location au jour le jour au-delà du mois, sans cela on te comptera quinze jours même si tu prolonges tes vacances que de deux jours.

Deux dessins de Frédéric Engels dans une lettre à Marx (Ostende 1846)



« voici dit Engels, ce qu'on pouvait voir de la plage lundi dernier » ...

Pour le surplus, note Engels, il fait bien « barbant » à la mer. En dehors de sa famille, il n'a eu pour compagnie les premiers jours qu'un philistin de Barmen. Par bonheur, il a retrouvé Blank, de Londres, que Marx connaît, et par lui, fait la connaissance d'un Français intelligent et cultivé « malgré quinze ans de séjour à Eberfeld ». Mme Hess est à Ostende où elle répand les insanités de son époux.

Je vais essayer de transporter au-delà de la frontière, si mon père me donne l'argent dont j'ai besoin pour aller à Paris, ce qui n'est pas encore sûr du tout...²³⁴.

Marx mit à profit les renseignements fournis par Engels. Ils passèrent ensemble à Ostende toute la première quinzaine du mois d'août. Au cours de leurs vacances, ils précisèrent les détails de l'action à mener pendant les mois suivants. Le travail accompli jusqu'alors était important : Harney, Schapper, Bauer et Moll à Londres, Ewerbeck à Paris, Gustave-Adolphe Köttgen à Brême, Georges Weber à Kiel, Henri Bürgers et le docteur Roland Daniels à Cologne, un groupe en Silésie, un noyau à New-York étaient d'ores et déjà chargés d'organiser la propagande et la correspondance internationales.

Etant donné l'insuffisance d'Ewerbeck, ancien disciple de Cabet passé au communisme, mais manquant essentiellement de formation théorique, Engels avait reçu la mission de procéder à une enquête sur la situation en France et sur les possibilités de lutter contre les proudhoniens en général et contre Grün en particulier.

Frédéric Engels obtint heureusement ce qu'il attendait de la générosité paternelle et nous le retrouvons à Paris où il habitait 11, Rue d'Arbre Sec (1). Il se plaint de ses « grands ennuis ». Il y a effectivement de quoi ne pas être satisfait : toute la confrérie révolutionnaire est en brouille. Ewerbeck n'a même plus le loisir de lamenter sur les dissentiments au sein du parti car il est lui-même en bagarre avec les Weitlingiens. Il est mal aussi avec Grün (ce qui n'est pas à déplaire pour Engels et Marx) et déteste Moses Hess. Grün est toujours le même, il fabrique des « articles infects » pour son journal de Trèves où il a mal parlé de Cabet.

²³⁴ *Gesamtausgabe*, III, pp. 22 et 23. Cette lettre ne figure pas dans l'édition de Bernstein ni dans l'édition française

J'ai vu Cabet, ajoute Engels ; le vieux camarade s'est montré fort cordial ; je lui ai parlé de toutes ces élucubrations, de Dieu et du diable. Je retournerai assez souvent chez lui. Mais il ne faut essayer de correspondre avec lui,

Car il est méfiant.

Il y a crise à la *Démocratie Pacifique* de Considérant où l'on ne paye plus les collaborateurs.

D'ailleurs, messieurs les Fourieristes deviennent tous les jours plus ennuyeux Les communications tirées des papiers laissés par Fourier se rapportent toutes au mouvement aromal et à la fécondation des plantes qui semble se faire plus ou moins par derrière !²³⁵

Quant à Bernays, il s'ennuie et se consacre à son jardin de Sarcelles. « Nous tâcherons de le ramener à Paris », amis à l'insu de Börnstein qui est un mouchard.

Suivent les échos de la petite chronique parisienne :
Le ministre de la Justice Dumon, vient d'être surpris ces jours derniers en chemise chez la femme du Président.

On l'oppose ainsi à Guizot, toujours si sévère et boutonné jusqu'au cou, tandis que Dumon est un peu trop déboutonné pour un ministre...

Madame Hess se moque de son mari et cherche un amant. Si tu connais quelque chose pour elle « ne te presse pas, car la concurrence n'est pas grande ».

Grün, escroqué trois cents francs à des ouvriers et Ewerbeck redoute qu'ils ne déposent plainte, mais Ewerbeck est tellement naïf qu'il croît tout ce que Grün lui raconte.

En même temps que cette lettre confidentielle, Engels envoie un rapport officiel au Comité de Bruxelles.

Il communique d'abord ses observations relativement au projet de constitution d'une société d'édition pour publication communistes. On ne possède de cette note qu'un seul paragraphe, dans lequel Engels rappelle à quel point le métier d'éditeur d'avant-garde est ingrat. Tous ceux qui se sont occupés de livres interdits – Fröbel, Wigand, Leske – ont fini par se ruiner. Le seul moyen de tenir le coup consiste à éditer des manuscrits à succès et à ne risquer que de temps en temps une édition clandestine.

²³⁵ Le mouvement aromal, ou attraction des corps impondérables, est d'après Fourier, l'un des cinq mouvements constitutifs de l'attraction universelle. Quant à la fécondation des planètes, plutôt que de l'expliquer nous préférons de reproduire le passage de Fourier visé par Engels : « Cependant, la terre est violemment agitée, on s'en aperçoit à la fréquence des aurores boréales qui sont un symptôme du rut de la planète, une effusion inutile de fluide prolifique », etc.

Cfr. également ce passage du *Traité d'Association* : « Les planètes étant androgynes comme les plantes, copulent avec elles-mêmes et avec les autres planètes. Ainsi, la terre par copulation avec elle-même, et par fusion de ces deux arômes typiques, le masculin versé du pôle nord, le féminin versé du pôle sud, engendra le *cerisier*, fruit sous-pivotal des fruits rouges, et accompagné de cinq fruits de gramme, à savoir :

» La terre copulant avec mercure, son principal et 5^{ème} satellite, engendra la fraise ;

» Avec Pallas, son 4^e, la groseille noire ou le cassis ;

» Avec Cérès, son 3^e la groseille épineuse ;

« Avec Junon, son 2^e, la groseille en grappe ;

» Avec Phoebina, son 1^{er}, RIEN »....

Le marché n'est pas assez grand pour faire de cet article une spécialité Il est d'ailleurs – ajoute-t-il – parfaitement indifférent que la société se ruine. Elle se ruinera en tout cas, quoi qu'elle fasse.

Le projet consiste donc à camoufler une maison d'édition communisme en maison commerciale grâce à l'introduction d'éléments bourgeois qui ne seront pas suspects. Le comité de direction ne devrait compter pas plus que trois membres, tout au plus cinq. « Sans quoi on y introduira des ânes ou des intrigants. Il faut que le comité de direction réside plus ou moins à Bruxelles ». Dès lors, comment faire pour trouver sept administrateurs ? D'autre part, il ne faut pas perdre de vue qu'il peut se faire que « les bourgeois » introduisent dans le conseil « des éléments socialistes qui passeront outre à nos avis. Qu'arrivera-t-il alors ? »...

Il rend compte ensuite des résultats de la liquidation du groupe oppositionnel de Weitling, composé surtout de tailleurs.

Cette petite clique compte vraiment des types bizarres. Récemment ils ont discuté tout à fait sérieusement la question de savoir s'il ne conviendrait pas d'attacher les couteaux et les fourchettes à des chaînes. Mais ils ne sont pas nombreux. Weitling n'a d'ailleurs pas répondu à la dernière lettre très grossière de ses amis parisiens que nous nous étions chargé de lui faire parvenir. Il leur avait réclamé trois cents francs pour les expériences pratiques au sujet de son invention tout en les prévenant que c'était à fonds perdus. Vous pouvez vous imaginer comment ils ont répondu.

Par contre, les menuisiers et les tailleurs sont des types épatants. Je ne les ai pas encore vus car Ewerbeck mène toute sa célèbre circonspection.

Suit un compte rendu de la presse « socialiste » : un journal de pierre Leroux, *Revue sociale ou solution pacifique du problème du prolétariat*, porte Saint-Simon aux nues et ravale Fourier au rang de mauvais imitateur du premier. Leroux est fou. Quant à *L'Atelier*²³⁶, il raconte que cent cinquante ouvriers, vraisemblablement des disciples de Buchez, ont voulu se réunir le 29 juillet. Comme ils prétendaient de chanter des chansons de Béranger et qu'ils n'avaient pas voulu prendre l'engagement de ne pas parler politique la police a dissous leur réunion.

La brochure de Grün, imprimée aux frais des ouvriers, n'a rien de socialiste, elle est libérale, « à la mode des libéraux allemands ».

Un mois après, second rapport beaucoup plus long et plus intéressant. Engels y expose qu'il a pris contact avec les ouvriers menuisiers au faubourg Saint-Antoine. Le désaccord avec Weitling a provoqué un différend avec les ouvriers tailleurs qui suivaient celui-ci. Ewerbeck fait aux menuisiers des conférences sur l'histoire allemande et sur une économie politique « fort confuse, mettant à leur niveau les *Annales franco-allemandes* ». Depuis lors, signale Engels, « je leur ai exposé la situation allemande depuis la révolution française en prenant comme point de départ l'état économique ».

L'intérêt de ces réunions hebdomadaires c'est que le dimanche suivant les menuisiers se répandent sur les boulevards extérieurs et y tiennent des meetings où ils « ressassent » ce qu'ils ont appris pendant la semaine. La police intervient quelquefois mais n'insiste pas trop. Malheureusement

Une certaine somnolence s'est emparée des gens, résultat de l'ennui qu'ils se causent eux-mêmes. En effet, ce qu'ils opposent au ù des tailleurs, ce ne sont que des phrases humanitaires de Grün ou du Proudhon, arrangé par Grün, qui leur a été seriné par Grün, soit par un vieux patron infatué de lui-même et aux ordres de Grün, le papa Eisermann, soit enfin par notre ami Ewerbeck. Ils

²³⁶ *L'Atelier*, organe de Buchez.

n'ont pas tardé, cela va de soi, à être au bout de leur rouleau, et n'ont pu faire autre chose que se répéter sans cesse. Pour les empêcher de s'endormir (littéralement, le sommeil faisait des progrès terribles aux réunions), Ewerbeck les torture de discussions casuistiques sur la « vraie valeur » (j'en porte en partie la responsabilité) et les ennuie avec les forêts vierges germaniques, Hermann le Cherusque et les vieilles et horribles étymologies allemandes imaginées par Adelung et qui sont toutes fausses.

Le vrai chef n'est d'ailleurs pas Ewerbeck mais Junge, qui a vécu à Bruxelles et qui a dix fois plus d'intelligence que toute la bande ; malheureusement, il n'a aucune persévérance.

Ce qui serait à la base de son nouvel ouvrage, encore à l'état de manuscrit (1).importe, c'est de soustraire les menuisiers à l'influence débilante de Grün et de les initier à l'économie politique. J'essaie, note Engels, d'amener une rupture avec Grün, mais il faut d'abord d'obtenir des garanties pour l'argent qu'il a emprunté.

Les violentes attaques de Marx contre Grün avaient pour seul résultat de rapprocher davantage Proudhon et le disciple de Hegel. On s'en rend parfaitement compte quand Engels explique au comité que Grün – il est vraiment devenu la bête noire – a confié à papa Eisermann « le plan génial de Proudhon pour faire de l'argent de rien et pour mettre le paradis à la portée de tous les ouvriers ». Ce plan serait à la base de son nouvel ouvrage, encore à l'état de manuscrit²³⁷.

Il s'agit, explique Engels, ni plus ni moins que des *labour-bazars* ou *labour-markets* créés depuis longtemps en Angleterre et dix fois en déconfiture ; associations de tous les ouvriers de toutes les branches, grand dépôt, tous les ouvrages fournis par des associés étant taxés exactement d'après le prix du produit brut augmenté du travail et payé en d'autres produits de l'association également taxés. Ce qui sera fourni en sus des besoins de l'association sera vendu sur le marché mondial et l'argent versé aux producteurs.

Proudhon espère ainsi éviter le parasitisme de l'intermédiaire, mais il n'a pas songé qu'il évitait en même temps « le bénéfice sur son capital d'association, que ce bénéfice et ce capital doivent être exactement égaux au capital et au bénéfice des intermédiaires évincés et qu'il donne de la main droite ce qu'il reçoit de la main gauche ». D'autre part, les ouvriers, note Engels, ne pourront jamais réunir le capital nécessaire, parce qu'autrement ils pourraient s'établir chacun à son compte ; l'économie de l'association est balancée par le risque et la combinaison aboutit tout simplement à faire disparaître, par une tour de passe-passe, le bénéfice du monde actuel tout en laissant subsister tous les producteurs de ce bénéfice.

La formule exclut aussi toute grande entreprise industrielle. Tant et si bien, conclut Engels, que «^oProudhon se rend ridicule à tout jamais, et avec lui tous les socialistes et communistes français aux yeux des économistes bourgeois, s'il publie ce travail »...et cependant « il fait tous ses efforts pour devenir, malgré sa polémique contre les communistes, un grand économiste, reconnu de tous. C'est ainsi que sont les sectaires »...

Le père de Hess a écrit à Engels pour lui demander de renouer des relations. « Il va de soit que j'ignore totalement cet animal...s'il vient me voir, je compte lui dire quelque chose pour lui remonter le moral ».

²³⁷ Les idées exposées par Engels ne figurent pas dans la *Philosophie de la Misère* où Proudhon se borne de faire une discrète allusion à une théorie de la mutualité. Il ne précisera son projet qu'en 1848.

Bornstedt patriotisch
für Deutschland in 1847

Brüssel, den 20ten 8ten 1847

Deutsche-Brüsseler-Zeitung.

Redactions-Bureau:
23, rue Botanique,

Journal Allemand de Bruxelles.

Monsieur

Ce soir vers 6 $\frac{1}{2}$ M. Bartels,
M. le général Mellinet et
autres personnes, (M. Marx
que j'ai prevenu) viendront chez moi
~~et~~ pour causer. J'ignore si
M. le gal M. Pour a dit
prevenu. Est-ce que cela
ne serait pas trop abusif
de votre bonté, en vous priant
de nous consacrer ce soir
à 6 $\frac{1}{2}$ quelque instants?
On voudrait s'entendre sur
l'organisation future des
projets concus lors du
banquet du 2nd, qui devaient
le sujet de periborder
attaquer les journaux
de police de l'Allemagne
Aquis en attendant
mes compliments respectueux
et l'assurance de ma haute
estime

A. S. Bornstedt

Lettre du 20 octobre 1847, adressée par Bornstedt à Lucien Jottrand et l'invitant à une réunion, avec Karl Marx, en vue de la Constitution de l'Association Démocratique de Bruxelles

Henri Heine est fort mal en point. « Il est devenu maigre comme un squelette. Le ramollissement cérébral s'étend ainsi que la paralysie de la figure ». Quoi qu'il soit à la merci d'une congestion, son moral est bon.

Il a conservé toute l'énergie de son esprit ; mais son aspect, rendu plus étrange encore par une barbe grisonnante (il ne peut plus se faire raser autour de la bouche) suffit à inspirer la plus grande tristesse à qui l'approche. On est terriblement impressionné de voir un homme de cette valeur mourir morceau par morceau.

Enfin, Engels signale que *Journal des Economistes* du mois d'août parle du communisme, de Hess et de Marx qu'il qualifie de cordonnier. Il le juge incapable de sortir des formules abstraites et d'aborder aucune question vraiment pratique.

A la lettre officielle au comité succède le message privé à l'intention de Marx. Engels a appris avec peine que Marx était toujours dans la « purée ». Lui aussi d'ailleurs, du fait de Hermann Pütman, l'éditeur allemand qui lui doit des honoraires mais qui les a employés à financer une autre publication sous le prétexte fallacieux que les communistes bruxellois l'avaient laissé en plan !

Mais ce qui domine, c'est encore et toujours la lutte contre la tendance Proudhon- Grün, dont Engels nomme les partisans des *Straubinger*, entendant par là des ouvriéristes sans base doctrinale. Tout septembre et octobre 1846 seront consacrés à combattre leur influence, cependant à Bruxelles Marx dirige la campagne contre les partisans de Weitling de Londres et des États-Unis.

A la fin du mois d'octobre, Engels peut rédiger un bulletin de victoire. Il a eu raison de l'opposition anti-communiste. La chose n'a pas été sans peine mais, finalement il a réuni l'unanimité et a obtenu le départ d'Eisermann, principal représentant de Grün.

Sommés d'avoir à préciser leur position, les *Straubinger* s'affirmèrent partisans du « bien de l'humanité », « hommes de progrès » et « ennemis de tout système exclusif ». Ils exigèrent d'Engels une définition claire du communisme.

Je leur donnerai, répond Engels au Comité de Bruxelles²³⁸ une définition extrêmement simple, qui allait tout juste aussi loin que les points litigieux en discussion ; qui, par l'affirmation de la communauté des biens, excluait les manières pacifiques, la douceur des égards envers la bourgeoisie et même les ouvriers rétrogrades, ainsi que la société par action que Proudhon et son maintien de la propriété individuelle, et ne contenait par ailleurs rien qui pût donner lieu à des digressions ni permettre de couper au vote proposé. Je donnai donc, des intentions des communistes, la définition suivante :

- 1° Faire prévaloir les intérêts des prolétaires contre ceux des bourgeois ;
- 2° Atteindre cet objectif par la suppression de la propriété privée et son remplacement par la communauté des biens ;
- 3° N'admettre, pour la réalisation de ce but, aucun autre moyen que la révolution démocratique et violente.

Finalement, après trois soirées de controverses, la résolution « communiste » fut adoptée par 13 voix contre 2 et Engels entonne Péan : « Nous avons donc finalement fait table rase et pouvons essayer maintenant de réaliser quelque chose avec nos gaillards ».

²³⁸ *Gesamtausgabe, op. cit.*, pp. 50 et 51, Edition Molitor, tome I, pp. 69 et 70. Lettre du 23 octobre 1846.

Au fond, il ne s'agissait que d'une épreuve de force, d'un règlement de compte entre les « communistes » et « Proudhoniens », entre socialistes « allemands » et « français ». Engels, lui-même ne prit pas la chose très au sérieux :

Le public devant lequel nous avons joué cette farce se composait d'une vingtaine de menuisiers, qui, en dehors de nos réunions organisent des parloteries de toutes sortes de gens sur les boulevards extérieures. En dehors de leur société morale, ils ne constituent pas de groupement véritable et représentent, en partie, les restes de la « Ligue de Justice ». Si nous pouvions faire des réunions publiques nous recruterions vite plus de cent adhérents, rien que parmi les menuisiers. Quant aux tailleurs, je n'en connais que quelques uns qui viennent également aux réunions des menuisiers. Sans tout Paris, il est impossible de savoir quelque chose des forgerons et des tanneurs. Pas âme vive qui les connaisse.

Le rapport se poursuit par l'annonce de la publication du *Système des contradictions économiques*, de Proudhon. Malheureusement, il coûte quinze francs ; « on ne peut l'acheter, c'est trop cher »...

Engels gausse ensuite des ennuis de Kriege et des autres disciples de Weitling aux États-Unis. Dans un document confidentiel dont on a quand même connaissance à Paris, Kriege se plaint amèrement des ennuis qu'il a eus à cause des « philosophes communistes de Bruxelles ». Et Engels de se livrer à une véritable danse du scalp pour saluer la fin prochaine de l'influence de Weitling...

Une fois de plus: le XXe siècle n'a rien inventé : accusations de noyautage, influences étrangères, mauvaise foi, ingérence policière ; avant qu'il ne fût né, le socialisme souffrait déjà des maux qui aujourd'hui encore s'opposent à son unité et retardent son succès. Il faudrait changer peu de choses à cette page d'Engels pour y retrouver le ton de certaines polémiques d'entre deux guerres :

Grün, trop impuissant pour me nuire en quoi que ce soit, me fait en ce moment dénoncer la barrière. A la réunion publique, où les mouchards ne manquent pas, Eisermann attaque le communisme. Naturellement personne ne peut lui répondre avec beaucoup de passion mais, hier, nous l'avons mis en garde. Là-dessus, Eisermann a déclaré que Junge était le porte-parole d'un tiers (qui est moi naturellement), qu'il était tombé comme une bombe au milieu d'assistants, et qu'il savait bien comment nous préparions nos hommes en vue de nos discussions de barrière. Bref il raconta là des histoires qui équivalaient à une dénonciation formelle auprès de la police. En effet, le marchand de vin où se tiennent les réunions a encore déclaré voici quatre semaines : « Il y a toujours des mouchards parmi vous ». Le commissaire de police a d'ailleurs assisté à l'une des réunions. Il s'en prit à Junge en le traitant de « révolutionnaire ». M. Grün est toujours présent pour souffler à Eisermann ce qu'il doit dire. Cette canaillerie dépasse les bornes. Cet imbécile d'Eisermann...Grün est trop lâche...

On respire une atmosphère un peu plus calme – mais cela ne durera pas longtemps – quand Engels adresse à Marx une critique d'un article de Feuerbach dans la revue *Les épigones* sur *l'Essence des Religions* qui, dit-il, ne présente aucun intérêt pour le communisme car il n'apporte rien de neuf. Impossible de s'en servir pour la *Critique de la philosophie post-hégélienne*. « Si l'on pouvait discuter ses banalités concernant la religion naturelle, le polythéisme ou le monothéisme, il faudrait exposer le véritable évolution de ces formes de religion, donc commencer par les étudier. »

Marx s'était plaint à son ami des difficultés qu'il éprouvait à trouver un éditeur pour leur ouvrage qui, finalement, resta à l'état de manuscrit. Engels lui répond qu'il fera des démarches en Suisse, mais il a peu d'espoir à nourrir car les éditeurs n'ont pas assez d'argent pour un travail de cette importance. Le seul moyen d'aboutir serait de diviser le travail et de faire éditer des volumes isolés. Le premier devrait comporter l'histoire philosophique. Küttmann, de Brême, aurait bien couru le risque d'éditer un ouvrage voué à l'interdiction à condition de ne pas payer grand-chose aux auteurs. Mais Hess et Weitling l'ont indisposé contre les communistes. Une solution serait peut-être d'offrir un volume à Küttmann, l'autre à l'éditeur suisse.

Engels a lu la lettre de Weitling à Kriege publiée dans le *Tribun populaire*, de New-York. C'est une infamie. Il faut leur mettre le nez dans leurs ordures.

Ils nient avoir dit ce que nous leur reprochons, alors que, dans leur réponse, ils reprennent les mêmes balivernes qu'ils nient. Il faut surtout remettre à sa place Kriege à cause de son pathos exagérément moral et de sa protestation contre notre ironie.

Les *Straubinger* s'agitent de nouveau mais Engels a réagi vigoureusement. Il va les faire décider si oui ou non ils sont pour le « communisme » ou, comme disent Eisermann et Grün, « pour le bien de l'humanité ». Il a fort à faire avec les ouvriers soumis à l'influence de Grün et qui rêvent sans cesse de « bonté, de douceur et d'ardente fraternité ».

En dehors de tout cela Engels a l'espoir de créer une revue doctrinale qui sera dans la ligne droite et qui ne risquera pas de tomber aux mains de Hess ou de Grün. Pour cela il traite avec le Dr. Germain Maürer qui doit trouver de l'argent. Maürer sera l'homme de paille et, moyennant cela, on lui « laissera le droit de faire paraître ses propres inepties » mais, « tout le reste passera par mes mains et j'aurai un droit absolu de veto » et de ses quelques mois de prison

En novembre 1846, Engels²³⁹ a réussi à ramener Bernays de Sarcelles (où il vivait enterré entre ses chèvres et sa femme) à Paris. Bernays avait conservé de ses aventures du *Vorwärts* et de ses quelques mois en prison un souvenir pénible. Il explique dans une lettre à Marx, qui fait douter de son parfait équilibre mental, comment Engels l'a aidé à s'installer à Paris. Mais ce qui l'occupe le plus, c'est de raconter à Marx comment il a volé 20 francs « à un banquier juif ou un juif banquier » qui lui escomptait une lettre de change et qui s'était trompé en le réglant.

Engels – qui n'a pas lu l'épître de Bernays – rédige un post-scriptum au bas de celle-ci pour confirmer que Bernays n'est pour rien dans la campagne anti-communiste américaine, « Il y a du Grün et du Börnstein, sans doute, là-dessous ». Quant à l'édition de leur ouvrage, tout va très mal. Il n'y a rien à faire en Suisse. Puis, au moment de plier la lettre, il jette un coup d'œil sur la lettre de Bernays, Engels évidemment un haut de corps et ajoute rapidement :

Je viens seulement de lire cde que le petit vient d'écrire là au-dessus à propos de son évasion hors de la solitude. Il est bon que nous l'ayons ici. Nous pouvons compter sur sa fidélité. Mes amitiés à toute la boutique.

Mais au milieu de cette folle agitation éclate brusquement un coup de tonnerre. Dans le courant du mois d'octobre, les ouvriers du faubourg de Saint-Antoine et les meetinguistes des barrières ayant multiplié leurs manifestations, il en était résulté des troubles. La police est intervenue, avait arrêté pas mal d'ouvriers allemands et soumis les *Straubinger* à des interrogations serrées. Plusieurs d'entre eux furent expulsés, dont Junge. La justice n'avait pas

²³⁹ Il habite maintenant 23, rue de Lille, au faubourg Saint-Germain.

tardé à connaître le rôle joué dans les milieux ouvriers par Engels, la Dr. Ewerbeck et Bernays. Un arrêté d'expulsion fut demandé contre eux. Sans attendre qu'on le leur signifiât, Ewerbeck partit en voyage. Bernays retourna à Sarcelles et Frédéric Engels, renonçant provisoirement à la propagation publique du communisme, se consacra aux bals musettes et au commerce des jolies filles.

Je sais gré, dit-il, à la police de m'avoir délivré des Straubinger et de m'avoir appelé les plaisirs de cette vie. Si les individus suspects qui me suivent depuis quinze jours sont véritablement des mouchards, - et pour certains d'entre eux j'en suis sûr - la Préfecture a ces derniers temps, distribué beaucoup d'entrées gratuites pour les bals Montesquieu, Valentino, Prado, etc. Je dois à M. Delessert de forts agréables relations avec des grisettes et beaucoup de joies, car j'ai voulu profiter des journées et des nuits qui pouvaient être mes dernières à Paris.

Pour varier ses « menus plaisirs », il a ajouté au « commerce des jolies filles » des relations avec des scandinaves de Paris, ce qui nous vaut l'expression d'une profonde indignation contre l'esprit rétrograde de Danois, des Norvégiens et des Suédois. Le Danois méprise l'Allemand, le Suédois méprise le Danois « qui est, à ses yeux, germanisé, dégénéré, bavard et efféminé ».

Le Norvégien traite de haut le Suédois francisé et sa noblesse... mais traite de canaille l'Islandais lequel parle encore la même langue que les Vikings malpropres de l'an 900, boit de l'huile, de foie et de morue, habite une hutte en terre et crève dans tout milieu qui n'empeste pas le poisson.

Un journaliste suédois qui est venu faire une enquête à Paris en est revenu partisan, comme devant « de la libre concurrence, de la liberté de l'alimentation, de la liberté de s'occuper de soi-même (sjelfförljningsfrihet), ce qui l'emporte encore sur la liberté industrielle et corporative ».

La conduite légère d'Engels dut rassurer la police de Louis-Philippe ; une accalmie se produisit qui permit au délégué du comité de Bruxelles de reprendre son activité²⁴⁰. Karl Marx lui ayant fait part de son désir de venir à Paris et s'étant renseigné sur les moyens de le faire sans passeport, Engels, sur la foi de Bernays, l'avait assuré qu'il ne courait aucun danger. Marx, lui ayant cependant demandé des précisions, Engels fulmine parce que Bernays se « dégonfle » et « fait de longues histoires à propos d'un passe-port ».

Comme si tu avais besoin d'un passeport. A la frontière personne ne le demande. Moïse Hess est arrivé tout aussi bien que moi, sans qu'on lui ait réclamé, et si tu habites chez moi, je voudrais bien savoir qui pourrait le demander. Tout au plus as-tu besoin d'un passeport belge pour l'intérieur, comme pièce d'identité, ou de la fameuse lettre de M. Léopold : Cabinet du Roi²⁴¹. Heine est absolument du même avis, et dès que le pourrais mettre la main sur Börnstein, je lui poserai également la question.

Marx ne vint pas à Paris, soit qu'il n'ait pas voulu courir les risques, d'être inquiété, étant sous le coup d'un arrêté d'expulsion, soit que les complications du moment l'aient retenu à Bruxelles. Le bruit non confirmé d'une arrivée de Weitling à Paris avait fort ému les communistes. D'autre part, à Londres, les dirigeants de l'Association des travailleurs allemands avaient manifesté un esprit d'indépendance dangereux qui s'était traduit par une lettre menaçante blâmant « l'arrogance des intellectuels bruxellois ».

²⁴⁰ Il prit cependant la précaution de faire adresser son courrier chez un artiste peintre, 29, rue Neuve-Breda.

²⁴¹ Il doit s'agir de l'accusé de réception du cabinet du Roi à la requête de Marx du 7 février 1845 par laquelle il sollicitait l'autorisation de s'établir en Belgique.

Toute cette histoire avec les Londoniens, écrit Engels, est ennuyeuse à cause de Harney et surtout parce que, parmi les *Straubinger*, ils sont les seuls avec qui nous puissions, sans aucune arrière-pensée, avoir des points de contact. Mais si ces types ne veulent pas, eh bien ! Qu'ils aillent au diable. Avec eux, on ne peut jamais être sûr qu'ils ne rédigeront pas de nouveau de misérables adresses comme à M. Ronge ou aux habitants du Schleswig-Holstein²⁴². Et puis, toujours, cette éternelle jalousie envers nous parce que nous sommes « lettrés ».

Quoiqu'il en soit, pour mater les rebelles, il y a deux solutions : briser publiquement avec eux ou bien laisser se ralentir la correspondance. Engels opine pour la seconde solution, car il est certain, qu'après deux ou trois lettres sans réponse, tout s'apaisera. Il développe à Marx tout un plan de stratégie diplomatique assez immoral d'ailleurs²⁴³ consistant à endormir les braves Allemands de Londres en les accusant de ne plus participer à la correspondance alors qu'on les aura laissés sans réponse. Entre-temps, on terminera avec Harney tout ce que l'on a à faire. Comme il n'existe pas de divergences théoriques avec des individus qui n'ont aucune théorie, comme ils sont quand même une centaine, étant donné leurs relations avec les Anglais par l'intermédiaire de Harney et leur prestige de fougueux communistes en Allemagne, il vaut beaucoup mieux ne pas créer d'incident. D'ailleurs, qui dit que nous n'aurons pas bientôt besoin d'eux ?

Moses Hess, réconcilié avec Marx à Bruxelles, était venu voir Engels à Paris, mais celui-ci le reçut très froidement. Pour ne pas s'en laisser imposer par ce « enceint matamore », Engels fit appel au « ton fort insolent » qu'il doit à son séjour à Paris « et qui le vaut d'ailleurs bien du succès auprès des femmes ».

Marx continuait à rédiger son ouvrage contre Proudhon. Finalement, Engels fut bien obligé de lui envoyer le *Système des Contradictions Economiques*, malgré qu'il en eût et en dépit de la forte somme qu'il fallut décaisser : quinze francs plus les frais de port !

Engels se lit encore fort en colère au début de 1847 à l'annonce de la publication d'un nouveau journal socialiste à Leipzig. Son ironie se donna libre cours à propos de « cet organe de la critique moderne inoffensive ». Il eut d'ailleurs bien d'autres ennuis avec ses disciples. Un jour, Junge lui apporta une brochure. L'ayant lue, Engels jura qu'elle était de Hess. Pas du tout. Enquête faite, il constat qu'elle était de son meilleur ami et élève, le Dr Ewerbeck, qui n'avait pas bien compris les idées communistes et avait confondu celles-ci avec les thèses de Hess et de Grün ! Aussi insista-t-il auprès de Marx pour hâter l'édition de leurs ouvrages, ce qui permettrait de mettre toutes choses au point.

Une fois de plus, Engels sacrifia ses ambitions personnelles à son admiration pour Marx :

Si le placement de nos manuscrits contrecarre le placement de ton livre, fous-moi, que diable, les manuscrits dans un coin. Ce qui importe le plus, c'est la publication de ton livre.

Il faut que Marx vienne d'ailleurs à Paris. « Tu dois absolument quitter encore une fois ce Bruxelles ennuyeux. Et puis, mon désir de vider quelques bouteilles avec toi est très grand ». Il n'a pas beaucoup d'argent, mais espère en recevoir au début d'avril. A Paris,

on ne peut être que mauvais sujet ou maître d'école : mauvais sujet on ne peut l'être qu'on milieu de drôles, vicieux et corrompus ; de plus, cela va fort mal quand on n'a pas de l'argent ; maître d'école,

²⁴² A propos de l'adhésion de Schleswig-Holstein à l'Union douanière allemande.

²⁴³ Au point que les éditeurs allemands ont cru plus « convenable » de supprimer tout le passage....

on ne peut l'être que d'Ewerbeck, Bernays et consorts... Si les Françaises n'existaient pas la vie ne vaudrait, en somme, pas la peine d'être vécue. Mais tant qu'il y a des grisettes, cela va. Rien n'empêche qu'on prenne le plaisir à discuter de temps à autre sérieusement et qu'on envisage l'existence sous un angle un peu raffiné. Malheureusement, l'un et l'autre sont impossibles avec tous les gens que je connais. Il faut que tu viennes ici²⁴⁴.

A propos de l'*Histoire de la Révolution française* ; Engels note au sujet de Louis Blanc :

A peine vous a-t-il surpris par une idée nouvelle qu'il vous jette à la tête les inepties les plus terribles. Mais il a le nez très fin, et malgré ses insanités, il est sur une assez bonne voie. Mais il n'ira cependant pas très loin : un charme le tue, l'Idéologie.

Hess se répand en Paris en disant qu'il est adversaire de Grün et l'intime d'Engels. Il a promis de faire des conférences chez les ouvriers que celui-ci ne fréquente pas. Quand il l'a rencontré, passage Vienne, il l'a planté là, la bouche bée.

Enfin, datée du 15 mai 1847, nous trouvons une lettre de Marx annonçant à Engels l'arrestation de Vogler à Aix-la-Chapelle et lui parlant d'une brochure qui nous est inconnue. Les rapports avec les Londoniens s'étaient améliorés, une délégation doit se rendre en Angleterre. Mais, annonce Marx :

Je ne puis aller à Londres. Mes ressources ne me le permettent pas. Nous espérons pouvoir y faire passer Wolff. Et alors il suffira que vous y soyez tous deux.

Pour ce qui concerne la question d'argent tu te rappelles que Hess nous doit toujours de l'argent à moi et à mon beau-frère (von Westphalen) pour le *Miroir de la Société*²⁴⁵. En conséquence, je tire sur lui une lettre de change à vue de trente jours. On lui présentera également une lettre de change de cet import.

Je te saurais gré par conséquent :

1° De m'envoyer l'adresse de Hess et de Bernays ;

2° De leur annoncer la chose et de prévenir ces deux ânes ;

3° Que si, d'ici le 15 juin, ils ne sont pas sûrs de disposer de l'argent nécessaire ils veuillent quand-même accepter la lettre de change. Je m'arrangerai alors pour trouver une provision à Paris. Naturellement, tu ne diras ceci aux ânes que si c'est absolument nécessaire.

Je suis en ce moment dans une telle purée que j'ai dû me résoudre à ce moyen. D'ailleurs, il n'y a aucune raison pour que je fasse un cadeau à ces idiots. S'il devait arriver que leur acceptation fût de complaisance il faudrait, évidemment, que j'en fusse averti immédiatement. Comme la chose est très urgente, je compte sur toi pour que tu ne perdes pas un jour dans le règlement de cette affaire et pour que tu me tiennes au courant. En effet, j'ai fait escompter ces traites à Bruxelles²⁴⁶.

La situation financière de Marx était devenue tragique. Ce qu'il gagnait était insuffisant, les revenus de sa femme peu importants. De plus, son fils Edgar était né en décembre 1846. Il avait donc à entretenir une famille de cinq personnes et dut se résigner à demander, une fois de plus, à sa mère de lui consentir une avance d'hoirie.

²⁴⁴ Les éditeurs allemands avaient supprimé tout ce passage de la lettre d'Engels.

²⁴⁵ Marx et von Westphalen avaient publié dans la revue de Hess qui paraissait à Elberfeld une réplique anonyme à la critique des frères Bauer contre la *Sainte Famille*.

²⁴⁶ On trouvera le texte ci-dessus dans *Gesamtausgabe*, III, 1, p. 71. Il ne figure pas dans l'édition française.

Chapitre treizième

La misère de la philosophie

Cependant que se déroulaient à Paris les incidents rapportés par Engels, de nombreux événements s'accomplissaient ou se préparaient hors de la France. Partout déjà, grondait le mécontentement populaire dont l'explosion dans la plupart des capitales, sauf à Bruxelles et à Londres, allait secouer une Europe léthargique.

Bruxelles et Londres, pourtant, étaient plus que jamais les centres régulateurs de l'activité révolutionnaire. Dans l'une et l'autre ville, se groupaient les démocrates et les communistes, se réunissaient des délégués de mystérieuses associations ouvrières et de cercles intellectuels inconnus des profanes.

Tous ceux qu'animaient la foi socialiste, utopistes ou communistes, avaient la conviction que l'heure était proche où la suppression violente de la propriété privée apporterait à l'humanité les bienfaits d'une civilisation nouvelle. A part les fouriéristes opposés à la violence, tous les autres, de M. à Louis Blanc, de Bakounine à Pierre Leroux, se préparaient à saluer la naissance du Socialisme, laissant aux hasards de la guerre civile, le soin de déterminer quel système particulier d'organisation prévaudrait.

Au moment où se situe notre récit, sa seule ambition était par une critique claire du régime capitaliste, de donner à la classe ouvrière un programme d'action pratique, basé sur l'analyse historique. Suffisamment souple pour permettre tous les développements à venir, le communisme de 1847 devait, dans l'esprit de son principal théoricien, permettre l'unification de toutes les tendances socialistes.

Chaque fois, pourtant, qu'il exposait ses vues, il constatait une incompréhension quasi-totale du côté ouvrier. Poussé par le démon de la philosophie, et de la casuistique, il se laissait entraîner à ces développements exagérés, sa pensée prenait des formes abstraites, sa doctrine frisait l'ésotérisme. La critique critique qui devait compter vingt pages s'était transformée en volume ; *la Critique de la Philosophie hégélienne* avait pris de telles proportions qu'il fut impossible de l'éditer et qu'on dut abandonner le manuscrit au fond d'une malle. A plusieurs reprises Engels avait trié l'attention de Marx sur la nécessité de la simplicité et de la clarté. Quand *La philosophie de la Misère* sortait de la presse, Engels suggéra à Marx d'y répondre par une sorte de manifeste à l'intention des ouailles parisiennes. Mais une fois de plus, Marx se laissait emporter par la passion scientifique. C'est elle qui nous valut *La misère de la philosophie*.

On ne résume pas plus la *philosophie de la Misère que la Misère de la philosophie*. Le premier parce que, comme l'écrivait Marx, « c'est un galimatias prétentieux et spéculatif...Ce que Proudhon vous corne aux oreilles, sur un ton saltimbanque, ce sont ses propres louanges, un ennuyeux radotage et d'éternelles rodomontades sur sa prétendue science »²⁴⁷. Marx n'a jamais été tendre pour Proudhon, mais jamais, pensons-nous, Proudhon n'a été aussi verbeux et

²⁴⁷ Proudhon jugé par Marx dans le *Sozial-Demokrat* des 17 et 18 janvier 1885, en annexe à la *Misère de la Philosophie*, Paris, Giard, 1935, p. 229.

exaspérant que dans ces deux volumes de 1846. Il développe, avec un extraordinaire talent de pamphlétaire, l'idée qu'exprimait Marx dans sa lettre à Marx : Cherchons sans cesse la solution du problème social, et quand nous l'aurons trouvée, recommençons ! Proudhon perçoit parfaitement toutes les tares du régime, mais dès qu'il s'agit de pousser la critique à fond, de sauter le pas, il tourne court, car il se heurte immédiatement au socialisme. Dès ce moment il voit rouge et ne parvient plus qu'à expectorer des injures. On dirait même que ses rapports personnels avec Marx ont contribué à l'aigrir davantage, car les parties les plus violentes du *Systèmes des Contradictions* sont précisément le milieu et la fin du second volume qu'il dut rédiger après ses entretiens nocturnes avec Hegel.

Quand il attaque Cabet, Pecqueur ou Louis Blanc, dans le premier volume, il garde encore certaines formes. Dans le second, il écume littéralement. C'est là qu'à propos d'une prétendue communauté de femmes, il invective contre le communisme : « Loin de moi, communistes ! Votre présence m'est une puanteur, et votre vue me dégoûte »²⁴⁸. Le socialisme, par un tour de passe-passe ahurissant, devient la doctrine du néant économique et social total. Proudhon procède, après de la valeur, de la monnaie, du crédit, à une série d'affirmations gratuites. Puis, empoté pas son éloquence qui est grande, il conclut :

Et c'est pour cela que le socialisme n'est rien, n'a jamais rien été, ne sera jamais rien ; car la communauté, c'est la négation dans la nature et dans l'esprit, la négation au passé, au présent et au futur.

Comme il frappe aussi fort à gauche qu'à droite, sans même proposer quoi que ce soit de raisonnable sur le plan sociale, il finit par avoir tout le monde contre soi :

Personne, aujourd'hui plus qu'hier, ni dans le l'État, ni dans le parti propriétaire, n'a résolu les contradictions de l' »économie politique ; et tous ces apôtres d'organisation et de réforme sont des exploiters de la crédulité publique, escomptant au nom de la science à venir, le bénéfice d'une vérité vieille comme le monde, et dont ils ne savent même pas articuler le nom... la communauté avec la division du travail, la communauté avec la liberté, la communauté avec l'organisation, grand Dieu ! C'est le chaos avec les attributs de la lumière, de la vie et de l'intelligence²⁴⁹.

« Petit épicier », le qualifiait plus tard Marx, « autodidacte pédant qui fait l'érudit ». La gloire de Proudhon serait mince s'il ne restait pour l'affirmer que le *Système des contradictions*. Sa littérature devait être particulièrement insupportable aux communistes, aspirant à la clarté et la précision.

Que proposait, en effet, Proudhon ? Une formule se rapprochant à peu près de ceci : rien n'était vrai, faisons la synthèse de tout ce qui est faux et nous trouverons la vérité !

Qu'on on juge :

Pour arriver à l'organisation définitive qui paraît être la destinée de notre espèce sur le globe, il ne reste plus qu'à faire l'équation générale de toutes nos contradictions. Mais quelle sera la formule de cette équation ?

²⁴⁸ Proudhon : *Système des contradictions économiques*, Paris, tome II, p. 278.

²⁴⁹ *Op. cit.*, p. 285

Déjà il nous est permis de l'entrevoir : ce doit être une loi d'échange, une théorie de *mutualité*, un système de garanties qui résolve les formes anciennes de nos sociétés civiles et commerciales, et satisfasse à toutes les conditions d'efficacité, de progrès et de justice ; une société qui change la division parcellaire en instrument de science ; qui abolisse la servitude des machines et prévienne les crises dès leur apparition ; qui fasse de la concurrence un bénéfice et du monopole un gage de sécurité pour tous ; qui au lieu de demander crédit au capital de protection de l'État ; qui crée une véritable solidarité entre les peuples ; qui, sans interdire l'initiative individuelle, sans prohiber l'épargne domestique, ramène incessamment à la Société les richesses que l'appropriation en détourne²⁵⁰.

Ahuri par cette logomachie, Marx s'exclama : ceci n'est pas un livre ordinaire, ce n'est tout simplement pas un traité d'économie politique, c'est une Bible ! ». Puis, prenant son courage à deux mains, il chercha dans la littérature ampoulée de Proudhon, les divers éléments qui permettraient une analyse scientifique et une réfutation.

En fait, il s'agit beaucoup plus d'une exposition des idées de Marx, que d'une réfutation de celles de Proudhon. Marx tire parti des considérations économiques et philosophiques de Proudhon sur la notion de la valeur pour formuler sa théorie. A la conception de la valeur constituée que Proudhon déduit de l'opposition entre la valeur d'utilité et la valeur d'échange, valeur constituée qui devrait être réglée de façon à correspondre à la quantité de travail fixé dans le produit, mais qui ne l'est pas dans la société capitaliste. Marx oppose le principe que toute valeur d'un produit provient de la somme de travail qui y est incorporée. Le vocabulaire n'est pas encore celui du *Capital*, il n'est pas encore question de « force de travail », mais toute la théorie marxiste de la valeur est déjà contenue dans la *Misère de la philosophie*.

Qu'on en juge d'ailleurs par le passage essentiel :

Le travail, étant lui-même marchandise, se mesure comme tel par le temps du travail qu'il faut pour produire le travail-marchandise. Et que faut-il pour produire le travail-marchandise ? Tout juste ce qu'il faut de temps de travail pour produire les objets indispensables l'entretien incessant du travail, c'est-à-dire à faire vivre le travailleur et à le mettre en état de propager sa race. Le prix naturel du travail n'est autre chose que le minimum du salaire. Si le prix courant du salaire s'élève au-dessus du prix naturel, c'est précisément parce que la loi de la valeur, posée en principe par M. Proudhon, se trouve contrebalancée par les conséquences des variations du rapport de l'offre et de la demande. Mais le minimum de salaire n'en reste pas moins le centre vers lequel gravitent les prix courants du salaire.

Ainsi la valeur relative, mesurée par le temps du travail est fatalement la formule de l'esclavage moderne de l'ouvrier, au lieu d'être, comme M. Proudhon le veut, la « théorie révolutionnaire » de l'émancipation du prolétariat²⁵¹.

On trouve quelques belles pages dans le chapitre consacré à la valeur. Par exemple celle-ci :

La seule quantité de travail servant de mesure à la valeur sans égard à la qualité, suppose que le travail simple est devenu le pivot de l'industrie. Elle suppose que les

²⁵⁰ Proudhon, *op. cit.*, tome II. pp. 413 et 414.

²⁵¹ Karl Marx, *op. cit.*, p. 37.

travaux se sont égalisés par la subordination de l'homme sous la machine ou par la division extrême du travail ; que les hommes s'effacent devant le travail ; que le balancier de la pendule est devenu la mesure exacte de l'activité relative de deux ouvriers, comme il est de la célérité de deux locomotives. Alors il ne faut pas dire qu'une heure d'un homme vaut une heure d'un autre homme, mais plutôt qu'un homme d'une heure vaut un autre homme d'une heure. Le temps est tout, l'homme n'est plus rien ; il est tout au plus la carcasse du temps. Il n'y a plus question de la journée ; mais cette égalisation du travail n'est point l'œuvre de l'éternelle justice de M. Proudhon ; elle est tout bonnement le fait de l'industrie moderne²⁵².

Proudhon confond, explique Marx, les deux mesures, « la mesure par le temps du travail nécessaire pour la production d'une marchandise, et la mesure par la valeur du travail²⁵³. En effet, le travail, « la force du travail, en tant qu'elle ne se vend et s'achète, est une marchandise comme toute autre marchandise, et a, par conséquent, une valeur d'échange. On achète le travail comme on achèterait une machine. En tant que marchandise, le travail vaut et ne produit pas »²⁵⁴.

Proudhon avait émis cette opinion assez romantique « la société produit d'abord les choses les moins coûteuses, et par conséquent les plus nécessaires », la nécessité ayant pour corrélatif le bon marché et vice-versa, « en sorte que ces deux mots, *superflus*, soient synonymes »²⁵⁵.

Karl Marx n'a pas de peine à démontrer que si des produits bon marché se sont répandus, si le coton, la pomme de terre et l'eau de vie ont remplacé la laine, les légumes de luxe et le vin, c'est uniquement parce que pour les produire, il fallait moins de travail et qu'ils sont par conséquent au plus bas prix. Ce bas prix détermine le maximum de consommation, non parce que ces objets « correspondent de la manière la plus utile aux besoins de l'ouvrier comme homme, mais bien de l'homme comme ouvrier ». C'est parce que dans une société fondée sur la misère, les produits « les plus misérables ont la prérogative fatale de servir l'usage du plus grand nombre »²⁵⁶.

Il revient à la notion sur laquelle il a tant insisté dans le *Manuscrit* : celle de l'utilité sociale et déclare :

Dans une société à venir, où l'antagonisme des classes aurait cessé, où il n'y aurait plus de classes, l'usage ne serait plus déterminé par le *minimum* du temps de production ; mais le temps de production social qu'on consacrerait aux différents objets serait déterminé par leur degré d'utilité sociale²⁵⁷.

Après de longues digressions où il confronte Proudhon avec Ricardo et Bray, où il disserte à perte de vue comme on pouvait le faire en 1847 sur l'économie politique et la philosophie, Marx arrive cependant, à propos de la métaphysique et de l'Économie politique, à formuler des principes qui constituent exactement la transition entre le *Manuscrit* et l'*Idéologie allemande* et les thèses de 1848.

²⁵² *Op. cit.*, p. 40.

²⁵³ *Loc. cit.*, p. 43.

²⁵⁴ *Loc. cit.*, pp. 46 et 47.

²⁵⁵ Proudhon : *op. cit.*, tome I, pp. 78 et 79.

²⁵⁶ Karl Marx, *loc. cit.*, pp. 53 et 54.

²⁵⁷ Karl Marx, *loc. cit.*, p. 55.

Les économistes sont encore des théologiens, dit-il, pour qui les autres croyances sont une invention des hommes, tandis que la leur est une émanation de Dieu. Pour eux, la féodalité est une chose artificielle, mais « les institutions de la bourgeoisie » sont des institutions naturelles. Marx démontre qu'il existait déjà des conflits sociaux sous la féodalité, puis il indique comment s'est développée la bourgeoisie et comment se forme l'antagonisme entre le prolétariat et elle.

De jour en jour, note-t-il, il devient plus clair que les rapports de production dans lesquels se meut la bourgeoisie n'ont pas un caractère un, caractère simple, mais un caractère de duplicité ; que dans les mêmes rapports dans lesquels se produit la richesse, la misère se produit aussi que dans les mêmes rapports dans lesquels il y a développement des forces productives, il y a une force productrice de répression ; que ces rapports ne produisent la *richesse bourgeoise* qu'en anéantissant continuellement la richesse des membres intégrants de cette classe et en produisant un prolétariat toujours croissant²⁵⁸.

Les économistes, qu'ils soient fatalistes, humanitaires ou philanthropes sont

les représentants scientifiques de la classe bourgeoise, de même que les socialistes et les communistes sont les théoriciens de la classe prolétaire²⁵⁹. Tant que le prolétariat n'est pas encore assez développé pour se constituer en classe... ces théoriciens ne sont que des utopistes qui, pour obvier aux besoins des classes opprimées, improvisent des systèmes et courent après une science régénératrice. Mais à mesure que l'histoire marche et qu'avec elle la lutte du prolétariat se dessine plus clairement, ils n'ont plus besoin de chercher de la science dans leurs esprits, ils n'ont qu'à se rendre compte de ce qui se passe devant leurs yeux et à s'en faire l'organe.

Tant qu'ils cherchent la science et ne font que des systèmes, tant qu'ils sont au début de la lutte, ils ne voient dans la misère que la misère, sans y voir le côté révolutionnaire, subversif, qui renversera la société ancienne. Dès ce moment, la science produite par le mouvement historique, et s'y associant en pleine connaissance de cause, a cessé d'être doctrinaire, elle est devenue révolutionnaire²⁶⁰.

Quant à « M. Proudhon » qui n'a rien vu, ni rien compris :

Il veut faire la synthèse, il est une erreur composée. Il veut planer en homme de science au-dessus des bourgeois et des prolétaires ; il n'est que le petit-bourgeois, ballotté constamment entre le capital et le travail, entre l'économie politique et le communisme²⁶¹.

Marx s'occupe encore de la division du travail dont Proudhon considérait qu'elle réduisait l'ouvrier à une fonction dégradante qui conduit elle-même à une âme dépravée, à la « décadence de l'esprit, de la misère civilisée » ; l'homme déchu « travaillant en brute, doit conséquemment être traité en brute »²⁶² pour un salaire réduit. La conscience universelle le veut ainsi....

²⁵⁸ Marx, *op.cit.*, pp. 144 et 145.

²⁵⁹ C'est dans ce passage qu'on peut rechercher l'origine de l'appellation du « socialisme scientifique ».

²⁶⁰ Marx, *op.cit.*, p. 148.

²⁶¹ Marx, *op.cit.*, p. 149.

²⁶² Proudhon, *op. cit.*, vol I, p. 109.

Proudhon considérait que la concentration des instruments de travail était la négation de la division du travail. Marx rétorque que dans la réalité on trouve exactement le contraire et que

à mesure que la concentration des instruments se développe, la division se développe aussi et vice versa. Voilà ce qui fait que toute grande invention dans la mécanique est suivie d'une plus grande division du travail, et que chaque accroissement dans la division du travail amène à son tour de nouvelles inventions mécaniques²⁶³.

Rappelant les débuts du machinisme, Marx évoque le temps où « les enfants étaient tenus au travail à coups de fouet, où on en faisait un objet de trafic. Depuis 1825, précise-t-il, presque toutes les nouvelles inventions furent le résultat de collisions entre ouvriers et l'entrepreneur qui cherchait à tout prix à déprécier la spécialité de l'ouvrier ». Après chaque nouvelle grève, tant soit peu importante, surgit une nouvelle machine !...en somme, après l'introduction des machines, la division du travail s'est accrue, la tâche de l'ouvrier s'est simplifiée, le capital a été réuni, l'homme a été dépecé davantage²⁶⁴. Ainsi, par exemple, les *self-acting mule*, la plus grande invention de l'industrie textile du début du XIXe siècle a été découverte et mise au point par les patrons pour abattre les fileurs de grève.

Marx affirme hautement le droit de coalition et le droit de grève pour l'ouvrier, contre Proudhon, qui considérait comme anti-social le fait pour le travailleur d'entreprendre des coalitions pour lutter la force croissante du monopole. Malgré les économistes bourgeois et malgré les socialistes utopistes, déclare-t-il, dès à présent on juge le degré de développement économique d'un pays dans le monde « par le degré où est arrivé la coalition dans ce pays ». Ainsi, l'Angleterre connaît à la fois l'industrie la plus forte et les coalitions les plus vastes et les mieux organisés : le *National Association of United Trades* compte déjà 80.000 membres. La formation des grèves, coalitions, *trade-unions*, arche simultanément avec les luttes politiques des ouvriers qui constituent maintenant un grand parti politique

C'est sous la forme de coalitions qu'on trouve toujours lieu les premiers essais des travailleurs pour s'associer entre eux²⁶⁵.

Enfin, revenant au sujet majeur des préoccupations, Marx conclut par une page qui contient déjà en substance presque tout le *Manifeste Communiste* :

Une classe opprimée est la condition vitale de toute société fondée sur l'antagonisme des classes. L'affranchissement de la classe opprimée implique donc nécessairement la création d'une société nouvelle. Pour que la classe opprimée puisse s'affranchir, il faut que les pouvoirs productifs déjà acquis et les rapports sociaux existants ne puissent plus exister les uns à côté des autres. De tous les instruments de production le plus grand pouvoir productif c'est la classe révolutionnaire elle-même. L'organisation des éléments révolutionnaires comme classe suppose l'existence de toutes les forces productives qui pouvaient s'engendrer dans le sein de la société ancienne.

Est-ce à dire qu'après la chute de la société ancienne il y aura une nouvelle domination de classe, se résumant dans un nouveau pouvoir politique ?

²⁶³ Marx, *op. cit.* pp. 167 et 168.

²⁶⁴ Marx, *op. cit.* pp. 169 et 170.

²⁶⁵ Marx, *op. cit.* pp. 209 à 216.

Non.

La condition de l'affranchissement de la classe laborieuse c'est l'abolition de toute classe, de mêmes que la condition d'affranchissement du tiers-État, de l'ordre bourgeois, fut l'abolition de tous les États et de tous les ordres.

La classe laborieuse subsistera, dans le cours de nos développement, à l'ancienne société civile une association qui exclura les classes et leur antagonisme, il n'y aura plus de pouvoir politique proprement dit, puisque le pouvoir politique est précisément le résumé officiel de l'antagonisme dans la société civile.

En attendant, l'antagonisme entre le prolétariat et la bourgeoisie est une lutte de classe à classe, lutte qui portée à sa plus haute expression, est une révolution totale. D'ailleurs, faut-il s'étonner que, fondée sur l'opposition des choses, aboutisse à la *contradiction* brutale, à un choc de corps à corps comme dernier dénouement ?

Ne dites pas que le mouvement social exclut le mouvement politique. Il n'y a jamais de mouvement politique qui ne soit social en même temps.

Ce n'est que dans un ordre des choses, où il n'y aura jamais plus de classes et d'antagonisme de classe, que les *évolutions sociales* cesseront d'être des *révolutions politiques*. Jusque là, à la veille de chaque remaniement général de la société, le dernier mot de la science sociale sera toujours :

Le combat ou la mort : la lutte sanguinaire ou le néant. C'est ainsi que la question est invinciblement posée. (Georges Sand)²⁶⁶.

On pourrait s'étonner de voir que Karl Marx terminer un ouvrage révolutionnaire sur une note de Georges Sand, si l'on ne savait que l'auteur du *Meunier d'Angibault*²⁶⁷ et du *Péché de M. Antoine* fut l'amie et la confidente de Louis Blanc, de Pierre Leroux, de Barbès et de Ledru-Rollin. Elle passait en 1847, *mutatis mutandis*, comme Eugène Sue, pour un écrivain socialiste. Marx aura pris du plaisir à invoquer, contre Proudhon, l'autorité de la petite fille du maréchal de Saxe !

La Misère de la Philosophie, ne fit pas sensation dans le public. Son audience fut limitée aux socialistes et aux économistes²⁶⁸. Proudhon, ulcéré, déclara qu'elle n'était qu'un « tissu de grossièretés, de calomnies, de falsifications et de plagiats »²⁶⁹.

²⁶⁶ Karl Marx, *op. cit.*, pp. 218 à 220.

²⁶⁷ Le roman de Georges Sand avait paru en feuilleton dans *La Réforme* à partir du 20 janvier 1845.

²⁶⁸ Le tirage comportait 800.000 exemplaires.

²⁶⁹ Lettre du 9 septembre 1847 à l'éditeur Guillaumin.

Chapitre quatorzième **Vers la révolution communiste**

C'en est fini, maintenant la spéculation. L'Europe est en ébullition. Partout, les ouvriers s'agitent. Demain peut-être, la révolution va éclater, renverser les trônes, instaurer la vraie liberté et permettre l'instauration du régime socialiste.

Il ne faut surtout pas être pris de court. Quel drame pour l'idéal communiste, si une fraction insurrectionnelle, sans doctrine ni formation pratique, arrivait à prendre le pouvoir. Cabet ou Proudhon au pouvoir à Paris ? Weitling en Prusse ? Il en résulterait aussitôt, soit une folle émigration ouvrière en Amérique, soit un compromis avec la bourgeoisie possédante, soit une incohérence anarchique. Le résultat en sera it de replonger le prolétariat dans l'injustice et l'exploitation.

Une seule chose importe donc : préparer la prise du pouvoir, contrôler l'insurrection, créer dans tous les centres importants des groupes de communistes, affirmer la doctrine « scientifique ».

Combien sont-ils pour abattre le capitalisme ? Quelques centaines de dispersés à travers l'Europe. Dans le tas, vingt peut-être sont surs. Qu'importe ! Les ouvriers suivront les audacieux. Il faut agir...

Les premiers jours de juin 1847 virent ainsi siéger Londres, le congrès international préparatoire de la Ligue des Communistes. Marx n'ayant pu s'y rendre, faute d'argent, Engels y représentait les ouvriers parisiens et Wilhelm Wolff, les travailleurs communistes belges ! On y décida, après de vives discussions au cours desquelles Engels put déployer tous ses talents de dialecticien et de tacticien, la réorganisation totale de la Fédération des Justes. Son nom même disparaîtrait pour faire place à celui de Ligue Internationale des Communistes. L'exclusion des partisans de Weitling ne s'obtint pas sans peines. Les statuts préparés par le groupe londonien donnèrent lieu à de nombreuses remarques. La publication d'une *Revue Communiste* fut arrêtée en principe.

Les plus vives controverses se produisirent au sujet du *Texte de La Profession de Foi du Communiste*. Le projet Londonien était un peu simpliste. Engels suggéra d'ajouter toute une série de questions auxquelles il fallut répondre avec précision.

Qu'est-ce que le communisme et que veulent les communistes ?

Réponse. – Le communisme est un système d'après lequel la terre doit être le bien commun des hommes, d'après lequel chacun doit travailler, produire, suivant ses aptitudes, et chacun jouir, consommer suivant ses forces. Les communistes veulent donc démolir tout l'ordre social et mettre à sa place un ordre entièrement nouveau.

Qu'est-ce que le socialisme et que veulent les socialistes ?

Réponse – le socialisme qui trie son nom du mot latin *socialis*, social, s'occupe, ainsi que son nom l'indique déjà, de l'organisation de la Société; des rapports de l'homme avec l'homme ; mais il n'établit pas de système nouveau, et son occupation principale c'est de réparer le vieil édifice, de recoller et de cacher aux yeux des lézardes, œuvre du temps, ou tout au plus, comme les Fourieristes, d'élever un nouvel étage sur le vieux fondement pourri appelé capital. Le concept du socialisme est si peu précis que l'on peut compter au nombre des socialistes tous ceux qui inventent des améliorations à apporter aux prisons,

tous ceux qui font construire des asiles pour pauvres, des hôpitaux, des établissements, des soupes populaires.

Qu'est-ce que le prolétaire ?

Réponse - ... Prolétaires de la société actuelle, tous ceux qui ne peuvent pas vivre de leur capital ; l'ouvrier aussi bien que le savant, l'artiste aussi bien que le petit bourgeois ; et bien que la petite bourgeoisie le possède encore quelque fortune, il est manifeste cependant qu'en raison de la terrible concurrence que lui fait le gros capital, elle marche à pas de géant vers la condition qui la rendra complètement pareille aux autres prolétaires. Nous pouvons donc, dès maintenant, la compter étant des nôtres, car elle est aussi intéressée à se préserver de la situation où elle ne possédera plus rien du tout que nous sommes, nous, intéressés à en sortir. Unissons-nous donc et le salut peut en résulter pour les deux parties.

De quelle manière le communisme peut-il être introduit avec le plus de rapidité et de validité ?

Réponse - Nous ne sommes pas des débitants de systèmes ; nous savons par expérience combine il est insensé de discuter des aménagements à faire dans une société future, de se creuser la tête à ce sujet et de négliger tous les moyens qui peuvent nous mener à ce but... La tâche de notre génération, c'est de découvrir et d'amener à pied d'œuvre, les matériaux nécessaires à la construction du nouvel édifice ; la tâche des générations à venir sera d'édifier l'édifice....

...Nous ne sommes pas des communistes qui prêchent dès maintenant la paix perpétuelle alors qu'en tous nos lieux nos adversaires se préparent au combat.....

...Nous ne sommes pas de conspirateurs qui déclenchent une révolution à un jour déterminé ou qui veulent assassiner des principes ; mais nous ne sommes pas non plus des doux moutons qui portent leur croix sans murmurer... ;

.....Nous ne sommes pas des communistes qui croient qu'aussitôt après la lutte soutenue victorieusement la communauté des biens pourra être introduite comme par enchantement.....

....Nous ne sommes pas des communistes qui veulent anéantir la liberté personnelle et faire du monde une grande caserne ou une maison de correction.....

Il est vraiment temps de laisser nos querelles de côté et de nous tendre la main pour l'a défense commune...

Quelle est la position du prolétariat vis-à-vis de la haute et de la basse bourgeoisie ? Est-il opportun de nous rapprocher de la bourgeoisie radicale ou basse bourgeoisie, et si oui, quelle est la manière la plus facile et la plus sûre d'y arriver ?

Réponse. - Non seulement en Allemagne mais encore en Belgique, etc., le parti radical se sépare publiquement du vieux libéralisme superficiel et arbore son propre drapeau. La petite bourgeoisie, qui est supplantée chaque jour davantage par l'aristocratie croissante de la haute finance et qui voit sa ruine approcher à pas de géant, constitue la masse principale de ce parti; non seulement les radicaux ne sont pas hostiles à une réforme sociale. Mais ils en reconnaissent publiquement la nécessité. A notre avis, il est souhaitable et nécessaire en ce moment, que le prolétariat se rapproche de ce parti. Nous estimons donc que nous devons chercher partout à entrer en rapports avec les radicaux, mais dans rien sacrifier de nos principes; nous devons nous efforcer de leur montrer que le jour n'est plus éloigné où ils seront eux aussi refoulés dans les rangs des prolétaires, et qu'ils ne peuvent prémunir leur ruine que par une réforme sociale.

Quelle est notre position par rapport aux partis socialistes et communistes ? Est-il désirable et possible de réaliser une union inégale de tous les socialistes et si oui existe est la manière la plus rapide et la plus sûre d'amener cette union ?

Réponse. - Nous vous engageons, partout où ces hommes superficiels (les Fouriéristes) se titrent, à leur faire une opposition vigoureuse. Ils ne sont pas dangereux en soi, mais ils ont de l'argent, envoient des émissaires partout et s'efforcent principalement de dénaturer le communisme; c'est pour quoi nous ce pouvons pas continuer à les ignorer, nous devons au contraire les attaquer publiquement. Leur

ambition ridicule de se poser en vrais chrétiens, leurs organisations militaires et le nombre infini de leurs lois, leur association principale en vue de rendre le travail attrayant, offrent assez de matière pour les combattre...

... Il est nécessaire que nous maintenions sans défaillance le mot de communisme et que nous l'inscrivions hardiment sur notre drapeau, et que nous comptions alors les militants qui se grouperont sous ce drapeau; nous ne devons pas garder le silence quand on déclare, comme le fait s'est produit assez souvent dans ces derniers temps, que le communisme et le socialisme sont au fond la même chose, et qu'on nous invite à troquer le nom de communistes, dont se scandaliseraient encore bien des esprits faibles, contre le nom de socialistes; il nous faut au contraire protester avec force contre qu'à oreilles absurdités.

Les temps deviennent très durs, nous avons besoin d'hommes énergiques et pas de rêveurs lunatiques qui, au lieu de protester contre la misère de l'humanité, ne savent que gémir comme des femmes.

Encore un mot avant de terminer : Gardez-vous des émeutes, des conspirations, des achats d'armes et autres fariboles du même apure ; nos ennemis emploieront tous les moyens pour provoquer des émeutes dans la rue, etc., afin d'être ainsi mis en situation d'intervenir et, comme ils disent, de rétablir l'ordre et d'exécuter leurs plans diaboliques. Une attitude calme et sérieuse force les tyrans à retirer leurs masques, et alors, c'est la victoire ou la mort²⁷⁰ .

Ce projet, qui sent encore son romantisme, avait déjà été remanié sur proposition d'Engels. Finalement il suggéra et obtint, que la *Profession de Foi* fût renvoyée pour examen aux différentes sections et que le nombre des questions, auxquelles il faudrait répondre, fut augmenté. Le congrès terminé, il se consacra partie aux affaires paternelles à Manchester, partie à maintenir le contact avec les militants communistes et *chartistes* anglais, aux prises avec une redoutable campagne électorale.

Pendant ce temps, à Bruxelles, Karl Marx ne restait pas inactif. Il assistait en spectateur averti aux discussions opposant *l'Alliance* à *l'Association Libérale* et les libéraux électeurs aux non-électeurs, aux efforts faits pour réaliser à nouveau la fragile unité libérale à la gestation difficile d'un gouvernement appelé à succéder au cabinet de Theux-d'Anathan. Ce gouvernement libéral 'homogène, constitué le 12 août 1847 par Charles Rogier, devait bientôt témoigner sa sollicitude envers le prolétariat en proposant au roi la création « d'une décoration universelle pour les ouvriers ». Le Débat social nota au passage :

Si les ouvriers sont des Belges, si l'égalité n'est pas un vain mot faut-il que je signe de leur prétendue infériorité se rencontre mêle dans la récompense et dans la distinction que vous voulez leur infliger ?²⁷¹

A part le déchaînement des ambitions libérales, si dévouées à la grande industrie que le même journal pouvait écrire que « le seigneur du fer et du coton, allait remplacer le seigneur terrien et l'ordre des avocats succéder à l'ordre des Jésuites²⁷² », rien d'essentiel ne se passait dans le royaume. On prêtait à Léopold l'intention, têt démentie, d'indiquer parce qu'il était soupçonné par le parti catholique de favoriser, en sa qualité de protestant, le parti libéral.

²⁷⁰ Cfr. *Manifeste Communiste*, Paris, Costes, 1934. Annexes. . .

²⁷¹ *Le Débat Social*. 21 novembre 1847, p. 247.

²⁷² *Id.*, 15 août 1847, p. 76.

Alexandre Delhasse continuait à élever timidement la voix en faveur du « pauvre » qui est « ignorant » et « malheureux » sans qu'il le soit « par sa faute ». Lucien Jottrand, rendu plus hardi par ses relations avec Karl Marx, osait écrire

Celui qui est nu dans la vie, comme les animaux qui reçoivent leur nourriture de notre main, ne jouit pas d'une liberté réelle, et celui-là seul est personnellement libre, dont la liberté civile est agrandie par la possession d'un capital²⁷³.

En Hollande, on parlait beaucoup d'un journaliste appelé Adrien Van Bevervoorde que le tribunal correctionnel avait acquitté, bien qu'il eût écrit qu'il « n'éprouvait pour le roi ni sympathie ni estime personnelle » avec les considérants suivants :

Attendu que par les paroles incriminées, le prévenu ne dit nullement que le roi ne serait pas estimable, mais seulement qu'il n'a pas d'estime personnelle pour S. M.

Attendu que l'estime personnelle pour une personne, quelque haut que celle-ci soit placée, ne se commande pas, et qu'elle dépend nécessairement de la manière dont cette personne agit envers nous; Attendu que le manque de respect pour une personne, quelque élevée que soit son rang, ne constitue ni un outrage ni une offense dans le sens de la loi...

Après la sanglante répression de la révolution, de Cracovie en 1846, c'était au tour de la Suisse, de la paisible Suisse, de retenir l'attention, du monde par la violence de la querelle entre les cantons radicaux et les cantons catholiques du Sonderbund. Ces derniers venaient de d'entendre sommer d'avoir à expulser les jésuites et à disjoindre leur alliance avant le 18 octobre²⁷⁴.

Au milieu de l'agitation belge, Karl Marx procédait le 1 et 5 août à la constitution de la section bruxelloise et de la fédération belge de la Ligue des Communistes. Il était évidemment élu président de la section locale et, avec Philippe Gigot, Junge et Wilhelm Wolff, appelé à diriger les travaux fédéraux.

Dans le même temps il négociait avec Adalbert von Bornstedt, directeur-fondateur de la *Deutsche Brüsseler Zeitung*, un accord en vertu duquel le nouveau journal publierait toutes ses communications ainsi que celles d'Engels et d'engendrait, en quelque sorte, l'organe officieux du communisme belge. Ses difficultés financières, plus que ses convictions, poussaient Bornstedt à développer le nombre de ses lecteurs communistes, mais tout en sacrifiant à son accord avec Marx, il allait tenter de conserver sa clientèle et sa publicité bourgeoises.

Engels étant, finalement, rentré de Manchester l'action reprit de plus belle. Avant la fin du mois d'août naissait l'Association des ouvriers allemands de Bruxelles. Groupement sans parti qui vécut jusqu'au 1853, elle réunissait à sa fondation trente-sept membres, mais était placée en fait sous le contrôle de la section communiste. Fort habilement, Marx fit entrer dans son comité, à côté d'hommes dont il était sûr, comme Karl Wallau et Wilhelm Wolff, des tièdes à surveiller comme Moses Hess et Richard Riedel.

²⁷³ Id., 29 août 1847, p. 98.

²⁷⁴ Résolution de la Diète Fédérale du 20 juillet 1847 contre les cantons de Lucerne, Schwytz, Fribourg, Uri, Unterwald, Zoug et Valais

Il reprit également son projet de création d'une maison d'édition et d'une imprimerie socialistes, camouflée en entreprise commerciale, dont les profits normaux serviraient à financer la littérature révolutionnaire. Comme premier objectif, Marx envisageait la fondation d'une revue mensuelle de critique historique et sociale dont il serait le directeur.

Du 16 au 18 septembre, se tint à Bruxelles un important congrès économique international présidé par Charles de Brouckère où fut discutée la question du libre échange. Réunion très officielle où s'affrontèrent, en style académique, les partisans et les adversaires du protectionnisme.

Invité par Victor Faider, secrétaire de l'Association belge pour le libre-échange, un des organisateurs du congrès. Marx y avait adhéré en compagnie de quelques-uns de ses amis politiques²⁷⁵, parmi lesquels le poète et journaliste bouquiniste Georges-Louis Weerth. Celui-ci demanda la parole au cours de la deuxième séance, où des discours plus lyriques les uns que les autres avaient vanté les bienfaits du libre-échange.

Messieurs, dit-il, je me suis étonné de ne trouver dans cette assemblée aucun représentant des classes ouvrières.

La France est représentée par un pair de la France, l'Angleterre par le docteur Bowring. Enfin je ne vois pas parmi vous les représentants du peuple dont vous allez décider le sort. Quant à moi je suis l'ami des ouvriers car ils ont besoin de quelque amour et de quelque générosité. Trop longtemps ils ont été traités comme des machines et comme des objets de commerce; en Angleterre surtout, là, lorsqu'un fabricant parle de ses ouvriers, il ne les appelle pas seulement des hommes pour dire qu'il a tant d'ouvriers dans sa fabrique, il dit j'ai tant de mains.

Ceci explique assez les rapports des ouvriers et des fabricants. La situation des ouvriers est affreuse ; regardez où vous voudrez, regardez les petites rues sombres de l'Allemagne, de Manchester; regardez les montagnes de Silésie, les plaines de la Westphalie, les petites rues de votre capitale et partout vous lirez dans les yeux hagards des ouvriers la misère et la faim...

Devant l'aréopage scandalisé qui l'écoutait, alerte indiqua ensuite que la misère des travailleurs n'était pas due au seul protectionnisme et que le libre-échange n'était pas le seul moyen d'améliorer la situation des classes ouvrières. « Quant à moi, poursuivit-il, je suis libre-échangiste et je ne donnerai pas même un sou d'un protectionniste ».

Exposant alors une vue essentiellement marxienne, il expliqua que la prospérité momentanée qu'apporterait aux ouvriers le libre-échange, serait supprimée tout de suite par le fait de la concurrence entre les ouvriers. Cette concurrence réduira les salaires à un minimum qui ne suffira plus pour vivre, de sorte que les ouvriers seront aussi malheureux sous le système du libre-échange que sous celui de la protection. Il cita notamment l'exemple de l'Angleterre, où les ouvriers irlandais faisaient baisser les prix de la main d'œuvre de telle façon qu'a les ouvriers anglais devaient ou mourir de faim ou accepter des salaires réduits.

²⁷⁵ *Le libre-échange*, Paris, 19 septembre 1847. Extrait de la liste des membres du Congrès des Économistes à Bruxelles :... « Wserth (sic) négociant à Bruxelles; Picard, avocat, à Bruxelles; Marx, homme de lettres, économiste, à Bruxelles; Breyer, docteur, à Bruxelles... »

Les opinions que je viens d'exposer, conclut Weerth, sont celles des ouvriers anglais pour lesquels je parle. . . Les ouvriers que se sont battus pour la bourgeoisie à Paris et à Bruxelles en 1830, ont été embrassés, fêtés ; mais lorsque ces pauvres diables, crevant de faim, demandant du pain et forcés par la misère ont fait des révoltes, on les a fusillés (*non, non*). On les a condamnés au moins; il y a plusieurs exemples...

Le discours de Weerth provoqua non seulement le scandale mais un vif incident, car l'ami de Marx s'était affirmé le porte-parole des travailleurs anglais. Le docteur Bowring, député libéral à la Chambre des Communes, lui succéda à la tribune : « J'ose vous dire, messieurs, que les ouvriers anglais n'ont pas choisi l'honorable prédominant pour les représenter. Je puis vous assurer que mes honorables amis et moi, nous pouvons parler au nom des suffrages presque unanimes des ouvriers... » Là-dessus, M. le duc d'Harcourt, diplomate et pair de France, déclara « inconvenante » l'intervention de celui qui, sans l'aveu du docteur Bowring, s'était affirmé le mandataire des ouvriers anglais.

Karl Marx, excédé, demanda à pouvoir prendre la parole au cours de la réunion du 18 septembre. Mais quand le bureau sut qui il était et qu'il représentait, sans discussion possible, à la fois le communisme, une organisation ouvrière et la science économique. Il déclara close la liste des orateurs.

L'incident eut des suites en Angleterre. Après délibération, les principaux leaders chartistes approuvèrent complètement les paroles de Weerth. Ils désavouèrent publiquement, dans le *Northern Star*, le docteur Bowring que rien ne qualifiait pour se donner comme champion de la cause du peuple alors qu'il était, bien plutôt, le porte-parole des *Cottonlords*.

Quant à Marx. Il rédigea immédiatement le discours qu'il avait été empêché de prononcer et l'envoya aux membres d'a Bureau du Congrès, à plusieurs journaux belges ainsi qu'à Louis Blanc et à la *Réforme* de Paris. Un seul journal le publia *l'Atelier Démocratique*, fondé à Bruxelles par le Français Imbert et l'Allemand Heilberg²⁷⁶ .

²⁷⁶ *L'Atelier Démocratique* ne figure malheureusement plus dans aucune des bibliothèques du pays, Tous nos efforts pour retrouver le texte original du discours de Marx sont restés vains.

Chapitre Quinzième

L'Association démocratique

On commettrait une grave erreur en s'imaginant que l'autorité morale de Karl Marx s'exerçait sans compétition dans les milieux mêmes qu'il fréquentait le plus assidûment.

Les rancunes, les jalousies, les ambitions insatisfaites faisaient leurs ravages aussi bien là qu'ailleurs. On s'en aperçut dans le courant du mois de septembre 1847 où l'énervement de l'opinion démocratique s'accrut sous les provocations d'un gouvernement libéral plus soucieux de donner des gages à ses adversaires cléricaux qu'à défendre les principes dont il se réclamait.

Un incident odieux venait de se produire. Sur réquisition d'un haut magistrat hostile à tout ce qui touchait au progrès social, le procureur général de Bavay, le parquet de Nivelles avait fait arrêter et conduire en prison, menottes aux mains, quatre conseillers communaux de la paisible commune wallonne de Couture-Saint-Germain. Ces braves agriculteurs furent tout étonnés d'apprendre qu'ils étaient inculpés de «résistance à l'autorité supérieure⁰» pour avoir, avec leurs collègues du conseil, révoqué le secrétaire communal, qui les avait calomniés et diffamés. La députation permanente du Brabant ayant refusé son approbation, le collège et le conseil avaient considéré qu'il leur était impossible d'avoir encore des rapports confiants avec leur secrétaire et avaient confirmé la délibération litigieuse. Les «criminels⁰» passèrent ainsi dix-sept jours en prison, au Secret le plus absolu²⁷⁷ ...

Quelques démocrates libéraux avancés, dont l'avocat Lucien Jottrand, ancien membre du congrès national, les frères Adolphe et Jules Bartels, le général Mellinet, Jacques Kats, Charles Spilthoorn de Gand, Victor Tedesco de Liège, Clément Wyssman de Termonde, résolurent de réagir et d'affirmer publiquement leur attachement à l'idéal démocratique.

Sur un tout autre plan, profitant de l'absence de Karl Marx, en route pour Maestricht où il devait régler des questions d'intérêt avec son beau-frère Schmalhausen, quelques mécontents, dont Bornstedt, Seiler, Moras et Heilberg, prirent l'initiative d'organiser, à l'insu d'Engels, un grand banquet démocratique à l'issue duquel on fonderait une association dans le genre des *Fraternal Democrats* anglais. Leur projet consistait à faire présider le banquet par Lucien Jottrand, assisté du journaliste français Imbert et d'un représentant des ouvriers allemands, choisi parmi les adversaires de Marx. Quand il connut la chose, le matin même du lundi 27 septembre, jour fixé pour le banquet, Engels se démena tant qu'il put, fit valoir les droits de Karl Marx et, en son absence, fut choisi comme vice-président à la confusion de Bornstedt.

Dans la grande salle de l'*Estaminet Liégeois*²⁷⁸, les orateurs se succédèrent⁰: Lucien Jottrand, d'abord, ensuite Imbert qui glorifia les martyrs de la liberté, puis

²⁷⁷ Défendus par l'avocat Verhaegen, président de l'Association libérale, les accusés furent acquittés par la Cour d'assises du Brabant.

²⁷⁸ Place du Palais de Justice.

Frédéric Engels qui porta, en français, un toast au souvenir de la Révolution de 1792 et à l'anniversaire du 1er vendémiaire an 1 de la République. Après Crüger et Moras en allemand, après Jean Pellerin, ouvrier bottier de Bruxelles, en flamand, Charles Spilthoorn porta un toast au peuple anglais; Louis Heilberg, rédacteur en chef de *l'Atelier Démocratique*, exprima le vœu de voir se grouper les ouvriers belges et proposa la constitution immédiate d'une association démocratique. On entendit encore Adolphe Bartels, puis Charles Wallau, puis Sébastien Seiler, puis le Polonais Zaleski, célébrant «^ol'union de la malheureuse Pologne et de la grande, noble et poétique Allemagne^o» et, enfin, Jacques Kats. Frédéric Engels raconte qu'un « âne suisse^o » fit également un discours, mais son nom n'a pas été révélé²⁷⁹.

Rendant compte de ce qu'il nomme une «^oassemblée de patriotes belges et étrangers^o» et l'opposant aux «^ocongrès de savants et philanthropes, appartenant aux classes aisées^o» le *Débat Social* note que

l'identité des sentiments de tous s'est parfaitement fait jour au milieu des langages différents. Ces sentiments convergeaient vers la nécessité de faire participer efficacement les travailleurs à la discussion des réformes de toute espèce dont l'Europe est agitée en ce moment. L'association a été considérée naturellement comme le meilleur moyen d'atteindre ce but. L'exemple de l'Angleterre, de la Suisse et des États-Unis a été invoqué avantageusement par tous les orateurs²⁸⁰.

En conclusion, il fut décidé d'organiser le 29 novembre, une commémoration extraordinaire de la révolution polonaise de 1830 et de constituer une association permanente de «^oréformistes^o» à l'instar des chartistes anglais.

Le lendemain de ces mémorables agapes, Frédéric Engels fit un tapage de tous les diables. Il contre-attaqua Bornstedt et tous ceux qu'il soupçonnait de participer à l'intrigue dirigée contre Marx, allant jusqu'à envisager de refuser au directeur de la *Deutsche Brüsseler Zeitung*, son admission dans l'Association des ouvriers allemands. Celle-ci siégeait le surlendemain du banquet. L'atmosphère était mauvaise. La conjuration anti-communiste se précisait^o: un article d'Engels contre Karl Heinzen avait purement et simplement été enlevé du marbre, par Bornstedt, en violation de la convention intervenue entre Marx et lui. Fort heureusement, Moses Hess, pas rancunier, Wolff, Filscher et Junge, intervinrent vigoureusement contre lui.

Frédéric Engels ne l'épargna pas^o: Bornstedt, dit-il, a intrigué contre nous, il a voulu nous faire concurrence, mais nous l'avons emporté sur lui en assurant malgré tout l'élection d'un vice-président communiste au banquet du 27. Ces messieurs se figurent encore avoir gain de cause, parce qu'ils savent que je suis obligé de retourner bientôt à Paris et que ma fonction deviendra vacante. Ils n'oublient qu'une chose, c'est qu'il est parmi nous un homme à qui ce poste revient de droit, un homme qui a seul autorité pour représenter à Bruxelles les démocrates allemands, cet homme, c'est Karl Marx. Dès lors je ne m'oppose pas à l'admission de Bornstedt dans l'Association, certain que je suis que vous saurez distinguer entre Marx et les petites ambitions personnelles²⁸¹.

²⁷⁹ *Gesamtausgabe*, III, 1. pp. 72-75.

²⁸⁰ *Le Débat Social*, 3 octobre 1847, p. 163.

²⁸¹ Après de cinq mois de distance Bornstedt confirmera la véracité des dires d'Engels dans un article de la *Deutsche Brüsseler Zeitung*. Quelqu'un, à Londres, s'étant permis de dire au cours d'un discours

Un tonnerre d'applaudissements salua la péroraison d'Engels ... La partie était gagnée. Le jour même, il adressa à Lucien Jottrand la lettre suivante ^o:

Monsieur,

Obligé de quitter Bruxelles pour quelques mois, je me trouve dans l'impossibilité de remplir les fonctions dont la réunion du 27 a bien voulu m'investir. Je vous prie donc d'inviter un démocrate allemand résidant à Bruxelles à assister aux travaux de la commission chargée d'organiser une société démocratique universelle. Je me permettrai de vous proposer celui parmi les démocrates allemands de Bruxelles que la réunion s'il avait pu y assister, aurait nommé à la charge qu'en son absence on m'a fait l'honneur de me conférer. Je parle de M. Marx qui, dans mon intime conviction, a le droit le plus fondé de représenter à la commission la démocratie allemande. Ce ne serait donc pas M. Marx qui m'y remplacerait, c'est plutôt moi, qui à la réunion, ai remplacé M. Marx.

Agréés etc ...

Ainsi, grâce à la présence d'esprit et à la fermeté du jeune Engels, le complot de Bornstedt se terminait-il par un triomphe de la section communiste de Bruxelles.

En communiquant en détail tous ces incidents à Marx, Engels le supplia de régler d'urgence ses affaires d'argent et de revenir à Bruxelles. «^oLe sol, me brûle sous les pieds, je voudrais m'en aller et je dois attendre la fin de ces intrigues^o» Marx ne tarda pas trop et, le 15 octobre, Engels reprit le chemin de Paris. Là-bas non plus, les choses n'allaient pas toutes seules. Les scandales fleurissaient qui allaient contribuer à discréditer la fin du règne de Louis Philippe^o: affaire Teste, affaire Praslin, crime et concussion, le déshonneur sur les pairs du royaume. Au premier plan de la scène politique, Louis Blanc, plein d'ardeur et de générosité et Lamartine, ruisselant de lyrisme, répandaient la bonne parole à travers la France. Il faut relire les discours de Lamartine pour se rendre un compte exact de l'atmosphère dans laquelle les Socialistes devaient essayer d'imposer leurs vues révolutionnaires. Ils parlaient salariat, capital et profit à une masse qui se gargarisait de périodes de ce genre:

Messieurs, vous avez montré que vous êtes vraiment les enfants de ces Gaulois qui s'écriaient dans des circonstances plus sérieuses: que si la voûte du ciel venait à s'écrouler, ils la soutiendraient sur le fer de leurs lances !
(*Sensation.*)

Ou encore:

Opérons par des manifestations, par la pression de l'opinion publique, par le courage que nous donnerons ainsi aux gouvernements en leur faisant sentir que

que l'Association Démocratique de Bruxelles avait été fondée à l'initiative de l'Association des ouvriers allemands, Bornstedt tint à expliquer longuement qu'il avait été, lui, le fondateur de l'Association Démocratique, qu'il en avait prit l'initiative à l'insu de l'Association des ouvriers et qu'on le lui avait même reproché très vivement, sous prétexte qu'il affaiblissait l'action de ses compatriotes. Bornstedt ne dit évidemment pas, et pour cause, qu'il était du devoir des amis de Marx de veiller à ce que son autorité fut reconnue et que la moralité et le talent de Bornstedt ne le qualifiaient pas pour jouer les rôles de guide spirituel et de chef.

s'ils sont serrés, dominés, emprisonnés par une ligne d'intérêts privilégiés et égoïstes, ils sont soutenus par une nation entière de consommateurs, opérons cette révolution du *bon marché*, et rendons au peuple la plus sainte des libertés, la liberté de vivre⁰ ! (*Acclamations* !)

Engels avait renoncé depuis longtemps à intéresser au communisme l'auteur, de *l'Histoire des Girondins*. Par contre, il ne recula devant aucun effort pour se concilier les sympathies de Louis Blanc. A peine arrivé à Paris, il s'efforça de le rencontrer, mais n'y parvint qu'après de terribles luttes avec le concierge du «⁰petit homme⁰».

Il a été la politesse et l'amabilité même, annonce-t-il à Marx, et ne paraît rien désirer plus ardemment que de nouer avec nous les relations les plus étroites. Il est également bien atteint de la manie protectrice franco-nationale²⁸². Je lui avais écrit que je venais avec un mandat formel de la démocratie londonienne, bruxelloise et rhénane, et comme agent des chartistes. Il se renseigna avec précision sur tout; je lui dépeignis la situation de notre parti comme très brillante et lui parlai de la Suisse, de Jacoby, des Badois en tant qu'alliés. Je lui dis que tu es notre chef, c'est-à-dire le chef de la fraction la plus avancée de la démocratie allemande et que ton livre contre M. Proudhon est notre programme.

Il nota tout cela soigneusement et me promit de se prononcer dans la *Réforme* sur ton livre. Il me raconta une masse de choses sur le mouvement souterrain qui s'opérait en ce moment chez les ouvriers. Les travailleurs ont, dit-il, publié, à 3.000 exemplaires. Une édition à bon marché de son *Organisation du Travail*, et quinze jours plus tard, il a fallu faire une nouvelle édition de 3.000 exemplaires; il me dit encore que les ouvriers sont plus révolutionnaires que jamais, mais qu'ils ont appris à attendre leur moment. A ne plus faire d'émeutes, à ne faire que de grands coups avec la certitude du succès.

Il semble d'ailleurs, en ce qui concerne les ouvriers, avoir désappris sa manie protectrice. «⁰Quand je vois des choses comme ce nouveau programme de M. de Lamartine, cela me fait rire ! Pour bien juger de l'état actuel de la société française, il faut être dans une position qui vous permet de voir un peu de tout, d'aller le matin chez un ministre, l'après-midi chez un négociant, le soir chez un ouvrier. La révolution prochaine sera tout autre et bien plus radicale que toutes les précédentes, et c'est de la pure bêtise que de se borner à engueuler continuellement les seuls rois⁰». En fin de compte il a été très gentil et fort cordial. Tu te vois, avec cet homme tout va, pour le mieux car il a les meilleures dispositions du monde. Il parle d'ailleurs de toi avec le plus grand intérêt et regrette, vivement que vous vous soyez quittés un peu froidement ...

Engels ne reculait devant aucune mystification. Aussi se présenta-t-il chez le «⁰père Flocon⁰» comme s'il était anglais, envoyé par Harney pour connaître les raisons de l'indifférence de la *Réforme* envers le *Northern Star*. Il lui proposa aussi sa collaboration que Flocon accepta.

J'irai le revoir sans retard et j'essayerai de l'enchevêtrer davantage dans nos filets. Si cela continue, nous aurons, dans quatre semaines, gagné toute cette tendance ...

Bernays, lui, est devenu complètement fou. Il se pose en martyr et al ponde

²⁸² Lamartine aussi, qui disait en juillet 1847: «⁰Le principe, c'est le patronage moral et avoué de la France libre sur tous les peuples attardés⁰».

21 pages pour démontrer que ce n'est pas la duchesse de Praslin, mais le duc qui est un martyr.

Je lui ai fait adresser sommation d'avoir à me restituer les 60 francs qu'il me doit depuis longtemps.

Engels se multiplie en nombreuses démarches pour se concilier aussi bien la sympathie de la *Réforme* que celle de l'*Atelier*. Tout en affirmant à Marx qu'il ne fait pas la moindre concession «^oà ces gens^o», il déclare pourtant à Louis Blanc «au point de vue théorique, nous marchons vers le même but^o». Pieux mensonge qu'il rachète en ajoutant que «^oles principes énoncés dans son premier volume s'accordent sous beaucoup de rapports avec les nôtres^o» et que, pour le reste, Louis Blanc trouverait «^ode plus amples développements dans la *Misère de la Philosophie* ».

Chez les *Straubinger* qui forment la base de l'action communiste parisienne, Engels a fait beaucoup de « raffut ». Peu avant son retour, on a mis à la porte tout un groupe, les derniers partisans de Grün. Il s'agit maintenant de préparer le travail pour le nouveau congrès de Londres.

Pendant l'absence d'Engels, Moses Hess, venant de Bruxelles, avait élaboré, en vue du congrès, une profession de foi calquée sur celle, qu'en tremblant et en suppliant qu'on lui garde l'anonymat, il avait publiée dans le *Vorwärts* en décembre 1844.

Je te le dis tout à fait entre nous, mande-t-il à Marx, j'ai joué un tour infernal à Moïse. Vendredi dernier j'ai repris point par point sa profession à l'eau de rose. Je n'en étais pas encore arrivé à la moitié que tout le monde se déclarait satisfait. Sans la moindre opposition, je me suis fait charger de l'élaboration d'une nouvelle profession de foi qui sera discutée vendredi prochain et que j'enverrai à Londres à l'insu de la section. Mais personne ne doit rien savoir sans quoi nous serons tous déposés et il y aura un scandale de tous les diables...

Engels se dépensait comme il pouvait pour obtenir la publication dans la *Réforme* du discours non prononcé de Marx sur le Libre-Echange. Malheureusement, Flocon l'avait trouvé peu clair et proposait de le revoir. Après avoir sursauté d'indignation, Engels accepta, mais la prose de Marx ne parut pas dans le journal de Louis Blanc !

Le 14 novembre, enfin, à l'issue d'une réunion très confuse, la section parisienne désignait Engels, à une majorité des deux tiers, comme délégué au congrès de Londres.

Je n'ai pas du tout intrigué cette fois, écrit-il à Marx, l'opposition fut d'ailleurs apparente seulement: un ouvrier fut proposé pour la forme mais ceux qui le proposèrent votèrent pour moi. On s'occupe de réunir l'argent nécessaire. Ecris-moi si tu vas à Londres ainsi que Tedesco. Si vous n'y allez pas je ne puis quand même pas jouer congrès à moi tout seul; ce serait stupide ... En me rendant à Londres je le passerai pas par Bruxelles. J'ai trop peu d'argent. Il faudra que nous nous donnions rendez-vous à Ostende le samedi 27 novembre au soir et que nous fassions la traversée le dimanche pour pouvoir commencer les travaux le lundi.

S'il y a le 29 une cérémonie en l'honneur de la Pologne, il faut, dit Engels, que

Marx y prenne la parole. On enverra le texte français de son discours à la *Réforme*.

M 4

à nous la gloire d'avoir pu les premiers
Journées de cette révolution des Français se
prophétiquement chanter par votre commu-
nisme.

Tous vous adressent leurs vives félicitations
des sentiments d'une fraternité universelle
Le salut de notre plus profond communisme.

Le Comité de l'Association
démocratique ayant pour but l'union
et la fraternité de tous les peuples,
siècle à venir.

L. Tolstoy
notre Président
Ch. Marx
Vice-président

Gustave
Muller
Fédération d'ouvriers

L. Tolstoy
Muller

Muller
Vice-président

et Balladur la Secrétaire
J. P. B. J. P. B. J. P. B.

Fac-similé de la dernière page de l'Adresse envoyée au Gouvernement Provisoire de la République Française, le 28 février 1848

Il faut absolument que les Allemands fassent quelque chose pour pouvoir jouer un rôle chez les Français. Un seul discours vaudra mieux que dix articles et que cent visites.

Harney avait proposé l'organisation d'un congrès démocratique international. Il faut le soutenir, ajoute Engels.

Si nous réussissons cela produira sur les Français un effet fort salutaire et les humiliera quelque peu. Si nous ne réussissons pas, l'échec sera dû aux Français et ils seront au moins forcés de s'expliquer. Si ce congrès pouvait se tenir à Bruxelles, cela n'en vaudrait que mieux car, à Londres, O'Connor pourrait faire des sottises.

Le moment solennel approchait. Quelques jours plus tard, Engels confirmait le rendez-vous d'Ostende: samedi 27 à l'hôtel de la Couronne. Puis il ajoutait :

Réfléchis donc un peu à la profession de foi. Ce que nous aurions de mieux à faire serait d'abandonner la forme du catéchisme et de prendre comme titre *Le Manifeste Communiste*. Comme nous devons de toute façon y mettre un peu d'histoire la forme actuelle ne convient pas du tout, J'apporterai ce que j'ai déjà fait ici. C'est purement narratif, mais très mal rédigé, dans une bousculade permanente. Je commence par demander: Qu'est-ce que le communisme ? Puis je passe immédiatement au prolétariat: son origine, ce qui le différencie des anciens travailleurs, le développement de l'opposition entre le prolétariat et la bourgeoisie, les crises et leurs conséquences. Au milieu de tout cela toutes sortes de choses moins importantes et, finalement, la politique du parti communiste dans la mesure où il est possible d'en parler en public. Ce que j'ai fait ici n'est pas encore absolument prêt à être approuvé mais j'espère sauf pour quelques points de détail être arrivé à ne rien dire qui soit contraire à nos conceptions...

Nous avons abandonné Marx à son retour des Pays-Bas. Lui aussi v: trouver à Bruxelles ample matière à son activité. A peine est-il rentré qu'il reçoit, le 20 octobre, une lettre du comité central de la Ligue des Communistes, lui annonçant que le congrès prévu pour octobre est remis à fin novembre et le priant formellement d'assister personnellement aux travaux. Par même courrier, il reçoit de Bornstedt, toujours désireux de se mettre en avant, une invitation à une conférence, réunissant, dans les bureaux de la *Deutsche Brüsseler Zeitung*, le général Mellinet. Lucien Jottrand et quelques autres personnes appelées à participer à la fondation du nouveau groupement démocratique.

L'accord fut vite réalisé sur un programme commun d'action démocratique nationale et internationale par tous les moyens dont la Constitution belge autorise l'emploi et quelques jours après partaient, à travers le pays, des convocations pour la réunion constitutive fixée au dimanche 7 novembre 1847 à 19 heures « au local de la *Maison des Meuniers*, rue de la Tête d'Or, près de l'hôtel de Ville, à Bruxelles.

Le moment venu, on vit s'asseoir au fauteuil présidentiel, le vénérable général-major Mellinet, héros de 1830, démocrate et républicain convaincu, assisté de Charles Spilthoorn, avocat à la cour d'appel de Gand et du professeur Maynz, de l'Université de Bruxelles.

Les statuts furent adoptés sans grande discussion. On; y relevait deux points essentiels. D'abord le but social:

L'Association démocratique ayant pour objet l'union et la fraternité de tous les

peuples est ouverte à tous ceux qui, sans distinction de pays, de profession, ou d'état, désirent y être agrégés et y seront admis.

Ensuite les modalités de l'action :

Tous les actes de cette société seront publics et circonscrits dans le cercle d'action tracé par la Constitution belge. La société procède à l'aide de la presse et d'assemblées périodiques, ou non périodiques, publiquement convoquées. Elle propose, discute, résout les mesures propres à atteindre son but. Elle opère par la voie de manifestes, adresses, pétitions, et par l'affiliation à des sociétés analogues existant en Belgique ou dans d'autres pays.

Soixante-trois membres fondateurs signèrent le procès-verbal. Parmi eux de nombreux Intellectuels belges, quelques ouvriers, une quinzaine d'allemands dont Karl Marx, quatre polonais, deux français et un hollandais, le journaliste Van Bevervoorde, devenu célèbre à la suite de son acquittement sensationnel.

Celui-ci prit la parole et dit :

C'est la seconde fois dans ma vie que je suis appelé à prendre la parole en public. La première fois, il n'y a pas bien longtemps encore, je dus me défendre d'une accusation de lèse-majesté dont les tribunaux de mon pays m'ont d'ailleurs déchargé en deux instances. A cette occasion je formulais ma profession de foi politique.

Mes opinions furent toujours démocratiques pures, c'est-à-dire que toute mon affection appartient au peuple; que ceux qui prennent à cœur des intérêts du peuple peuvent compter sur mes sympathies; tandis que ceux qui sacrifient à des vues personnelles, à des intérêts privés la cause et le bien-être du peuple, ne doivent espérer de moi qu'aversion et inimitié ... L'heure des réformes a sonné aussi pour ma patrie. L'esprit national s'y réveille. Le pouvoir vient d'y apprendre, pour la première fois depuis trente-deux ans, que l'esprit public chez nous est une vérité, et non comme il s'en était toujours flatté, une fiction de journaliste.

En de pareilles circonstances, le devoir du journaliste ami et défenseur du peuple est de diriger consciencieusement cet esprit public vers la voie des véritables principes démocratiques, afin d'aider ainsi au triomphe des intérêts des masses sur ceux du petit nombre.

Lucien Jottrand répondit à ces touchantes paroles :

Si les Belges ont eu la bonne fortune de se débarrasser des mauvaises institutions qui tendent à assoupir l'esprit public et à faire durer le règne de l'aristocratie, s'ils ont pu y substituer les institutions démocratiques sous lesquelles ils développent aujourd'hui paisiblement leur ancien caractère, ils entendent bien faire servir ces dernières au profit des peuples voisins comme à leur profit propre. A titre de la fraternité nationale encore, toute récente dont les Belges et les Hollandais ont gardé le souvenir, malgré la mauvaise politique d'une famille qui a présidé assez longtemps à leurs destinées communes, nous devons désirer que la Hollande profite la première de l'exemple que la Belgique donne à toutes les nations ses voisins du développement continu d'institutions libérales avancées.

Les Belges, dit-il en terminant, font des vœux sincères pour que les anciens frères du Nord marchent avec énergie dans la voie des réformes politiques où ils sont enfin entrés.

Le général Mellinet fit remarquer que sans doute, les sympathies exprimées par Lucien Jottrand s'adressaient à tous les autres voisins de la Belgique et notamment aux peuples Rhénans; à quoi le directeur du *Débat Social* rétorqua qu'il n'avait parlé spécialement de l'Hollande que parce que

depuis longtemps aucune occasion ne s'était présentée d'entrer en communication avec les Hollandais alors que les Allemands, les Français et les Polonais sont en rapports continuels de fraternité avec les patriotes belges.

Sur ce, le docteur Breyer tint à faire observer qu'il ne comprenait pas ce que le général Mellinet avait voulu dire en parlant de « Rhénans ». Il ne connaissait; lui, « pas de peuples Rhénans, mais seulement une Allemagne et un peuple allemand dont les Rhénans font partie⁰ »²⁸³.

Huit jours plus tard, une nouvelle assemblée élit le comité suivant: président, Lucien Jottrand; vice-présidents, MM. Imbert et Karl Marx; secrétaire, l'avocat Albert Picard; trésorier, l'avocat Funck²⁸⁴; interprètes, MM. Lelewel (Polonais), Mainz et Spilthoorn (Belges) et Weerth (Allemand). Le général Mellinet fut nommé, par acclamations, président d'honneur

Avant de remettre ses pouvoirs au comité définitif, le général prononça quelques paroles bien senties :

La démocratie offre par excellence le principe de l'égalité. Sa consécration date de notre époque. Elle est le Messie triomphant pour l'avenir ...

Il ne faut pas confondre «⁰Démagogie⁰» et «⁰Démagogue⁰» avec «⁰Démocratie⁰» et «⁰Démocrate⁰», ainsi que nos ennemis s'efforcent de le faire.

Le «⁰Démagogue⁰» peut être comparé à «⁰l'Aristocrate⁰», en ce sens que tous les deux sont contraires à la souveraineté du peuple, l'un en l'exagérant, l'autre en s'évertuant à la dénaturer; et tous les deux exploitent de prétendus principes à leur profit seul, dans un intérêt en tout et toujours personnel...

Le peuple est l'ensemble des citoyens concourant au maintien et à la prospérité de. L'État par leur génie, leur industrie, leurs travaux, leurs fonctions politiques, civiles ou militaires. Ajoutons en terminant et ne l'oublions jamais: «⁰ Effectuer le principe de la souveraineté du peuple, c'est consacrer l'égalité politique.⁰ » (*Applaudissements réitérés.*)²⁸⁵

On imagine sans peine Karl Marx, prêt à monter au bureau, écoutant d'un air narquois les paroles fleuries du président d'honneur de l'Association Démocratique et se disant, in petto, «⁰Tout ce qu'il faut entendre: quand même⁰ ! ».

Aussitôt constituée, l'*Association Démocratique* allait déployer une activité considérable. Le 29 novembre, jour anniversaire de la chute de Varsovie en 1831, elle adopta à l'unanimité une adresse au peuple suisse. Les uns après les autres, les cantons insurgés, membres du Sonderbund, avaient dû capituler : Fribourg, Zoug, Lucerne d'abord, puis Schwytz, Uri et le Valais. L'insurrection catholique était écrasée. Mais, dès avant la défaite du Sonderbund, le gouvernement français avait

²⁸³ *Le Débat Social*, 14 novembre 1847, pp. 236 et 237.

²⁸⁴ M. Funck déclina la fonction et fut remplacé le 5 décembre par M. Balliu

²⁸⁵ *Le Débat Social*. 21 novembre 1847, p. 249.

proposé à la Prusse, à l'Autriche, à la Grande Bretagne et à la Russie d'intervenir en Suisse si le Vorort n'acceptait pas de suspendre les hostilités et de négocier avec les rebelles sous le contrôle des cinq grandes puissances.

L'Association Démocratique entendait protester contre cette ingérence de l'étranger dans les affaires helvétiques. Elle s'exprima comme suit:

... L'intervention d'un congrès de rois dans vos affaires ne peut se comprendre que dans le sens d'une attaque ouverte ou sourde contre vos institutions, et surtout contre le développement que vous leur avez donné légitimement, dans ces derniers ans.

Gardiens, depuis près de six siècles, du dépôt de la liberté que la féodalité usurpatrice a exilée successivement de presque toutes les autres parties de l'Europe, vous nous devez. Suisses nos frères, vous vous devez à vous-mêmes, de défendre une dernière fois ce dépôt précieux, à cette heure suprême où toutes les nations se préparent à vous en réclamer le partage.

Si vous le laissez ravir à votre garde, six siècles de vigilance persévérante pour lesquels nous allions tantôt vous devoir une reconnaissance complète, seraient perdus pour vous et pour le reste de l'Europe

Exilées au delà des mers, sur le sol d'un monde nouveau, les institutions démocratiques auraient cessé, pour longtemps, de nous être un modèle d'étude constante et d'imitation facile. Le gouvernement de l'État par des chefs élus de tous; l'administration de l'État sans finances obérées, sans ruine du travailleur au profit de commis inutiles; la défense de l'État sans armée permanente; la prospérité industrielle et commerciale de l'État sans douanes, la liberté des croyances religieuses, sans domination théocratiques - où retrouverions-nous, pour l'imiter, le modèle de ce régime, auquel l'Europe tout entière aspire aujourd'hui, si la Suisse admet à se mêler de ses affaires un concert de rois, de banquiers, de ministres, de mercenaires, de monopoleurs, de sectaires ?

... Aussi avons-nous cru indispensable de vous adresser unanimement les vœux de vous voir résister aux intrigues diplomatiques que l'on médite contre vous. Nous vous conjurons de ne pas prêter l'oreille à ces offres perfides d'intervention qui vous sont faites de la part de cinq cours - nous ne disons pas de cinq peuples - concertées pour vous attirer dans un piège funeste²⁸⁶.

²⁸⁶ Lucien Jottrand: *Charles Spilthoorn*, Bruxelles, Vanderauwera, 1872, pp. 52 et 53.

Non seulement tous les membres du comité (y compris Karl Marx, absent, qui avait remis un blanc-seing) signèrent l'adresse, mais on la fit contresigner également par Imbert, «^oancien rédacteur du *Peuple souverain* de Marseille et par Bornstedt, Pelling et Mainz. Enfin Wallau, Moses Hess, Riedel et Wilhelm Wolff, y adhèrent au nom de l'Association des ouvriers allemands de Bruxelles.

Le même jour se célébra le 17^e anniversaire de la révolution polonaise. Le matin les émigrés polonais avaient assisté à un service religieux en l'église Sainte-Anne, rue de la Montagne, puis avaient tenu séance, en polonais, dans la salle du Christ à l'Hôtel de Ville. Le soir eut lieu la : séance en langue française, dans les locaux du Café des Arts, rue de la Fourche. Au bureau, présidé par Gendebien, se trouvaient MM. de Mérode Van Meenen, Jottrand, Ducpétiaux. Van Goidtsnoven, Fünck, De Gronckel et Lehardy de Beaulieu, membres du comité belgo-polonais.

Treize orateurs se firent entendre. Karl Marx avait chargé son ami Stéphane Born de prendre la parole au nom de l'Association des ouvriers allemands. Born s'en tira à l'entière satisfaction de ses mandants sinon de tous les auditeurs :

En vrais patriotes, nous voulons avant tout la chute du despotisme dans notre patrie; en vrais démocrates nous voulons la chute de la féodalité quelle que soit .la forme sous laquelle elle se présente et la chute de la bourgeoisie quels que soient les dehors séduisants du libéralisme sous lesquels elle voile son insupportable despotisme

A mesure que des intérêts communs rapprochent les peuples. L'alliance des démocrates ne tardera pas à pouvoir faire face à l'alliance des princes et les peuples alliés seront assez forts pour faire une révolution victorieuse, conservatrice et universelle: Victorieuse puisqu'ils renverseront toutes les conditions de leur existence passée; conservatrice, puisqu'ils ne se laisseront plus arracher les fruits de leur victoire; universelle, puisque cette révolution, ayant pris naissance dans l'esprit de tous les démocrates, fera le tour du monde entier^o»²⁸⁷ .

La lutte sera dure, conclut Born, et « le peuple aura peut-être autant d'efforts à déployer contre l'exploitation de la bourgeoisie que contre les anciennes castes^o»²⁸⁸ .

Un incident assez violent se produisit quand M. Wuillot, rédacteur du journal satirique *Méphistophélès*, donna lecture d'une pièce en vers en l'honneur de la Pologne dans laquelle il avait trouvé moyen d'introduire une tirade contre l'archevêque de Malines et les membres du dernier gouvernement catholique. On accusa Wuillot d'avoir ostensiblement fixé le comte de Mérode pendant qu'il lisait les passages antireligieux de son poème. Il en résulta un vif mécontentement au bureau.

M. Adolphe Bartels, démocrate catholique, inscrit pour prendre la parole, refusa de monter à la tribune et Lucien Jottrand dut s'excuser en disant qu'on ne pouvait méconnaître les sympathies des «^ohommes religieux de la Belgique^o» pour la cause de la Pologne et que la religion, même étroite, devait être respectée quand elle était sincère.

Une vive campagne de presse se déchaîna, à la suite de ce meeting, contre les

²⁸⁷ *Deutsche Brüsseler Zeitung*, 5 décembre 1847.

²⁸⁸ *Le Débat Social*, 5 décembre 1847, p. 272.

«⁰communistes⁰». Le Journal de Bruxelles, notamment, écrivit que pendant qu'on discutait dans le pays «⁰les masses étaient remuées dans tous les sens par des Gracques de bas étage⁰».

Dans le *Journal de Charleroi* Adolphe Bartels attaqua sans ménagements les trois journaux démocratiques belges: *l'Atelier Démocratique*, *la Deutsche Brüsseler Zeitung* et *le Débat social*, les accusant de communisme et d'athéisme et protestant contre le fait que «⁰les communistes et les dissidents de la Société d'Agneessens⁰»²⁸⁹ avaient occupé une partie de la salle où l'on fêtait la Pologne pour soutenir «les insultes et les provocations» qui s'y étaient donné libre cours. Il s'en prit tout spécialement aux «⁰étrangers⁰» qui se mêlaient de la politique belge.

²⁸⁹ La Société d'Agneessens était un groupement d'ouvriers belges, fondé en 1847, sur lequel on possède peu de renseignements. Présidée par J. Meskens, serrurier, elle avait comme dirigeants le relieur Puraye et le lithographe Bataille. Elle était farouchement républicaine et commençait à subir l'influence de la Société des Ouvriers Allemands en matière sociale.

Chapitre Seizième Le congrès de Londres

Lors du vote de l'adresse au peuple suisse, le président Lucien Jottrand avait fait part à l'assemblée du départ pour Londres de Karl Marx, chargé, disait-il, de représenter l'association auprès des Fraternal Democrats. Nous savons que la chose n'était pas tout à fait exacte et que Marx se rendit en Angleterre surtout pour assister au congrès de la Ligue communiste. Mais, peut-être, la délégation de l'Association Démocratique contribua-t-elle à résoudre, pour le « vice-président », la grave question des frais de voyage.

La situation devenait intenable pour Marx. En vue de son voyage, il avait emprunté 150 francs à son beau-frère Schmalhausen, mais il fallait aussi qu'il nourrisse ses enfants et sa femme. Enfin, nanti des viatiques rassemblés par la section communiste-bruxelloise et par l'Association des ouvriers allemands, il quitta Bruxelles, le 27 novembre en compagnie de Georges Weerth et de Victor Tedesco, avocat à Liège²⁹⁰. A Ostende, ils rencontrèrent, au rendez-vous fixé, Frédéric Engels, arrivé de Paris. Le lendemain, ils prirent le paquebot pour Douvres et arrivèrent dans la soirée à Londres.

La veille de son départ pour Ostende, Engels avait encore envoyé une longue lettre à Marx pour le mettre au courant de ses dernières tractations avec Louis Blanc. Celui-ci, au fond, n'accordait aucune importance particulière aux théories communistes qu'il situait sur le même plan que les innombrables conceptions révolutionnaires du moment. Il lui eût semblé non seulement naturel mais logique que Marx se ralliât à sa conception de l'association et de l'organisation du travail.

Aussi Engels insistait-il pour qu'on ne négligeât rien qui permit de remettre le « petit homme » à sa place.

Fais-lui toucher du doigt, écrivit, combien nous sommes au-dessus de lui; sois amical dans la forme, mais, quant au fond, maintiens énergiquement notre supériorité ... Malheureusement le côté théorique est, pour le moment notre seule force, mais la chose est très importante pour ces défenseurs de la science morale et de la loi de la production suffisante.

C'est donc armé de cette foi puissante dans la supériorité, de leurs conceptions doctrinales que Marx, Weerth, Engels et Tedesco, représentants du prolétariat allemand, français et belge prirent séance au deuxième congrès de l'avant-première Internationale.

Le groupe communiste londonien dirigé par Schapper n'avait pas chômé depuis le mois de juin. Conformément aux décisions prises il avait lancé en septembre 1847, un numéro spécimen de la *Revue Communiste*. Pour la première fois dans l'histoire, et plusieurs mois avant la publication du Manifeste, on put lire, en épigraphe la nouvelle devise révolutionnaire « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous! » C'était en fait et en principe, la rupture avec toutes les formules issues de la révolution

²⁹⁰ *Deutsche Brüsseler Zeitung*, 9 décembre 1847.

française et du socialisme utopique « Tous les hommes sont frères ».

Après avoir expliqué à leurs lecteurs les difficultés matérielles qui entravaient le lancement d'un journal ouvrier, les rédacteurs de la *Revue Communiste* faisaient appel à la solidarité des travailleurs:

Et maintenant, prolétaires, c'est à vous d'agir. Envoyez-nous des articles, abonnez-vous si c'est dans vos moyens, répandez la revue partout où quelque occasion se présentera. Il s'agit de lutter pour une cause sainte et juste, pour la cause de la justice contre l'injustice, des opprimés contre les oppresseurs. Nous combattons pour la vérité contre la superstition et contre le mensonge. Pour ce que nous faisons ici nous ne voulons ni récompense, ni paiement; nous ne faisons que notre devoir.

Prolétaires, si vous voulez devenir libres, sortez de votre solidement. L'humanité demande à tous les hommes 'de faire leur devoir'.

On pouvait lire dans le numéro-spécimen une étude déjà poussée de la conception marxienne:

Sont prolétaires de la société actuelle tous ceux qui ne peuvent pas vivre de leur capital; l'ouvrier aussi bien que le savant, l'artiste aussi bien que le petit bourgeois. Bien que la petite bourgeoisie possède encore quelque fortune, il est manifeste cependant qu'en raison de la terrible concurrence que lui fait le gros capital, elle marche à pas de géant vers la condition qui la rendra complètement pareille aux autres prolétaires. Nous pouvons donc, dès maintenant, la compter comme étant des nôtres, car elle est aussi intéressée à se préserver de la situation où elle ne posséderait plus rien du tout que nous sommes, nous intéressés à en sortir. Unissons-nous donc et le salut peut en résulter pour les deux parties.

... Que des philosophes et des savants établissent des systèmes pour l'aménagement d'une société future, nous le trouvons bon et utile. Mais si nous autres prolétaires nous voulions discuter très sérieusement les aménagements des ateliers, la forme de l'administration dans la future communauté des biens, nous chamoier à propos de la coupe des vêtements ou de la meilleure méthode pour le nettoyage des cabinets d'aisance²⁹¹, nous n'arriverions qu'à nous rendre ridicules et nous mériterions à bon droit le nom de rêveurs pas pratiques qu'on nous a donnés souvent.

La tâche de notre génération est de découvrir et d'amener à pied d'œuvre les matériaux de construction qui sont nécessaires à l'édification de la nouvelle société. La tâche des générations futures sera d'élever cet édifice. Soyons convaincus que les architectes ne manqueront pas non plus alors.

Nous ne sommes pas des communistes qui veulent tout réaliser par l'amour. Nous ne versons pas, au clair de lune, des larmes amères sur la misère des hommes, pour nous élever ensuite au comble du ravissement à la pensée de l'avenir en or. Nous savons que notre temps est grave, qu'il a besoin de l'effort entier de tout homme, et que toutes ces rêveries amoureuses ne sont qu'une espèce d'affaiblissement spirituel personnel qui rend qui rend quiconque incapable de toute énergie.

..Un dernier et dur combat rest_e encore à livrer, et ce n'est que lorsque notre parti en sera sorti victorieux que le moment viendra où nous pourrons probablement déposer les armes à tout jamais.

Nous ne sommes pas des communistes qui croient qu'aussitôt après un combat soutenu victorieusement la communauté des biens peut être introduite comme par enchantement. Nous savons que l'humanité ne fait pas de bonds, mais n'avance que pas à pas. Nous ne pouvons pas, du jour au lendemain, passer d'une société non harmonieuse à une société harmonieuse. Il faut pour cela une période de transition, plus

²⁹¹ Les Fouriéristes avaient longuement discuté ce problème traité par Fourier dans un de ses écrits posthumes.

ou moins longue selon les circonstances. La propriété privée ne peut être que peu à peu convertie en propriété commune.

Nous ne sommes pas des communistes qui veulent anéantir la liberté personnelle et faire du monde une grande caserne ou un grand atelier. Il existe à la vérité des communistes qui en prennent à leur aise et qui nient et veulent supprimer la liberté personnelle qui, à leur avis, barre la route à l'harmonie. Mais, nous, nous n'avons pas envie d'acheter l'égalité au prix de la liberté. Nous sommes convaincus, et nous essaierons de le prouver dans nos numéros suivants que, dans aucune société la liberté personnelle ne peut être plus grande que dans celle qui se fonde sur la communauté.

...Nous luttons tous contre la société d'aujourd'hui qui nous opprime et nous laisse languir dans la misère. Mais au lieu de réfléchir à cela et de nous unir, nous ne nous combattons malheureusement que, trop souvent entre nous, au grand plaisir de nos oppresseurs.

Au lieu de nous unir tous et de mettre la main à l'ouvrage pour établir un État démocratique où chaque partie peut chercher, par la parole et la plume, à s'assurer la majorité, nous tous cherchons chicane au sujet de ce qu'il faudra: faire ou ne pas faire quand nous aurons vaincu, Nous agissons comme les chasseurs qui se battent pour la peau de l'ours avant même de l'avoir aperçu.

A l'heure présente il est vraiment temps de mettre nos hostilités de côté et de nous tendre tous la main pour la défense commune. Mais pour que cela puisse se faire, il faut que les écrivains des différents partis cessent de combattre de la façon la plus âpre les opinions d'autrui et d'appliquer aux partisans de ces opinions les injures les plus vulgaires.

Nous, de notre côté, nous estimons tout homme, même l'aristocrate et le piétiste, qui a une opinion qu'il défend avec ténacité et énergie parce qu'il la croit juste. Le seul que nous ne ménagions pas c'est celui fut, sous le masque d'un parti politique ou social quelconque ou de la religion, n'a en vue que son malpropre souci personnel.

Après avoir vivement critiqué Charles Heinzen pour un article violent contre les marxistes, la Revue Communiste conduit :

Nous savons que le citoyen Heinzen est persécuté, calomnié, diffamé de toutes les façons possibles par nos oppresseurs et se trouve donc dans un état d'irritation; nous ne voulons aucunement d'attaquer à notre tour; au contraire, nous ne repoussons pas la main qu'on nous tendra pour l'union. L'union fait ta force et peut seule nous conduire au but.

C'est pourquoi, prolétaires de tous les pays, unissons-nous, publiquement là où la loi Je permet, car nos actes n'ont pas à redouter la lumière, secrètement au contraire là où l'arbitraire des tyrans prohibe la première solution par de prétendues lois qui interdisent aux hommes de s'assembler pour discuter les questions du moment et pour réclamer leurs droits. Quiconque les observe et les respecte agit avec lâcheté et déshonneur, mais celui qui les méprise et les enfreint agit en homme et en homme d'honneur.

Dans le même numéro de la revue on trouve une critique détaillée du fameux projet d'émigration dans le Nouveau Monde de Cabet, ainsi qu'un long article consacré à la nécessité, pour les prolétaires allemands, de lutter simultanément contre la bourgeoisie capitaliste et contre le pouvoir absolu, Cet article, qu'on attribue généralement à Frédéric Engels, est extrêmement intéressant en ce qu'il développe la thèse que l'accession au pouvoir politique de la bourgeoisie, c'est-à-dire l'événement d'un régime plus démocratique, est une des conditions essentielles du développement de l'action socialiste. En voici un passage caractéristique.

Nous les prolétaires, sommes-nous arrivés en Allemagne au point de pouvoir transformer complètement à notre avantage le désordre social, c'est-à-dire de pouvoir tout

de suite renverser la bourgeoisie et réaliser les principes du communisme ? N'avons-nous pas à côté et même avant la bourgeoisie un autre ennemi en face de nous, qu'il faut abattre si nous voulons en finir avec elle? Cet autre ennemi c'est la royauté absolue, qui s'intitule « par la grâce de Dieu », nous exploite au nom du Ciel, nous maintient dans les griffes des propriétaires fonciers moyenâgeux, nous enserme dans l'État « germano-chrétien » et, chaque fois que, blessés par nos chaînes d'esclaves, nous essayons de les secouer, envoie sa police, ses gendarmes, ses prêtres et ses canons au cours du capital.

La, publication se termine par une « revue politico-sociale » due à la plume mordante de Wilhelm Wolff. On y parle de tous les potins de cour et des événements sur un ton ironique: les amants de la reine Isabelle d'Espagne, l'agonie du régime de Louis-Philippe, les amours de Lola Montez et du roi de Bavière, l'abdication de Léopold 1er et du roi Guillaume des Pays-Bas, les conflits entre le Pape et Metternich, etc. La revue se termine sur cet entrefilet curieux à relire au XXe siècle:

Les Américains du Nord continuent à être en guerre avec les Mexicains.

Il est à espérer que les premiers obtiendront la plus, grande partie du Mexique et exploiteront le pays mieux que l'ont fait les Mexicains. L'association pour l'affranchissement du sol, la jeune Amérique, gagne chaque jour de nouveaux adhérents

...

Tel était le climat politique et doctrinal dans lequel s'ouvrit le congrès. On sait peu de chose de la façon dont se déroulèrent les débats. On imagine pourtant facilement que de vives discussions se produisirent à propos de la rédaction définitive de la Profession de Foi. On imagine aussi que Marx dut intervenir avec fermeté pour obtenir que fût précisée, au maximum, la position théorique et pratique des communistes. Il est certain qu'il critiqua ce qu'il y avait encore d'un peu sentimental dans la Revue Communiste et qu'il insista sur la nécessité d'adopter la forme plus claire qui lui avait été suggérée par Engels quelques jours auparavant.

Il est permis de croire, connaissant Marx et sa façon brutale de mettre les choses au point, qu'il multiplia les observations de détail sur la forme et sur le fond tant et si bien que l'on lui dit: « Rédigez donc le Manifeste vous-même! » En effet, le 10 décembre, Marx quittait le congrès chargé de la mission précise d'avoir à soumettre au Comité central de la Ligue Communiste, dans le plus bref délai, un projet de Manifeste du Parti Communiste.

Pendant les douze jours que durèrent les débats, on avait également discuté et adopté les statuts définitifs de la Ligue.

L'article premier stipulait:

Le but de la Ligue est le renversement de la bourgeoisie, la domination du prolétariat, l'abolition de la vieille Société bourgeoise fondée sur des antagonismes de classe et la fondation d'une société nouvelle, sans classe et sans propriété privée.

L'article 2 était ainsi conçu:

Pour être membre il faut réunir les conditions suivantes:

- a) Le genre de vie et l'activité conforme à ce but;
- b) L'énergie révolutionnaire et l'ardeur de la propagande;
- c) Faire profession de communisme;

d) S'abstenir de faire partie de toute société communiste, politique ou nationale, et informer le Comité supérieur de l'inscription à une société quelconque;

e) Se soumettre aux décisions de la Ligue;

f) Garder le silence sur l'existence de toutes les affaires de la Ligue;

g) Etre admis à l'unanimité dans une « Commune »

Quiconque ne répond plus à ces conditions est exclu.

Art. 3. - Tous les membres sont égaux et frères et se doivent à ce titre aide en toute circonstance,

Art. 4. - Les membres portent des noms fédéraux.

Art. 5. - La Ligue est organisée en Communes, Cercles, Cercles directeurs; Comité Central et Congrès,

Le restant des statuts présente peu d'intérêt et ne concerne que l'administration intérieure. Citons cependant les dernières dispositions :

Art. 37. - Quiconque viole les conditions imposées aux membres est, suivant les circonstances, suspendu ou exclu de la Ligue. L'exclusion empêche la réintégration,

Art. 38. - Le Congrès seul se prononce sur les démissions,

Art. 39. - Le Cercle ou la Commune peut suspendre des membres sous la réserve d'en aviser immédiatement l'autorité supérieure, En cette matière également le Congrès décide en dernier ressort.

Art. 40. - La réintégration de membres suspendus est prononcée par le Comité Central sur proposition du Cercle.

Art. 41. - Les crimes contre la Ligue sont jugés par le Comité d'arrondissement qui assure l'exécution du jugement,

Art. 42. - Les individus suspendus ou exclus ainsi qu'en général les sujets suspects, sont à surveiller au nom de la Ligue et à mettre hors d'état de nuire.

Une chose dont on n'avait que l'intuition se précise à la lecture des statuts de la Ligue Communiste: c'est le caractère secret clandestin de son action.

Rien n'est plus révélateur à ce sujet que le mystère dont Marx, Engels et leurs amis entourent leurs activités communistes. Jamais, ni dans un compte rendu de leur journal ni dans un de leurs écrits destinés à la publicité on ne trouve une allusion à la: section bruxelloise ou parisienne. Toujours Marx apparaît en public comme le représentant de l'Association des travailleurs allemands de Bruxelles, cercle fraternel vaguement démocratique. Quand les circonstances internationales ou le prestige le commandent, il se présente en qualité de vice-président de l'Association Démocratique. On peut dire que Marx pratique avec maestria le camouflage politique. Si certain accident, qu'on verra, ne s'était pas produit en mars 1848, jamais le grand public ni les autorités l'eussent su qu'il était le chef d'une faction révolutionnaire active.

La candeur de certains dirigeants d'associations non-communistes dont Marx faisant partie nous paraît, aujourd'hui, incompréhensible. Il semble, par exemple, que jusqu'en 1848 un homme comme Lucien Jottrand n'a jamais été effleuré par le soupçon que son vice-président et ami était un redoutable conspirateur.

On en trouve la preuve dans le compte rendu que le Débat Social donne du séjour de son « délégué » à Londres. Le lecteur se rappelle que celui-ci s'était fait confier par l'Association Démocratique la mission d'établir des rapports plus étroits avec les chartistes et de la représenter à la commémoration londonienne de la révolution

polonaise.

Voici en quels termes le *Débat Social*²⁹² commence son récit :

L'association démocratique de Bruxelles a délégué à Londres un de ses deux vice-présidents, M. Marx, publiciste allemand, pour se mettre en rapport avec la société dite « Fraternal Democrats » fondée à Londres par les chartistes anglais unis aux démocrates de tous les pays qui se trouvent établis dans cette immense capitale.

M. Marx a eu l'occasion de communiquer sa mission à la société anglaise dans l'assemblée où cette société célébrait la commémoration polonaise du 29 novembre. Il s'y est rencontré avec M. Tedesco, autre membre de l'association démocratique de Bruxelles²⁹³.

Nous apprenons ainsi qu'au cours de la cérémonie « M. Carl Schapper avait présenté le député de la nouvelle société démocratique belge, M. le docteur Charles Marx », qui fut reçu « avec de grands applaudissements ». Lecture fut donnée ensuite des pleins pouvoirs du délégué pour « établir des relations' de correspondance et de sympathie entre les deux sociétés ». Toujours d'après le *Débat Social*, Marx prit la parole et déclara qu'il avait été délégué auprès des démocrates anglais pour les convier à former un grand congrès de tous les démocrates du monde. De pareils congrès, dit-il, sont déjà institués par les classes moyennes, dans leur intérêt particulier. Les libre-échangistes en ont organisé également un, mais à un point de vue qui n'est ni assez large ni assez général pour garantir les droits de tous les hommes.

Les démocrates de Belgique ont pensé que les chartistes anglais devaient être les premiers à convoquer un congrès démocratique. Quand ils auront obtenu les six points de leur charte: élection par le suffrage universel, scrutin secret, un parlement annuel, suppression du cens pour l'éligibilité, rémunération des membres du Parlement, assurance à l'ouvrier d'un salaire suffisant, alors la route de la liberté sera ouverte à tout l'univers.

... Chartistes anglais, conclut Marx, obtenez la réforme politique que vous avez conçue, et vous serez salués comme les sauveurs de la race humaine.

A la suite de ce discours. M. Harney, rédacteur en chef du *Northern Star* proposa la résolution suivante qui fut adoptée à l'unanimité:

L'assemblée se réjouit d'apprendre l'établissement d'une société démocratique à Bruxelles, et répondant à l'offre d'alliance qui lui est faite par cette société, elle reçoit son délégué, le docteur Marx, avec tous les sentiments d'une considération fraternelle. L'assemblée applaudit avec enthousiasme à la proposition d'établir un congrès de démocrates de toutes les nations; elle s'engage à y envoyer ses députés, à la première convocation qui en sera faite, soit à Londres, soit à Bruxelles.

Et trois salves d'applaudissements saluèrent « le glorieux Lelewel, le brave général Mellinet et les démocrates de Bruxelles » ...

Frédéric Engels prononça une courte allocution, puis Victor Tedesco prit la parole

²⁹² *Le Débat Social*. 12 décembre 1847, pp. 282 et 283.

²⁹³ Victor Tedesco était, lui aussi, délégué au congrès communiste. Le « il s'y est rencontré » est, dès lors, plein de saveur.

pour remercier l'assemblée, au nom des démocrates belges, qui, affirma-t-il ont les yeux fixés sur les démocrates anglais comme sur leurs guides et désirent les voir bientôt remporter la grande réforme de la charte du peuple:

Je retournerai dans ma patrie, pénétré du spectacle auquel je viens d'assister. Je raconterai les bons sentiments dont les prolétaires anglais sont animés, et leur énergique détermination à poursuivre leur œuvre jusqu'à ce qu'elle ait réussi, et à donner à la cause du progrès une telle : impulsion, que tout le continent européen puisse en profiter pour l'établissement final de la liberté universelle.

Telle fut la version française de la cérémonie chartiste de Londres, version totalement frelatée on se demande par qui et dans quel but. Nous sommes en mesure d'en juger, car la *Deutsche Brüsseler Zeitung* publia de son côté, le texte intégral des allocutions de Marx et d'Engels²⁹⁴.

Voici comment s'exprima Karl Marx :

L'entente et la fraternité des Nations est une expression que tous les partis utilisent aujourd'hui, notamment les libres-échangistes bourgeois. Il existe en effet une sorte de fraternité des classes bourgeoises de toutes les nations: c'est la fraternité des 'tyrans' contre les opprimés, des exploités contre les exploités.

De même que la bourgeoisie d'un pays est unie et solidaire contre le prolétariat du même pays, malgré la concurrence et les luttes des membres de la bourgeoisie entre eux, de même les bourgeois de tous les pays sont unis et solidaires contre les prolétaires de tous les pays malgré leurs alternatives de combat et de concurrence sur le marché mondial.

Pour que les peuples puissent vraiment s'entendre il faut que leurs intérêts soient solidaires. Pour que leurs intérêts puissent devenir solidaires il faut abattre les conditions actuelles de propriété, car elles impliquent l'exploitation des masses populaires. Aussi l'intérêt immédiat de la classe ouvrière consiste-t-il à abattre le régime actuel de la propriété. La classe ouvrière est d'ailleurs la seule à posséder les moyens de le faire.

La victoire du prolétariat contre la bourgeoisie représentera en même temps la fin des conflits nationaux et économiques qui dressent actuellement les différents peuples les uns contre les autres. Ainsi la victoire du prolétariat contre la bourgeoisie sera-t-elle le signal de la libération de toutes les nations opprimées.

L'ancienne Pologne est de toute façon condamnée et nous serions les derniers à souhaiter son rétablissement. Mais l'ancienne Pologne n'est pas la seule à devoir disparaître, La vieille Allemagne, la vieille France, la vieille Angleterre, toute l'ancienne Société doit disparaître. Mais la disparition de l'ancienne Société ne sera pas une perte pour ceux qui n'ont rien de commun avec elle; dans tous les pays c'est le cas pour la grande majorité des hommes. Bien au contraire ils auront tous à gagner à la disparition de l'ancienne Société qui implique la création d'un ordre nouveau dont les fondements ne reposeront plus sur l'antagonisme des classes.

De tous les pays du monde, l'Angleterre est celui où l'antagonisme entre le prolétariat et la bourgeoisie est le plus développé. La victoire du prolétariat anglais sur la bourgeoisie anglaise est par conséquent décisive pour la victoire de tous les opprimés contre leurs oppresseurs.

Il en résulte que la Pologne ne doit pas être libérée en Pologne mais bien en Angleterre. Et vous, chartistes, vous n'avez pas à formuler de pieux souhaits pour la libération des peuples, Abattez vos propres ennemis de l'intérieur et vous pourrez avoir la

²⁹⁴ *La Réforme*, de Paris, du 5 décembre, donne quelques extraits de ces discours mais nous croyons qu'ils sont inédits en français.

glorieuse conviction d'avoir abattu toute l'ancienne Société !

Quant à Frédéric Engels, il s'exprima en ces termes:

Permettez-moi, mes amis, de m'adresser aujourd'hui à vous exceptionnellement en ma qualité d'Allemand. Nous, démocrates allemands, avons en effet, un intérêt particulier à la libération de la Pologne. Ce sont des princes allemands qui ont tiré avantage du partage de la Pologne, ce sont encore maintenant, des soldats allemands qui oppriment Posen et la Galicie. En tant qu'Allemands et que démocrates allemands nous devons, avant tout, nous préoccuper d'effacer cette tache qui souille notre nation.

Une nation ne peut pas se libérer et continuer, en même temps, à opprimer d'autres peuples. La libération de l'Allemagne ne pourra donc pas se réaliser sans que la Pologne soit délivrée du joug allemand, C'est pourquoi la Pologne et l'Allemagne ont un intérêt commun. C'est pourquoi des démocrates allemands et polonais peuvent travailler de concert à la libération de chacune des nations.

Je suis également de l'avis que la première bataille décisive dont la conséquence sera la victoire de la démocratie et la libération de tous les peuples européens, que cette première bataille sera l'œuvre des chartistes anglais,

J'ai habité l'Angleterre pendant de nombreuses années; pendant cette période je me suis souvent associé au mouvement chartiste. Si les militants chartistes anglais sont appelés à combattre les premiers c'est précisément parce qu'en Angleterre la lutte entre la bourgeoisie et le prolétariat est la plus violente, Pourquoi l'est-elle? Parce que l'industrie moderne, parce que les machines ont unifié toutes les classes opprimées du pays en une seule grande classe à intérêts semblables, la classe du prolétariat. De la même façon, du côté opposé, toutes les classes des exploités se sont unifiées dans une seule classe, la Bourgeoisie.

Ainsi la lutte est simplifiée, ainsi elle pourra se terminer en une seule grande bataille ...

N'en est-il pas ainsi? L'aristocratie n'a plus aucun pouvoir dans ce pays où la bourgeoisie règne seule après avoir annexé l'aristocratie. En face de la bourgeoisie se trouve la grande masse du peuple unie dans une redoutable phalange dont la victoire sur les capitalistes tout-puissants devient de plus en plus proche.

Cette destruction des intérêts opposés qui divisaient jadis les travailleurs en catégories hostiles, ce nivellement de la vie de la classe ouvrière, vous le devez au machinisme. Sans machinisme, pas de chartisme et même si le machinisme doit affecter encore votre situation du moment c'est quand même lui qui, par là, rendra notre victoire possible.

Mais ce ne sera pas seulement le fait de l'Angleterre. Dans d'autres pays le machinisme a eu la même action sur les travailleurs. En Belgique, en Amérique, en France, en Allemagne, il a aussi égalisé la situation de tous les travailleurs et l'égalise encore davantage tous les jours. Dans tous ces pays les ouvriers ont maintenant le même intérêt d'abattre la classe qui les exploite, c'est-à-dire la Bourgeoisie. Ce nivellement des conditions de vie, cette identité des intérêts politiques des travailleurs de tous les pays sont le résultat du machinisme qui, par cela, constitue un formidable progrès historique.

Quel est, en conséquence notre devoir? Puisque la situation des travailleurs de tous les pays est la même, puisque leurs intérêts sont les mêmes, puisque leurs ennemis sont les mêmes, ils doivent également lutter coude à coude. A la fraternité des bourgeois de toutes les nations ils doivent opposer la solidarité des travailleurs de tous les pays.

D'après *la Réforme*, journal de Flocon et de Ledru-Rollin, une triple ovation fut adressée par l'assemblée, sur l'invitation d'Engels, aux journaux démocratiques d'Europe : la *Réforme*, la *Deutsche Brüsseler Zeitung* et le *Northern Star*, cependant qu'une triple manifestation de mépris saluait la presse anti-démocratique : le *Journal des Débats*, le *Times*, l'*Augsburger Allgemeine Zeitung* et l'*Oesterreichische Beobachter* !

Et tout se termina au chant de la Marseillaise.

Se partageant entre le Congrès communiste et sa délégation officielle, Marx eut de nombreuses conversations avec Harney, Jones et les autres leaders chartistes au sujet de l'organisation, en 1818, du premier congrès démocratique international.

Le moment du départ approchait, A sa grande consternation, Marx s'aperçut que quand il aurait payé son voyage de retour, il ne lui resterait plus un centime. Désespéré, il écrivit alors à son ami Annenkof, à Paris, en lui demandant de lui prêter de 100 à 200 francs qu'il le pria de lui faire parvenir directement à Bruxelles. Et, le 13 décembre, il reprit le chemin de Bruxelles.

Le jour même de son retour, il pouvait lire dans le *Journal de Bruxelles*, l'article suivant:

Nous avons révélé à nos lecteurs l'existence d'une société qui s'intitule l'Association Démocratique de Bruxelles. Elle vient d'envoyer à Londres un de ses deux vice-présidents, M, Marx, publiciste allemand, pour se mettre en rapport avec les chartistes anglais.

Pour réaliser l'idée d'améliorer la race humaine on ne pouvait mieux s'adresser qu'en Angleterre. C'est dans ce pays qu'a déjà perfectionné toutes les races possibles, celles des chevaux, des chiens, des bœufs et des porcs. Il serait bien malheureux qu'on n'y pût réussir à doter d'avantages analogues à la race humaine, Et puis quelle magnifique occasion pour les régénérateurs de notre espèce! Ils pourront éditer une seconde édition, revue, corrigée, et progressivement augmentée, des discours d'Anarcharsis Cloots qui se nommait lui même *l'orateur du genre humain*.

Nous souhaitons seulement qu'ils n'aient point le sort de leur sublime prédécesseur. Celui-ci était du même pays que le patriote belge d'Allemagne délégué à Londres. Il eut le malheur d'exciter les soupçons de Robespierre. L'Incorruptible déclara, au milieu du club des Jacobins, qu'il se méfiait de tous ces étrangers qui prétendaient être plus patriotes que les Français les plus énergiques, et que d'ailleurs le système de Cloots, sa réputation universelle et sa monstrueuse incrédulité ne pouvaient produire effet que de rendre les Français odieux à toutes les nations et d'augmenter le nombre de leurs ennemis. Quoique temps après l'orateur du genre humain montait sur l'échafaud patriotique.

Les attaques du *Journal de Bruxelles* et d'Adolphe Bartels émurent les démocrates bruxellois. L'Association Démocratique voyait, en effet, grandir ses effectifs et son influence. Déjà elle avait dû chercher un local plus important²⁹⁵. Des adhésions lui venaient de Gand, de Charleroi, de Tournai. Dans cette dernière ville, des patriotes avaient fondé une société dont les buts étaient les mêmes que les siens et qui demandait son appui. De Suisse on venait de recevoir la réponse du Vorwort à l'adresse du 29 novembre. Le gouvernement helvétique remerciait l'Association Démocratique et annonçait qu'il avait fait imprimer son Adresse pour la faire parvenir à tous les cantons de la Fédération.

Il fallait éviter en Belgique même, des complications avec les pouvoirs publics, Le général Mellinet protesta donc immédiatement en disant que les attaques du *Journal de Bruxelles* étaient une grossièreté, celles du *Journal de Charleroi*, une mauvaise action.

²⁹⁵ De la Maison des Meuniers, rue de la Tête d'Or, elle avait émigré à la Vieille Cour de Bruxelles, rue des Sœurs Noires.

De son côté Karl Marx publia, en français, dans la *Deutsche Brüsseler Zeitung*²⁹⁶, l'article suivant:

M. Adolphe Bartels prétend que la vie publique est finie pour lui. Effectivement il est rentré dans la vie privée et pour ne pas en sortir; il se borne chaque fois que quelque événement politique se présente: à lancer des protestations et à proclamer hautement, qu'il croit s'appartenir à lui-même, que le mouvement s'est fait sans lui, M. Bartels, et malgré lui, M. Bartels, et qu'il a le droit de lui refuser sa sanction suprême. On conviendra que c'est là une manière comme une autre de participer à la vie publique et que par toutes ces déclarations, proclamations, protestations, l'homme public se cache sous les humbles apparences de l'homme privé. C'est ainsi! que se révèle le génie incompris et méconnu.

M. A. Bartels sait très bien que les démocrates des différentes nations, en formant une réunion sous le nom d'Association Démocratique, n'ont que d'autre but que de faire l'échange de leurs idées et de s'entendre sur les principes qui pourront servir à réaliser l'union et la fraternité des peuples. Il va sans dire que, dans une société qui se propose sur pareil but, c'est le devoir des étrangers d'émettre franchement leurs opinions et l'est vraiment ridicule de les qualifier de précepteurs toutes les fois qu'ils prennent la parole pour remplir ce devoir vis-à-vis de l'association à laquelle ils appartiennent. Si M. A. Bartels accuse les étrangers de vouloir donner des leçons, c'est parce qu'ils refusent d'en recevoir de lui.

M. A. Bartels se rappellera, sans doute, que dans le comité provisoire, dont il faisait partie, il a même proposé de faire, de la société des ouvriers allemands, le noyau de la nouvelle société à fonder. J'ai dû repousser cette proposition au nom des ouvriers allemands. Est-ce que, par hasard, M. A. Bartels a voulu nous tendre un piège pour se ménager les moyens d'une dénonciation postiche?

Libre à M. Bartels de décrier nos doctrines comme « immondes et barbares ». Il ne critique pas, il ne prouve pas, il condamne et fait preuve d'orthodoxie en condamnant d'avance ce qu'il ne comprend pas.

M. A. Bartels étant plus théocrate que démocrate il est très naturel qu'il trouve un auxiliaire dans le *Journal de Bruxelles*. Ce journal nous accuse de vouloir « améliorer la race humaine ». Qu'il se tranquillise. Heureusement nous autres, Allemands, nous n'ignorons pas qu'à partir de 1640 la Congrégation de *propaganda fide* a seule eu le monopole de l'amélioration de la race humaine. Nous sommes trop modestes et trop petits pour vouloir faire concurrence aux révérends pères dans cette industrie humanitaire. Qu'ils se donnent la peine de comparer le compte rendu de la *Gazette Allemande de Bruxelles* avec celui du *Northern Star*²⁹⁷ et ils pourront s'assurer que c'est seulement par erreur que le *Nothern Star* me fait dire: « Chartistes ... vous serez salués comme les sauveurs de la race humaine ».

Le *Journal de Bruxelles* est inspiré d'un esprit plus charitable quand il rappelle à notre souvenir l'exemple d'Anacharsis Cloots montant sur l'échafaud pour avoir voulu être plus patriote que les patriotes de 1793 et 1794. Sous ce rapport les révérends pères sont exempts de tout reproche. Ils n'ont jamais été plus patriotes que les patriotes. Au contraire on les a accusé partout et toujours de vouloir être plus réactionnaires que les réactionnaires et, ce qui est pire encore, de vouloir être plus gouvernement que le gouvernement National. Quand nous pensons aux tristes expériences qu'ils viennent de faire en Suisse, nous sommes tout prêts à reconnaître que les admonestations, qu'ils nous adressent afin que nous évitions l'extrême contraire et des dangers analogues, sont d'une générosité digne des premiers chrétiens. Nous les en remercions.

La, grande presse ne fit pas écho à cette mise au point, mais s'abstint

²⁹⁶ *Deutsche Brüsseler Zeitung*, 19 décembre 1847.

²⁹⁷ Reproduit dans le *Débat Social*

également de poursuivre ses attaques contre les « communistes étrangers ». Karl Marx et Bornstedt s'étaient d'ailleurs rendus ensemble à la rédaction du *Journal de Bruxelles*, pour demander des explications au rédacteur en chef de ce journal. Ils furent éconduits, mais annoncèrent dans la *Deutsche Brüsseler Zeitung* qu'ils utiliseraient « tous les moyens en leur pouvoir pour mettre fin à de grossières attaques personnelles » dirigées plus contre leurs personnes que contre leurs idées politiques²⁹⁸.

²⁹⁸ *Deutsche Brüsseler Zeitung*, 26 décembre 1847

Chapitre Dix-septième

Le discours de libre-échange

Au cours de la première séance de l'Association Démocratique qui suivit leur retour²⁹⁹, Marx et Engels³⁰⁰, firent rapport sur leur voyage à Londres. Ils purent constater que la société continuait à progresser. De La Haye, de Liège étaient encore parvenues des Adresses de sympathie : les adhésions individuelles se multipliaient, venant de toutes les villes du royaume.

Marx donna lecture de l'Adresse qu'il venait de recevoir de Harney, en même temps qu'une lettre lui faisant connaître l'accord des Fraternal Democrats, de l'Association des ouvriers allemands de Londres, du comité chartiste sur le projet d'organisation d'un congrès démocratique international. L'Adresse était conçue en termes chaleureux :

Votre délégué, notre ami et frère estimé le docteur Marx, vous dira l'enthousiasme avec lequel nous avons salué sa présence et la lecture de votre adresse. Tous les yeux brillaient de joie; toutes les voix criaient : « Bienvenue ! », toutes les mains se tendaient fraternellement vers les mains de votre représentant.

Les noms des membres de votre comité ont été accueillis par les applaudissements de toute notre assemblée. L'humanité doit leur être reconnaissante des services qu'ils ont rendus et des sacrifices qu'ils ont faits à la cause de la Liberté. Une association qui compte dans ses rangs l'héroïque général Mellinet et le glorieux et incorruptible patriote Lelewel, doit commander la confiance des démocrates de toutes les nations. Pour nous, nous acceptons avec les sentiments de la joie la plus vive l'alliance que vous nous offrez.

... A l'occasion de notre dernier anniversaire, le 22 septembre, nous avons recommandé la formation d'un congrès démocratique de toutes les nations. Nous nous réjouissons d'apprendre que vous avez publié la même proposition. La conspiration des rois doit être combattue par la contre-conspiration des peuples. En quelque lieu que ce congrès démocratique s'assemble, vous pouvez compter que la démocratie anglaise y sera représentée. Ce sera la tâche de votre association unie à la nôtre d'organiser l'assemblée des représentants de nos frères de toute l'Europe.

Votre délégué, le docteur Marx, vous informera des arrangements que nous avons pris avec lui pour rendre efficace l'union de nos deux associations.

Les peuples opprimés des différentes parties de l'Europe peuvent se proposer des manières différentes d'accomplir leur émancipation; ils peuvent différer entre eux quant aux formes particulières des systèmes politiques qu'ils cherchent à établir entre eux, et ne pas tomber d'accord quant aux réformes sociales nécessaires pour faire de la liberté une réalité. Sur ces points, l'unité de sentiment et d'action peut bien n'être ni possible ni nécessaire. Mais il y a deux points de réunion pour les démocrates de tous les pays à savoir : « la souveraineté du peuple » et « la fraternité des nations ».

... Nous sommes convaincus que c'est au véritable peuple, aux prolétaires, aux hommes qui versent chaque jour leur sueur et leur sang sous le joug qui leur est encore imposé par les systèmes actuels des sociétés, nous sommes convaincus que c'est à ce peuple qu'il faut recourir pour obtenir l'établissement de la fraternité universelle.

L'intérêt des seigneurs de la terre et des seigneurs du capital est de tenir les nations divisées. Mais il est de l'intérêt des prolétaires, opprimés partout par la même espèce de maîtres, et dépouillés partout des fruits de leur industrie par la même espèce de détresseurs, il est de l'intérêt des prolétaires de s'allier entre eux. Et ils s'allieront entre eux.

²⁹⁹ Le 20 décembre 1817.

³⁰⁰ Frédéric Engels était revenu de Londres le 17 décembre

Sortant de la hutte, de la mansarde ou de la cave, quittant la charrue, la fabrique ou l'enclume, on verra venir, on voit déjà venir par la même voie, les apôtres de la fraternité et les sauveurs prédestinés de l'humanité.

Espérant sérieusement le succès de votre association et la prospérité de ses membres, nous vous adressons des salutations fraternelles et vous engageons notre concours pour la réussite et le triomphe des principes que nos deux associations ont entrepris de propager : « Démocratie et fraternité des nations ! »³⁰¹.

Dans sa lettre personnelle à Marx, George Harney précisait que les Anglais se chargeraient d'inviter les démocrates français à participer au futur congrès international « pour éviter toute mauvaise interprétation sur la présence de ceux-ci dans une assemblée réunie en Belgique ». Frédéric Engels signala qu'il avait reçu des Fraternal Democrats un pouvoir exprès pour cette convocation éventuelle des citoyens français », convocation qu'il se réservait de communiquer à l'avance aux membres du Comité de la Réforme à Paris³⁰². D'autre part, le directeur de la *Deutsche Zeitung* de Bâle faisait savoir à Bruxelles qu'il se proposait de réunir les démocrates suisses en vue de leur participation au congrès de Bruxelles. Finalement, l'avocat Tedesco, lui aussi retour de Londres, fut chargé de la constitution de la section démocratique de Liège, et Frédéric Engels des rapports avec les démocrates parisiens. Le lendemain, il prenait le chemin pour la France, chargé de mission à la fois par le comité central communiste de Londres et par l'Association Démocratique de Bruxelles !

Infatigable dans son apostolat, Karl Marx consacrait le temps que lui laissait la préparation du Manifeste du Parti Communiste à donner des conférences aux membres de l'Association des Ouvriers allemands, sur le salariat et le capital³⁰³.

Marx affirmait à nouveau le principe que le salaire n'est pas une part revenant à l'ouvrier dans le produit qu'il a fabriqué, mais une partie même de ce produit, partie par laquelle le capitaliste achète une quantité déterminée de force productive. Le prix du travail est fixé, comme celui de toutes les marchandises constitutives du produit fabriqué, en fonction du prix de revient. Le prix de revient du travail dépend des frais qui sont nécessaires à l'entretien et à la reproduction du travailleur. C'est le montant de ces frais qui détermine le salaire. Par l'effet de la concurrence, le salaire, comme le prix de toutes les marchandises, se trouve une fois au-dessus, une fois au-dessous du minimum vital, mais dans l'ensemble, les frais nécessaires à la subsistance de la main-d'œuvre constituent le salaire minimum.

Quant au capital, Marx rencontrait vigoureusement l'affirmation des économistes bourgeois, prétendant qu'il n'est que du travail accumulé :

Qu'est-ce qu'un esclave nègre ?, demandait-il. Un homme de race noire.

Cette explication vaut celle des économistes. Un nègre est un nègre. Ce n'est qu'en fonction de certaines circonstances seulement qu'il devient un esclave. Une machine à filer le coton

³⁰¹ L'Adresse porte les signatures suivantes : Georges Julien Harney, Ernest Jones, Charles Keen, Thomas Clark, pour la Grande-Bretagne; Michelot et Bernard, pour la France; Charles Schapper et Joseph Mall, pour la Germanie ; Louis Oborski, pour la Pologne; J. Schabelitz, pour la Suisse et Pierre Hohn, pour la Scandinavie.

³⁰² Lucien Jottrand : *Charles Spilthorn*, op. cit., p. 57.

³⁰³ Ces conférences rédigées après coup par Marx furent publiées dans la *Nouvelle Gazette Rhénane*. Cfr. *Gesamtausgabe*, VI.

est une machine qui sert à filer du coton. Ce n'est qu'en fonction de certaines circonstances qu'elle devient un élément capitaliste. En dehors de ces circonstances elle est aussi peu du capital que l'or ne représente de l'argent ou le sucre la valeur du sucre.

Le capital, poursuit Marx, est un rapport de production social, un rapport de la société bourgeoise. Une quantité de marchandises, de produits d'échanges se transforme en capital par le fait qu'elle se transforme en pouvoir social indépendant en un pouvoir d'une partie de la société de se maintenir et de croître par un échange avec la capacité de travail immédiate et vivante.

L'existence d'une classe ne possédant que sa capacité de travail, est une condition nécessaire au développement du capitalisme. C'est la domination du travail accumulé, passé et matérialisé sur le travail immédiat et vivant qui transforme le travail accumulé en capital. Le capital ne consiste pas dans le fait que du travail accumulé utilise du travail vivant comme nouveau moyen de production. Non, il consiste en ceci que le travail vivant est mis à la disposition du travail accumulé pour conserver et augmenter sa valeur d'échange.

Le capital et le travail se conditionnent et se créent mutuellement. Quand les économistes bourgeois en déduisent que les intérêts des capitalistes et des travailleurs sont les mêmes, il n'en demeure pas moins que les travailleurs périssent quand le capital ne les occupe pas et que le capital périt quand il ne peut pas exploiter les travailleurs. Plus le capital productif augmente, plus l'industrie prospère, plus la bourgeoisie s'enrichit et plus le capitaliste a besoin de travailleurs, plus l'ouvrier peut se vendre cher. La condition indispensable à une existence passable du travailleur est par conséquent le développement le plus rapide de la production capitaliste.

Il en résulte qu'une sensible augmentation du salaire implique un développement d'autant plus rapide du capital productif. Si le capital croît, si le salaire augmente, le profit du capitaliste augmentera d'autant plus rapidement. La situation matérielle de l'ouvrier a pu s'améliorer, mais uniquement aux dépens de sa situation sociale : l'abîme social qui le sépare du capitaliste n'aura fait que s'élargir.

Les meilleures conditions pour le salariat impliquant un développement d'autant plus rapide du capital, il en résulte que la classe ouvrière fait croître et augmenter la puissance dominante du pouvoir ennemi. Elle est ainsi autorisée, dans les meilleures conditions de salaires à collaborer au développement du capitalisme et à participer à la confection des chaînes dorées, grâce auxquelles la bourgeoisie la traîne à sa suite.

Mais la croissance du capitalisme et l'augmentation des salaires ne sont pas du tout aussi indissolublement liées que les économistes bourgeois le prétendent. Il n'est pas vrai du tout dit Marx, que plus le capital est opulent et mieux l'esclave est nourri. En effet, l'augmentation du capital productif implique l'accumulation et la concentration des capitaux. Cette centralisation conduit à une plus grande division du travail et à une plus importante utilisation de machines. La division progressive du travail détruit l'habileté personnelle de l'ouvrier; elle augmente la concurrence entre les travailleurs en ce qu'elle permet à n'importe qui de faire le travail qui requérait précédemment une capacité particulière.

La concurrence entre ouvriers devient d'autant plus grande à mesure que la division du travail permet à un seul homme de faire le travail de trois. Les machines ont, dans une encore plus grande proportion, la même faculté. Le développement du capital productif oblige les capitalistes à utiliser des moyens de production toujours plus perfectionnés. On en arrive ainsi à la ruine des petits industriels qui se voient prolétariés. Enfin, étant donné que l'intérêt tombe dans une proportion directe avec l'accumulation des capitaux, il en résulte que les petits rentiers ne peuvent plus vivre de leurs revenus et se voient obligés de travailler dans l'industrie où ils viennent augmenter le nombre des prolétaires.

Finalement, plus le capital se développe et plus il est obligé de produire pour un marché dont il ne connaît pas les besoins. Mais plus la production va au devant des besoins et plus l'offre essaye de dominer la demande et plus les crises augmentent en fréquence et en intensité. Ces crises sont de véritables séismes industriels dans lesquels le monde des affaires ne se maintient qu'en offrant aux Dieux de l'Enfer une partie de son patrimoine, une partie de ses produits et même une partie des forces productives elles-mêmes.

En effet, le capital ne vit pas seul du Travail. Un tyran aussi puissant et aussi barbare, la Crise, précipite également dans l'abîme les cadavres de ses esclaves, opère des hécatombes de travailleurs. Si le capital se développe rapidement, la concurrence entre ouvriers augmente encore plus rapidement. Il en résulte que plus on voit diminuer les occasions de travail et les moyens d'existence pour la classe ouvrière et plus, néanmoins, la croissance rapide du capitalisme est la circonstance la plus favorable pour le salariat.

On est frappé par la profondeur que Marx mettait à analyser, devant de simples ouvriers, les problèmes qui les touchent et le plus directement. S'il avait apporté un peu plus de complaisance ou de démagogie dans sa critique du capitalisme, personne n'y eût trouvé rien à redire. Au lieu de cela, il témoignait de cette probité intellectuelle qui lui permettait, en contrepartie, une rigueur morale, à laquelle les opportunistes et les velléitaires de tous les temps ne comprendront jamais rien³⁰⁴.

Marx, prenant ses fonctions de vice-président très au sérieux, participait assidûment aux réunions de l'Association Démocratique où il servit de parrain à Bakounine³⁰⁵, expulsé par le gouvernement français et au, docteur Karl d'Ester, admis en même temps qu'une quarantaine de néophytes. La question du congrès international passionnait littéralement les démocrates de Bruxelles. Ils voyaient déjà la capitale belge transformée en centre européen des idées nouvelles et espéraient légitimement qu'il en rejaillirait sur eux un éclat considérable. Aussi firent-ils tout ce qu'ils pouvaient pour que les Anglais ne revendiquent pas l'organisation et combattirent-ils les prétentions des Suisses et de certains Français, dont Ledru-Rollin, de convoquer un congrès du même genre à Genève ou à Bâle : rien ne

³⁰⁴ Cfr. Franz Mehring : *Histoire de la vie de Karl Max*, Leipziger Buchdruckerei Aktiengesellschaft, Leipzig, 1919.

³⁰⁵ A cette époque Bakounine ne manifestait pas encore son antipathie pour Marx d'une façon publique. On en trouve des traces dans sa correspondance avec Herwegh : « J'ai nettement déclaré, disait-il (mais on peut en douter), que je n'irais pas dans leur *Kommunistische Handverkerverein*, et que je ne voulais rien avoir à faire avec cette société ... » « Les Allemands, ouvriers, Bornstedt, Marx et Engels, Marx surtout, font ici leur mal ordinaire » (Cité par Lagardelle dans un article sur Bakounine et Marx (*Le Mouvement Socialiste*, mai-juin 1914) d'après Nettelau, *Bakounine*, tome I, p. 71.)

prévaudra, écrivit la *Deutsche Brüsseler Zeitung* contre la décision formellement arrêtée des Anglais, des Belges, des Allemands et des Hollandais de se réunir à Bruxelles en septembre 1848 !³⁰⁶

Le jour du réveillon de l'an, l'Association des ouvriers allemands organisa, « Au Cygne », Grand'Place, une grande cérémonie à laquelle elle invita ses amis étrangers. Fête démocratique et fraternelle : la salle avait été décorée par les membres eux-mêmes, une scène destinée à la représentation d'une Allégorie en vers de Stéphane Born avait été élevée par les menuisiers : les membres chômeurs' étaient les invités de la communauté ...

Lelewel, Albert Picard et Imbert assistaient à la soirée comme hôtes d'honneur de l'Association. Les dames et les jeunes filles voisinaient avec les vieux travailleurs et les apprentis : cent trente personnes fêtaient la Saint-Sylvestre ...

Après le président Wallau, Karl Marx prit le premier la parole. Il porta d'abord un toast à l'Association Démocratique et célébra, en termes vibrants, la mission libératrice de la Belgique dans la lutte contre l'absolutisme, les vertus bienfaitrices d'une constitution libérale qui permet au pays de pratiquer la libre discussion, qui respecte le droit d'association et fait de cette nation l'une des plus humanitaires de toute l'Europe.

On entendit encore Albert Picard. Lelewel, Bornstedt, Wilhelm Wolff. Imbert, Meskens, président de la société d'Agneessens, Philippe Gigot qui salua le Northern Star et la Réforme. Stéphane Born qui souhaita bon voyage au jeune ami d'Engels et de Marx, Junge, dont le départ aux États-Unis frappait durement l'Association, Junge lui-même enfin qui promit de rester toute sa vie un bon révolutionnaire et de revenir avec beaucoup d'autres émigrés, le jour où « commencerait l'insurrection européenne, où sonnerait la cloche de la libération ».

Entre les discours, un orchestre d'amateurs se faisait entendre, on récitait des poèmes et Mme Marx ne fut pas la dernière « à faire profiter l'assemblée de son talent dramatique et donnant ainsi un remarquable exemple extrêmement impressionnant d'une dame aussi distinguée, se consacrant à l'éducation du prolétariat »³⁰⁷.

A l'occasion du nouvel an, Engels publia dans la *Deutsche Brüsseler Zeitung* un appel passionné aux travailleurs allemands :

Qu'avons-nous fait, leur demande-t-il, pendant l'année 1847, pour améliorer notre situation Rien ou à peu près rien. Dans quelques rares endroits seulement comme Berlin, Stettin. Stuttgart et Ulm vous avez tenté l'insurrection pour le pain. A ce moment n'avez-vous pas remarqué la terreur panique qui saisissait brusquement les gouvernements « paternels », les bourgeois et les capitalistes, nos exploités

³⁰⁶ *Deutsche Brüsseler Zeitung*, 30 décembre 1847.

³⁰⁷ *Deutsche Brüsseler Zeitung*, 6 janvier 1848. La rédaction du journal fait l'éloge des jeunes travailleurs, membres de l'Association, qui assuraient bénévolement le service « avec l'humour le plus heureux et la galanterie la plus attentionnée envers le beau sexe ». C'est par la vertu de la solidarité que le progrès, l'éducation et le plaisir se pratiquent à l'Association des ouvriers allemands. « Toujours la main dans la main. »

N'ont-ils pas commencé aussitôt à prendre des mesures pour l'amélioration de ta situation des classes laborieuses, eux dont la « paternelle » sagesse, ne s'était jamais souciée de nous Ils ont hypocritement manifesté de la compassion pour vos souffrances. Ils ont déployé tous leurs efforts pour vous jeter de la poudre aux yeux et pour vous donner de fausses explications sur les origines de vos malheurs.

Nous, par contre, nous vous avons expliqué que vous n'étiez si faibles que parce que vous étiez désunis; que vous n'arriveriez à rien sans plan d'ensemble et sans organisation.

... Comme travailleurs individuels nous sommes impuissants. Nous sommes bien vingt-cinq millions en Allemagne, opposés au capitalisme et au gouvernement « par la grâce de Dieu ». Mais le nombre ne fait rien à l'affaire, nous l'avons constaté à nos dépens jusqu'à présent. L'union et la solidarité des opprimés leur donnera seules la puissance nécessaire pour abattre leurs ennemis et pour fonder une nouvelle société qui assurera le bonheur de la masse³⁰⁸.

Quelques semaines après, il publia une longue étude sur les événements de l'année 1847, « la plus mouvementée qu'on ait connue depuis longtemps ». Après avoir examiné la situation politique dans les différents pays d'Europe il concluait en ces termes :

Où que nous tournions nos regards nous voyons la bourgeoisie faire de gigantesques progrès. Elle porte la tête haute et, orgueilleusement, elle supplante ses ennemis. Elle attend des victoires décisives et ses espérances ne seront pas déçues. Elle prétend organiser la terre entière selon ses conceptions et elle y parvient dans la plus grande partie du globe. Nous ne sommes pas des amis de la bourgeoisie, on le sait. Mais nous souhaitons cette fois son triomphe. Nous ne pouvons nous empêcher de sourire ironiquement en voyant avec quel sérieux imperturbable et avec quel zèle pathétique elle poursuit sa tâche un peu partout. Ces Messieurs s'imaginent vraiment qu'ils travaillent pour eux-mêmes. Ils sont assez prétentieux pour s'imaginer que leur victoire donnera au monde sa constitution définitive. Et pourtant une chose seulement est sûre : c'est qu'ils nous frayent la voie à nous démocrates et communistes. Ils obtiendront peut-être quelques années de jouissance inconfortable pour être ensuite abattus. Les bourgeois ont, partout, derrière eux, le prolétariat. En Italie et en Suisse il participe publiquement à leurs efforts et à leurs illusions; en Allemagne et en France. Il prépare silencieusement et sous main la chute de la bourgeoisie en Angleterre et en Amérique il entre en rébellion ouverte contre la bourgeoisie dominante.

Mais nous pouvons encore faire plus. Nous pouvons nous en ouvrir franchement aux bourgeois. Nous pouvons jouer carte sur table avec eux. Ils peuvent savoir dès à présent, qu'ils, ne travaillent que dans notre intérêt. Ils ne pourront tout de même pas renoncer au combat contre la monarchie absolue, la noblesse et les prêtres. Il faut qu'ils triomphent ou qu'ils disparaissent.

Oui, dans très peu de temps ils devront même nous appeler à leur secours !

Continuez donc à combattre courageusement. Aimables capitalistes ! Nous avons besoin de vous, nous avons par ci, par là, besoin de votre domination. Il faut que vous déblayiez pour nous le chemin de tous les débris du moyen âge et de la monarchie absolue. Vous devez détruire le régime patriarcal, vous devez centraliser, vous devez transformer les classes plus ou moins non-possédantes en véritables prolétaires, en recrues pour notre armée. Vous devez par vos usines et par vos relations commerciales fournir au prolétariat les moyens matériels dont il a besoin pour sa délivrance. Votre récompense sera de pouvoir régner pendant un petit laps de temps.

Vous pourrez faire la loi vous pourrez vous pavaner dans la gloire de votre majesté, vous pourrez faire ripaille dans les palais royaux et courtiser les filles de rois, mais, ne l'oubliez jamais :

³⁰⁸ *Deutsche Brüsseler Zeitung*, 2 janvier 1848.

« La hache pend devant la porte. »³⁰⁹.

Marx avait été infiniment sensible au refus pur et simple qu'on lui avait opposé, au Congrès des Economistes, lorsqu'il voulut exposer, après Georges Weerth, ses conceptions en matière de libre-échange. Le refus de Louis Blanc et de Flocon de publier le texte de son intervention dans la Réforme, malgré les diplomatiques interventions d'Engels, avait encore renforcé son désir de faire connaître publiquement ses vues hétérodoxes.

Il en trouva l'occasion quand l'Association Démocratique mit les problèmes économiques à l'ordre du jour de ses travaux. Le 9 janvier 1848, devant une assemblée passionnément intéressée, il prononça son célèbre Discours sur la question du Libre-Echange³¹⁰. Ce discours est un monument. C'est aussi un chef-d'œuvre de dialectique et l'on ne comprend pas qu'il ne serve pas quotidiennement à l'édification et à la formation doctrinale de la jeunesse ouvrière militante. Il peut avoir vieilli sous certains de ses aspects, mais il conserve à beaucoup de points de vue une allure prophétique. Historiquement parlant, il représente le document situé exactement au moment où s'achève chez Marx la formation de sa doctrine économique et sociale. Il succède à la Misère de la Philosophie, ultime représentation de l'ésotérisme marxien, et précède directement le Manifeste Communiste, première manifestation du socialisme populaire de combat. La chose n'a d'ailleurs rien d'extraordinaire étant donné que, dans le même temps qu'il écrivait son Discours, Marx rédigeait le texte du Manifeste.

Tous les débats sur le libre échange ont porté également sur le commerce des grains et des matières premières, expose Marx dans son exorde. Les libre-échangistes n'ont pas cessé de proclamer qu'il était infâme de frapper de droits protecteurs les grains étrangers, car c'était « spéculer sur la famine des peuples ».

Leur mot d'ordre était « Du pain à bon marché, des salaires élevés » (cheap food, high wages). Pourtant, la classe laborieuse est ingrate et dénonce ses bienfaiteurs, telle docteur Bowring³¹¹, comme d'« effrontés hypocrites ».

Comment expliquer cette contradiction

Les libre-échangistes disaient aux ouvriers : le droit sur les céréales est un impôt sur les salaires que vous payez aux propriétaires fonciers.

Les ouvriers rétorquaient aux fabricants : Comment se fait-il que nos salaires ont baissé depuis trente ans dans une proportion plus rapide que le prix des grains n'a haussé En effet, le salaire du tisserand à la main est passé de 28 sh. par semaine en 1818, à 5 sh. en 1843 et celui du tisserand à métier de 20 sh. en 1823 à 8 sh. en 1843³¹². Or, le droit sur les céréales n'a jamais représenté plus que 3 pence par semaine.

³⁰⁹ *Deutsche Brüsseler Zeitung*, 23 janvier 1848.

³¹⁰ *Discours sur la question du Libre-Echange*, par Charles Marx. Bruxelles, 1848. Imprimé aux frais de l'Association Démocratique.

³¹¹ Cfr. p. 165. Le récit du conflit entre Weerth et le docteur Bowring.

³¹² Cfr. Fr. Engels : *Situation des Classes laborieuses en Angleterre*. Tome II

D'autre part, au moment où le pain était bon marché et le commerce florissant, vous nous accusiez d'être les propres artisans de nos malheurs parce que nous avons trop d'enfants.

Les fabricants répondaient à leur tour : « Messieurs les ouvriers ont raison; ce n'est pas seulement le prix du blé, mais encore la concurrence entre les bras offerts, qui détermine le salaire ». Si l'Angleterre se consacrait exclusivement à l'industrie, elle dominerait l'Europe entière qui serait sa campagne nourricière,

De son côté, le petit commerçant objectait que, même en ruinant l'agriculture anglaise, on n'obligerait les étrangers, ni à se fournir dans les usines anglaises, ni à abandonner leurs propres usines.

A quoi le fabricant « tournant le dos aux ouvriers, répond à l'épicier » : quand nous aurons le blé à meilleur compte, nous abaisserons les salaires qui hausseront dans les pays d'où nous tirerons les grains. De la sorte, nous aurons le pain et la main-d'œuvre à bon marché et nous pourrions forcer le continent à se fournir chez nous.

Mais le fermier et l'ouvrier de la campagne se mêlent à la discussion. Que deviendrons-nous dans tout cela demandent-ils

Marx explique alors que l'Anti-Corn-Law-League a très adroitement couronné trois mémoires abondamment répandus dans les campagnes.

Le premier s'attache à prouver que le propriétaire foncier, seul, subira une perte par la libre importation du grain.

Le second soutient que le prix du blé haussera, mais que tout le profit en sera pour le fermier et l'ouvrier agricole.

Le troisième admet que la ruine frappera une partie des fermiers. Mais les petits trouveront place dans l'industrie. Quant aux grands fermiers, ils pourront acheter des terres dépréciées à son compte, ou bien des louer à très long terme. L'introduction des machines agricoles leur permettra de réaliser des économies sur la main-d'œuvre dont la baisse générale des salaires aura déjà réduit le prix.

Le docteur Bowring, dit Marx, a donné à tous ces arguments une consécration religieuse en s'écriant dans un meeting public : « Jésus-Christ, c'est le free-trade; le free-trade, c'est Jésus-Christ ».

On comprend que toute cette hypocrisie n'était pas propre à faire goûter aux ouvriers le pain à bon marché.

Comment d'ailleurs les ouvriers auraient-ils pu comprendre la philanthropie soudaine des fabricants, de ces gens qui étaient encore occupés à combattre le bill des dix heures, par lequel on voulait réduire la journée de l'ouvrier des fabriques de douze heures à dix heures.

L'orateur expose ensuite la conception philanthropique des industriels anglais. Elle est basée sur le régime des amendes dont un « véritable code » régit l'application en cas de faute vénielle. « Les amendes sont toujours plus fortes que le dommage véritablement causé », on va jusqu'à « faire avancer la pendule de la fabrique » et à « destituer le contremaître qui ne serait pas assez habile pour multiplier cas de contravention ».

Vous le voyez, Messieurs, cette législation domestique; est faite pour enfanter des contraventions et on fait faire des contraventions pour faire de l'argent. Ainsi, le fabricant emploie tous les moyens pour réduire le salaire nominal et pour exploiter jusqu'aux accidents dont l'ouvrier n'est pas le maître.

Ces fabricants, ce sont les mêmes philanthropes qui ont voulu faire croire aux ouvriers qu'ils étaient capables de faire des dépenses énormes uniquement pour améliorer leur sort. C'est pourquoi ils prêchent la religion du libre-échange et multiplient les meetings publics.

C'est à l'occasion d'un de ces meetings qu'un ouvrier s'écria : « Si les propriétaires fonciers vendaient nos os, vous autres fabricants vous seriez les premiers à les acheter pour les jeter dans un moulin à vapeur et en faire de la farine. »

Les ouvriers anglais ont très bien compris la signification de la lutte entre les propriétaires fonciers et les capitalistes industriels. Ils savent très bien qu'on voulait rabaisser le prix du pain pour rabaisser le salaire et que le profit industriel augmenterait de ce que la rente aurait diminué.

Il n'est pas du tout indifférent pour l'ouvrier de ne recevoir plus que 4 francs, le blé étant à meilleur marché, quand auparavant il a reçu 5 francs.

Son salaire n'est-il pas toujours tombé par rapport au profit Et n'est-il pas clair que sa position sociale a empiré vis-à-vis du capitaliste Outre cela il perd encore dans le fait.

Tant que le prix du blé était encore plus élevé, le salaire l'étant également, une petite épargne faite sur la consommation du pain suffisait pour lui procurer d'autres jouissances, Mais du moment que le pain et en conséquent le salaire est à très bon marché, il ne pourra presque rien économiser sur le pain pour rachat des autres objets.

Dès lors, si les ouvriers se sont alliés aux libre-échangistes contre les propriétaires fonciers « c'était pour détruire les derniers restes de la féodalité et pour n'avoir plus affaire qu'à un seul ennemi » Les propriétaires fonciers, pour se venger des fabricants, s'allièrent aux ouvriers pour faire passer la loi des dix heures, qu'ils avaient repoussé pendant trente ans !

Au congrès des économistes de 1847, le docteur Bowring avait tu une imposante liste de produits importés pour être consommés par les ouvriers. Il n'oubliait de dire qu'une chose, c'est qu'au moment où il parlait, les ouvriers anglais étaient « jetés sur le pavé par la crise qui commençait ».

Une règle veut, en économie politique, qu'on ne tire jamais de lois générales des statistiques d'une seule année.

Il faut toujours prendre le terme moyen de six à sept ans - laps de temps pendant lequel l'industriel moderne passe par les différentes phases de prospérité, de surproduction, de stagnation, de crise et achève son cycle.

En principe, le libre-échange sera favorable à l'ouvrier. Il n'y a qu'un « petit inconvénient à cela, c'est que l'ouvrier, avant d'échanger son franc pour d'autres marchandises a fait d'abord d'échange de son travail contre le capital ».

Si dans cet échange il recevait toujours pour le même travail le même franc, et que le prix de toutes les autres marchandises tombât, il gagnerait toujours à ce marché. Le point difficile, ce n'est pas de prouver que le prix de toute marchandise baissant, j'aurai plus de marchandises pour le même argent.

Les économistes prennent toujours le prix du travail au moment où il s'échange contre d'autres marchandises, Mais ils laissent tout à fait de côté, le moment où le travail opère son échange contre le capital,

Quand il faudra moins de frais pour mettre en mouvement ta machine qui produit les marchandises, les choses nécessaires pour entretenir cette machine qui s'appelle travailleur coûteront également moins cher. Si toutes les machines sont à meilleur marché, le travail, qui est aussi une marchandise, baissera également de prix, et comme nous le verrons plus tard, ce travail-marchandise baissera proportionnellement beaucoup plus que les autres marchandises. Le travailleur, comptant toujours sur l'argumentation des économistes, trouvera que le franc s'est fondu dans sa poche et qu'il ne lui reste plus que cinq sous.

Les économistes répondront sans doute, note Marx, que l'augmentation de la consommation, provoquant une plus grande production, amènera une demande de main-d'œuvre et partant une hausse des salaires. Ce qui revient à dire : « le libre-échange augmente les forces productives ».

De fait, concède Marx, si le capital reste stationnaire l'industrie déclinera et l'ouvrier en sera la première victime : « Il perdra avant le capitaliste. » Mais il périra également si le capital se développe. En effet,

l'accroissement du capital productif implique l'accumulation et la concentration des capitaux. La centralisation des capitaux amène une plus grande division de travail et une plus grande application des machines, La plus grande division du travail détruit la spécialité du travailleur et, en mettant à la place de cette spécialité un travail que tout le monde peut faire, elle augmente la concurrence entre les ouvriers.

La division du travail permet à l'ouvrier de faire seul le travail de trois hommes, mais le développement du machinisme tue les petits industriels et les prolétarise comme la réduction de l'intérêt prolétarise les petits rentiers.

D'autre part, le dérèglement de la production provoque des crises qui augmentent d'intensité et de rapidité. « Mais toute crise à son tour accélère la centralisation des capitaux et grossit le prolétariat. »

Marx indique alors comment se développe le phénomène qui l'avait tellement frappé au début de ses études économiques : la concurrence entre ouvriers. A cause d'elle « la rétribution du travail diminue pour tous et le fardeau du travail augmente pour quelques-uns ». Il montre comment 448 ouvriers travaillent en 1841 à 53,353 fuseaux de plus que les 1.088 ouvriers employés dans la même industrie à Manchester en 1829.

Les économistes bourgeois ont beau jeu de dire que les chômeurs trouveront du travail ailleurs. Eux-mêmes se démentent comme par exemple, le Dr Bowring qui disait, en 1833 : « Le bien-être national ne saurait être acheté qu'au prix de quelques maux individuels. On n'avance en industrie qu'au dépens des traînants. » M. Bowring trouvait la preuve de son affirmation dans la tragique histoire des Indes orientales, où l'industrie cotonnière fut totalement ruinée en l'espace de trente ans. La main-d'œuvre mourant d'inanition ou passant à l'agriculture, tout cela par suite du développement des filatures mécaniques anglaises.

Les phrases apitoyées du Dr Bowring, dit Marx, portent tout à fait « le caractère d'hypocrisie commun à tous les sermons libre-échangistes. Il représente les ouvriers comme des moyens de production, qu'il faut remplacer par des moyens de

production moins coûteux »; or, « il n'y a pas de travail manuel qui ne soit susceptible de subir d'un jour à l'autre le sort du tissage ».

Les libre-échangistes les plus passionnés ne se gênent d'ailleurs pas pour déclarer que la tendance de tout perfectionnement industriel est de se passer entièrement du travail de l'homme ou d'en diminuer le prix en y substituant le travail des femmes et des enfants. Ces nobles théories, ajoute Karl Marx, reviennent à dire ceci :

Vous autres milliers d'ouvriers qui périssez, ne vous désolez pas. Vous pouvez mourir en toute tranquillité. Votre classe ne périra pas Elle sera toujours assez nombreuse pour que le capital la puisse décimer, sans avoir à craindre de l'anéantir. D'ailleurs comment voulez-vous que le capital trouve un emploi utile s'il n'avait pas soin de ménager toujours l'a matière exploitable, les ouvriers, pour les exploiter de nouveau
Toutes les lois économiques confirment d'ailleurs que la concurrence réduit le prix de toute marchandise au minimum de ses frais de production. Ainsi le minimum du salaire est le prix naturel du travail. Et qu'est-ce que le minimum du salaire ? C'est tout juste ce qu'il faut pour faire produire les objets indispensables à la sustentation de l'ouvrier pour le mettre en état de se nourrir tant bien que mal, et de propager tant soit peu sa race.
Ne croyons pas pour cela que l'ouvrier n'aura que ce minimum de salaire; ne croyons pas non plus qu'il aura toujours ce minimum de salaire.

En effet, une fois la classe ouvrière aura plus que le minimum, une autre fois moins, selon l'état du cycle industriel. Mais, en moyenne, elle aura toujours le minimum qui lui .permettra de subsister et, même, de s'accroître. L'industrie permettant de produire des moyens d'existence moins coûteux, le minimum de salaire ira toujours en diminuant.

Si ce salaire a commencé par faire travailler l'homme pour vivre, il finit par faire vivre l'homme d'une vie de machine. Son existence n'a d'autre valeur que celle d'une simple force productive, et le capitaliste le traite en conséquence.
Cette loi du travail-marchandise, du minimum de salaire se vérifiera à mesure ... que le libre-échange sera devenu une réalité.
Qu'est-ce donc que le libre-échange demande Marx. C'est la liberté du capital. Le libre-échange ne fera qu'affranchir complètement son action.
Tant que vous laissez subsister le rapport du travail salarié au capital, l'échange des marchandises entre elles aura beau se faire dans les conditions les plus favorables, il y aura toujours une classe qui exploitera et une classe qui sera exploitée. Non seulement le libre-échange n'apaisera pas l'antagonisme existant entre le capitalisme et les travailleurs mais il fera se dessiner plus nettement l'opposition des deux classes.
L'ouvrier verra que le capital devenu libre ne le rend pas moins esclave que le capital vexé par les douanes.
Messieurs, ne vous laissez pas imposer par le mot abstrait de liberté.
Liberté de qui ? Ce n'est pas la liberté d'un simple individu en présence d'un autre individu. C'est la liberté qu'a le capital d'écraser le travailleur.

Les libre-échangistes prétendent vouloir instaurer la fraternité universelle. « Désigner par le nom de fraternité universelle l'exploitation à son état cosmopolite, c'est une idée qui ne pouvait prendre origine que dans le sein de la bourgeoisie.

Les libre-échangistes prétendent aussi que leur régime fera naître dans chaque pays « une production en harmonie avec ses avantages naturels ». Voyez, dit Marx, le problème du café et du sucre de canne. Il y a deux siècles, il n'y avait ni sucre ni café aux Indes. Dans un demi-siècle peut-être n'y aura-t-il plus ni café, ni sucre dans cette

région du globe, car déjà les Indes Orientales concurrençaient les occidentales. Ces dernières, malgré tous leurs dons naturels, « sont déjà pour les Anglais un fardeau aussi lourd que les tisserands de Dacca qui, eux aussi, étaient destinés, depuis l'origine des temps, à tisser à la main ».

Une chose encore qu'il ne faut jamais perdre de vue, c'est que, de même que tout est devenu monopole, il y a aussi de nos jours quelques branches industrielles qui dominent toutes les autres et qui assurent aux peuples qui les exploitent le plus, l'empire sur le marché de l'univers. C'est ainsi que dans le commerce international le coton à lui seul a une plus grande valeur commerciale que toutes les autres matières premières employées pour la fabrication des vêtements pris ensemble.

Si les libre-échangistes ne peuvent pas comprendre comment un pays peut s'enrichir aux dépens de l'autre, nous ne devons pas en être étonnés, puisque ces mêmes Messieurs ne veulent pas non plus comprendre comment dans l'intérieur d'un pays, une classe peut s'enrichir aux dépens d'une autre classe.

Ne croyez pas, Messieurs, qu'en faisant la critique de la liberté commerciale nous ayons l'intention de défendre le système protectionniste.

On se dit ennemi du régime constitutionnel, on ne se dit pas pour cela ami de l'ancien régime.

D'ailleurs, le système protectionniste n'est qu'un moyen d'établir chez un peuple la grande industrie ...Il contribue en outre à développer la libre concurrence dans l'intérieur d'un pays.

Les droits protecteurs sont, pour une industrie naissante celle de l'Allemagne, « des armes contre la féodalité et contre le gouvernement absolu; c'est pour elle un moyen de concentrer les forces et de réaliser le libre-échange dans l'intérieur du même pays ».

Mais en général, de nos jours, le système protecteur est conservateur, tandis que le système du libre-échange est destructeur. Il dissout les anciennes nationalités et pousse à l'extrême l'antagonisme entre la bourgeoisie et le prolétariat. En un mot, le système de la liberté commerciale hâte la révolution sociale. C'est seulement dans ce sens révolutionnaire, Messieurs, que je vote en faveur du libre-échange.

Tout un aspect du marxisme se trouve en résumé dans cette harangue extraordinaire qui laissa ses auditeurs stupéfaits : le matérialisme historique, le matérialisme dialectique, la théorie de la plus-value, la théorie de la concentration, la théorie de la prolétarianisation, la théorie de la dégradation croissante du prolétariat.

Les membres de l'Association Démocratique ne laissèrent pas de manifester leur admiration pour Marx tout en formulant des réserves quant à des doctrines aussi audacieuses. Un ouvrier républicain bruxellois, Labiaux, proposa l'impression du discours aux frais de la société, en français et en flamand. Cette suggestion fut appuyée même par ceux qui faisaient des réserves sur le fond comme Picard et Senault. Seul Lucien Jottrand s'opposa à la proposition, car elle risquait de compromettre définitivement l'Association en s'engageant sur la voie du communisme³¹³. Finalement rassemblée - après que le trésorier consulté, eut fait connaître que les fonds permettaient l'impression - adopta la proposition de Labiaux. Trois semaines après, Karl Marx avait la satisfaction de pouvoir adresser à tous ceux

³¹³ La désapprobation de Lucien Jottrand fut telle que *le Débat Social*, si empressé à rendre compte des délibérations de l'Association, ne publia pas une seule ligne sur la conférence de Karl Marx.

qui avaient prétendu étouffer sa voix, à Paris, à Bruxelles et à Londres, sa première œuvre en langue française.

Dans l'ensemble, l'Association avait consacré six séances à l'étude du problème du libre-échange. Le 31 janvier³¹⁴, ayant entendu tous les sons de cloches, elle se prononça résolument contre tout protectionnisme et en faveur du libre-échange.

³¹⁴ Cfr. *Deutsche Brüsseler Zeitung*, 20 janvier 1848.

Chapitre Dix-huitième

L'agitation démocratique

Intelligemment aiguillonnée par ses dirigeants, l'Association Démocratique ne pouvait faire que prospérer. Chaque semaine apportait des adhésions. Chaque ville du pays travaillait à la formation d'une section locale. Pour recevoir, en septembre 1848, les représentants de l'univers entier, la démocratie belge mobilisait et organisait ses effectifs.

Les autorités surveillaient de près toute cette agitation, Les dossiers de la Sûreté en font foi. Adversaire vigilant et ordonné, M. le procureur général de Bavay accumulait pièces sur pièces, dans l'attente du moment où il recevrait l'ordre, périodiquement sollicité de sévir.

Le gouvernement prussien, exaspéré par l'impunité dont jouissaient les démocrates et communistes allemands en Belgique, multipliait les démarches auprès de M. d'Hoffschmidt, ministre des Affaires Etrangères. Il réclamait l'expulsion de Bornstedt, de Marx, des Polonais émigrés, il exigeait que l'on interdît la vente dans les gares, entre Liège et Aix la Chapelle, de: la *Deutsche Brüsseler Zeitung*³¹⁵. Très impressionné par ces protestations, auxquelles étaient venues se joindre celles des ministres d'Autriche et du Danemark, M. d'Hoffschmidt essayait de trouver une solution compatible avec les droits constitutionnels⁰:

Si la loi ne permet pas d'expulser Bornstedt, écrivait-il à son collègue de Haussy, il faudrait au point de vue de l'application du droit des gens consulter la discussion qui a eu lieu à la Chambre des députés de France au sujet de Bakounine³¹⁶.

Bornstedt allait d'ailleurs, poussé par son maladif orgueil, commettre des fautes aussitôt sanctionnées par la Sûreté, Le 19 janvier, pendant une séance de l'Association des ouvriers allemands, il se prenait de querelle avec Vogler, lequel s'était permis de formuler des critiques sur la façon dont était dirigé la *Deutsche Brüsseler Zeitung*. Bornstedt l'avait finalement provoqué en duel, mais Vogler avait refusé de se battre avec un «⁰lump⁰»³¹⁷. Les ouvriers, dit le rapport du mouchard de service à l'Association des ouvriers allemands, «⁰se sont jetés sur Vogler parce qu'en insultant Bornstedt, il les insultait tous. Le Dr Breyer a pris le parti de Vogler, qui a donné sa démission avec son commis Schnée. Tous trois sont allés acheter des poignards qu'ils portent toujours sur eux. Le 21 janvier, Vogler a montré son poignard à des Allemands⁰»³¹⁸.

Tout cela n'était encore qu'à moitié grave, tout en donnant matière à une intervention administrative. Mais, le 23 janvier, Bornstedt, Jottrand, Jacques Kats, Pelling, Meskens et Lubliner se rendirent à Gand en délégation officielle pour présider à la constitution de la section gantoise de l'Association-Démocratique. Karl Marx, indisposé, s'était excusé à la dernière minute, ce qui permit à Bornstedt de se

³¹⁵ Archives de la Sûreté Publique belge. Dossier Bornstedt, pièce 44

³¹⁶ *Idem*, pièce 47.

³¹⁷ Voyou.

³¹⁸ Archives de la Sûreté Publique belge. Dossier Bornstedt, pièce 48.

mettre en vedette.

Une délégation de soixante Gantois accueillit les démocrates bruxellois et les conduisit au *Jardin de Flore* où un banquet démocratique de cent couverts fut servi. Puis, à 18 h. 3, un grand meeting eut lieu au même endroit. Devant plus de deux mille personnes accourues de toutes les régions flamandes: Bruges, Courtrai, Alost, Termonde, Anvers, Lierre, Deynze, etc. Du petit village de Zeveren était accouru le vétéran républicain Van Belle. Le comité de l'Association gantoise, présidé par l'avocat Spilthoorn, se composait de notabilités libérales et républicaines de la région.

Au cours du banquet, Charles Spilthoorn, orateur entraînant, déchaîna l'enthousiasme en attaquant violemment l'aristocratie polonaise. Celle-ci avait considéré les interventions démocratiques, lors de la commémoration du 29 novembre, comme une atteinte à sa dignité et aux droits du prince Czartoryski à la couronne polonaise³¹⁹.

Les démocrates du monde entier, dit-il, n'ont rien et ne veulent rien avoir à faire avec les aristocrates polonais. Seule une Pologne démocratique peut conquérir les sympathies du monde. Les démocrates préféreront toujours et partout une Russie démocratique à une Pologne aristocratique.

Après un discours de l'avocat polonais Lubliner, Bornstedt prononça une longue allocution sur les principes de la démocratie européenne⁰: association des classes opprimées pour la conquête d'un avenir meilleur, le gouvernement par le peuple dans l'intérêt du prolétariat, le développement de l'Association comme moyen de lutte, l'union des démocrates des huit principales nations européennes en vue de la réconciliation des peuples, etc., etc.

Le Français Imhert répondit tout haut aux questions que beaucoup de Belges se posaient tout bas depuis certains discours inquiétants de Lamartine:

Citoyens, dit-il, ma qualité de Français m'amène tout naturellement à parler de la nationalité belge qu'un parti démocratique, en France, semble menacer dans le cas d'une révolution, en misant envahir immédiatement la Belgique par une armée française afin de prendre position sur le Rhin, frontalière prétendument naturelle de la France. Eh bien Citoyens je puis, sur ce point, rassurer vos légitimes inquiétudes car je sais de bonne part que les démocrates purs n'ont pas d'autre pensée que celle de former avec vous une sainte alliance. Mais je connais également les intentions des autres démocrates qui, voudraient faire une révolution par le sabre pour conquérir la Belgique. C'est la démocratie bourgeoise qui ne trouvant pas la France assez vaste pour l'exploiter, convoite votre riche pays, tandis que les démocrates purs qui forment la grande majorité de la nation française, tous les ouvriers, tous les travailleurs, ne veulent pas plus toucher à la nationalité belge qu'à celle des autres nations parce qu'ils savent que les frontières les plus naturelles de la France révolutionnaire sont dans le fait d'avoir pour rempart un peuple libre qui ne faillira pas à sa mission d'avant-garde appelée à porter chez les nations opprimées la liberté, l'égalité et la fraternité.

³¹⁹ Les partisans du prince Czartoryski rêvaient de constituer une Pologne « Protégée » par les trois puissances intéressées.

Le meeting qui suivit fut plus agité. Spilthoorn ayant fait un parallèle entre la misère du peuple flamand et le confort des prêtres qui lui prêchaient la résignation, une voix s'éleva dans la salle: «^oEn avant, marche ! Allons pendre tous les curés !^o» Le président intervint énergiquement en accusant publiquement l'interrupteur d'être un agent provocateur, mais le cri fut rapporté par toute la presse bien pensante.

Lucien Jottrand, flamingant d'expression française, commença son discours en néerlandais, mais la foule lui manifesta sa gratitude en lui demandant de poursuivre en français. Bornstedt, grisé par sa propre éloquence, prit la parole encore deux fois et commit l'erreur d'attaquer le gouvernement prussien réactionnaire «^ocontre lequel nous devons conquérir la liberté^o».

Jacques Kats, tribun aimé des foules flamandes, fit, lui, un exposé éloquent de la dictature du capital sur le travail, des causes de la dépression des salaires, de la puissance révolutionnaire des travailleurs des usines, mais blâma énergiquement les énergumènes qui prônaient la destruction des machines, le sabotage des chemins de fer et l'anéantissement par le feu des marchandises étrangères. Vous qui-avez tant souffert du machinisme, dit Kats, ne détruisez pas les machines qui sont un élément révolutionnaire essentiel.

On a colporté, ajouta-t-il, à travers la ville de Gand que le meeting populaire d'aujourd'hui n'avait pour but que de provoquer des troubles et que, ce soit, on pillerait tous les riches. Nous ne voulons pas piller les riches, amis nous ne voulons plus, n on plus, être pillé l'année, nous, par les riches.

Enfin, Meskens, président de la Société d'Agneessens termina la série de discours en proposant au peuple d'usser du droit de pétition pour demander aux Chambres la réduction des impôts et des dépenses militaires.

Le lundi soir, un second meeting amena à nouveau la foule au *Jardin de Flore*; tout se termina sur des chants patriotiques, la *Marseillaise*, alternant avec la *Brabançonne*.

Peu de temps après, le ministre de la Justice proposait au roi l'expulsion de Bornstedt, mais quand on voulut lui signifier l'arrêté à son domicile l'intéressé était déjà parti pour Paris.

Quant à Marx, il était toujours surchargé de besogne. Aussi, le 28 janvier, recevait-il communication d'un rappel à l'ordre assez vif du Comité central communiste de Londres adressé, selon la voie hiérarchique, au Comité de Bruxelles en date du 26 janvier :

Le comité central charge le comité régional de Bruxelles d'informer le citoyen Marx que si le " Manifeste du parti Communiste " dont il a pris sur lui la rédaction au dernier congrès n'est pas arrivé à Londres avant le mardi 1^{er} février de l'année en cours, des mesures ultérieures seront prises contre lui. Au cas où le citoyen Marx n'accomplirait pas ce travail, le comité central demande le renvoi immédiat de tous les documents mis à la disposition de Marx.

Au nom et par ordre du Comité Central

On imagine que cette mise en demeure dût être pénible à l'orgueil de Marx, mais il est certain qu'il obtempéra aux ordres des chefs de la Ligue avec la même discipline qu'il exigeait là où il était le responsable. L'impatience du comité de Londres se justifiait d'ailleurs parfaitement : de lourds nuages s'amoncelaient au-dessus de l'Europe ; en Italie, en Allemagne, en France le peuple s'agitait. Il était du devoir des dirigeants communistes de veiller à la préparation théorique et pratique de leurs affiliés. Malgré toutes les précautions qu'ils prirent, ils arrivèrent cependant trop tard : le *Manifeste* était encore à l'impression quand éclata la révolution française...

Qui était donc devenu Frédéric Engels depuis son départ pour Paris ? Arrivé à destination le 22 décembre, rien de ce qu'il retrouvait en France n'était de nature à lui donner satisfaction.

Lamartine, qu'on n'espérait pas amener au communisme mais qu'on se flattait cependant de neutraliser, avait pris violemment position contre le communisme:

«^oSi j'avais, déclarait-il, à civiliser une société de sauvages, la première institution que leur apporterais serait la propriété privée^o». Celle-ci montrait pourtant que, dans le dérèglement du régime capitaliste, elle pouvait faire d'une nation prospère et intelligente entre toutes: la spéculation boursière la plus folle, l'agiotage le plus éhonté, le trafic d'influences le plus cynique, l'amoralité individuelle la plus absolue sapient les bases mêmes de l'ordre public.

Aussitôt débarqué dans la capitale, Engels était allé chez Louis Blanc, auquel il fit part de des décisions du congrès de Londres.

Vous tendez au despotisme, lui avait répondu le "petit homme". Vous tuerez la révolution en France. Nous avons onze millions de petits paysans qui sont en même temps les propriétaires les plus enragés. Il pesta cependant contre les paysans puis ajouta: "enfin, nos principes sont trop rapprochés les uns des autres pour que nous ne devions pas marcher ensemble. Quant à nous, nous vous appuierons autant que ce sera en notre pouvoir.

Tout cela n'apportait rien de précis au mouvement, comme un proche avenir allait le prouver. De plus, la section communiste parisienne allait au plus mal.

Jamais, écrit Engels à Marx, je n'ai vu autant de nonchalance et de mesquine jalousie. Le Weitlingisme et le Proudhonisme sont vraiment l'expression la plus complète de la position sociale des ânes. C'est pourquoi il n'y a rien à faire. Les uns sont de véritables Straubinger, vieillissants et rabougris, les autres de petits bourgeois débutants. Une classe qui ne vit, comme les Irlandais que pour déprécier le salaire des ouvriers français est totalement inutilisable. Je vais encore faire une dernière tentative. Si cela ne réussit pas, je me retire de cette espèce de propagande. J'espère que les documents de Londres ne tarderont pas et qu'ils contribueront à insuffler une nouvelle vie. J'exploiterai alors le moment propice. Nos drôles se découragent parce qu'ils n'ont enregistré aucun résultat du congrès de Londres. Je suis entré en relation avec quelques nouveaux ouvriers qui m'ont été amenés par Stumpf et Naubeck mais je ne puis pas encore dire ce que je

³²⁰ Ce document, retrouvé par M. Rjazanof, ancien directeur de l'Institut Marx-Engels-Lénine de Moscou, est publié en annexe au *Manifeste Communiste*, Paris, Costes, 1934

pourrai en faire.

Heinrich Heine est en train de mourir. Je suis allé le voir il y a quinze jours, il était couché et venait d'avoir une crise de nerfs. Hier, il était levé mais très mal à point. Il peut à peine faire trois pas et se traîne, en s'appuyant aux murs, du fauteuil au lit et vice versa. Avec tout cela, il y a dans sa maison un bruit qui le rend fou: bruit de scies, de rabots, de coups de marteau. Intellectuellement aussi, il est bien fatigué.

...(Herwegh) me dit que le second volume de Louis Blanc est entièrement éclipsé par l'énorme succès du second volume de Michelet. Je n'ai encore lu ni l'un ni l'autre parce que, faute d'argent, je n'ai pu m'abonner au cabinet de lecture....

Engels s'occupe également du grave problème de l'expédition de la *Deutsche Brüsseler Zeitung* à Paris. Selon une déjà vieille tradition, le gouvernement français faisait passer par le ministère de l'Intérieur les colis contenant des écrits suspects; quand il ne pouvait les confisquer, il les retenait le plus longtemps possible et appliquait d'énormes suppléments de ports pour frais de messagerie. «⁰Un paquet de dix ou quinze journaux, note Engels, revient à 6 ou 8 francs. » En conséquence, Bruxelles doit accepter la suggestion d'Esselens de Liège, qui avait proposé de mettre un garde de convoi à la disposition des communistes pour ce transport.

Enfin, Engels entretient Marx des conséquences tragicomiques d'une infidélité parisienne de Mme Hess, Son mari ayant appris son infortune à Bruxelles, avait accusé Bornstedt de l'avoir répandue alors que l'indiscret involontaire était Engels qui en avait fait la confidence à Born un jour qu'il avait perdu la parfaite notion des choses. Hess s'était mis, dans Bruxelles, à la recherche de Bornstedt en exhibant une paire de pistolets. Ne l'ayant pas trouvé, il avait fait attester par un procès-verbal la fidélité de son épouse. Où la chose se compliquait, c'est qu'il semble que Hess avait cru ou que Mme Hess avait laissé entendre que c'était le jeune Engels qui lui avait conté fleurette, ce dont il se défend. Je n'ai voulu, explique-t-il, que me venger des grossièretés de Mme Hess envers Mary³²¹.

Il est dommage, ajoute le cruel Frédéric, que ce Siegfried à cornes : n'ait pas cru devoir faire enregistrer son malheur dans un procès-verbal de l'Association des ouvriers allemands. Quoi qu'il en soit il est libre de se venger auprès de toutes mes maîtresses, passées, présentes ou futures. Je lui conseille à cet effet plus spécialement la grande flamande qui habite dans mon ancienne maison 87, chaussée d'Ixelles, au premier étage, et qui s'appelle Mlle Joséphine ou une Française, Mlle Félicie, qui doit arriver le dimanche 23 janvier par le premier train de Cologne à Bruxelles pour continuer sur Paris. Ce serait malheureux s'il ne devait réussir auprès d'aucune des deux. Communique-lui ceci, je te prie, le plus aimablement du monde pour qu'il reconnaisse par là ma correction. *I will give him fair play.*³²² ..

Mais le temps des plaisanteries était près de passer. Le 29 janvier, Engels recevait notification de son expulsion et se voyait prier par la police d'avoir à quitter le territoire français dans les vingt-quatre heures: Le 31 il arrivait à Bruxelles sans avoir pu, par conséquent, achever la mission dont l'avait chargé le Comité central. (3)

³²¹ Mary Burns.

³²² Bien entendu tout le passage relatif à Mme Hess ne figure pas dans l'édition française.

Légion Belge.

Le Comité de l'Association Générale des Patriotes Belges,
siégeant à Paris, organise en Légion dans le but d'aller proclamer la République
Belge au dans sa séance du 18 Mars 1848 promue le Citoyen Graux
Charles au grade de Chef de Bataillon

Le Citoyen ayant accepté le grade qui lui est confié, et juré entre
les mains du Comité d'être à ses chefs, comme aussi de défendre à tout prix et
jusqu'à la mort les principes Républicains, la présente commission lui a été délivrée
pour servir et valoir ce qui de droit.



Donné en l'Assemblée Générale du Comité
à Paris le 18 Mars 1848.

Nathanaël *Dupont* *Moreux* *président*
J. Etienne *Graux* *Fellous*
J. N. Cooreux

Fac-similé du brevet de chef de bataillon de la Légion Belge délivré à Charles Graux (v. p. 235).

Fac-similé du brevet de Chef de Bataillon de la Légion Belge, délivré à Charles Graux

Il s'installa à Bruxelles, 13, rue Neuve, chaussée de Louvain³²³.

Marx, lui poursuivait son travail de bénédictin. A peine eut-il terminé son projet de *Manifeste* qu'il entreprit de rédiger, forme de brochures, les conférences qu'il avait faites aux ouvriers sur les questions du salariat et du capital. Il en remit même le texte à son imprimeur, mais les événements allaient bouleverser tous ses projets.

Pourtant la vie s'annonçait plus facile. Le 8 février, il avait reçu de sa mère comme avance d'hoirie, une somme de six mille francs en une traite de la maison de Wendel, de Hayange (Moselle), sur M. Seillière, de Paris et payable le 15^o: avril à l'ordre de M. Simon fils, à Metz. Il s'empressa de la négocier chez un banquier bruxellois qui l'envoya pour encaissement à MM. Fould et Fould & Oppenheim à Paris. On verra comment il nous a été possible de reconstituer aussi minutieusement les transactions financières de Karl Marx.

Parmi les démocrates bruxellois, l'activité battait toujours son plein. Pourtant l'unité de vues n'était pas aussi complète qu'on pourrait l'imaginer. Au fur et à mesure que se précisait la position extrémiste de Marx, certains de ses amis libéraux, tel Jottrand, sans se désolidariser de lui tinrent à manifester leurs sentiments personnels. C'est alors Marx qu'on voit se désolidariser d'eux, les critiquer publiquement sans le moindre souci de savoir s'il ne leur déplairait pas.

Un jour, dans le *Débat Social*, Jottrand, commentant l'in vraisemblable correspondance particulière de M. Nothomb avec les évêques belges au sujet de l'application de la loi sur l'instruction publique, avait terminé son article par ces mots:

Comment veut-on que nous continuions à défendre efficacement, la liberté pour tout le monde, même pour les Jésuites et les absolutistes, si l'on peut nous objecter en toute circonstance que c'est là une véritable duperie, et que ceux dont nous prétendons protéger les droits au nom de la Constitution ont bien soin, eux, de la violer quand ils peuvent à leur profit, et de construire en dehors de cette Constitution, et pour la battre en brèche, des citadelles d'intolérance dont ils prétendent qu'en ne les débusquera plus^o ?³²⁴

Quelques jours plus tard, dans la *Deutsche Brüsseler Zeitung*³²⁵. Marx répondait par les considérations suivantes:

Toute cette phrase prouve qu'il est impossible de vouloir défendre en même temps la liberté pour les absolutistes et pour les jésuites et la vraie cause du progrès. Celui qui veut laisser toute liberté à l'absolutisme, empêche, naturellement le développement de la démocratie. La logique, l'expérience pratique et l'histoire l'enseignent clairement, comme ce vieux proverbe qui dit: on ne peut pas servir deux maîtres à la fois.

Reconnaître la liberté de nous nuire aux absolutistes et à leurs alliés cléricaux, jésuites et piétistes c'est jouer le rôle de celui qui va tirer les marrons du feu pour les autres, ne les goûte pas -et se brûle les mains par dessus le marché. On pense à Bertrand et Raton.

Au surplus cette politique ondoyante et obscure qui consiste à vouloir reconnaître la liberté même aux absolutistes n'est-elle qu'une politique sentimentale sans base aucune.

³²³ Aujourd'hui rue Amedée Lynen.

³²⁴ *Le Débat Social*, 16 janvier 1848, p. 337.

³²⁵ *Deutsche Brüsseler Zeitung*, 20 janvier 1848.

En effet comme les absolutistes veulent opprimer et détruire les libertés du plus grand nombre, et le font d'ailleurs tous les jours, le fait de soutenir les oppresseurs et les meurtriers de la Liberté, constitue une véritable trahison de la cause démocratique

Quelque temps après, Lucien Jottrand exposait, en un long article, les principes et les buts des associations démocratiques, vivement attaquées par la presse cléricale à la suite du grand meeting gantois. Nous n'avons que faire, affirmait-il, de l'approbation ou du patronage de la presse. Notre œuvre se fait par la parole comme se firent les prédications de l'évangile ou des croisades ou « J'appel à la résistance de nos communes flamandes contre la chevalerie française, sous les Breydel et les De Coninck, jusqu'aux réformes politiques prêchées et obtenues à Liège, à Louvain, à Gand, par les Henri de Dinant, les Pierre Couterel et les deux Artevelde. Les associations de démocrates « ont adopté la politique du clergé de tous les temps et de tous les pays; pour lequel le prône est un tout autre auxiliaire que la presse ».

S'il arrivait qu'on les attaquât, elles sortiraient cependant aussi « hors du temple » pour se défendre.

Les hommes de progrès se sont bercés pendant un certain temps de l'illusion que, sous l'influence de Lamennais, les catholiques avaient évolué vers la démocratie. Mais Montalembert s'est chargé de leur montrer que « les chefs catholiques persistent à liquer leurs intérêts avec ceux de toutes nos aristocraties égoïstes, quoique le petit clergé, « les dignes prêtres qui se dépouillent pour leurs ouailles affamées dans les campagnes des deux Flandres ou qui meurent du typhus au milieu de leurs paroissiens agonisants » aient sans doute là-dessus une opinion différente.

Les journaux réactionnaires ont entrepris une campagne de grand style contre les *clubistes* qui veulent « ameuter le peuple contre les riches. Jottrand mettait les choses au point en se basant sur les discours qui furent prononcés à Gand. On y a surtout vanté l'exemple de l'Amérique, de la Suisse et de l'Angleterre où « le système de gouvernement est une transition tolérable vers un système plus perfectionné ».

Puis il ajoutait:

Les réformes politiques que les Belges réclameraient, à l'aide des associations démocratiques, ne devraient pas être les utopies que poursuivent certains démocrates, dans des pays où les institutions ne permettant d'espérer aucune réforme efficace, il est aussi raisonnable de songer à des châteaux en Espagne qu'au modeste bien-être des peuples déjà libres. Pour celui qui n'a rien, autant rêver tout d'un coup des millions, que des centaines d'écus de rente ou de profit.

On a soutenu à Gand que c'était « la pression populaire du dehors sur son parlement encore aristocratique, qui seule a valu à l'Angleterre la réforme électorale et la réforme douanière ».

Un des orateurs a d'ailleurs souligné qu'en Flandres les assemblées populaires auraient un avantage de plus: le prêtre seul, jusqu'ici, parle publiquement dans le langage du peuple.

Quant à l'Association démocratique de Bruxelles, elle s'est mise en rapport

« avec les démocrates de la Suisse, avec les chartistes anglais et une partie de la démocratie française, celle qui a secoué les préjugés napoléoniens, et il aspire cas à la dictature de la France sur les autres nations. Le *Débat Social* a rendu compte de ces diverses démarches qui entre autres résultats, amèneront la réunion d'un congrès démocratique européen, à Bruxelles, pour le prochain anniversaire de septembre ».

Les démocrates belges veulent user du droit constitutionnel de s'associer et de s'associer librement afin d'obtenir l'admission du peuple au droit de vote, une notable diminution des impôts, une répartition plus équitable des impôts qui continueront à exister et la mise à la charge de tous du service militaire .

Au surplus, conclut Jottrand, si l'arbitraire, s'aidant des codes barbares de Bonaparte, et des instruments que ces codes mettent au service des magistrats sans conscience, voulait encore disputer au peuple l'usage d'un droit que la Constitution lui a garanti, les mêmes hommes qu'U y a peu d'années défendraient encore ce droit. D'autres défenseurs se présenteraient ensuite à leur tour Il ne manque jamais de martyrs à une cause juste. Celle de l'évangile en a eu des milliers. C'était aussi la cause du peuple. Et si nous ne valons pas les premiers chrétiens, les limiers de la police moderne ne sont pas non plus aussi redoutables que les tigres ou les lions du cirque³²⁶.

Cet article, pourtant énergique, déchaîna l'ire de Karl Marx:

C'est peut-être l'intérêt des radicaux belges de mettre les catholiques en garde contre le fait qu'en attaquant les radicaux ils agissent contre leurs propres intérêts. C'est peut-être l'intérêt du parti radical belge de distinguer entre le haut et le bas clergé et de couvrir le clergé de compliments pour quelques vérités qu'on lui administre. Nous ne comprenons rien à tout cela. Nous sommes seulement étonnés, comme le *Débat Social* a pu le constater lui-même, par le fait que les attaques des journaux catholiques flamands contre les associations démocratiques ont été aussitôt reproduites par l'*Indépendance Belge* qui n'est pourtant pas, que nous sachions, un journal catholique.

Ainsi débute la réponse de Marx qui poursuit:

Nous constatons surtout que le *Débat Social* oublie le caractère cosmopolite de l'*Association Démocratique*. Il l'a peut-être oublié plus une fois et s'est souvenu avant tout qu'une association se proposant de promouvoir la démocratie dans tous les pays doit agir avant tout dans le pays où elle a son siège social. Mais le *Débat Social* ne se contente pas de dire ce que les Belges veulent faire à l'aide des associations démocratiques; il va plus loin et explique ce que les Belges ne veulent pas faire, par conséquent ce qu'on n'a pas le droit de vouloir faire quand on appartient à l'association fondée par des Belges pour réclamer des réformes politiques. Avis aux étrangers !

Marx s'en prend alors au passage où Jottrand a parlé des « utopies que réclament certains démocrates » et dit qu'il a entendu viser ouvertement les communistes.

Nous voudrions demander au *Débat Social*, poursuit-il, si le « modeste bien-être » de la « libre » Angleterre se retrouve dans le fait que la taxe des pauvres y croît plus vite que la population ?

³²⁶ Le *Débat Social*, 6 février 1848.

Nous voudrions lui demander s'il compte la misère flamande au nombre des « modestes bien-être des peuples libres » ?

Nous voudrions lui demander de nous confier le secret par lequel il arrivera à remplacer le salariat par des centaines d'écus de rente ou de profit ? Ou s'il entend par modeste bien-être des peuples celui des libres capitalistes et des propriétaires fonciers ?

Nous voudrions, enfin, lui demander s'il a reçu mandat de l'*Association Démocratique* d'imposer des pénitences aux « Utopistes » qui ne prétendent pas croire au « modeste bien-être des peuples libres » ?

Mais le *Débat Social* ne s'en prend pas essentiellement aux communistes. Il vise les communistes allemands qui, parce que la situation politique de leur patrie ne leur permet de fonder ni une *Alliance*³²⁷ allemande, ni une *Association Démocratique* allemande, sont tombés par dépit dans les bras des communistes.

Pouvons-nous faire observer au *Débat Social* que le communisme n'est pas d'origine allemande mais anglaise et française ?

En échange des assurances que le *Débat Social* veut bien nous apporter nous lui offrons celle-ci: que le communisme allemand est l'adversaire le plus décidé de l'utopisme et que, loin d'exclure l'expérience historique, c'est précisément sur elle qu'il fonde son action.

L'Allemagne est en retard, dans son développement politique et de.vra traverser encore une longue période d'évolution, Nous serions les derniers à Je contester. Mais nous croyons qu'un pays de plus de quarante millions d'habitants, quand il prépare une révolution, ne doit pas aller chercher les fondements de son mouvement dans le radicalisme de petits pays déjà libres.

Le *Débat Social* englobe-t-il dans le communisme la mise en évidence de l'antagonisme des classes et de la lutte de classe ? Dans ce cas ce n'est pas le communisme qui est communiste mais bien l'économie politique, la société bourgeoise.

Nous savons que Robert Peel a prophétisé que l'antagonisme des classes de la société moderne devait éclater au cours d'une crise terrible. Nous savons que Guizot, lui même, dans son *Histoire de la Civilisation* ne trouve rien d'autre à invoquer que des exemples typiques de luttes des classes. Mais Peel et Guizot sont des utopistes. Sont réalistes les hommes qui entreprennent en personne la réalisation de tâches sociales par réaction contre une bienveillante philosophie humaine.

Le *Débat Social* est libre d'admirer et d'idéaliser les États-Unis et la Suisse.

Nous lui demandons si la Constitution américaine pourrait être introduit en Europe sans de grands changements sociaux ? Nous croyons, par exemple (que le *Débat Social* excuse notre impertinence) que la Charte anglaise pour être soutenue par un grand parti national et non par quelques protestations en faveur du suffrage universel, présuppose une puissante réunion de classe des travailleurs anglais. Nous croyons aussi que la Charte est propagée dans une toute autre intention et qu'elle amènera des conséquences sociales tout à fait différentes que celles produites par les constitutions suisse ou américaine.

A nos yeux sont des utopistes les hommes qui prétendent séparer les institutions politiques de leurs bases sociales et qui fondent des institutions comme des dogmes généraux et abstraits,

Le *Débat Social* cherche donc à défendre l'Association Démocratique en éliminant en même temps « certains démocrates » qui n'apprécient pas « le modeste bien-être des peuples libres ». Il témoigne du même état d'esprit en parlant de la discussion de la question du libre-échange au sein de l'Association.

Il a, en effet, signalé le vote quasi-unanime en faveur du libre-échange qu'il considère comme des buts de la démocratie, Mais, dans le même numéro, il reproduit un banal discours de M. Lehardy de Beaulieu et, dans un autre article, il célèbre Cobden,

³²⁷ Groupement libéral radical opposé à l'*Association Libérale* conservatrice.

Quelqu'un pourra-t-il douter après cela, conclut Marx, que l'Association s'est prononcée en faveur du libre-échange dans le sens où l'entendait le congrès des économistes, dans le sens du libre-échange bourgeois³²⁸.

Malgré ces mises au point dont le ton paraît assez vif, Marx n'interrompt cependant pas son active collaboration à l'Association Démocratique. Il participa notamment à toutes les séances où l'on mettait au point les questions relatives à l'organisation du congrès international; il collabora à la rédaction d'une nouvelle adresse aux Fraternal Democrats et présida même, en l'absence de Jottrand, la réunion du 20 février 1848 au cours de laquelle Frédéric Engels fit un long exposé sur les circonstances de son expulsion³²⁹. Le *Moniteur Parisien* reprenant l'information parue dans plusieurs journaux français qui annonçaient l'expulsion d'Engels pour délit politique, avait écrit en effet: « Ces feuilles attribuent les mesures de l'autorité, qui, n'auraient frappé que des Allemands, à des *causes politiques* et citent parmi les victimes de ces prétendus actes arbitraires, M. Engels, fils d'un riche manufacturier allemand, et un artiste peintre de Cologne.

»Les détails donnés à cette occasion par les journaux sont entièrement controuvés. Deux seuls étrangers, M. Engels, Allemand, et un de ses compatriotes, ont été récemment expulsés de France, mais les causes qui ont motivé cette mesure de la part de l'autorité *sont complètement étrangères à la politique.* »³³⁰.

Cet article étant nettement attentatoire à son honneur, Frédéric Engels fit aux membres de l'Association Démocratique la relation des démêlés qu'il avait eus avec la police de M. Delessert à l'occasion de son activité révolutionnaire et des raisons qu'il avait eues, à un moment critique, de dissimuler celles-ci sous des allures tapageuses.

³²⁸ Cfr. *Deutsche Brüsseler Zeitung*, 13 février 1848.

³²⁹ Cfr. *Deutsche Brüsseler Zeitung*, 24 février 1848

³³⁰ *Le Moniteur Parisien*, 15 février 1848.

Chapitre Dix-neuvième **La révolution de Cracovie**

Le concours de Marx fut sollicité, ainsi que celui d'Engels pour la célébration du deuxième anniversaire de la révolution de Cracovie. Cette cérémonie avait été organisée à l'initiative des démocrates polonais comme une sorte de manifestation contre les prétentions ahurissantes du comité parisien de l'aristocratie polonaise au monopole du patriotisme.

L'anniversaire de l'insurrection de Cracovie avait été choisi pour des raisons qu'il vaut la peine de rappeler.

Lors du troisième partage de la Pologne, la ville de Cracovie avait été donnée à l'Autriche mais, en 1809, elle fut détachée de l'empire autrichien pour être réunie au duché de Varsovie créé par Napoléon.

Le 3 mai 1815, le traité de Vienne déclara Cracovie, avec le territoire environnant, « à perpétuité cité libre, indépendante et strictement neutre sous la protection de la Russie, de l'Autriche et de la Prusse ». L'article 9 du traité stipulait l'engagement des trois puissances « de respecter et de faire respecter en tout temps » la neutralité de Cracovie où aucune force armée ne pourra jamais être introduite « sous quelque prétexte que ce soit ».

Au cours de la révolution de 1830, la Russie occupa cependant la ville un certain temps et, en 1836, l'Autriche y fit, à son tour, entrer des troupes. La France et l'Angleterre ayant protesté, Vienne n'insista pas.

Le 16 février 1846, des troubles éclatèrent dans le cercle de Rochnia (Galicie)³³¹. Le mouvement insurrectionnel se répandit comme une traînée de poudre et, le 22 février, un gouvernement national républicain prenait le pouvoir à Cracovie. Il lançait, les 22 et 23 février, deux manifestes. L'audace du premier était telle, pour l'époque, que dans beaucoup de milieux polonais on en fit circuler des versions atténuées.

Nous sommes vingt millions, disait le gouvernement insurrectionnel, soulevons nous tous comme un seul homme et aucune force ne résistera à notre puissance. La liberté l'a plus étendue, qui n'ai jamais encore été réalisée, sera notre loi. Nous obtiendrons par notre lutte un état social dans lequel chaque individu pourra profiter des biens de la terre conformément à ses mérites et à ses capacités, et aucun privilège n'existera plus sous aucune forme. Nous établirons un état social dans lequel chaque Polonais trouvera la sécurité pour lui, sa femme et ses enfants, un état social dans lequel celui à qui la nature a refusé les forces physiques ou les capacités intellectuelles pourra compter, sans être humilié, sur le secours inévitable de la société entière, un état social dans lequel la terre possédée actuellement d'une manière conditionnelle par les campagnards deviendra leur propriété sans réserve. Il n'y aura plus d'impôts, plus de corvées ou toutes autres redevances sans contrepartie. Le dévouement à la cause de la patrie, les armes à la main, sera récompensé par l'acquisition de la terre dans les biens nationaux.

³³¹ Sur l'autre rive de la Vistule.

Le second manifeste était adressé aux juifs polonais encore ostracisés aujourd'hui.

Frères israélites, disait-il, la révolution vous reçoit dans son sein et vous assure, comme aux fils de la même famille, les droits de l'homme. Elle vous salue comme enfants de la patrie dignes de partager, sans aucune restriction, le bénéfice de l'égalité des droits.

Lorsqu'éclatèrent les troubles, l'Autriche força le Sénat de la ville à « requérir spontanément » l'intervention des forces impériales. Le Sénat s'inclina d'autant plus facilement qu'il était composé presque exclusivement de nobles et de propriétaires terriens opposés, évidemment, aux tendances « communistes » du gouvernement national révolutionnaire.

Finalement la ville fut occupée par les troupes autrichiennes, russes et prussiennes. On s'émut à Londres et à Paris. Lord Palmerston déclara publiquement « qu'il était du devoir des trois puissances de remettre la république de Cracovie sur le pied d'indépendance où elle se trouvait placée auparavant, conformément au traité de Vienne », dès que les « événements allégués » auraient pris fin. Il ajoutait qu'il ne pouvait avoir échappé à la perspicacité des puissances d'Allemagne « que si le traité de Vienne n'était pas bon sur la Vistule il devait être également mauvais sur le Rhin et sur le Pô ».

Nonobstant toutes ces protestations, l'incorporation de Cracovie à l'Autriche fut imposée par une ordonnance du 11 novembre 1846. L'indignation diplomatique fut grande à Paris et à Londres, mais tout le monde finit par s'incliner devant le fait accompli. La Russie et la Prusse reçurent quelques petits territoires autrichiens à titre de compensation.

Sur le plan social, la révolution cracovienne, si elle coûta son indépendance à la ville libre, eut cependant quelques résultats appréciables: le gouvernement de Vienne supprima de terribles corvées imposées aux paysans par les propriétaires fonciers locaux et permit aux véritables serfs, qu'étaient encore les prolétaires galiciens, de se pourvoir auprès de l'administration impériale, contre leur seigneur-propiétaire.

La révolution de 1846 avait, une fois de plus, été poignardée dans le dos par l'aristocratie réactionnaire. Pendant que le gouvernement national de Cracovie luttait pour la liberté, le prince Adam Czartoryski, président du « gouvernement polonais » de Paris lançait une proclamation disant notamment :

....nous vous en supplions, obéissez au clergé de l'Eglise de vos pères, il vous indiquera où et quand il faudra prendre les armes ... Ne vous laissez pas séduire par des espérances républicaines ... Quelques jeunes fanatiques, par leur inexpérience, ont compromis vos frères en Posnanie...

De son côté, le pape Grégoire XVI condamnait la révolution naissante et rappelait au clergé du: royaume de Galicie qu'il devait faire tous ses efforts pour détourner le peuple chrétien, par la parole et l'exemple, des conspirations criminelles d'hommes séditeux et lui enseigner clairement que toute autorité vient de Dieu, que ceux qui résistent à l'autorité résistent à l'ordre de Dieu et s'attirent la damnation ...

On comprend maintenant pourquoi l'Association Démocratique avait pris l'initiative de célébrer, le 22 février, un événement d'une telle importance historique.

La salle de « la Vieille Court de Bruxelles » était comble quand Chartes Spilthoorn ouvrit la séance. Kats, Pellerin et Wallau, président des ouvriers allemands, prononcèrent quelques mots pour affirmer la solidarité des ouvriers avec les travailleurs polonais, français et anglais. On entendit ensuite Senault, l'avocat Lubliner qui allait, lui aussi, payer d'une expulsion ses attaques contre la réaction et Lelewel, plus discret dans son éloquence parce qu'il avait été un des membres du gouvernement national polonais de 1830.

Mais Frédéric Engels, montant à la tribune, se chargea de glorifier le vaillant Lelewel.

L'anniversaire de Cracovie, dit-il, n'est pas un jour de deuil seulement, c'est pour nous autres démocrates un jour de réjouissances; car la défaite même renferme une victoire, La victoire de la jeune Pologne démocratique sur la vieille Pologne aristocratique.

Oui, la dernière lutte de la Pologne contre ses oppresseurs étrangers a été précédée par une lutte cachée, occulte, mais décisive au sein de la Pologne même, lutte des Polonais opprimés contre les Polonais oppresseurs, lutte de la démocratie contre l'aristocratie polonaise.

En 1830 la classe dominante était aussi égoïste, aussi bornée, aussi lâche dans le corps législatif, qu'elle était dévouée, enthousiaste et vaillante sur le champ de bataille.

..... L'aristocratie ne pensait qu'à sauvegarder ses droits acquis, à elle, vis-à-vis de l'empereur, Elle bornait l'insurrection à ce petit pays qu'il a plu au Congrès de Vienne d'appeler le royaume de Pologne; elle retenait l'élan des autres provinces polonaises, elle laissait intacte le servage abrutissant des paysans, la condition infâme des juifs. Si l'aristocratie ... a dû faire des concessions au peuple, elle ne les a faites que lorsqu'il était déjà trop tard, lorsque l'insurrection était perdue.

L'insurrection de 1830 fut une révolution conservatrice. Mais

dans son sein, au sein du gouvernement national même il y avait un homme qui attaquait vivement les vues étroites de la classe dominante. Il proposa des mesures vraiment révolutionnaires et, devant la hardiesse desquelles, reculèrent les aristocrates de la Diète. En appelant aux armes toute l'ancienne Pologne, en faisant ainsi de la guerre pour l'indépendance polonaise une guerre européenne, en émancipant les Juifs et les paysans, en faisant participer ces derniers à la propriété du sol, en reconstruisant la Pologne sur la base de la démocratie et de l'égalité, il voulait faire de la cause nationale la cause de la liberté ... cet homme de génie, c'était Lelewel.

... A Cracovie par contre, il n'y avait plus d'hommes qui avaient beaucoup à perdre: il n'y avait point d'aristocrates, toute démarche qui fut prise portait l'empreinte de cette hardiesse démocratique, je dirais presque prolétaire, qui n'a que sa misère à perdre, et qui a toute une patrie, tout un monde à gagner. Là, point d'hésitation, point de scrupules; on attaquait les trois puissances à la fois; on proclamait la liberté des paysans, la réforme agraire, l'émancipation des juifs, sans se soucier un instant de savoir si cela pouvait froisser tel ou tel intérêt aristocratique.

Karl Marx prit ensuite la parole.

Il n' y a dans l'histoire, déclara-t-il en débutant, des analogies frappantes.

Le jacobin de 1793 est devenu le communiste de nos jours. En 1793, lorsque la Russie, l'Autriche, la Prusse se partagèrent la Pologne, les trois puissances exhibaient la Constitution de 1791, qui fut condamnée d'un commun accord, à cause de ses prétendus principes jacobins.

Et qu'avait-elle proclamé ? Pas autre chose que la monarchie constitutionnelle: la législation mise entre les mains des représentants du pays, la liberté de la presse, la liberté de conscience, la publicité des débats judiciaires, l'abolition du servage, etc. Et tout cela s'appelaient alors du jacobinisme tout pur ! Ainsi vous voyez, Messieurs, l'histoire a marché. Le jacobinisme d'alors est devenu aujourd'hui, en fait, du libéralisme tout ce qu'il y a de plus modéré.

Les trois puissances ont marché avec l'histoire. En 1846, lorsqu'en incorporant Cracovie à l'Autriche elles confisquèrent les derniers débris de la nationalité polonaise, elles substitueraient le nom de communisme à ce qu'elles appelaient autre fois le jacobinisme.

Or, qu'est-ce que le communisme de la révolution cracovienne ? Était-elle communiste pour avoir voulu rétablir la nationalité polonaise ? Autant vaudrait dire que la guerre que l'Europe coalisée fit à Napoléon pour sauver les nationalités, était une guerre communiste, et que le Congrès de Vienne se composait de communistes à couronnes. Ou bien la révolution cracovienne était-elle communiste pour avoir voulu instituer un gouvernement démocratique ? Personne ne taxera les citoyens millionnaires de Berne et de New-York d'avoir des velléités communistes.

Le communisme nie la nécessité de l'existence des classes: il veut abolir toute classe, toute distinction de classe. Les révolutionnaires de Cracovie n'ont voulu qu'effacer dans les classes les distinctions politiques; aux différentes classes ils voulaient donner des droits égaux.

Mais en quel point, enfin, était-elle communiste, cette révolution cracovienne ?

Serait-ce, par hasard, parce qu'elle tentait de briser les chaînes de la féodalité, d'affranchir la propriété tributaire et de la transformer en propriété libre, en propriété moderne ?

Si l'on disait aux propriétaires français : « Savez-vous ce que veulent les démocrates polonais ? Ils veulent introduire chez eux la forme de propriété qui existe déjà chez vous, alors les propriétaires français répondraient: « Ils font très bien. Mais dites, avec M. Guizot, aux propriétaires français: « Les Polonais veulent abolir la propriété telle que vous l'avez instituée par la révolution en 1789, et telle qu'elle existe encore chez vous » - « Comment, s'écrieront-ils, ce sont donc des révolutionnaires, des communistes ! Il faut écraser les infâmes.

L'abolition des jurandes, des corporations, l'introduction de la libre concurrence, s'appelle maintenant en Suède du *communisme*. Le *Journal des Débats* fait mieux; abolir la rente qui constitue le droit de corruption à deux cent mille électeurs c'est abolir une source de revenu, c'est détruire une propriété acquise, c'est être communiste. Sans doute la révolution cracovienne, elle aussi, voulait abolir une propriété. Mais quelle espèce de propriété ? Celle qui ne saurait être détruite dans le reste de l'Europe, pas plus que le *Sonderbund* dans la Suisse, l'une et l'autre étant devenues introuvables.

Personne ne niera qu'en Pologne la question politique se rattachait à une question sociale. De tout temps l'une est inséparable de l'autre.

Demandez-le plutôt aux réactionnaires ! Pendant la restauration, combattaient-ils seulement le libéralisme politique et son bagage de voltairianisme ?

Un écrivain réactionnaire très renommé a hautement avoué que la plus haute métaphysique d'un de Maistre et d'un Bonald aboutissait, en dernière instance à une: question d'argent, et toute question d'argent n'est-elle pas directement une question sociale ? Les hommes de la Restauration ne cachaient pas que pour ramener la bonne politique, il fallait ramener la bonne propriété, la propriété féodale, la propriété morale. Tout le monde sait que la fidélité monarchique ne peut se passer de dîme et de corvée.

Remontons plus haut. En 1789 la question politique des droits de l'homme renfermait la question sociale de la libre concurrence.

Et que se passe-t-il donc en Angleterre ? Dans toutes les questions depuis le *Reforma-Bill* jusqu'à l'abolition des lois céréales, les partis politiques ont-ils combattu pour autre chose, sinon pour des changements de propriété, pour des questions de propriété, pour des questions sociales ?

Ici, en Belgique même, la lutte du libéralisme et du catholicisme. Est-elle autre chose que la lutte du capital industriel et de la grande propriété foncière ?

Et les questions politiques qu'on débat depuis dix-sept ans, ne sont-elles pas au fond des questions sociales ?

Ainsi, quel que soit le point de vue où vous vous placerez que ce soit le point de vue libéral, radical aristocratique même, comment pourriez-vous encore reprocher à la révolution de Cracovie d'avoir attaché une question sociale à une question politique ?

Les hommes qui étaient à la tête du mouvement révolutionnaire de Cracovie avaient la conviction intime qu'une Pologne démocratique pouvait seule être indépendante; et une démocratie polonaise était impossible sans l'abolition des droits féodaux, sans le mouvement agraire, qui transformerait les paysans tributaires en propriétaires libres, en propriétaires modernes. Mettez à la place de l'autocrate russe des aristocrates polonais et vous aurez donné au despotisme des lettres de naturalisation. C'est ainsi que les Allemands, dans leur guerre contre l'étranger ont échangé un Napoléon contre trente-six Metternich.

Si le seigneur polonais n'a plus de seigneur russe au-dessus de lui, le paysan polonais n'en aura pas moins au-dessus de lui un seigneur mais un seigneur libre à la place d'un seigneur esclave. Ce changement politique n'aura rien changé à sa position sociale.

La révolution de Cracovie a donné un exemple glorieux à toute l'Europe, en identifiant la cause de la nationalité à la cause de la démocratie et à l'affranchissement de la classe opprimée.

Si cette révolution a été étouffée pour un moment par les mains sanglantes d'assassins soldés elle surgit maintenant glorieuse et triomphante en Suisse et en Italie. Elle trouve la confirmation de ces principes en Irlande, où le parti étroitement national est descendu dans la tombe avec O'Connell, d'où le nouveau parti national est avant tout réformateur et démocratique.

C'est la Pologne encore qui a pris l'initiative, non plus la Pologne féodale mais la Pologne démocratique, et dès ce moment son affranchissement est devenu le point d'honneur de tous les démocrates de l'Europe³³².

Que dire de ce discours, sinon qu'il est véritablement surprenant ? Chacune de ses lignes peut se lire et se relire. Aucune phrase de ce texte concentré, mordant, intuitif n'a perdu de valeur. Il a conservé, peut-on dire, toute son actualité. Quel que soit l'avis qu'on porte sur les thèses que Marx développera dans l'avenir, on peut affirmer qu'il n'existe pas un sociologue, pas un philosophe-économiste dont les écrits de jeunesse ont conservé - un siècle plus tard - tant de vigueur, tant de vérité.

C'est le moment où le narrateur, mesurant le chemin parcouru par la pensée de Marx depuis 1843, condensant son évolution de la vingt-cinquième à la trentième année ne peut s'empêcher de se dire: où sont aujourd'hui tous ceux qui condamnaient le « communisme » de 1848 ? Que représentaient dans la pensée vivante de l'univers Lamartine, Louis, Blanc, Feuerbach, Proudhon, Cabet et Weitling ? C'est le moment aussi où il se demande, comme M. G. Mounin : « Où sont Mach, Avenarius et les empirio-criticistes ? Où sont les « chercheurs de Dieu »

³³² *Célébration à Bruxelles du deuxième anniversaire de la Révolution Polonaise*. Bruxelles, Vogler, 1848. Au cours du banquet de cent couverts qui suivit le meeting un incident éclata entre Marx et Jottrand. Rentré chez lui Marx adressa à Jottrand sa démission de vice-président de l'Association Démocratique mais la retira après explication avec le président.

contemporains de la jeunesse de Berdiaeff ? Où sont de Man et ceux qui voyaient un certain socialisme chez les nazis ? »³³³.

³³³ *Esprit*, avril 1946, pp. 572 et ss.

Chapitre Vingtième L'expulsion de Karl Marx

Le lendemain du jour où Karl Marx exprimait avec tant de profondeur les aspirations du prolétariat et dressait, devant les démocrates bruxellois le tableau des incohérences du régime bourgeois, c'en fut fini de la tranquillité en Europe.

La révolution tant attendue était là qui devait comme sa grande devancière espérer-on, instaurer un ordre social nouveau, Le *Manifeste Communiste* était déjà imprimé dans le texte même proposé par Marx. Le comité central de la Ligue communiste donna aussitôt l'ordre de hâter le brochage et quelques jours plus tard, des paquets entiers quittaient l'Angleterre pour le continent parachever son œuvre, établir enfin, le socialisme.

Un frémissement parcourut le monde les riches et les puissants tremblèrent, Metternich s'effondra, les rois les plus absolus s'abaissèrent devant le peuple, Frédéric-Guillaume IV offrit une Constitution à la, Prusse, Mais il n'y avait qu'un chef et ce chef n'avait pas de troupes. On ne peut considérer comme une masse révolutionnaire la plèbe pour qui tous les méfaits venaient d'un, seul homme, le Roi, qui s'imaginait qu'elle remédierait à ses maux en ne changeant qu'une étiquette, qui ne savait pas, qui ne pouvait pas savoir que le capitalisme s'adapte aisément aux formes les plus audacieuses de la politique pourvu qu'on ne touche pas à ses privilèges économiques.

Dès qu'on sut à Bruxelles et à Londres ce qui se passait à Paris, ce fut le branle-bas de combat.

A Bruxelles, on ne connut l'ampleur de la révolution de Paris, que le 26 février. Dans la nuit du 25 au 26, un messenger de Louis-Philippe, le comte de Hompesch, vint avertir le roi Léopold de la chute de son beau-père, Par un hasard curieux Lucien Jottrand était l'avocat de M. de Hompesch, Il fut ainsi le second, en Belgique, à connaître l'importance des événements. Le matin même Il convoquait les membres du Comité de l'Association Démocratique et l'on possède même³³⁴ le texte de sa lettre à Spilthoorn :

Mon cher Spilthoorn,

Il est indispensable que vous rendiez à Bruxelles pour demain dimanche afin d'être à la réunion de la Société Démocratique. Le poids des événements est assez lourd à porter pour que vous veniez m'aider ici.

Au reste tout marchera bien pour nous j'espère. Nous devons travailler à sauver la nationalité, d'après le système que la Belgique doit toujours devancer la France, ou du moins marcher aussi vite qu'elle.

Karl Marx fut convoqué avec les autres membres du comité et participa à toutes les délibérations. Mais il eut à s'occuper également de l'Association des ouvriers allemands et de la section communiste, dont on se rend compte qu'elles se déclarèrent en état de permanence,

³³⁴ Grâce au procureur général qui la saisit chez le destinataire.

Les biographes officiels de Marx³³⁵ disent que du 26 février au 3 mars, il a participé activement aux préparatifs d'insurrection républicaine » et à l'« armement des travailleurs^o». Rien n'est moins évident que cela. Tout ce que nous savons au contraire établit que Marx, pendant toute cette période, se garda de se mêler en quoi que ce soit à la politique belge, réservant tous ses soins et toutes ses préoccupations aux problèmes allemands. S'il a pu se faire - personne n'en a d'ailleurs jamais apporté le plus petit élément de preuve - qu'il se soit préoccupé de l'organisation de la révolution en Allemagne, jamais il n'a songé à intervenir dans la politique du pays dont il était l'hôte. M. le procureur général de Bavay remuera, en vain, ciel et terre pour accabler Marx déjà expulsé: il ira jusqu'à faire interroger servantes et cochers de fiacres, afin de reconstituer, heure par heure, l'emploi du temps de son antagoniste. Tout au plus peut-on alléguer contre Marx le fait qu'il avait pris des dispositions en vue de soutenir l'action des communistes de Cologne et de Rhénanie dans le cas où ils déclencheraient une insurrection. Le rôle de Marx, comme leader de la principale organisation révolutionnaire était essentiellement celui d'un coordonnateur, non pas celui d'un factieux. On sait d'ailleurs par tout ce que nous avons publié qu'il n'avait aucune confiance dans la capacité constructive actuelle de la classe ouvrière. Il nourrissait, comme tous ceux de son temps, l'illusion qu'il serait possible d'instaurer un régime politique nouveau favorable au socialisme mais, tous les débats de Londres le prouvent, le rôle des communistes devait surtout consister à maintenir les mouvements insurrectionnels spontanés dans une voie favorable aux conceptions historiques et économiques de la Ligue communiste.

C' est dans cet esprit que le comité central de Londres fit savoir à Marx, dès le 26 février, qu'il transférait tous ses pouvoirs au comité de Bruxelles, mieux placé que lui sur le continent entre la France et la Prusse, pour défendre les intérêts ouvriers. Le 27 février, au soir, Karl Marx devenait le chef de l'internationale. Les membres du comité de la section bruxelloise accédant par droit de dévolution aux fonctions suprêmes, tous les pouvoirs statutaires étaient aux mains de Karl Marx, Frédéric Engels, Georges Fischer, Henri Steinger et Philippe Gigot.

Le même Jour où Bruxelles accédait au rang de capitale du communisme, l'Association Démocratique réunissait ses dirigeants, puis ses adhérents. L'enthousiasme, là aussi, était indescriptible. Si les communistes se berçaient du fol espoir que le régime républicain hâterait le développement du socialisme, les libéraux radicaux, eux, s'imaginaient que la République belge favoriserait la laïcité et la démocratisation des institutions. Ils pensaient- on se demande aujourd'hui, pourquoi ? - que la personne du roi constituait un plus grand obstacle à une révision légale de la Constitution, que la volonté conservatrice, appuyée sur la toute-puissance économique.

Dans le but de parer à une action de la garde civique, essentiellement composée de bourgeois, l'Association Démocratique demanda au Conseil communal de Bruxelles, d'appeler- en vue du maintien de l'ordre la réserve de recrutement composée, elle, d'artisans et d'ouvriers. Pour justifier cette requête, l'Adresse exposait, très candidement

Il a été reconnu par tous ceux qui assistaient à cette réunion que les circonstances exigeaient des mesures extraordinaires aussi bien pour le maintien de la tranquillité

³³⁵ Karl Marx: *Chronik seines Lebens*. Institut Marx-Engels-Lénine, Moscou, 1934.

intérieure, que pour la préparation et l'adoption définitive des changements que pourront nécessiter, dans nos lois, les changements adoptés par nos voisins du midi, dans les leurs.

Et pour ne laisser dans l'ombre aucun aspect du problème. L'Adresse ajoutait à l'intention de ceux qui blâmaient : la remise d'armes «^oaux citoyens les moins aisés» qu'il valait mieux, au prix même de quelques difficultés qu'on peut prévoir, donner aux citoyens les mêmes droits, que de rester exposé, comme on l'est, dans des crises semblables à celles que nous traversons, à voir changer de place la force matérielle qu'on aurait refusé de partager quand il en était encore temps.

Afin d'éviter tout malentendu, l'Adresse stipulait qu'elle était l'expression des sentiments des seuls membres belges de l'Association. Pour en administrer la preuve, on l'avait fait signer uniquement par Lucien Jottrand, Dumont, Bataille et Balliu³³⁶.

Au sein de la foule qui se pressait à la « Vieille Cour de Bruxelles », pas une voix discordante ne s'éleva quand Jottrand proposa aux adhérents de se réunir tous les soirs et d'admettre le public dans la salle. Il soumit enfin à l'approbation générale le texte de deux Adresses destinées l'une au Gouvernement provisoire de la République Française, l'autre aux Fraternal Democrats. Enfin, il signala que des rapports réguliers seraient entretenus avec certains patriotes hollandais à qui le comité avait adressé une relation des événements en les remerciant d'avoir prévenu l'Association des « manœuvres que la famille d'Orange, aussi incorrigible que celle des Bourbons, cherche encore à organiser, pour essayer de se mêler de nos affaires ».

L'Adresse au Gouvernement français, après avoir rappelé: que les étrangers et les Belges jouissaient en Belgique « d'institutions qui permettaient déjà depuis longtemps l'expression libre et publique de toutes les opinions politiques et religieuses » apportait à la nation française l'hommage de félicitations pour la grande tâche qu'elle vient d'accomplir et de gratitude pour l'immense service qu'elle vient de rendre à la cause de l'humanité ».

On sait combien l'opinion belge craignait les manifestations parfois inopportunes, d'une tendance un peu « protectrice » de certains milieux français. C'est à cause de cet état d'esprit que l'Adresse ajoutait:

Nous croyons pouvoir conjecturer que les nations qui touchent le plus près les Français seront les premières à la suivre dans la carrière où elle vient d'entrer.

Cette conjecture est d'autant plus certaine que la France vient de faire une révolution destinée bien plus à resserrer les liens qui la joignent à toutes les nations, qu'à menacer aucune de celles-ci dans son indépendance. C'est l'exemple des peuples que nous saluons dans la France de février 1848 et non leur maîtresse, La France, désormais, n'attendra plus d'autre hommage.

³³⁶ Bien entendu le Conseil communal, sur la proposition du bourgmestre, déclina poliment la suggestion qui lui était faite en déclarant qu'il serait inadmissible de distraire des ouvriers de leur travail et de leur enlever chaque semaine le prix d'une ou deux journées de travail et qu'au surplus la garde civique du premier contrôle suffisait amplement pour faire face aux événements.

Puis, après avoir signalé que les démocrates attendaient de la nouvelle France qu'elle préside à la réconciliation européenne et à la libération des nationalités opprimées, l'Adresse concluait :

A vous, Français, à vous l'honneur, à vous la gloire d'avoir jeté les principaux fondements de cette alliance des Peuples si prophétiquement chantée par votre immortel Béranger.

Nous vous offrons, Citoyens, dans toute l'effusion des sentiments d'une fraternité immuable, le tribut de notre plus profonde reconnaissance.

Tous les membres du comité signèrent ce texte. Lucien Jottrand et « Charles Marx » les premiers.

« La diplomatie du peuple n'ayant nul besoin de secret ». écrivait Jottrand, rien ne s'oppose à la publication du message adressé à Harney, le rédacteur du *Northern Star* et secrétaire des *Fraternal Democrats*:

Vous connaissez déjà la glorieuse révolution qui vient de s'accomplir à Paris.

Nous avons à vous communiquer qu'en conséquence de cet événement important, l'Association Démocratique a établi une agitation pacifique, mais énergique, pour obtenir par les voies propres aux institutions politiques de la Belgique, les avantages que le peuple français vient de conquérir.

Le message expose tout ce qui a été réalisé en deux jours et ajoute :

Nous vous informerons, aussi souvent que possible des démarches et des progrès que nous ferons ultérieurement.

Nous avons l'espoir que vous réussirez bientôt, de votre côté, à faire passer la Charte du peuple dans les lois de votre pays, et qu'elle vous servira à faire ensuite d'autres progrès.

Finalement nous vous invitons à vous tenir, dans cette crise importante, en fréquente communication avec nous, et de nous transmettre toutes les nouvelles de votre pays qui peuvent être de nature à exercer un effet favorable sur le peuple belge.

Lucien Jottrand croyait de toutes les forces de son âme que la république serait incessamment proclamée en Belgique. C'est pourquoi il avait veillé - comme celui que son rôle éminent au Congrès National de 1830 désignait pour chef aux démocrates républicains - à prendre une position de neutralité entre les deux grands voisins de la Belgique tout en proclamant que la république française ne pouvait constituer un danger pour la «^onationalité belge».

Afin d'affirmer encore l'indépendance et l'intégrité du territoire belge, Jottrand chargea symboliquement un wallon et un flamand d'être les ambassadeurs de la démocratie belge. Les messagers furent Charles Spilthoorn, avocat à Gand, chef du gouvernement provincial en 1830 et l'avocat Braas de Namur, qui partirent aussitôt pour Paris.

Le gouvernement Rogier ne laissait pas de manifester une grande inquiétude. Son chef, malgré les objurgations lyriques de Victor Considerant, ne songea pas un instant à rompre la foi qui le liait au souverain constitutionnel. Bien au contraire, il entreprit, sous l'aiguillon du procureur général de Bavay, de prévenir tous les incidents possibles et d'agir pour ne pas être manœuvré. Le souverain, lui,

manifestait moins de sérénité et ce n'est pas l'un des aspects les moins curieux de cette période agitée que de voir des émissaires de Léopold Ier prendre contact avec le chef du parti républicain pour examiner, discrètement, avec lui, les conditions morales et matérielles dans lesquelles pourrait se réaliser son abdication si celle-ci s'avérait, un jour prochain, conforme à la volonté nationale. Il le fit d'ailleurs avec un sentiment de très profonde dignité.

Quoiqu'il en soit, dès le 26 février, des mesures de précaution extraordinaires furent prises, les patrouilles multipliées, la troupe fut mobilisée, la police renforcée.

Le dimanche 27, par exemple, de nombreux agents de la police et de la Sûreté avaient assisté à la séance publique de l'Association Démocratique. Au sortir de celle-ci, quelques jeunes gens, transportés par l'enthousiasme ambiant, s'étaient répandus dans les rues et avaient tenté de gagner la Grand'Place aux cris de «^oVive la République » et la gendarmerie intervint avec énergie. Plusieurs arrestations furent opérées, dont celle de Victor Tedesco, de Wilhelm Wolff, de Philippe Gigot, du cordonnier Dassy et de plusieurs membres de l'association des ouvriers allemands. A onze heures et demie, tout était rentré dans le calme.

Il ne s'était agi, en aucune façon, comme on l'affirmait par la suite, d'un mouvement révolutionnaire. Tout au plus pouvait-on parler d'un incident de rue. Mais le gouvernement, redoutant le pire, décida de brusquer les choses et la répression s'abattit, impitoyable, sur les délinquants. Le bourgmestre de Bruxelles interdit tous les rassemblements à la demande du ministre de l'intérieur. Rogier rappelait aux gouverneurs de provinces qu'il y avait lieu de signaler immédiatement à la Sûreté tous les faits dans lesquels des étrangers séjournant dans le pays, se trouveraient directement ou indirectement mêlés.

Il est un point, spécifiait le chef du gouvernement, sur lequel il importe M. le Gouverneur, que vous fixiez immédiatement l'attention des administrations communales: c'est la surveillance des étrangers et la vérification la plus rigoureuse des passeports³³⁷.

Surveillance rigoureuse des passeports! Ces mots avaient dû frapper spécialement le chevalier Wyns, bourgmestre de Bruxelles, si l'on en juge par la façon dont la police qu'il commandait allait appliquer la circulation ministérielle ...

De son côté, le baron Hody³³⁸, administrateur de la Sûreté Publique, ordonnait l'expulsion du territoire de tous les ouvriers étrangers à l'exception de ceux qui avaient été appelés par un industriel belge.

Le cordonnier Dassy, défendu par Lucien Jottrand, fut condamné à quatre mois de prison, pour avoir crié « Vive la République » et pour avoir été trouvé porteur d'un poignard reçu, dit-il, de von Bornstedt. On vit même Meskens, président de la société d'Agneessens, protester solennellement dans les colonnes de l'*Emancipation* contre l'accusation d'avoir exprimé le désir de voir la guillotine en permanence sur les places publiques. « Jamais, je n'ai rien dit de pareil, affirma-t-il. Seuls mes ennemis ont pu me croire coupable d'une pareille pensée.

³³⁷ Cfr. *Mémorial administratif du Brabant*, mars 1848.

³³⁸ Le chevalier Hody avait obtenu le 30 novembre 1847 concession du titre de baron.

La méfiance du gouvernement et de la Sûreté se justifiait, il faut le reconnaître, moins par le danger que présentaient les ouvriers démocrates bruxellois, que par les préparatifs révolutionnaires des « républicains belges ^o » et réfugiés à Paris. Leur chef, Blervacq, président de l'« Association Générale des Patriotes Belges résidant à Paris^o » avait constitué une « Légion belge^o » dans le but « d'aller proclamer la république en Belgique ». Le comité de la Légion, composé du « colonel^o » Becker, et des nommés Mathieu aîné, Dupont, Tytgat, Coureur, Charles Graux, Felhoen et Blervacq, commença son recrutement le 1er mars, avec la bienveillante collaboration du gouvernement provisoire. Comme le nombre de Belges résidant à Paris était très limité, on n'y regarda pas de si près. Beaucoup plus de Français et d'Allemands en chômage que de Belges prêtèrent le serment solennel d'obéir à leurs chefs comme aussi de défendre au prix de leur sang et jusqu'à la mort les principes républicains^o ».

Et les pauvres mercenaires de se décerner, en assemblée générale, des commissions aux grades les plus variés, depuis le simple soldat jusqu'au chef de bataillon, dont le diplôme s'ornait d'un cachet rouge frappé d'un bonnet phrygien ...

Toute cette agitation, l'argent que le préfet de police de Paris, Caussidière, répandait abondamment³³⁹, l'ouverture des arsenaux de Valenciennes et de Lille sur les ordres du préfet Delecluse, tout cela n'avait pas échappé à la vigilance du gouvernement belge. Harcelé de rapports toujours plus inquiétants, on peut, aujourd'hui, l'excuser d'avoir perdu la tête, même si l'innocente victime de la répression fut, en tout premier lieu, Karl Marx. C'est lui, en effet, que sa notoriété va faire soupçonner d'être le promoteur du mouvement républicain belge de Paris, le financier de l'insurrection, l'instigateur des troubles bruxellois. Pour avoir, après cinq ans de misère quotidienne, reçu de sa mère une part d'héritage paternel, il se verra accusé de manipuler des fonds importants et M. de Bavay s'acharnera sur lui, comme il savait le faire, féroce.

Dès qu'il connut les incidents de la *Vieille Cour de Bruxelles*, le rôle que Marx avait joué dans les délibérations de l'Association Démocratique et les cris séditeux proférés par les ouvriers allemands et belges, le baron, Hody prit l'initiative de demander son expulsion à M. de Haussa, ministre de la Justice, pour manquement à son engagement du 22 mars 1845 de ne pas se mêler « à la politique du jour ^o ».

Le 1er mars se tint un conseil des ministres au cours duquel on approuva la mesure. Le lendemain l'arrêté royal était signé par Léopold 1er, le surlendemain, à 18 heures, il était signifié à l'intéressé par les soins de l'huissier Polak.

Quelques jours après avoir reçu l'argent que lui envoyait sa mère, Marx avait quitté la rue d'Orléans afin de trouver un peu plus de confort et d'alléger les charges ménagères qui pesaient sur sa femme. Il s'était installé à l'hôtel du Bois Sauvage sur la plaine Sainte Gudule qui l'avait accueilli déjà trois ans plus tôt. C'est là qu'on lui fit connaître qu'il avait à quitter la Belgique « dans un délai de vingt quatre heures avec défense d'y rentrer à l'avenir, sous les peines comminées par l'article 6 de la loi du 22 septembre 1835^o ».

³³⁹ Le fait est patent, quoique Caussidière l'ait contesté dans ses *Mémoires*.

L'administration connaissait donc parfaitement le nouveau domicile de Marx. Se conformant scrupuleusement aux règlements, il s'était fait rayer à Ixelles, le 26 février et inscrire à Bruxelles le même jour. La justice lui reprocha d'ailleurs d'avoir quitté son domicile d'Ixelles dès le 19 février et de n'être « venu prendre son bulletin de changement de demeure que le 26. Le rapport du commissaire de police d'Ixelles, au juge d'instruction Berghmans qui relate le fait le 3 mars, note cependant que « la conduite de Charles Marx était régulière et qu'il recevait beaucoup d'Allemands, dont je n'ai pu me procurer les noms.

Que vient faire, dans cette procédure d'expulsion, demandera-t-on le juge d'instruction? M. Charles Berghmans agissait sur ordre du procureur général de Bavey lequel avait, enfin, trouvé le moyen d'assouvir sur la personne de Marx, la haine farouche qu'il portait aux « communistes⁰». Il avait ordonné une enquête générale sur le comportement du proscrit allemand et, le 3 mars, s'ouvrit au Palais de justice une information à sa charge. Dès le matin, le juge interrogea successivement:

Théodore Jacobs, chaudronnier-mécanicien, dix-huit ans, qui déclara que le 29 février deux messieurs s'étaient présentés vers 18 heures dans le « bureau d'échanges de M. Davis, Montagne de la Cour, où il remplaçait son frère indisposé. Ces messieurs « dont l'un parlait bien le français changèrent deux Thalers en 32 Gros en argent et réclamèrent un bordereau⁰».

Jean-Baptiste Lannoy, restaurateur, cinquante huit ans, plaine Sainte-Gudule, 19, qui déclara que le 28 février, son locataire, Charles Marx, était entré et sorti plusieurs fois de la maison, qu'une fois, il y était revenu en « vigilante⁰» dans le courant de l'après-midi. Il avait remarqué qu'assez bien de monde rendait visite à Marx.

Max. Bedinger, sellier, quarante-neuf ans, 10, rue des Eperonniers, qui déposa que le 28 février différents étrangers étaient venus lui demander de objets de nature à contenir ou suspendre des armes. Un individu « passablement habillé et dont on pourrait dire: c'est un homme à la demi-solde, âgé de trente-cinq à quarante ans, cheveux châtons, teint assez frais, ne portant point de barbe, grand de taille, a demandé qu'on lui vende des fontes de rencontre⁰». Un homme de quarante-cinq ans, assez animé, acheta moyennant un franc « une bélière à ceinturon de sabre avec un contre-sanglon de chaque, mais sans la boucle⁰». Un autre individu a acheté, pour 75 centimes, deux boutons de ceinturon et un « crochet, servant à attacher un sabre⁰». Il est faux, ajoutait Bedinger, que le même jour des personnes allemandes se soient présentées chez moi et m'aient acheté ou commandé une soixantaine de ceinturons.

Le cocher de « Vigilante⁰», Stuckens, retrouvé par la police et Mme Le Capitaine, tenancière d'un bureau de change, Montagne de la Cour, déclarèrent que le 28 février, vers 6 heures du soir, Charles Spilthoorn, avec deux autres individus, s'était présenté au bureau pour y échanger 2.100 francs en billets de banque. D'après les recherches supplémentaires ordonnées par M. de Bavay, les deux personnes qui accompagnaient Spilthoorn, étaient Karl Marx et Balliu, le trésorier de l'Association Démocratique.

Les autorités judiciaires s'imaginaient donc que Marx préparait un soulèvement armé à Bruxelles. Elles crurent même qu'il était pour quelque chose dans la mobilisation des républicains belges à Paris.

Le vice-président de l'Association Démocratique ne se doutait pas, au moment où il recevait notification de son expulsion, qu'une instruction était ouverte contre lui. Il ne s'en douta d'ailleurs jamais, et M. de Bavay poursuivit ses recherches pendant longtemps encore.

Pendant que se déroulait cette procédure judiciaire, Marx s'était mis en rapport avec trois de ses amis: Jottrand, Maynz et Victor Faider, tous trois avocats à la Cour d'Appel de Bruxelles qui s'entremirent sans succès auprès de Charles Rogier, de M. de Haussy et du baron Hody. Il s'agissait plus pour eux d'obtenir un sursis de quelques jours que le retrait de l'expulsion. En effet, en même temps que l'arrêté qui le concernait, Marx venait de recevoir une lettre de Flocon lut faisant savoir, au nom du gouvernement provisoire français, que l'expulsion jadis prononcée contre lui était annulée et que le gouvernement l'invitait à rentrer en France ! « Mon cher et vaillant Marx, lui disait-il, la tyrannie vous a banni, la libre France vous ouvre ses portes, à vous et à tous ceux qui luttent pour la sainte cause de la fraternité des peuples »....

Il restait cependant pas mal de dispositions à prendre tant en ce qui concernait l'Association des ouvriers allemands que la Ligue communiste, dont il était responsable. Les réunions se succédèrent à l'hôtel du Bois-Sauvage. La dernière groupait les membres du comité de la Ligue. Elle se prolongea très tard. Il était minuit passé quand Marx et ses amis terminèrent la rédaction de la résolution suivante, dont ils avaient longuement discuté :

Prolétaires et tous nos frères, unissez-vous.

Le Comité central de la Ligue des communistes à Bruxelles, conformément à la décision de l'ex.comité central de Londres établissant à Bruxelles le siège du comité central et se déclarant dissout,

considérant :

que dans les circonstances actuelles la réunion des membres de la Ligue, principalement des Allemands, est impossible;

que les principaux membres sont arrêtés ou expulsés ou peuvent à toute heure recevoir leur expulsion;

que Paris est en ce moment le Centre de tout le mouvement révolutionnaire;

que les circonstances actuelles demandent une conduite; énergique de la Ligue pour laquelle un pouvoir discrétionnaire est nécessaire en ce moment; décide:

Art. 1. - Le comité central est transféré à Paris.

Art. 2. - Le comité central de Bruxelles donne au membre Charles Marx un pouvoir discrétionnaire pour toutes les affaires de la direction centrale de la Ligue.

Art. 3. - Le membre Charles Marx aussitôt qu'il aura pris connaissance des événements établira à Paris un nouveau comité central et y appellera les membres qui ne demeurent pas à Paris.

Art. 4. - Le comité central de Bruxelles est dissous.

Décidé à Bruxelles, le 3 mars 1848.

Les membres du comité signèrent l'un après l'autre: Marx, Engels, Fischer, Steinger. Philippe Gigot fut le dernier à tracer son nom sur le document³⁴⁰. Puis, les conjurés se séparèrent. Karl Marx rentra dans son appartement situé au deuxième étage.

Laissons ici la parole au commissaire de la 1^{re} Division de police :

J'ai l'honneur de vous faire rapport que dans la soirée du 3 plusieurs individus, dont la plupart sont étrangers, avaient été réunis à la Cour de Bruxelles 1, rue des Sœurs Noires, et en plein cabaret. Ils y avaient tenu des propos d'un républicanisme exalté, provoquant au renversement de l'ordre établi. Vers onze heures, ils se rendirent au « Bois Sauvage^o », plaine Sainte-Gudule, au nombre d'une quinzaine et ne osèrent, chemin faisant, de tenir, en criant, des propos compromettants pour la paix publique. L'agent Haye vint, passé minuit et après la cloche de retraite me faire rapport sur ces faits en ajoutant qu'ils se trouvaient au cabaret « Le Bois Sauvage^o » où ils continuaient leur vacarme et leur langage séditieux.

Je donnai immédiatement l'ordre à l'adjoint Daxbeck de s'y rendre, accompagné de quelques agents. A son arrivée ces individus, parmi lesquels, se trouvait une femme, se dispersèrent. Cependant l'un d'eux, le sieur Marx, était resté dans le cabaret. L'adjoint lui demanda ses papiers. Il exhiba ses. Papiers, mais en les lui remettant une réflexion spontanée, lui vint à l'esprit et il tenta aussitôt d'arracher violemment des mains de l'adjoint des écrits en allemand et en polonais qu'il venait de lui remettre et qui ont été reconnus plus tard comme étant un appel général aux communistes. Daxbeck parvint, malgré les efforts et la résistance de Marx, à s'en ressaisir. Il crut, en raison de cette circonstance et de la conduite tenue par Marx pendant la soirée, qu'il était de son devoir de le mettre provisoirement en état d'arrestation de même que sa femme qui faisait partie du groupe et qui, de notoriété publique, prend une part très active aux menées politiques de quelques étrangers et se fait même remarquer par les discours qu'elle tient dans les clubs allemands.

Telle fut aussi longtemps que la vraisemblance le permit, la thèse officielle.

Que s'était-il passé en réalité?

On ne le sut que plus tard, quand le conseil communal ordonna, à la demande de Bartels, une enquête sur le comportement de la police bruxelloise. Pour apprécier la différence qui peut exister entre un rapport officiel et la vérité, il vaut la peine de reproduire les termes de l'enquête.

Celle-ci eut lieu, à l'hôtel de ville de Bruxelles, à partir du 11 mars, en présence du bourgmestre et de sept conseillers, dont Charles de Brouckère et Ducpétiaux: de nombreux témoins furent entendus.

L'agent de police Haye, adoptant la thèse du commissaire Daxbeck, déposa dans le sens du rapport qu'on a lu.

³⁴⁰ « L'encre était encore fraîche » fera valoir le procureur général de Bavay auprès du ministre de l'intérieur en lui demandant la révocation d'un employé qui « pose de semblables actes^o ». Gigot fut effectivement révoqué. En 1850 il postula un emploi aux Archives Générales du Royaume. Il ne l'obtint pas car M. de Bavay, décidément au courant de tout, prit soin de rappeler au ministre ce qui s'était passé en 1848, les liens d'amitié qui liaient Gigot à Tedesco et à Esselens ainsi que le fait qu'en juin 1849 Gigot avait souscrit « au profit de la famille de Robert Blum assassiné à Vienne par les sicaires de l'Empereur^o ».

Sans accuser le témoin de mauvaise foi, dit le rapport au conseil communal, nous devons reconnaître d'après les autres témoignages, que sa déposition contient de graves erreurs.

Ainsi, il a été constaté: 1^o qu'il n'est pas entré vingt personnes à la fois au « Bois Sauvage » mais que quelques personnes sont venues successivement, entre 9 et 11 heures, faire leurs adieux à M. Marx et 2^o que la salle servant prétendument à des clubistes, est celle qu'occupe M. Dechange, médecin au 9^e régiment de Ligne.

Le commissaire Vanderbrugghen dépose, sans contradiction, qu'il a, sur rapport de l'agent Haye, donné l'ordre à l'adjoint Daxbeck de se transporter sur les lieux, et, puisque la maison du « Bois Sauvage^o» était ouverte, d'entrer à l'estaminet et de chercher à obtenir les noms de ceux qui avaient tenu des propos séditionnels.

Le prétexte de l'ordre donné à Daxbeck, était une contravention à la fermeture des cabarets, cafés, etc., le but, celui de connaître les noms « de personnes qui avaient tenu des propos rapportés par l'agent Haye. Nous, ajouterons que le « Bois Sauvage^o» est un restaurant et, que les dispositions de la salle commune confirment le dire des hôtes: on n'y voit buffet, ni pompe à bière, ni verres, mais une longue table qui occupe le milieu.

L'agent Daxbeck se présente à une heure; il sonne; le fils Lannoy qui, attendait un locataire, se présente à la porte et demande au commissaire ce qu'il vient faire à cette heure. Daxbeck, sans répondre, passe outre: il est suivi de plusieurs agents de police et entre dans la salle commune où il n'y avait ni lumière ni hôtes; il passe à la salle voisine une femme, chargée de cirer de grand matin les chaussures des locataires, y était couchée.

Daxbeck monte alors à l'étage, suivi de quatre agents et accompagné de l'hôtesse et se fait ouvrir les chambres. Dans l'une se trouve le médecin militaire. Dans l'autre

on trouve deux dames: Mme Marx et sa bonne³⁴¹. Daxbeck nie cette circonstance, mais elle est attestée par tous ceux qui l'accompagnaient et l'agent de police A ... ajoute que la visite du premier a duré une demi-heure. Il paraît évident que l'adjoint de police, ayant pénétré dans la chambre à coucher de Mme Marx, ne pouvait plus ignorer quel était son domicile.

Enfin, l'escouade' monte au second, se rend au n° 7, y trouve M. Marx en robe de chambre, achevant de faire ses malles. Sur la table se trouvaient des verres vides, laissant des traces de vin et de bière, ce qui confirme la déposition de Lannoy, affirmant que M. Marx recevait toujours ses amis dans sa chambre, et qu'il n'entraît jamais, soit seul, soit en société dans la salle commune.

Daxbeck demande au docteur Marx ses papiers; celui-ci en tire de son portefeuille, les remet, puis, se ravisant, veut les ressaisir, en déchirant même un mais Daxbeck résiste et en reste maître. Quels étaient ces papiers ?

Une déclaration, en allemand, portant que la société dont Marx était le vice-président³⁴² est dissoute à Bruxelles, son siège étant transporté à Paris; Un passeport périmé de France:

La signification de l'arrêté d'expulsion qui enjoignait au docteur Marx de partir le lendemain. Cependant Marx est conduit à la permanence centrale, puis écroué à l'Amigo. Pendant qu'on amenait son mari, Mme Marx s'ajustait à la hâte et se rendait chez l'avocat Jottrand, rue Royale extérieure, pour lui demander conseil. Cet avocat lui répondit qu'il n'y avait rien à faire pour le moment, mais qu'il irait la trouver dans la matinée.

³⁴¹ La fidèle Leentje Demuth.

³⁴² Ceci confirme ce que nous avons dit de l'ignorance absolue où l'on était généralement de l'activité clandestine de Marx. Tout le monde s'imagine que la résolution de la Ligue communiste concerne l'Association Démocratique et personne ne pose de question à ce sujet.

Sur ces entrefaites. Daxbeck était revenu à l'hôtel de ville, et donnait ordre à l'agent de police B... et à l'un de ses camarades de rester Sur la plaine Sainte.Gudule et d'arrêter Mme Marx si elle se représentait; pour lui il regagna le bureau de police de la première division.

En revenant à son domicile, et au moment où elle y touchait, Mme. Marx fut invitée par l'agent B ... à le suivre. Elle rebroussa chemin avec le fils Lannoy qui l'avait accompagné chez M. Jottrand; mais, arrivé au haut du Treurenberg, elle rencontra M. G ...³⁴³ qui revenait du faubourg de Louvain. Il connaissait Mme Marx, et après s'être informé pourquoi elle se trouvait dans la rue à pareille heure et accompagnée de la police, il lui offrit le bras, ce qui permit à son ancien compagnon de regagner son logis. A la hauteur du Pont de Fer³⁴⁴ on dépassa l'adjoint Daxbeck, et bientôt l'on arriva au bureau de la première division³⁴⁵. Là ce fut encore Daxbeck qui écrivit l'ordre d'écrouer à l'Amigo; toutefois, il fit éveiller le commissaire qui se reposait dans une arrière-salle pour le consulter.

Le fait d'avoir fait éveiller M Vanderbrugghen n'est pas contesté; mais ce dernier prétend qu'on s'est orné à lui signaler et que, de son côté, il se serait borné à demander un rapport écrit pour le matin. Daxbeck ne nient pas les arrestations elles sont son fait et il donne à celle de Mme Marx, le prétexte de défaut de papiers et qualifie M. G..., victime de sa galanterie de rôdeur de nuit

Pour apprécier les faits qui se précèdent, il faut se rappeler que 1° M. et Mme Marx sont connus de la police depuis longtemps 2° M. Marx avait fait au bureau de la première division, quatre jours avant son arrestation la déclaration que de venir habiter la section, mais pour lui seul, sans faire mention de sa famille; 3° M. Marx, loin d'être dépourvu de papiers avait sur lui l'ordre de son expulsion' 4° Daxbeck ayant trouvé Mme Marx dans son domicile, ne pouvait prétexter le défaut de papiers; 5° M.G. a son domicile à quelques pas du bureau de police de la division³⁴⁶.

Il nous reste à parler du traitement que Mme Marx subit à l'Amigo; mais sur ces faits nous n'avons pu entendre que le témoin C..., domestique du concierge qui lui délègue ses fonctions pendant la nuit. Il nous a déclaré que, la détenue ayant demandé une chambre particulière, il comptait l'y conduire, lorsque l'on sonna violemment et que, comme il avait encore deux portes à ouvrir pour arriver à la pistole, il enferma momentanément Mme Marx dans la salle commune où se trouvaient, en effet, trois prostituées. Il trouva la prisonnière fort triste, chercha à la consoler et pour qu'elle ne s'effraya point, il lui offrit de la placer dans une chambre à deux lits, ce qu'il fit en réalité. Il couvrit immédiatement un lit pour elle; l'autre était occupé par une femme arrêtée pour voie de faits. Enfin, en justification de ses procédés, C..., fait valoir que le matin même, Mme Marx lui donna un demi-franc à titre de gratification.

D'après ces faits la section vous propose la destitution Ce l'adjoint-commissaire Gommaire Daxbeck³⁴⁷.

Il en fut ainsi décidé à l'unanimité.

D'avoir immédiatement donné en détail au lecteur les résultats de l'enquête, nous dispensera de revenir sur les discussions qui suivirent l'arrestation de Marx. L'émotion dans les milieux démocratiques fut vraiment grande, et toute la presse libérale, à part l'*Indépendance belge*, trop gouvernementale pour se le permettre, protesta contre le traitement qu'on avait infligé à un homme « aussi distingué⁰ » que le docteur Marx et à une femme de la qualité de Mme Marx., « sœur du gouverneur

³⁴³ Philippe Gigot.

³⁴⁴ Le Pont de Fer se trouvait au croisement des rues de la Régence et de Ruysbroeck.

³⁴⁵ Au Petit Sablon.

³⁴⁶ Philippe Gigot habitait 8, rue. Bodenbroeck.

³⁴⁷ *Bulletin des séances du conseil communal de Bruxelles*, 1848, pp. 159 à 162.

de la Poméranie⁰» obligée à passer une partie de la nuit avec des prostituées .la presse catholique, elle-même, trop heureuse d'ennuyer le ministère fit chorus, notamment l'*Émancipation*. Mais le malheureux Lubliner, dont on sut qu'il avait rédigé l'article³⁴⁸ favorable à Marx, fut expulsé le lendemain sur proposition du procureur général de Bavay.

Le 4 mars, dans la matinée, on conduisit les prisonniers, en fiacre, au Palais de Justice. En attendant d'être interrogés par le juge d'instruction, ils passèrent plusieurs heures .dans les cellules du dépôt de la rue de la Paille où l'on enfermait les prévenus avant leur comparution. Aucun délit ne pouvant être retenu ni contre Marx, ni contre sa femme, on les relâcha aussitôt pour leur permettre de quitter le territoire belge.

Karl Marx, séparé de Jenny depuis la veille, avait fait solliciter pour elle l'autorisation de demeurer trois jours de plus à Bruxelles, afin de lui permettre de se remettre de ses émotions. Il fit demander au baron Hody une autorisation écrite. L'administrateur, de la Sûreté se borna à répondre : « On peut autoriser la chose, mais verbalement⁰»³⁴⁹. Jenny Marx n.'ayant pas été consultée, refusa de rester seule à Bruxelles, et le 4: mars, par le convoi du soir, les parents et les trois enfants Marx, accompagnés par Ferdinand Wolff, prenaient la route de Quiévrain³⁵⁰.

Mais, à Bruxelles, l'indignation persistait: Jules Bartels demandait à interpellier le bourgmestre de Bruxelles, chef de la police, responsable d'une arrestation arbitraire et d'une violation de domicile; M. Jean-Joseph Bricourt, juge au tribunal de Soignies et député libéral du même arrondissement, faisait savoir au ministre de la Justice qu'il l'interpellerait à la prochaine séance de la Chambre³⁵¹.

De son côté, la presse démocratique faisait feu des quatre pieds. La crainte de complications, qu'ils désiraient éviter à tout prix, envahit les ministres.

A partir du moment où l'on précisa que Marx et sa femme avaient été l'objet d'une arrestation illégale, que madame Marx avait été victime d'un véritable guet-apens, ce fut à qui dégagerait sa responsabilité.

Le commissaire de police en chef de Bruxelles, déclara qu'il était complètement étranger aux arrestations³⁵², un rapport des agents de la sûreté signala à l'Administrateur que Jenny Marx « qui est évidemment connue comme partageant le socialisme outré de son mari, avait été traitée « avec tous les égards et non comme une vagabonde; elle est restée à l'Amigo, seule dans une place (sic) confortable et non pas mêlée avec de mauvaises femmes⁰»³⁵³.

M. Conway, intendant de la liste civile du roi Léopold, prit l'initiative d'écrire au chef de la sûreté, pour lui dire son étonnement de constater qu'aucun journal

³⁴⁸ *L'Émancipation*, 7 mars 1848.

³⁴⁹ *Archives de la Sûreté Publique belge*, Dossier Marx, pièce 28.

³⁵⁰ *Idem*, pièce 36.

³⁵¹ L'interpellation devait être faite à l'origine par Adelson Castiau. Il semble qu'on se soit adressé, de commun accord avec Castiau, à Bricourt qui, par sa qualité de magistrat, disposait d'une autorité plus considérable à la Chambre en matière administrative.

³⁵² *Archives de la Sûreté Publique belge*, Dossier Marx, pièce 35.

³⁵³ *Idem*, pièce 33.

gouvernemental n'avait relevé l'article de *L'Émancipation* « ni les faits, très certainement inexacts ou exagérés, rapportés par M. Jottrand³⁵⁴ ». Il signale

qu'on a fait des démarches auprès du correspondant d'un journal anglais fort influent, pour obtenir de lui qu'il écrirait à Londres pour blâmer fortement la conduite de l'administration belge dans cette affaire ? Heureusement ce correspondant est venu me voir et j'ai empêché qu'il cédât aux instances faites auprès de lui. Je lui ai de plus promis de me procurer des renseignements sur la manière dont les choses se sont passées et je viens, en conséquence, vous prier de bien vouloir me faire donner une petite note relative aux motifs de l'arrestation et aux circonstances qui l'ont accompagnée, Nous devons tenir essentiellement à ce que la presse étrangère ne dénature point les actes de l'administration belge et je serai bien aise de contribuer pour ma part, à faire rendre justice à ceux qui sont posés par vous, Monsieur le Baron, dont tout le monde reconnaît et appuie le zèle et la prudence³⁵⁵.

Quant au ministre de la Justice, il s'enquérât auprès de l'administrateur de la Sûreté, de la meilleure façon de présenter les choses. Il lui soumit un projet de réponse, basé sur l'article que M. Hody avait rédigé lui-même et qui parut au *Moniteur Belge*³⁵⁶. Dans cet article, le journal officiel contestait purement et simplement les faits allégués et adoptait la thèse du commissaire Daxbeck.

Le baron Hody, répondit au. ministre, qu'il fallait à son sens éviter de trop charger la police locale, sous peine de voir le gouvernement exposé à ce qu'on exige de lui la punition d'un agent de police de Bruxelles.

Raconter les choses comme elles se sont passées et s'abstenir de réflexion c'est donner à chacun le sien. C'est dire que le Procureur du Roi, agent du gouvernement, a redressé l'erreur des agents de la police locale.

On ne peut excuser les agents de la police locale dans le *Moniteur* mais il ne faut pas, me semble-t-il, les blâmer car ce serait refroidir leur zèle dont on a besoin dans les circonstances actuelles.

Le fait principal à rectifier est celui qui présente Mme Marx comme ayant passé la nuit au milieu de prostituées; la rectification proposée est suffisante.

Insérer la traduction de la décision des communistes me paraîtrait un tort. La police avait-elle le droit de saisir ce papier? Je ne le pense pas, par conséquent le publier serait abuser d'une chose exécutée sans droit.

Le contenu de ce papier est-il répréhensible? Non, car en vertu du droit d'association il peut y avoir en Belgique des associations de communistes comme toutes autres associations.

Le fait énoncé dans ce papier prouve-t-il une conspiration, par exemple, qui aurait mis l'État en péril? Non, puisqu'au contraire les communistes s'en vont de Bruxelles, comme ils s'en sont allés de Londres et qu'ils se bornent à quitter un milieu où ils sont mal pour aller dans un pays où ils pourront mettre à exécution leurs idées.

Je ne comprends pas le profit qu'on croirait pouvoir tirer de cette publication.

L'article tel que je l'ai rédigé est pâle J'en conviens, mais que dire? Le rapport de M. le Procureur Général n'est pas bien explicite et je n'ai pu juger, parce que le rapport contient, si la police locale était ou non dans son droit³⁵⁷.

³⁵⁴ A la séance de l'Association Démocratique

³⁵⁵ *Archives de la Sûreté Publique belge*, Dossier Marx, pièce 38.

³⁵⁶ *Moniteur belge*, 17 mars 1848.

³⁵⁷ *Archives de la Sûreté Publique belge*, Dossier Marx, pièce 39.

Pendant que le gouvernement se préparait à repousser l'offensive des amis de Marx, la presse démocratique continuait à protester. Lucien Jottrand écrivait au *Débat Social*:

Quant à nous notre plume se refuse à décrire toute l'indignation que ces faits nous inspirent car nous ne trouvons pas, dans la langue, d'expression assez sanglante pour les flétrir !³⁵⁸

Rien pourtant ne pouvait arrêter le zèle de M. de Bavay : l'information contre Marx se poursuivait inlassablement. Le 6 mars, le juge Berghmans avait fait une descente chez M. Max Messel, banquier, rue de la Madeleine à Bruxelles, pour enquêter sur la négociation par Marx de la traite de 6.000 francs :

... nous avons constaté à la date du 9 février dernier l'inscription d'une traite de l'import de 6.000 francs, créée le 29 octobre 1847 par V. Dewendel, de Hayange (en marge: Hayange, village de France, département de la Moselle, à 2 heures de Thionville et de Metz), sur A. Simon, fils à Metz.

... Cette traite a été négociée chez M. Messel, par M. Marx, docteur en philosophie, qui en a reçu le montant en billets de banque ... Elle se trouve aujourd'hui entre les mains de MM. B. L. Fould et Fould Oppenheim, à Paris.

Le même jour, le pauvre juge d'instruction Berghmans qu'on imagine terrorisé par l'irascible procureur général envoie à de Bavay, le billet suivant:

Si M. le Procureur Général avait à réclamer de moi quelque nouvelle démarche, je ne pense pas sortir de chez moi aujourd'hui; on m'y trouvera. Toute la journée, il suffira de me faire prévenir. J'ai l'honneur de le saluer.

On ignore si M. de Bavay permit au juge de se reposer.

Ce qu'on sait, c'est que dès qu'il eût connaissance des résultats de la descente chez M. Messel. Il pria le banquier Cassel, qui avait sa confiance, d'écrire à la maison Fould et Fould Oppenheim. Il évitait ainsi de devoir passer par l'intermédiaire des autorités françaises. Par retour du courrier, les banquiers parisiens firent connaître à M. Cassel que « l'effet de fr. 6.000, au 15 avril, dont parle votre billet d'hier est créé par M. de Wendel suc. F. A. Seillière et Fils, de F. G. Simon, qui à Reverchon et Co, le 3 février, qui, à Mme veuve Marx, le 7 février, qui à Charles Marx, le 8 février, qui à M. Messel, le 9 février qui l'a passé à n/o le 10 février. Amical salut ^o».

Aussitôt M. de Bavay prit sa plus belle plume et écrivit en ces termes au procureur général de Trèves:

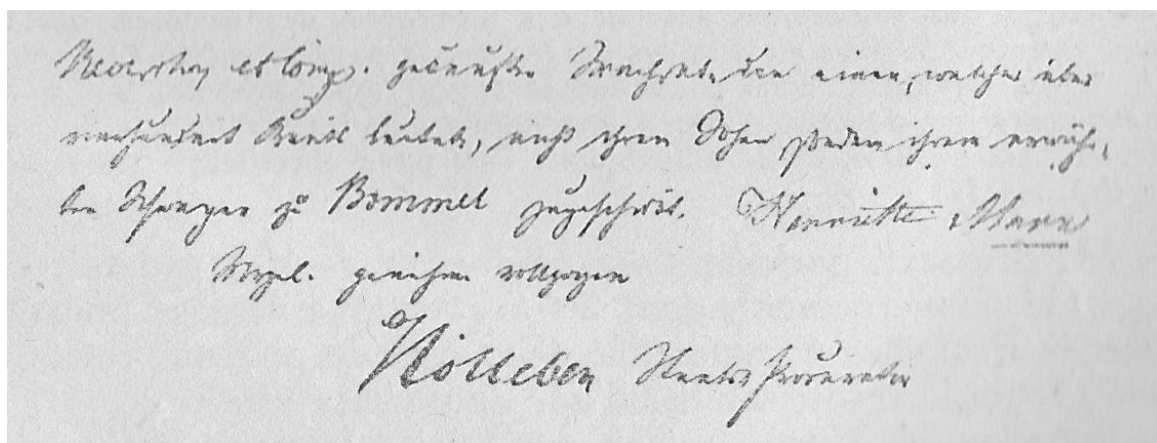
Le gouvernement belge a expulsé ces jours derniers le, docteur en philosophie Charles Marx qui se trouvait ici à la tête d'une société démocratique allemande et qui vient de transférer le siège de cette société à Paris, parce que de son propre aveu, Paris est en ce moment le centre de tout le mouvement révolutionnaire. Ce motif est consigné dans une pièce revêtue de sa signature et que l'on a trouvée en sa possession.

Marx avait d'un autre côté échangé des billets de banque pour une valeur de 2 à 3.000 francs dans la journée du 28 février lorsque Bruxelles était menacé d'une émeute. Il a

³⁵⁸ *Le Débat Social*, 12 mars 1848.

déclaré que cette somme faisait partie d'une lettre de change de 6.000 francs qui lui provenait de sa mère, Mme veuve Marx, B Trèves, et qu'il avait négociée chez le banquier Messel, en cette ville. Je viens d'apprendre que cette traite avait été négociée le 7 février à Mme veuve Marx par MM. Reverchon et Cie, en votre ville, et que Mme Marx elle-même l'avait endossée à son fils le lendemain 8 février. Je vous serais très obligé, Monsieur le Procureur du Roi, si vous vouliez bien prendre des renseignements sur la véritable origine de cette valeur de 6.000 francs, sur les motifs que Mme Marx aurait eu de la passer à l'ordre de son fils et sur les ressources pécuniaires de cette dame. Il est possible que cette transmission n'ait rien que de fort naturel mais il est possible aussi qu'elle cache une coupable négociation.

Poste par poste, le *Königlich-Preussische Ober-Prokurator* de Trèves fit savoir à M. de Bavay que « d'après la position de fortune de la veuve du Conseiller de la Justice Marx, elle est en état de pouvoir disposer de pareille somme^o ». Il joignit à sa lettre, ayant considéré la demande du procureur général de Bruxelles comme une commission rogatoire, les procès-verbaux des descentes effectuées chez le banquier Reverchon et chez Madame Marx. Cette dernière avait déclaré « que le mobile qui l'avait déterminée à envoyer une pareille somme à la fois, était que depuis longtemps son fils l'avait sollicitée pour l'entretien de sa famille et qu'elle avait avancé cette somme à son fils sur sa part filiale^o ».



Signature autographe de la mère de Karl Marx au bas du procès-verbal de son interrogatoire à Trèves par le juge Nouben.

Enfin convaincu que le vice-président de l'Association Démocratique n'avait pas, comme il disait « financé l'émeute^o », M. de Bavay mit son dossier de côté et se consacra à d'autres et plus urgents devoirs ...

Les interpellations annoncées par MM. Bartels et Bricourt eurent lieu le même jour³⁵⁹ au Conseil communal de Bruxelles et à la Chambre des Représentants.

Jules Bartels se borna à faire un court exposé des faits et à demander la constitution immédiate d'une commission d'enquête car il importait « à la dignité de l'administration communale et à l'honneur du nom belge que la vérité fut connue, que personne ne portât injustement la solidarité d'actes odieux, que celui qui s'en est

³⁵⁹ Le 11 mars 1848.

rendu coupable fut connu, quelque haut qu'il faille remonter pour l'atteindre³⁶⁰. On sait déjà qu'il obtint ample satisfaction.

A la Chambre, M. Bricourt protesta dans des termes à peu près semblables. M. Rogier, chef du gouvernement belge et ministre de l'Intérieur, prit la parole après le ministre de la Justice dont les explications embarrassées avaient fait mauvaise impression. Il déclara vouloir ignorer tout ce qui avait pu être fait par la police municipale. « Ce n'est pas, ajouta-t-il, pour un cas exceptionnel, qui ne se reproduira pas, s'il s'est produit, qu'il faut chercher à émouvoir la Chambre, comme si tout à coup le pays avait été livré à des violences sans nombre. Le fait, s'il a eu lieu, est isolé et je regrette qu'on ait voulu l'élever au rang de grief national ou politique³⁶¹ ».

Puis, passant à la contre-attaque, Charles Rogier poursuivit:

Messieurs, la légalité continuera à être respectée tout comme l'hospitalité belge. Je répète ce que j'ai dit dans une autre séance: tout étranger qui mène en Belgique une vie paisible, une vie tranquille, qui rend honneur à nos institutions et les respecte, ceux qui : le cherchent pas par leur conduite à semer le trouble et l'émeute dans le pays, ceux-là continuerons à vivre libres et tranquilles comme les Belges eux-mêmes. Mais je le répète aussi les étrangers qui viendraient susciter des désordres, des émeutes, qui voudraient entraîner le pays au delà des limites que le pays lui-même s'est tracées, quant à ces étrangers, nous continuerons à agir avec sévérité. S'il y a ici des étrangers qui désirent d'autres institutions que les institutions belges, la porte leur est ouverte, qu'ils aillent dans leur pays chercher, le triomphe de leurs théories³⁶¹.

M. Bricourt, parlementaire novice, se déclara satisfait sans plus et le gouvernement, dont les instructions avaient poussé la police de Bruxelles à commettre des excès de pouvoir, rejeta sur celle-ci toute la responsabilité d'une ennuyeuse affaire.

Pourtant M. Victor Faider, que Lucien Jottrand avait chargé de la défense des intérêts de Marx, quand il eut connaissance des résultats de l'enquête faite au Conseil communal prétendit exiger la publication au journal officiel d'une version moins fantaisiste de l'arrestation de M. et Mme Marx que celle qu'avait rédigée l'administrateur de la Sûreté publique. Usant du droit constitutionnel de pétition, il s'adressa à la Chambre pour qu'elle ordonne l'insertion de la note rectificative. La commission des pétitions ayant conclu « au dépôt au bureau des renseignements³⁶⁰ », c'est-à-dire, en termes parlementaires, au refus de la prise en considération, M. Bricourt redemanda la parole le 31 mars et insista pour que l'enquête faite par l'Administration communale fut jointe au dossier constitué par M. de Haussy.

Le chef du gouvernement affirma à nouveau qu'il n'avait pas à répondre d'une arrestation faite par la police municipale. C'est alors que le rapporteur de la commission des pétitions, M. Zoude, donna, pour la première fois, en public, lecture de la décision de la Ligue communiste saisie sur Karl Marx et ordonnant le transfert à Paris, « centre du mouvement révolutionnaire³⁶¹ », du Comité central. La Chambre,

³⁶⁰ *Bulletin des séances du Conseil communal de Bruxelles*, 1848, pp. 137 et 138.

³⁶¹ *Annales Parlementaires belges*, session 1847-48, séance du 11 mars 1848. pp. 1929 et 1030

contre les seules voix de MM. Bricourt et Castiau, adopta alors les conclusions du rapporteur³⁶².

³⁶² *Annales Parlementaires belges*, session 1847-48, séance du 31 mars 1848, pp. 1193 et 1194. Reproduction de la décision de la Ligue Communiste lue par M. Zoude au cours de la séance, p. 1203. Le rapport Zoude sur la pétition Faider se trouve dans les *Documents de la Chambre*, vol. 3. p. 4 du feuilleton 8. La pétition elle-même est classée sous le n° 3673 du feuilleton 25. Le texte de la pétition a disparu lors de l'incendie du 6 décembre 1883.

La fin des illusions

Karl Marx était parvenu sans encombre à Paris. Avant son départ, il avait laissé à ses amis de Bruxellois, comme point de repère, l'adresse d'une amie de Hess, d'Engels et de Wolff, Mme Gsell, 75, boulevard Beaumarchais. Il trouva immédiatement à se loger dans les environs de sa « boîte aux lettres » et s'installa 10, rue Neuve Ménilmontant, à côté du boulevard Beaumarchais.

C'est là qu'il reçut les nouvelles qu'Engels était chargé de lui communiquer: Wilhelm Wolff, expulsé manu militari, avait été conduit à la gare, à destination de Valenciennes, sans même pouvoir passer chez lui; à Cologne, les communistes s'étaient laissés arrêter sans prendre aucune précaution alors qu'avec un peu d'audace et quelques armes ils eussent pu s'emparer du pouvoir. « On s'est montré rudement stupide dans toute la préparation ». Les amis Daniels, Bürgers et d'Ester ont fait preuve de pusillanimité. A part cela, les nouvelles d'Allemagne sont excellentes: à Nassau, à Munich, à Cassel, à Berlin, dans toute la Westphalie on attend la révolution. « A Cologne, signale Engels, toute la petite bourgeoisie est pour le rattachement à la République française. »

Chez les Bruxellois, l'expulsion de Marx continue à faire scandale. Tout est prêt, dit-il, pour l'interpellation à la Chambre. A la séance de l'Association Démocratique, où Lucien Jottrand a fait rapport sur l'expulsion de Marx.³⁶³

Il a, dans sa fureur, prononcé un excellent discours; les sévices de Rogier l'ont amené à reconnaître la lutte des classes. Il a fortement attaqué les grands bourgeois et s'est laissé aller jusqu'à entrer dans des considérations économiques, assez plates et illusoire il est vrai, pour prouver à la petite bourgeoisie qu'en république une classe ouvrière bien payée et consommant beaucoup serait pour elle une meilleure cliente qu'une Cour et une aristocratie peu nombreuses. Tout à fait à la O'Connor.

Quant au pauvre Tedesco, il est toujours en prison. A Bruxelles s'étonne Engels, c'est la tranquillité.

Tu ne saurais te faire une idée du calme qui règne ici. Hier soir, le carnaval s'est déroulé comme toujours; à peine est-il encore question de la roi République française. Dans les cafés on obtient les journaux français sans difficulté et sans attendre, Si l'on ne savait pas qu'ils seront forcés d'y venir, tant bien que mal, on pourrait s'imaginer que tout est terminé ici.³⁶⁴

A peine arrivé à Paris. Marx allait retrouver sur son chemin l'orgueilleux et suspect Adalbert von Bornstedt. Celui-ci, installé à Paris depuis quelque temps déjà, avait projeté de soulever la colonie allemande, voulait l'armer et la conduire à la frontière pour proclamer la république outre-Rhin. Il était parvenu, à la grande colère de Marx, à obtenir le concours de Bakounine et d'Herwegh: l'escroc séduisant les deux poètes. Le 6 mars se tint une réunion au cours de laquelle Karl Marx intervint

³⁶³ Séance du dimanche 5 mars 1848.

³⁶⁴ Lettre du 8-9 mars 1848.

vigoureusement pour combattre le projet d'une attaque armée contre la Prusse. Il avait le pressentiment que tout mouvement insurrectionnel qui ne s'appuyait pas sur le consentement actif ou tacite de la masse devait fatalement être écrasé. Son opposition ne servit pas à grand chose, car le gouvernement français, tout heureux de voir disparaître une masse importante de chômeurs, donna son appui au « mouvement noir-rouge-or ». Il lui procura cantonnements et vivres et garantit une solde de 50 centimes par jour à chaque volontaire jusqu'au passage de la frontière.

En arrivant à Paris. Marx avait avisé le comité communiste de Londres du transfert du Comité central. Aussitôt Harney représentant des chartistes, Ernest Jones. Schapper. Bauer et Moll se rendirent à Paris. Ils confirmèrent Marx dans ses pouvoirs, le nommèrent président de la Ligue et désignèrent, comme membres du Comité central. Schapper, secrétaire. Wallau. Wilhelm Wolff. Moll, Bauer et Engels.

Ayant trouvé dans la Réforme³⁶⁵ un article sur les événements de Belgique dans lequel le journal démocratique parisien attaquait vigoureusement l'arbitraire du gouvernement Rogier, illégalité de ses actes et ses provocations. Marx l'envoya sous enveloppe au chevalier Hody avec en marge, le mot « Salut », et sa signature. Il ne s'en tint pas là et adressa au journal de Flocon la lettre suivante³⁶⁶:

Monsieur le Rédacteur.

En ce moment le gouvernement belge se range tout à fait du côté de la politique de la Sainte-Alliance. Sa fureur réactionnaire tombe sur les démocrates allemands avec une brutalité inouïe, Si nous n'avions le cœur trop navré des persécutions dont nous avons été spécialement l'objet nous ririons franchement du ridicule que se donne le ministère, ca accusant quelques Allemands de vouloir imposer la république aux Belges, malgré les Belges; mais c'est que, dans le cas spécial auquel nous faisons allusion, l'odieux remporte sur le ridicule.

D'abord, Monsieur, il est bon de savoir que presque tous les journaux de Bruxelles sont rédigés par des Français qui se sont pour la plupart. sauvés de la France pour échapper aux peines infâmes dont ils étaient menacés, dans leur patrie, Ces Français ont le plus grand intérêt à défendre dans ce moment l'indépendance belge, qu'ils avaient tous trahie en 1833, Le roi, le ministère et leurs partisans se sont servis de ces feuilles pour accréditer l'opinion qu'une révolution belge dans le sens républicain ne serait que la contrefaçon d'une fransquillonnerie et que toute l'agitation démocratique qui se fait dans ce moment sentir en Belgique avait été seule provoquée par des Allemands exaltés³⁶⁷.

Les Allemands ne nient nullement qu'ils se sont franchement associés aux démocrates belges, et ils l'on fait sans exaltation aucune.

Aux yeux du procureur du roi c'était exciter les ouvriers contre les bourgeois, c'était rendre suspect aux Belges un roi allemand qu'ils aiment tant, c'était ouvrir les portes de la Belgique à une invasion française.

Marx raconte ensuite les circonstances de son arrestation et ajoute:

³⁶⁵ *La Réforme*, 6 mars 1848.

³⁶⁶ *La Réforme*, 8 mars 1848.

³⁶⁷ Nous savons que c'est notamment à Perrot que Marx faisait allusion dans cette lettre. La presse belge de l'époque comptant un très grand nombre de rédacteurs français. Ce fut même un Français, Bourson, qui devint directeur du Moniteur belge! Dans ses Types et Silhouettes. Louis Hymans cite comme écrivains français attachés à la presse belge: les frères Briavoine, Maruel et Landoy à l'Emancipation. Perrot, Tardieu et Devigny à l'Indépendance, ailleurs Brémond, De Leutre, Faure et Campan.

Je ne vous aurais pas parlé. Monsieur, de mon arrestation et des brutalités que l'al souffertes, s'il ne s'y rattachait une circonstance qu'on aura peine à comprendre, même en Autriche. Cette circonstance c'est la façon inouïe dont on a arrêté puis traité ma femme, dont tout le crime consiste en ce que, bien qu'appartenant à l'aristocratie prussienne, elle partage les sentiments démocratiques de son mari.

Je n'entre pas dans tous les détails, conclut-il, de cette révoltante affaire.

Je dirai seulement que lorsque nous étions relâchés, les vingt-quatre heures (de délai) étaient justement expirées, et qu'il nous fallut partir sans pouvoir seulement emporter les effets les plus indispensables.

Il signa: « Charles Marx, vice-président de l'Association démocratique de Bruxelles »,

L'actualité se chargeait de détourner l'attention de Marx des problèmes belges. Il avait fort à faire avec le mouvement organisé par Bornstedt. Ce dernier, pour appuyer sa mobilisation des forces germaniques, avait constitué une « Association démocratique allemande de Paris » et menait campagne contre Marx. Une séance commune des quatre Sections de la Ligue communiste parisienne se tint le 8 mars. On y décida la formation d'un Club des travailleurs allemands opposés à l'Association de Bornstedt et au mouvement ; noir-rouge-or. Le lendemain, le nouveau Club était installé officiellement: ses statuts furent approuvés et ses membres reçurent un brassard rouge qui devait les distinguer des partisans de Bornstedt, Ils se réunirent régulièrement au Café de la Picarde, rue Saint-Denis.

A partir de ce moment, les événements se précipitent. Marx demande à Engels de venir le rejoindre à Paris mais, en même temps, il le charge de missions qui le retiendront à Bruxelles jusqu'au 21 mars. Il doit tout d'abord s'occuper du déménagement de ses meubles. « ... Emporte-les jusqu'à Valenciennes. écrit Marx, où tu feras plomber le tout. Quant à l'argenterie, on y a déjà mis le poinçon à Paris³⁶⁸

Louis Hymans affirme que « ces étrangers qu'on trouvait alors dans le journalisme et qui, pour la plupart, avaient été appelés en Belgique par d'excellents patriotes, étaient des gens de science et de tact, et des hommes de mérite se sont formés à leur école », mais il ajoute aussitôt: « Ceux qui sont venus nus de leurs provinces, se faire journalistes, après avoir été commis-voyageurs, n'ont guère acquis de prestige, ni joué un rôle de quelque importance dans la politique ou les lettres ».

On sait que si Marx, dans sa légitime irritation, a un peu 'exagéré en ce qui concerne les écrivains qui se sont « sauvés de France pour échapper aux peines infâmes dont ils étaient menacés », il y avait cependant en Belgique pas mal d'éléments peu recommandables. Quant aux « gens de science et de tact », connaissant les opinions de la presse bien pensante de l'époque on sait qu'ils prêtèrent faussement aux républicains et aux démocrates les pires intentions antipatriotiques. La chose s'explique aisément quand Louis Hymans déclare qu' « avant 1830 la presse' était un instrument de combat; plus tard " elle devint aussi une industrie ». Ceci explique cela.

Dans le Débat Social du 18 juillet 1847, c'est-à dire in tempore non suspecto, Lucien Jottrand écrivait: « ... La presse quotidienne de Bruxelles est indifférente aux intérêts du pays. Tout le monde le sait, ces journaux sont en général rédigés par des étrangers dont le seul but est de se faire une position financière et qui s'inquiètent fort peu de tout ce qui n'attire pas des abonnements et des annonces ». Il signale que les journaux belges sent mieux informés sur l'étranger que sur les affaires belges et ajoute: « Nous ne nous plaindrions certainement pas de cette indifférence calculée pour nos affaires d'Intérêt général, parce qu'en définitive nous préférons que les étrangers se mêlent de ce qui les regarde et non de nos intérêts, si elle n'avait pour résultat de retarder considérablement l'éducation politique du pays ... » Les dissensions politiques belges eussent été beaucoup moins vives, ajoute Jottrand, « si elle n'avaient été constamment alimentées par les calomnies, les mensonges et la mauvaise foi d'une partie notable de la .grande presse quotidienne ».

³⁶⁸ Cette argenterie, engagée au Mont-de-piété avait été dégagée tout récemment grâce aux 6.000 fr.

il faut que tu ailles (à Valenciennes) prendre les clefs de nos malles, sans quoi on me fracturera le tout à la douane à Paris »

De nombreuses questions d'argent sont pendantes: un chèque chez le banquier Cassel, si on ne le paye pas, peut-être Balliu le règlera-t-il. Gigot doit également de l'argent. Engels doit retourner chez le docteur Breyer et lui représenter « la vilénie qu'il commet en profitant de la mouise de Marx pour ne pas payer ce qu'il doit ... La révolution ne lui a pas coûté un sou, à lui ».

Si Gigot n'est pas plus actif, il n'y a que le destituer. « Bornstedt et Herwegh se conduisent comme des crapules. Nous allons exclure le premier de la Ligue ... Ici la bourgeoisie redevient insolente et réactionnaire, mais elle verra ... l'écrirai longuement à Maynz et à Jottrand.

Quant à Engels, toujours attentionné, il insiste auprès de Marx pour qu'il n'oublie pas de remercier Victor, Faider et Bricourt qui ont si bien défendu ses intérêts. Les questions d'argent sont bien difficiles à régler, se lamente Engels qui n'a pas l'air de se soucier cependant beaucoup des traites que l'éditeur Vogler avait fait protester³⁶⁹. Il ne peut rien faire chez Cassel, car c'est Maynz et pas lui qui possède le chèque. Quant à Breyer, ses clients ne le payent plus et il va devoir vendre son unique cheval. Hess, lui a remboursé mais Engels a déjà tout dépensé et l'argent que donne l'avocat Maynz lui suffit à peine pour vivre. Gigot est très embarrassé aussi.

Victor Tedesco, signale Engels, a enfin été libéré. Il est aussitôt reparti pour Liège³⁷⁰. La crise financière, en Belgique, est terrible à cause de l'emprunt forcé de 60 millions. Tout le monde réclame. « C'est la bourse ici qui imposera la République : La section de Bruxelles de la Ligue vient de faire une acquisition qui semble bonne en la personne du jeune Ernest Dronke. Mais il habite chez Hess, il faudra donc le surveiller.

En Allemagne, les choses vont vraiment très bien. Partout des émeutes et les Prussiens ne cèdent pas. Tant mieux. Il est probable que nous n'aurons pas longtemps à rester à Paris.

Que vous expulsiez Bornstedt, voilà qui est fort bien. Le drôle s'est révélé tellement peu sûr qu'il faut vraiment l'exclure de la Ligue. Lui et Weerth sont tous deux finis quoique Weerth pose partout ici à l'ardent républicain.

Lamartine devient tous les jours plus ridicules. Dans tous ses discours il s'adresse aux bourgeois et s'efforce de les tranquilliser. La proclamation électorale du gouvernement provisoire³⁷¹ s'adresse, elle aussi!, aux seuls bourgeois, pour les rassurer. Pas étonnant que ces individus relèvent la tête³⁷².

Adalbert von Bornstedt fut effectivement exclu de la Ligue communiste sur proposition de Marx. Ainsi se dénouait, après cinq ans de duperies, de demi-trahisons, de petites lâchetés la collaboration équivoque du noble journaliste avec les

reçus de Trèves.

³⁶⁹ Trois traites d'un import total de 500 fr. (Archives de la Sûreté Publique belge. Dossier Marx, pièce I.

³⁷⁰ Les autorités contestaient la nationalité de Tedesco né dans le Grand-duché de Luxembourg.

³⁷¹ Circulaire de Ledru-Rollin aux commissaires du gouvernement provisoire, en date du 13 mars 1848.

³⁷² Lettre du 18 mars 1848.

communistes.

Le 20 mars arrivèrent enfin à Paris les mille premiers exemplaires du Manifeste Communiste. Ils étaient destinés à la propagande en Prusse, mais Marx fit traduire immédiatement son texte, qui parut en français dans le courant du mois de mai³⁷³.

Il faut le lire en se replaçant non seulement dans l'atmosphère toute particulière de l'époque, mais en le situant, dans le temps, exactement à la place où ses auteurs entendaient le mettre.

Le lecteur scrupuleux se gardera de voir dans le Manifeste un ouvrage philosophique ou sociologique. En agissant autrement il risquerait de commettre une aussi grave erreur que s'il cherchait la pensée exacte de Voltaire ou de Rousseau, dans la Déclaration des Droits de l'Homme.

Le Manifeste est plus exactement l'expression tactique et, pratique de la pensée marxienne adaptée aux circonstances des années 1847-1848. Il diffère, ou plutôt se distingue, de la conception universelle de Marx comme une plate-forme électorale diffère du programme ou de la déclaration des principes d'un parti.

Ce n'est point pourtant que dans le Manifeste Marx ait abandonné à la politique immédiate toutes les conceptions philosophiques qui l'animaient. Il écrit, par exemple:

Dans la société bourgeoise, le travail vivant n'est qu'un moyen d'augmenter le travail accumulé dans le capital. Dans la société communiste, le travail accumulé ne sera qu'un moyen d'élargir, d'enrichir, de stimuler la vie des travailleurs. Dans la société bourgeoise, le passé règne sur le présent. Dans la société communiste, le présent règne sur le passé.

Cette pensée n'est qu'un écho des préoccupations éthiques dont le Manuscrit philosophique et économique et l'Idéologie germanique, sont remplis. Mais avant de mener le prolétariat à cette conception supérieure de la vie Marx sait, depuis qu'il se heurte à la réalité sociale, qu'il doit le conduire d'abord à la conscience véritable de ses intérêts de classe, car « il ne peut y avoir Révolution que là où il y a conscience

³⁷⁴

Le gigantesque effort spirituel accompli par Marx pendant les mois qui précéderent les révolutions de 1848 ne porta peut-être pas les fruits que les communistes de l'époque en attendaient immédiatement. Ses effets furent plus grands, et plus hauts. Ils séparèrent définitivement le socialisme de l'arbitraire, de l'hypothèse et de l'utopie pour le situer sur le plan de la simple et brutale réalité. « A l'application incomplète de la justice et du droit humain que faisait la révolution démocratique et bourgeoise », le communisme opposait enfin, « la pleine et décisive interprétation des droits de l'homme. »³⁷⁵ C'est à ce titre que, dans sa rigueur farouche, dans sa logique implacable, dans sa systématisation poussée au paroxysme, le Manifeste Communiste se rattache par chacune de ses lignes aux conceptions idéales professées par Karl Marx.

³⁷³ Le lecteur comprendra que nous ne parlons pas en détail du Manifeste Communiste dont l'analyse ne rentre pas dans le cadre du présent ouvrage.

³⁷⁴ *Jean Jaurès*: Etudes socialistes, p. 335.

³⁷⁵ Lettre du 18 mars 1848.

Frédéric Engels, ayant terminé ses affaires à Bruxelles, vint se mettre à la disposition du Comité central dont il avait été nommé membre en son absence. Marx avait des raisons sérieuses de désirer sa présence. Tous les chefs révolutionnaires français étaient liés avec lui et son influence pouvait servir utilement le développement de la propagande communiste. Aussi bien, quelques jours après son retour de Bruxelles, se vit-il offrir par Flocon, au nom du gouvernement, un subside pour l'édition d'un journal démocratique allemand à Paris. Sur les conseils de Karl Marx, on déclina la proposition.

Des tâches plus urgentes requéraient d'ailleurs l'attention des révolutionnaires. A Vienne, depuis le 13 mars, et à Berlin, depuis le 18, l'esprit de la Sainte-Alliance paraissait abattu. La chute de Metternich était pour la démocratie un triomphe inespéré. Aussi bien fallait-il profiter du succès et ne pas laisser, comme en France, la bourgeoisie neutraliser à son seul profit l'élan spontané de la masse. Le Comité central de la Ligue examina sérieusement le problème et de ses délibérations sortirent les Revendications du parti communiste en Allemagne, dont le texte fut établi par Marx en collaboration avec Engels. On le lira avec intérêt car il montre avec quel soin et quel souci de justice les fondateurs du socialisme résolvaient les problèmes sociaux à un moment où ils se croyaient presque sûrs de participer au pouvoir:

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

1. L'Allemagne entière est déclarée République, une et indivisible.
2. Tout Allemand âgé de 21 ans est électeur et éligible, à condition de ne pas avoir été frappé d'une peine infâmante.
3. Les représentants du peuple sont rétribués pour que l'ouvrier puisse, lui aussi, siéger au Parlement du peuple allemand.
4. Armement général de la nation. Les armées sont dorénavant en même temps des armées d'ouvriers, de façon que l'armée ne consomme pas simplement, comme par le passé, mais produise encore plus que ne coûte son entretien. C'est là, en outre, un moyen d'organisation du travail.
5. L'administration de la justice est gratuite.
6. Toutes les charges féodales, toutes les contributions, corvées, dîmes, etc. qui ont pesé jusqu'ici sur la population rurale, sont supprimées sans indemnité quelconque.
7. Les domaines princiers et autres domaines féodaux, toutes les mines, carrières, etc., sont convertis en propriétés de l'État. Sur ces domaines l'exploitation agricole se fera en grand, avec les procédés scientifiques les plus modernes, au profit de la collectivité.
8. Les hypothèques dont sont grevés les biens des paysans sont déclarées propriété de l'État ; les intérêts de ces hypothèques sont payés par les paysans à l'État.
9. Dans les régions où le régime des baux à ferme est développée, la rente foncière ou le fermage est payé à l'État sous forme d'impôt,
Toutes les mesures indiquées aux nr 6, 7, 8 et 9 sont prises pour diminuer les charges publiques et autres des cultivateurs et des petits fermiers, sans diminuer les ressources nécessaires pour couvrir les frais de l'État ni compromettre la production elle-même.
Le véritable propriétaire fonder, qui n'est ni cultivateur ni fermier, n'a aucune part dans la production. Sa consommation est donc un simple abus.
10. Toutes les banques privées sont remplacées par une Banque d'État dont le papier a cours forcé, Cette mesure rend possible de régler dans l'intérêt du peuple entier le système de crédit et détruit la domination des gros financiers. En remplaçant petit à petit l'or et l'argent par du papier-monnaie, elle fait baisser le prix de l'instrument indispensable des relations bourgeoises, le moyen général d'échange, et permet de faire agir l'or et l'argent à l'étranger. Cette mesure est finalement nécessaire pour river les intérêts de la

bourgeoisie conservatrice à la révolution.

II. Tous les moyens de transport: chemins de fer, canaux, bateaux à vapeur, routes, etc., sont pris, en mains par l'État. Ils sont convertis en propriété d'État et mis gratuitement à la disposition de la classe indigente.

12, La seule différence qu'il y a dans le traitement de tous les fonctionnaires publics, c'est que ceux qui ont de la famille, et par suite plus de besoins, touchent également un traitement supérieur à celui des autres.

13. Séparation totale de l'Eglise et de l'État. Les ministres de toutes les confessions sont uniquement rétribués par leur communauté volontaire.

14, Restriction du droit de succession.

15, Introduction de forts impôts progressifs et suppression des impôts de consommation.

16. Création d'ateliers nationaux. L'État garantit l'existence à tous les travailleurs et assure l'entretien de ceux qui sont dans incapacité de travailler.

17. Instruction générale et gratuite du peuple.

Le prolétariat allemand, les petits bourgeois et les petits cultivateurs ont intérêt à travailler de toute leur énergie à la réalisation des réformes ci-dessus énumérées. Seule cette réalisation peut permettre aux millions d'Allemands exploités jusqu'ici par quelques individus et que l'on essaiera de maintenir sous cette oppression, d'obtenir Justice et de conquérir la puissance qui leurs revient comme producteurs de toute richesse.

Le Comité;

Karl Marx, Charles Schapper, H. Bauer, F. Engels, J. Moll, W. Wolff.

Pendant qu'il s'occupait de l'établissement des revendications populaires allemandes, Karl Marx fut mêlé à une rocambolesque histoire, Le 19 mars, un message de Londres l'informa que l'ancien duc de Brunswick paraissait disposé, pour reconquérir ses États, à financer un mouvement révolutionnaire dans le duché dont il était exilé. Aussitôt Marx envoya Schapper à Londres où vivait le duc Charles, afin de mener des négociations.

L'ex-duc de Brunswick, homme de sac et de corde, ivrogne, paillard et autoritaire, était, avec son frère Auguste, le dernier représentant de la branche aînée des Guelfes. Investi du gouvernement de son duché en 1823, il menait une telle existence de débauche, tout en se refusant à réunir les États Généraux, que la Confédération Germanique avait fait occuper le territoire. en 1829, par les troupes du roi de Saxe. Charles prit la fuite en emportant toutes ses richesses ainsi que le trésor public. Il se réfugia à Paris. Quand Charles X fut renversé, il rentra en Allemagne. Mais la population indignée brûla son château. Il n'échappa qu'à grand peine à la fureur de la foule, fut déposé, déclaré incapable de régner et remplacé par son frère.

Il ne fallut pas longtemps à Schapper pour se rendre compte que le partenaire qui s'offrait aux communistes était d'une qualité trop médiocre pour qu'on put se servir de lui et, le 30 mars, il revint annoncer à Marx qu'il avait rompu les pourparlers.

Partout en Allemagne se développait la révolte. Dans certaines régions, comme en Saxe, en Hanovre et dans le Wurtemberg, le peuple se bornait à revendiquer la liberté de la presse, la publicité des assemblées publiques et des tribunaux et l'institution du jury. Par contre, à Cologne, la masse, bien préparée par la propagande démocratique, exigeait le suffrage universel, la nomination directe des administrateurs communaux et provinciaux, la liberté de la presse et de la parole, l'abolition de l'armée permanente et l'armement du peuple, le droit au travail, ainsi

que l'enseignement général gratuit. Déjà l'écho des dix-sept points était parvenu en Rhénanie! Dans le duché de Bade, dans le duché de Nassau, à Francfort en Bavière l'agitation prenait des proportions plus considérables. En Bohême et en Hongrie la révolte grondait déjà.

Vienne, qu'on avait cru apaiser par le départ de Metternich et par la nomination de nouveaux ministres, persistait à réclamer des libertés démocratiques. A Berlin, après les émeutes du 18 mars, deux libéraux (l'opinion la plus avancée que le roi de Prusse put concevoir) avaient été nommés ministres: le docteur Bornemann et Ludolf Camphauser, députés de la Prusse rhénane. Huit jours après³⁷⁶ Camphauser était nommé Président du Conseil, par le souverain terrorisé. Il commit l'erreur fatale de ne pas dissoudre la diète prussienne alors que rien ne pouvait arrêter l'élan d'un peuple aspirant à la liberté et, trois mois plus tard, le danger conjuré, on lui faisait vider les lieux. En Pologne prussienne, l'insurrection éclatait sous la direction de Mieroslawski. Les travailleurs polonais fraternisaient des deux côtés de la frontière, mobilisaient en commun. En quelques semaines, les troupes gouvernementales écrasaient les rebelles armés seulement de faux.

Le roi Frédéric-Guillaume IV fut cependant contraint par l'opinion d'accepter la transformation de l'Allemagne d'une confédération d'État en un État fédéral, et de convoquer, pour le 18 mai, rassemblée nationale de Francfort.

Quant à Marx, il fit reproduire le Programme des dix-sept points sur feuilles volantes, en vue de sa diffusion en Allemagne Rien n'allait pourtant comme il le désirait. Il était bien parvenu à contrarier la folle agitation, de Bornstedt et d'Herwegh, mais le gouvernement provisoire continuait à la soutenir financièrement, Tout ce que Marx obtint fut que les membres du Club des travailleurs allemands seraient traités aussi avantageusement que les adhérents de la Légion, noir-rouge-or. Finalement, sous peine de perdre toute autorité sur ses troupes, le Comité central dut adhérer, lui aussi aux préparatifs d'une campagne en Allemagne. Les autorités françaises répandaient les avantages matériels sur tous ceux qui s'engageaient à partir le plus rapidement possible! Comment les ouvriers auraient ils résisté à cet appât ?

Marx s'en est expliqué plus tard: Au point où nous en étions arrivés, raconte-t-il n'ayant affaire qu'à Lamartine,

ce ministre des Affaires Etrangères qui ne cessait d'être ému jusqu'aux larmes, ce beau parleur, qui s'entendait à livrer traitreusement les ouvriers allemands à leurs gouvernements respectifs, nous nous élevâmes de la façon la plus ardente contre ces tentatives de jouer à la révolution. Dans l'état de fermentation où se, trouvait alors l'Allemagne, porter dans notre pays une invasion destinée à importer brutalement la Révolution, c'était desservir la révolution l'a Allemagne, consolider les gouvernements et - Lamartine en répondait - livrer sans défense les légionnaires aux troupes allemandes, Quand la révolution triompha à Vienne et à Berlin la Légion devint complètement inutile, Mais on avait commencé et l'on continua³⁷⁷.

A Paris, la mode du jour était, en effet, à l'expédition militaire. Tout le monde paraissait atteint, de la même folie. Les républicains belges s'étaient déjà mis en

³⁷⁶ Le 29 mars 1848.

³⁷⁷ Karl Marx: *L'Allemagne en 1848*. Paris, Schleicher, 1901.

campagne. Les 25 et 29 mars, ils se firent lamentablement désarmer à Quiévrain, repousser à Risquons-Tout³⁷⁸. Les Italiens, eux, gagnaient en masse le Piémont. Quant aux Polonais, ils rêvaient de traverser la France et la Prusse pour aller libérer leur patrie et s'organisaient en conséquence. Les projets les plus insensés ne faisaient reculer personne. L'Association démocratique allemande de Bornstedt n'hésita pas à conclure, sous la signature de Georges Herwegh un accord, politique avec les émigrés polonais: « Pas d'Allemagne libre, disait leur manifeste, sans une Pologne libre, Pas de Pologne libre sans une Allemagne libre ».³⁷⁹

Bornstedt et ses hommes partirent au début d'avril pour Strasbourg, De là leur objectif était le pays de Bade, où ils avaient décidé d'aller proclamer la république³⁸⁰. La Légion noir-rouge-or, refusant de se rallier aux vues raisonnables et unitaires de Marx, le Club des travailleurs allemands décida, de prendre une autre route et de diriger ses membres en ordre dispersé, d'abord vers la Hesse, Marx, Engels, Wilhelm Wolff, Ernest Dronke et leurs amis les plus intimes arrivèrent à Mayence le 5 avril 1848, Ils constituèrent dans la capitale du Grand-duché une comité d'agitation communiste puis, ayant obtenu confirmation des progrès du mouvement démocratique en Rhénanie et plus spécialement à Cologne, Marx, Engels et Dronke s'y rendirent le 10 avril. Schapper partit pour le duché de Nassau. Wilhelm Wolff gagna Breslau où le prolétariat silésien, présentait de grandes dispositions révolutionnaires, Stéphan. Born se rendit à Berlin. Le 11 avril. Georges Herwegh et Henri Bronstein lançaient une vibrante proclamation au peuple allemand l'appelant, au nom, de la Légion noir-rouge-or, à lutter contre l'oppression.

La révolution de Berlin avait fait réfléchir les autorités prussiennes, Il n'était plus question de mandat d'arrêt. Au contraire, quand on sut, en haut lieu, que Karl Marx était revenu en Prusse on s'empessa d'essayer de le rallier à des vues plus gouvernementales. Le premier ministre Ludolf Camphauser lui fit demander de se rendre ou même de s'installer à Berlin. Marx préféra rester dans les provinces rhénanes où le Code Napoléon encore en vigueur lui assurait une liberté de mouvement beaucoup plus grande que le droit coutumier prussien dans la capitale³⁸¹.

Désireux d'asseoir l'influence démocratique, toute neuve dans ce pays, sur des bases solides, il provoqua la, constitution d'une « Société démocratique » groupant tous les éléments avancés de la bourgeoisie susceptibles d'être influencés dans un sens favorable au socialisme. Marx savait, par l'expérience de Bruxelles, l'intérêt que présentait pour la cause ouvrière, le fait de disposer de groupements modérés sympathiques au progrès social et capables de servir d'amortisseurs entre le pouvoir et les communistes. A côté de la, « Société démocratique » fonctionnait d'ailleurs une « Union des ouvriers » fondée avant son arrivée à Cologne par le Dr. Gottschalk et par von Willich, ainsi qu'une « Association des entrepreneurs et ouvriers ». Ainsi se constitua, au cœur de la Rhénanie, une fédération de groupements

³⁷⁸ Il n'existe pas encore de relation complète des affaires de Quiévrain et de Risquons-Tout. Nous nous proposons de l'écrire, Disons cependant tout de suite le tort que ces entreprises firent au mouvement démocratique et ouvrier en Belgique. Leur développement fut retardé de vingt ans par la répression qui suivit.

³⁷⁹ Cfr. *La Réforme*. 24 mars 1848.

³⁸⁰ Archives de la Sureté Publique belge. Dossier Bornstedt, pièce 60.

³⁸¹ Cfr. Franz Mehring, op. cit., pp. 160 et 161 et Edgard Milhaud: *La Démocratie socialiste allemande*, Paris. Alban, 1903.

démocratiques dont Marx attendait les effets les plus heureux.

A peine installé à Cologne, il s'occupa aussi de la création du journal qu'il rêvait de publier. Toute son activité finit par se concentrer sur l'organisation technique et financière de la, *Neue Rheinische Zeitung*. Il prospecta les milieux radicaux de l'endroit cependant qu'Engels cherchait des capitaux à Barmen et dans les environs. Comme toujours, c'était l'argent qui manquait le plus et, à peine Engels l'avait-il quitté, que Marx lui adressait une lettre éplorée lui demandant d'essayer d'obtenir des fonds de son père. Entre-temps il présida à la fondation de l'Association ouvrière de Cologne dont l'activité devait soutenir son effort de propagande.

M. Engels père n'était pas aussi malléable que les communistes se l'imaginaient. Il avait déjà, sans le savoir, contribué énormément aux frais de la propagande révolutionnaire. Quand son fils l'approcha, conformément au désir de Marx, il explosa. Engels en fit part avec philosophie à ses amis de Cologne: « Il n'y a absolument rien à obtenir de mon vieux. A son point de vue, la *Kölner Zeitung* est déjà un organe extrémiste et au lieu des mille thalers demandés il nous enverrait plutôt mille bombes à travers le corps ... ».

D'ailleurs, explique-t-il, il n'y a rien à obtenir des bourgeois radicaux:

au fond, ils voient en nous leurs futurs ennemis irréductibles et ne veulent pas nous fournir des armes que nous ne tarderions pas à tourner contre eux. Tous ces gens redoutent comme la peste la discussion des questions sociales; ils appellent cela fomenter l'émeute.

Même les anciens amis d'Engels, même son beau-frère Blank, avec qui il avait entretenu les rapports les plus confiants, se détournent de lui.

Mon beau-frère, explique-t-il, est, dans la pratique, devenu un bourgeois; les autres davantage encore depuis qu'ils se sont établis et qu'ils sont entrés en conflit avec les ouvriers.

S'il parvenait ici un seul exemplaire de nos, dix-sept points, déclare Engels, tout serait perdu pour nous, La mentalité des bourgeois est vraiment déplorable. Les ouvriers commencent à s'agiter un peu; c'est encore tout à fait informe, mais la masse y est. Ils ont immédiatement fait des coalitions. Mais c'est précisément ce qui nous gêne.

Il relève comme caractéristique le fait qu'un cercle radical d'Elberfeld lance une Adresse aux Italiens, se prononce pour les élections directes mais s'oppose à toute discussion des problèmes sociaux bien que dans le privé ses membres reconnaissent qu'ils vont être à l'ordre du jour. Ces gens, dit-il, « ne nous reconnaissent pas le droit de devancer notre temps »³⁸²,

Après quinze jours de démarches persévérantes, le pauvre Engels n'avait réuni que quatorze souscriptions au capital de la *Neue Rheinische Zeitung*. Encore deux souscripteurs n'ont-ils pas prétendu donner leur procuration à la direction communiste comme le prévoyait le plan de bataille élaboré par Marx.

Les deux espèces de gens qui nous donnent le plus de fil à retordre sont d'abord les

³⁸² Lettre du 25 avril 1848 dans *Gesamtausgabe*. tome III, I, pp. 99-101.

jeunes républicains en gants jaunes qui craignent pour leur fortune et flairent le communisme, ensuite les petits chefs locaux qui voient en nous des concurrents.

Tout absorbé qu'il fut par la mise en train de son journal.

Marx avait maintenu le contact avec ses amis de Paris et de Bruxelles. Dans chaque capitale il avait un représentant chargé de le tenir au courant de révolution de la situation politique. Le système de la correspondance révolutionnaire et de la diplomatie socialiste était d'ailleurs une invention proprement marxienne. Elle lui permettait de prolonger efficacement son action hors du cadre de sa résidence. L'ambassadeur à Bruxelles était Georges Weerth dont le communisme était de fraîche date, qu'Engels n'aimait pas, mais qui connaissait l'économie politique. C'est lui qui notifia aux démocrates belges, à Lucien Jottrand en particulier, la prochaine publication du journal.

La Belgique était retombée dans son apathie. S'il était encore permis à un grand intellectuel bourgeois comme Jottrand d'afficher des sentiments républicains, si l'on s'inclinait en haut lieu devant le noble désintéressement de Castiau résignant son mandat de représentant, c'était parce que le premier n'était rien moins qu'un factieux et que le second avait reconnu publiquement l'échec du parti républicain belge, Quelques réformes sans signification profonde avaient permis au gouvernement de témoigner, sans grand risque, sa sollicitude envers les «^oclasses déshéritées^o». Il avait même poussé l'audace révolutionnaire jusqu'à imposer à la Société Générale la publication de son premier bilan officiel. Le Débat social notait qu'il ressemblait à l'expédient de Sganarelle: «^oEntendez-vous le latin? - En aucune façon - Vous n'entendez pas le latin? - Non. - Cabricias arci thuram catalamus, singulariter, nominativo, haec musa, etc.^o» Il s'agissait, en effet, de dire le moins clairement possible, qu'il existait un passif de cent dix millions de francs ...

Les rapports franco-belges demeuraient tendus. A la suite de l'affaire de Risquons-Tout, Charles Rogier avait fait faire à Paris des représentations assez vives. Lamartine, tout en protestant de son respect pour l'indépendance belge, y avait répondu par une demande de remboursement de la somme de quarante sept millions étant les frais de la campagne de 1831 et 1832. La presse française se déchaînait. Le Messenger de Paris, notamment expliquait que la Belgique n'étant devenue un royaume en 1830 que sous la pression de Louis-Philippe, il serait normal qu'elle devint république en 1848 à la demande de Lamartine.

Nous le disons à la Belgique, poursuivait le journal, jamais la France républicaine n'accordera à la Belgique royale les avantages commerciaux qu'elle accorderait à la Belgique républicaine; nous lui disons en outre que le Limbourg et le Luxembourg, livrés en 1839 à la Hollande par la royauté belge, ne songeront pas à se réunir à la patrie originaire, aussi longtemps qu'elle laissera son destin dans les mains qui ont livré à l'ennemi deux demi-provinces peuplées de 360.000 habitants.

Ces manifestations ne laissaient pas d'impressionner fortement des hommes comme Jottrand. Un récent voyage à Paris lui avait apporté la conviction que la France allait directement à la guerre. En répondant à la communication de Marx, il lui demanda son avis sur l'évolution des événements. Si les Français entrent en Belgique, lui dit-il, ils nous débarrasseront du roi Léopold mais il faut que nous maintenions à tout prix notre indépendance.

Dans l'articulet qu'il consacrait à la prochaine publication, de la *Neue Rheinische Zeitung*, Jottrand s'exprimait ainsi :

La politique belge, aussi bien la politique démocratique que toute autre, a besoin de son triple point d'appui sur la France, l'Angleterre et l'Allemagne, Les démocrates de ces trois grands pays ont intérêt de leur côté à trouver en Belgique une terre neutre où puissent se discuter et se résoudre les différends qui peuvent naître de rivalités mal entendues, ou à préjugés nationaux que la liberté rendue aux peuples ne suffit pas toujours à faire disparaître du premier coup.

Le 1er mai 1848 parut enfin la *Nouvelle Gazette Rhénane*, «^oorgane de la démocratie^o», sous la direction de Karl Marx, rédacteur en chef et avec la collaboration de Henri Bürgers, Ernest Dronke, Frédéric Engels, Georges Weerth, Ferdinand et Guillaume Wolff. Son existence fut mouvementée, Elle passa sans cesse par des alternatives de succès et d'échecs, de tranquillité puis de lutte avec les autorités prussiennes enhardies chaque mois davantage par l'échec des mouvements démocratiques européens.

Soumise à l'inévitable, la bourgeoisie avait courbé le dos 'et laissé passer l'orage, Puis, insidieusement, en France, en Autriche, en Allemagne, elle reprit petit à petit tous les points stratégiques de la société qu'elle avait dû abandonner à ses ennemis de classe.

Le gouvernement de Berlin, qui n'avait eu que grâces et prévenances pour Marx en avril 1848, prescrivit au mois d'août de renforcer la surveillance des éléments révolutionnaires. Au fur et à mesure que la cause démocratique perdait du terrain en France, elle en perdait cent fois davantage dans les autres pays d'Europe. C'est ainsi qu'on peut dire que la faillite de la révolution française de 1848 retarda de cinquante ans le développement politique et social de l'Europe centrale.

Marx n'en continua pas moins à écrire tout ce qu'il pensait. Evoquant les journées parisiennes de juin 1848, il s'exprima en ces termes :

Les ouvriers parisiens sont écrasés par un ennemi supérieur en force, mais ils ne sont pas anéantis. Ils sont battus, mais leurs ennemis sont vaincus. Le triomphe éphémère de la force brutale a dissipé toutes les illusions de la révolution de février; il a montré la désagrégation de tout l'ancien parti républicain, la division de la nation française en deux parties: la nation des possesseurs et la nation des ouvriers. Désormais la république tricolore n'a plus qu'une 'plus qu'une couleur, la couleur des vaincus, la couleur du sang. Elle est devenue la république rouge.

La révolution de février avait été une révolution magnifique, la révolution des sympathies générales, car les contradictions qui ont surgi plus tard en elle, était encore à l'état latent, et la lutte sociale qui en était la base n'était encore que verbale. La révolution de juin au contraire, a été une révolution répugnante, parce que l'action a remplacé la phrase, parce que la république elle-même a découvert la tête du monstre en lui arrachant la couronne qui la masquait.

L'abîme profond qui s'ouvre à nos yeux doit-il nous abuser, nous démocrates, nous faire penser que la lutte pour les formes étatiques est illusoire, n'aboutit à rien?

Seuls les esprits faibles, poltrons, peuvent poser cette question. Il faut triompher par la lutte des conflits qui naissent des conditions même de la société bourgeoise et qui ne sauraient être aplanis par des rêveries chimériques. La meilleure forme d'État est celle dans laquelle les antagonismes sociaux ne sont pas estompés, ne sont pas comprimés

par la force, c'est-à-dire artificiellement et superficiellement. La meilleure forme d'État est celle dans laquelle ces antagonismes se heurtent librement dans la lutte et, par là même, trouvent leur solution.

Mais, nous demandera-t-on, n'aurons-nous pas une larme, pas un soupir, pas un mot pour les victimes de la fureur populaire, pour la garde nationale, la garde mobile, la garde républicaine, les troupes de ligne.

L'État s'occupera de leurs veuves et de leurs orphelins, des décrets les porteront aux nues, ils auront des funérailles solennelles, la presse officielle les proclamera Immortels, de l'Orient à l'Occident la réaction européenne glorifiera leurs noms,

Mais les plébéiens torturés par la faim, bafoués par la presse, abandonnés par les médecins, traités de voleurs, d'incendiaires et de forçats par les citoyens « honnêtes »; leurs femmes et leurs enfants réduits à la plus noire misère; leurs représentants échappés au massacre déportés par delà les mers.... c'est le privilège et le droit de la presse démocratique de tresser autour de leurs fronts sombres la couronne de laurier³⁸³.

Ce genre de prose auquel la bourgeoisie, même avancée, de Cologne n'était pas habituée fit pleuvoir les désabonnements au bureau de la *Nouvelle Gazette*.

Toutes les espérances que les progressistes avaient mis dans le parlement fédéral de Francfort s'évanouirent rapidement aussi. Alors qu'au moment de sa constitution, l'assemblée nationale paraissait acquise à des vues républicaines et à la constitution d'un pouvoir exécutif central responsable devant le parlement fédéral, peu à peu l'influence de la droite s'étendit vers le centre et gagna même la gauche. Le général de Radowitz, porte-parole des partis réactionnaires, parvint, en excitant les passions nationalistes, à faire prévaloir ses vues qui tendaient à la réunion du pouvoir exécutif dans une seule main princière irresponsable.

Tandis que la majorité de la commission constituée en mai pour l'élaboration de la Constitution se prononçait en faveur d'un système quasi-républicain et fédéraliste, l'Assemblée nationale désignait le 29 juin 1848, à une immense majorité, comme vicaire général administrateur de l'Empire allemand, l'archiduc Jean d'Autriche qu'un mariage morganatique avait fait éloigner de Vienne et qui passait à cause de ce haut fait pour sympathique aux idées libérales. Le 9 août, il constituait à Francfort, un cabinet conservateur présidé par le prince Charles de Leiningen.

Enfin la lamentable abdication du parlement fédéral dans l'affaire des duchés danois marqua la fin des derniers espoirs démocratiques en Prusse.

Pour avoir pris position contre le gouvernement de Berlin, symbole avec la Russie et la Grande Bretagne du pouvoir contre-révolutionnaire en Europe, le journal de Marx fut suspendu le 26 septembre et ne put reprendre sa publication que le 5 octobre. Des mouvements populaires s'étant produits dans toute la Rhénanie, afin de faire pression sur le Parlement de Francfort, la répression s'abattit sur le pays: état de siège dans la région de Cologne, poursuites contre les «⁰agitateurs⁰». Frédéric Engels apprit à temps qu'un mandat d'arrêt venait d'être délivré contre les frères Wolff. Dronke et lui-même. Il put s'enfuir et parvint dans les derniers jours de septembre, avec eux, à Bruxelles. La police belge, alertée par les autorités prussiennes, veillait. Le 5 octobre. Engels et Dronke étaient arrêtés à leur hôtel, au moment où ils se mettaient à table. On les conduisit à l'hôtel de ville, puis à la prison des Petits Carmes. Quelques heures plus tard, ils étaient transportés en voiture

³⁸³ Cité par D. Rlazanov, op, cit., pp, 89 et 90.

cellulaire à la gare du Midi et installés de force dans le train de Quiévrain.

Engels ne se risqua pas à séjourner à Paris. Il décida de gagner la Suisse. Comme il n'avait ni papiers, ni argent, il fit tout le voyage à pied. «⁰Je ne me souciai pas beaucoup de trouver le chemin le plus court. On se sépare difficilement de la France⁰»³⁸⁴. La longue promenade qu'il fit à travers les campagnes fut extrêmement instructive pour lui. Au lieu des prolétaires de l'usine, il voyait les prolétaires des champs, les paysans affolés autant par le retour d'une certaine prospérité que par le nom de Louis-Napoléon Bonaparte. En France comme en Allemagne, dit-il, ces paysans «⁰restent des barbares au milieu de la civilisation⁰». Il emporta de ses contacts avec la paysannerie la conviction qu'elle barrerait longtemps la route au prolétariat des villes et la sensation démoralisante qu'elle était inaccessible à tout ce qui dépassait le cadre du village natal.

De la vallée de la Loire, il passe en Bourgogne, dont il admira «⁰les vins si doux et les filles si ravissantes⁰». A Auxerre, «⁰rouge république de la récolte bourguignonne⁰» il aida les «⁰buveurs de sang⁰» du lieu, honnêtes républicains, à faire la fête. En gourmet expert - dans tout ce qui concerne le vin et les femmes - Engels se présente à nous dans *l'Intermezzo* lyrique de cette année de folie. Il entame un véritable hymne au vin des Français: «⁰du bardeau au bourgogne, du bourgogne au lourd St-Georges, au Lunel et au Frontignan du Sud, et de ces derniers au champagne pétillant⁰». Il apprécie la différence entre le vin, rouge et le blanc, entre le petit Macon ou le Chablis et le Chambertin, le Château La Rose et le Sauternes, le vin du Roussillon ou l'Aï mousseux.

Quand il a savamment passé en revue tous les crus il découvre «⁰ que chacun de ces vins apporte une ivresse différente, qu'avec peu de bouteilles, on peut franchir toutes les étapes qui séparent le Quadrille de la *Marseillaise*, la joie folle au Cancan de la passion violente de la fièvre révolutionnaire et que finalement, grâce à une bouteille de champagne, on peut se retrouver dans la plus chaude atmosphère de Carnaval⁰».

Quant aux femmes, puissent ses compatriotes allemandes le lui pardonner, mais il n'aime pas «⁰les carcasses épaisses, si désagréables aux Français⁰» qui sont «⁰l'orgueil de la race germanique⁰»; il n'aime pas non plus «⁰ces vêtements à carreaux verts et rouges, couvrant des tailles volumineuses⁰». Il trouve bien plus d'agrément à la taille élancée des jeunes Bourguignonnes de Saint-Brie ou de Vermenton, auprès de qui il reste étendu dans l'herbe tout en mangeant des raisins, en buvant du vin, en riant et en plaisantant³⁸⁵.

Ainsi musant et s'amusant en route Engels n'arriva à Genève qu'à la fin du mois d'octobre. De là, il gagna Lausanne, puis Berne. Il vécut en Suisse jusqu'au début de l'année suivante, en proie aux pires difficultés financières et morales. Non seulement sa famille anxieuse de voir l'importance du rôle qu'il jouait dans la propagande communiste, mais encore quelques éléments jaloux du mouvement révolutionnaire s'efforcèrent de le détacher de Marx. Ils n'y parvinrent pas. Marx le tint fidèlement au courant de tout ce qui se passait à Cologne, lui envoya de l'argent chaque fois qu'il le put. Quand Engels s'impatienta un jour parce qu'il était resté sans argent, Marx lui

³⁸⁴ Cité par Gustav Mayer, *Friedrich Engels*, tome I, pp, 317-318, La Haye, Martinus Nijhoff. 1934.

³⁸⁵ Tout ce passage est extrait de Gustav Mayer, op. cit., tome I, p,319.

écrivit : «⁰Comment as-tu pu t'imaginer que je te laisserais dans l'embarras, c'est de la fantaisie pure. Tu restes toujours mon ami intime comme je suis le tien⁰».

Il attendit impatiemment l'occasion de rentrer à Barmen. Grâce au code Napoléon, toujours en application en Prusse rhénane, les délits de presses étaient déferés au jury. Deux militants socialistes, dont Gottschalk, ayant été acquittés par les jurés de Cologne, Engels s'enquit auprès de Marx du point de savoir s'il pouvait revenir sans danger :

J'espère, écrit-il, que ces chiens de Prussiens ont perdu l'envie de s'en remettre aux jurés. Je reviens tout de suite s'il est bien entendu que l'ai des chances d'échapper à la prison préventive, On peut me traduire devant 10,000 jurys mais je n'ai pas envie de faire de la prison préventive car je ne pourrais pas fumer, Toute l'histoire de septembre a d'ailleurs l'air de finir en queue de poisson. Tout le monde revient. Ecris-moi donc.

Marx dut le dissuader de se fier à la police prussienne, car au début de janvier, Engels insista encore une fois :

Ce séjour à l'étranger où l'on ne peut rien faire de bon, où l'on est tout à fait en dehors du mouvement est horriblement insupportable. Je finirai par admettre qu'il vaut mieux moisir en prison préventive à Cologne que de séjourner dans la libre Helvétie ... Raveaux avait raison: même en Prusse octroyée³⁸⁶ on est plus libre que dans la libre Suisse. Ici, tout bourgeois est à la fois mouchard et assommeur.

La liberté en Prusse n'avait plus pour longtemps à vivre. Elle fut trahie par la bourgeoisie qui ne s'était servie du peuple que pour emporter les positions-clefs qu'elle convoitait. A peine lui parut-il dangereux pour ses privilèges économiques et sociaux de pousser à fond l'attaque contre la royauté prussienne qu'on la vit changer son fusil d'épaule. La bourgeoisie avait exploité la colère de la masse; pourquoi ne se servirait-elle pas du ressentiment féodal contre les travailleurs?

Aussi bien laissa-t-elle dissoudre d'abord les États Généraux de Prusse, puis l'Assemblée nationale de Francfort. Un des porte-paroles libéraux les plus en vue. M. Bassermann, s'en expliqua clairement :

Le grand mal de notre temps c'est qu'on résiste à tout et toujours, sans distinguer à quoi l'on résiste et contre quoi on s'insurge. Parce qu'un système qui avait duré trente-trois ans est tombé au printemps de cette année, parce qu'il a été renversé par la force, on croit qu'on peut tout renverser sans fin et que la force se justifie par elle-même ... Donc, il est temps de plier les voiles; il ne reste plus qu'à charger les fusils, qu'à aiguiser les sabres pour protéger la vraie liberté, pour l'empêcher de s'abîmer sous cette tyrannie baptisée d'un nom nouveau³⁸⁷.

Kar Marx, dans la Nouvelle Gazette Rhénane, analysa lumineusement la situation:

Contrairement à la bourgeoisie française de 1789, la bourgeoisie allemande n'a pas été la classe qui défend toute la société contemporaine contre les représentants de l'ancienne société, de la monarchie et de la noblesse, Elle s'est abaissée au niveau d'une

³⁸⁶ Engels fait allusion à la Constitution « octroyée » par le roi de Prusse.

³⁸⁷ C. L. Lesur: *Annuaire Historique*, Thoisnier Desplaces, Paris, 1849. pp. 457-458.

catégorie sociale opposée à la monarchie et au peuple, indécise à l'égard de chacun de ses adversaires, car elle les avait toujours vus en avant ou en arrière d'elle; dès le début elle était encline à trahir le peuple et à passer un compromis avec le représentant couronné de l'ancienne société, car elle appartenait elle-même à cette ancienne société. Elle représentait non pas les intérêts de la nouvelle société contre l'ancienne, mais des intérêts rénovés au sein d'une société vieillie; elle était au gouvernail de la révolution non pas parce que le peuple était derrière elle, mais parce que le peuple la poussait devant lui ...

Marx trace ensuite un magistral portrait de la bourgeoisie libérale :

Sans confiance en elle-même, sans foi dans le peuple, grommelant contre les grands, tremblant devant les petits, égoïste envers les uns et les autres et ayant conscience de son égoïsme, révolutionnaire par rapport aux conservateurs et conservatrice par rapport aux révolutionnaires, n'ayant pas confiance dans ses propres mots d'ordre, ayant des phrases au lieu d'idées, effrayée par l'orage mondial et exploitant cet orage, sans énergie aucune et recourant au plagiat dans toutes les directions, originale seulement par sa bassesse, transigeant avec ses propres désirs, sans initiative, sans vocation historique mondiale, elle est un vieillard décrépît, aveugle, sourd et édenté, maudit par tous, qui se voit condamné, dans sa caducité, à diriger les aspirations juvéniles d'un peuple fort et qui, au lieu de les diriger, les étouffe³⁸⁸.

C'est dans cette atmosphère, qu'ayant pris son courage à deux mains, Engels revint à Cologne. Il y était à peine de quelques jours qu'il fut cité à comparaître en Cour d'assises, les 7 et 8 février 1849, sous l'inculpation d'avoir insulté le procureur Cologne et les gendarmes dans l'exercice de leurs fonctions et d'avoir «^oexcité à la révolte^o» en engageant le peuple à refuser le paiement des impôts. Avec lui prirent place devant les jurés, Karl Marx, Hermann Korff, Schaffer et Scheiner, tous collaborateurs de la *Neue Rheinische Zeitung*. Marx prit la parole au nom de ses co-accusés et dénonça, en termes élevés, l'hypocrisie des gouvernements réactionnaires qui violent les lois, puis accusent de rébellion ceux-là mêmes qui font appel à la violence pour lutter contre la violation dont la loi a été victime. «^oLorsque la couronne fait une contre-révolution, conclut-il, le peuple a le droit de répondre par une révolution^o». Acquittés le 7, tous les accusés furent également acquittés le 8 février. Marx reçut même publiquement les remerciements du président du jury ...

Mais c'en fut fini de la tranquillité. Obligés de peser chaque mot, sous peine de nouvelles poursuites, abandonnés par leurs actionnaires, harcelés autant par les fournisseurs que par les autorités. Marx et Engels renoncèrent à poursuivre la lutte. Le gouvernement les aida d'ailleurs dans cette détermination en menaçant toute la rédaction d'arrestation ou d'expulsion, Le 18 mai parut leur dernier numéro.

Marx avait pris congé de ses lecteurs en termes véhéments. S'adressant au gouvernement prussien il écrivait:

A quoi servent vos mensonges et vos phrases officielles? Nous sommes sans pitié et ne réclamons aucune pitié de vous. Quand notre tour arrivera nous n'emploierons pas le terrorisme. Mais les terroristes royalistes, les terroristes au nom de Dieu et du Droit, c'est vous, Dans la pratique de ce terrorisme vous êtes brutaux, provocants, grossiers; et dans la théorie vous êtes lâches, dissimulés, sans parole. Dans les deux genres vous êtes

³⁸⁸ Cfr. également : Karl Marx : *Révolution et Contre-révolution en Allemagne*, Paris, Costes, 1933

sans honneur.

Puis il mettait la classe ouvrière en garde contre l'insurrection. Le pays en état de siège l'eut fait écraser sans merci. Pour les rédacteurs du journal, il n'y aurait partout et toujours qu'un seul mot d'ordre: L'émancipation de la classe ouvrière!

Une fois de plus. Marx reprenait le chemin de l'exil. Grâce au passeport qu'il avait reçu l'année précédente à la préfecture de police, il put franchir la frontière française et le 3 juin 1849, il se retrouva à Paris. Sa femme et ses enfants l'y rejoignirent quelques semaines plus tard³⁸⁹. Mais les temps étaient bien changés.

Cavaignac avait cédé la place à Louis-Napoléon Bonaparte. Odilon Barrot présidait le conseil des ministres, Dufaure gérait le ministère de l'Intérieur et Drouin de Lhuys, les Affaires Etrangères, Louis Blanc était en fuite depuis l'année précédente. Il avait dû se réfugier à Londres. La, déroute était presque totale au camp des démocrates et des socialistes.

Toute la gauche avait fourni en vain un suprême effort pour empêcher, au mois de janvier, le vote de la loi instituant une haute cour de justice, chargée de juger rétroactivement, à Bourges, les auteurs de l'«^oattentat^o» du 15 mai, notamment, Blanqui, Albert. Barbès. Raspail, Louis Blanc. Chancel et Caussidière. En vain aussi la Montagne avait-elle répondu à cette procédure illégale en demandant la mise en accusation du gouvernement, qui proposait la suppression des clubs politiques.

Pour comble de malheur, les chefs révolutionnaires recommençaient bientôt à se disputer entre eux. Les uns attaquaient Cabet, dont la république icarienne installée au Texas semblait lamentablement, les autres s'en prenaient à Proudhon qui publiait enfin son projet de Banque du peuple, entreprise dont il disait «^oqu'elle n'eut jamais d'égale, qu'aucune n'égalera jamais^o». Parmi les adversaires de Proudhon, le doux Vidor Considerant se signala par sa violence. Il dénonça l'«^oodeur de haine^o» et la «^ocouleur fauve^o» qui caractérisaient les écrits de l'auteur de la *Solution du problème social*. Il y trouvait une «^ofolie incurable^o», la déplorable habitude du «^odénigrement^o» et de la «^omorsure^o» chez un philosophe, dans lequel il ne voyait plus qu'un «^ozéro boursouflé^o». Proudhon, selon lui n'était qu'un Erostrate du socialisme, allument l'insurrection intellectuelle pour fonder une banque en commandite! A ces amabilités, Proudhon répondit que le disciple de Fourier n'était qu'un «^oesprit hébété par les vapeurs méphitiques du phalanstère^o», le «^ochef d'un commerce de rogatons^o».

Louis-Napoléon Bonaparte réalisa bien malgré lui par sa politique personnelle, l'union des démocrates. Toute la Montagne dénonça, dans son Manifeste au peuple français, les violations de la constitution, dont le président de la République s'était déjà rendu coupable, notamment par l'organisation de l'expédition romaine. Enfin, à Paris et à Lyon, les 13 et 15 juin, les républicains tentèrent de renverser un gouvernement dont ils savaient qu'il renverserait, sinon, les dernières libertés démocratiques. Ils échouèrent. La répression fut terrible.

Kar Marx assista impuissant au déroulement des événements. Il écrivit à Engels :

³⁸⁹ Mme Marx arriva à Paris le 7 juillet 1849 et s'installa 45, rue de Lille.

Il serait imprudent, en ce moment, d'écrire quoi que ce soit sur l'affaire du 13 juin. Je ne sais pas, du moins je ne le crois pas, si l'on respecte le secret de la correspondance.

Je puis te caractériser en quelques mots la situation générale d'ici: décomposition de la majorité en ses éléments opposés primitifs, le bonapartisme compromis à tout jamais, mécontentement parmi les paysans à cause du maintien des 45 centimes³⁹⁰, fureur chez les vigneron à cause du maintien annoncé de la taxe sur les boissons, un souffle réactionnaire reprenant dans l'opinion publique, la réaction prétendant au pouvoir exclusif dans la Chambre prorogée et dans le ministère et travaillant à chasser du cabinet la clique Barrot-Dufaure³⁹¹ ? Dès que ceci sera un fait accompli, tu peux escompter une prochaine reprise de l'insurrection.

Engels, lui, s'était rendu d'abord à Francfort, puis à Karlsruhe et ensuite à Kaiserslautern. La Hesse Rhénane, le Palatinat et le Grand-duché de Bade étaient, en effet en état de révolution, depuis le 13 mai. Ce jour-là, les républicains de Karlsruhe avaient attaqué la garde bourgeoise fidèle au souverain; celui-ci dut quitter la capitale. Le lendemain, la ville de Rastadt se ralliait à la république; un gouvernement provisoire républicain se constituait. On y retrouvait des démocrates et des socialistes, dont plusieurs amis de Marx : d'Ester, Struve et Fröbel qui avait fait le coup de feu à Vienne avec Robert Blum. Parmi les modérés, le plus connu était Brentano.

Malgré le précédent de Dresde où, le mois précédent, l'insurrection républicaine avait été écrasée en quatre jours par les troupes saxonnes et prussiennes, les révolutionnaires badois, soutenus par le peuple, s'organisèrent très sérieusement. Ils mobilisèrent tous les hommes en état de porter les armes. Quand les troupes impériales intervinrent, le 30 mai, elles avaient en face d'elles, une armée déjà aguerrie, fournie d'armes et de munitions par les arsenaux badois et commandée par Mieroslawski, que le peuple de Berlin avait sorti de prison. Les républicains tenaient solidement le pays de Bade, ainsi qu'une grande partie de la Hesse rhénane et du Palatinat. Les impériaux, eux comprenaient des troupes prussiennes, hessoises de la Hesse électorale, wurtembergeoises et nassauviennes. Les unes se dirigèrent vers la Hesse rhénane, les autres vers Mannheim et Heidelberg. L'encerclement des insurgés était donc total. La seule issue qui leur restait en cas d'échec était la fuite vers la France ou la Suisse.

Ce fut l'échec, mais les impériaux payèrent chèrement leur victoire. Les hostilités durèrent jusqu'à la fin du mois de juillet, longtemps après la chute de Heidelberg, de Mannheim, de Karlsruhe et de Rastadt.

Engels s'était installé à Kaiserslautern et se tenait à l'écart du mouvement républicain, dont certains chefs ne lui inspiraient qu'une confiance relative. C'est là que l'atteignit la lettre par laquelle Marx lui dépeignait l'atmosphère parisienne :

Il règne ici une réaction royaliste, plus éhontée que sous Guizot, comparable

³⁹⁰ Décret du gouvernement provisoire du 16 mars 1848 portant perception pour l'année 1848 seulement, d'un impôt de quarante-cinq centimes du total des rôles des quatre contributions directes de la même année. Cet impôt avait été levé pour assurer « de puissants secours au travail à l'industrie et au commerce » et « pour réorganiser les forces militaires de la République ». La Gesamtausgabe, comme la traduction Molitor, parlent erronément d'un impôt de 75 centimes.

³⁹¹ Cfr. Karl Marx: *Le 18 brumaire de Louis Bonaparte*, chapitre IV.

seulement à celle qui suivit 1815. Paris est morne. A cela s'ajoute le choléra qui fait de terribles ravages. Et cependant jamais le cratère révolutionnaire ne fut plus près d'une éruption colossale qu'en ce moment à Paris.

Marx exposait ensuite toutes les fautes commises par le gouvernement provisoire palatino-badois. Ses envoyés extraordinaires à Paris servaient à peu de chose. L'un était à la campagne parce qu'il avait peur du choléra, l'autre³⁹² ne recevait pas d'instructions. Il ne restait donc plus qu'à essayer de jeter le plus de poudre aux yeux des Prussiens en ménageant le plus l'entrevues possibles au délégué des insurgés avec les chefs républicains français.

«^oUne seconde grande faute du gouvernement palatin, c'est qu'il permet qu'on envoie derrière le dos de ses représentants, une masse d'allemands pouilleux chargés d'une ou l'autre mission. Il faut que cela cesse une bonne fois pour toutes^o» et qu'on tienne tête avec honneur aux Prussiens³⁹³.

Le bruit ayant couru que Marx se désolidarisait du gouvernement provisoire, il pria Engels de déclarer à Karlsruhe ou Mannheim qu'il était à Paris le représentant du comité central démocratique. «^oIl faut faire peur aux aristocrates. ^o» Il fallait aussi qu'Engels s'occupât de lui procurer de l'argent d'une façon ou d'une autre, car il avait dépensé tout ce qu'il possédait pour faire honneur aux obligations de la *Neue Rheinische Zeitung*; il ne lui restait plus rien.

Sur ces entrefaites, le gouvernement français fit savoir à Marx qu'il avait à se rendre, en résidence forcée, dans le Morbihan. Il fit l'impossible pour ne pas devoir se rendre dans ce qu'il nommait «^oles marais pontins de Bretagne^o». Tout ce qui lui restait d'amis intervint en sa faveur. Il parvint ainsi à obtenir un sursis.

Engels, lui, n'avait pu résister à l'appel des armes. Quel que fut son scepticisme, sa fougue et sa foncière loyauté le poussèrent s'engager dans l'armée républicaine. Il fit toute la campagne en qualité d'adjudant adjoint à son ami Auguste von Willich, officier membre de la ligue communiste qui commandait avec le grade de colonel l'un des corps d'armée des républicains.

J'ai pris part, écrivit-il à Mme Marx, à quatre combats, dont deux assez importants, notamment la rencontre de Rastadt, et j'ai trouvé que le courage tant vanté de frapper comme un sourd est la qualité la plus ordinaire que l'on puisse avoir. Le sifflement des balles est pure bagatelle et durant toute campagne, où j'ai vu beaucoup de lâcheté, je n'ai pas trouvé une douzaine d'hommes qui se soient montrés lâches au combat. Mais c'est la sottise bravoure qui se rencontrait le plus souvent. Enfin j'ai eu la chance de m'en tirer partout. En fin de compte il est bon que quelqu'un de la *Neue Rheinische Zeitung* tété, de la partie par ce que toute la canaille démocratique³⁹⁴ se trouvait ms le pays de Bade et dans le Palatinat et se vante maintenant d'avoir accompli des hauts faits imaginaires. On n'aurait pas manqué de répéter que les messieurs de la *Neue Rheinische Zeitung* étaient trop lâches pour se battre. Mais parmi tous les messieurs de la démocratie personne ne s'est battu en dehors de Kinkel et de moi

³⁹² Charles Blind, qui fut d'ailleurs arrêté par le gouvernement français et retenu deux mois en prison.

³⁹³ Tout le passage relatif aux « pouilleux Allemands » et aux Prussiens fut supprimé, par pudeur patriotique, dans l'édition allemande

³⁹⁴ La canaille ne pouvant être « démocratique » le mot saute dans. l'édition Bernstein-Bebel

Ayant fait toute la retraite avec ses hommes, Engels avait franchi la frontière suisse à Rheinfelden dans les derniers jours de juillet 1849 en compagnie de Willich, de Gustave Struve et de Frédéric Thiébaud, membres du gouvernement provisoire badois. Aussitôt désarmés, les soldats de l'armée badoise furent expédiés à l'autre extrémité du territoire, dans le canton de Vaud, sur l'ordre de l'autorité confédérale. Afin de ne pas déplaire aux gouvernements allemands, la Suisse ne les considéra pas comme militaires réguliers, mais comme réfugiés politiques.

Parvenus à Morges, le 3 août 1849, les 313 hommes et officiers, constituant les débris des corps de Willich et de Becker, furent répartis dans les différents districts du canton. C'est ainsi que Frédéric Engels échoua dans la Jolie ville de Vevey, où il passa plusieurs mois dans la plus parfaite tranquillité, cependant que Struve et Willich se voyaient expulsés de Suisse, munis pourtant d'un généreux viatique³⁹⁵.

L'annonce de l'arrestation de Marx à Paris ayant circulé dans le canton de Vaud, Engels insista pour qu'on lui donne le plus rapidement possible des nouvelles précises et ajouta : «⁰Si seulement j'avais la certitude que Marx est libre. Je me suis souvent dit, sous les balles prussiennes, que je me trouvais à un poste bien moins dangereux que les autres en Allemagne et surtout que Marx à Paris⁰».

Celui-ci le rassura aussitôt sur son sort. Faisant un tour d'horizon politique assez pessimiste, il termina sa lettre en disant : «⁰Maintenant, mon cher, que faire de notre part ? Il faut nous lancer dans une entreprise littéraire et mercantile, j'attends tes propositions⁰»³⁹⁶.

Le 23 août, on prétendit l'obliger à gagner le Morbihan. Plutôt que d'obéir à «⁰cette tentative de meurtre déguisé⁰» Marx quitta la France et se rendit à Londres où il parvint le lendemain. Trois mois plus tard, Engels vint le rejoindre par le chemin des écoliers. Pour aller de Vevey à Londres, il était allé chercher un navire à Gènes.

De dures années de combat allaient se présenter devant Marx. Pendant longtemps encore, il allait subir le contrecoup moral et physique de la, défaite de 1848. Toutes les espérances qu'il avait mises dans la, capacité révolutionnaire, morale et constructive de la classe ouvrière avaient été déçues. Le projet qu'il avait formé d'organiser, au fur et à mesure du déroulement des opérations insurrectionnelles, un pouvoir central capable de coordonner l'action socialiste, s'était révélé irréalisable.

³⁹⁵ Archives cantonales de Vaud. Département de justice et de police.

«⁰Frédéric Engels, adjudant, 28 ans, né à Barmen nationalité belge (sic), littérateur, membre de l'État-major du colonel Willich, arrivé à Morges le 3 août 1849 ».

³⁹⁵ Bernstein, gêné par cette phrase, écrite en français par Marx, la supprime purement et simplement. Il s'imaginait que la personne de Marx en serait atteinte! L'entreprise «⁰littéraire et mercantile⁰» consista dans, l'édition d'une revue socialiste, dont il parut cinq numéros: Les cahiers de la Nouvelle Gazette Étrangers. Réfugiés 1849-50, K. VII/10. La fiche signalétique d'Engels est ainsi rédigée: «⁰Frédéric Engels, adjudant, 28 ans, né à Barmen nationalité belge (sic), littérateur, membre de l'État-major du colonel Willich, arrivé à Morges le 3 août 1849⁰».

³⁹⁶ Bernstein, gêné par cette phrase, écrite en français par Marx, la supprime purement et simplement. Il s'imaginait que la personne de Marx en serait atteinte! L'entreprise «⁰littéraire et mercantile⁰» consista dans, l'édition d'une revue socialiste, dont il parut cinq numéros: Les cahiers de la Nouvelle Gazette Rhénane.

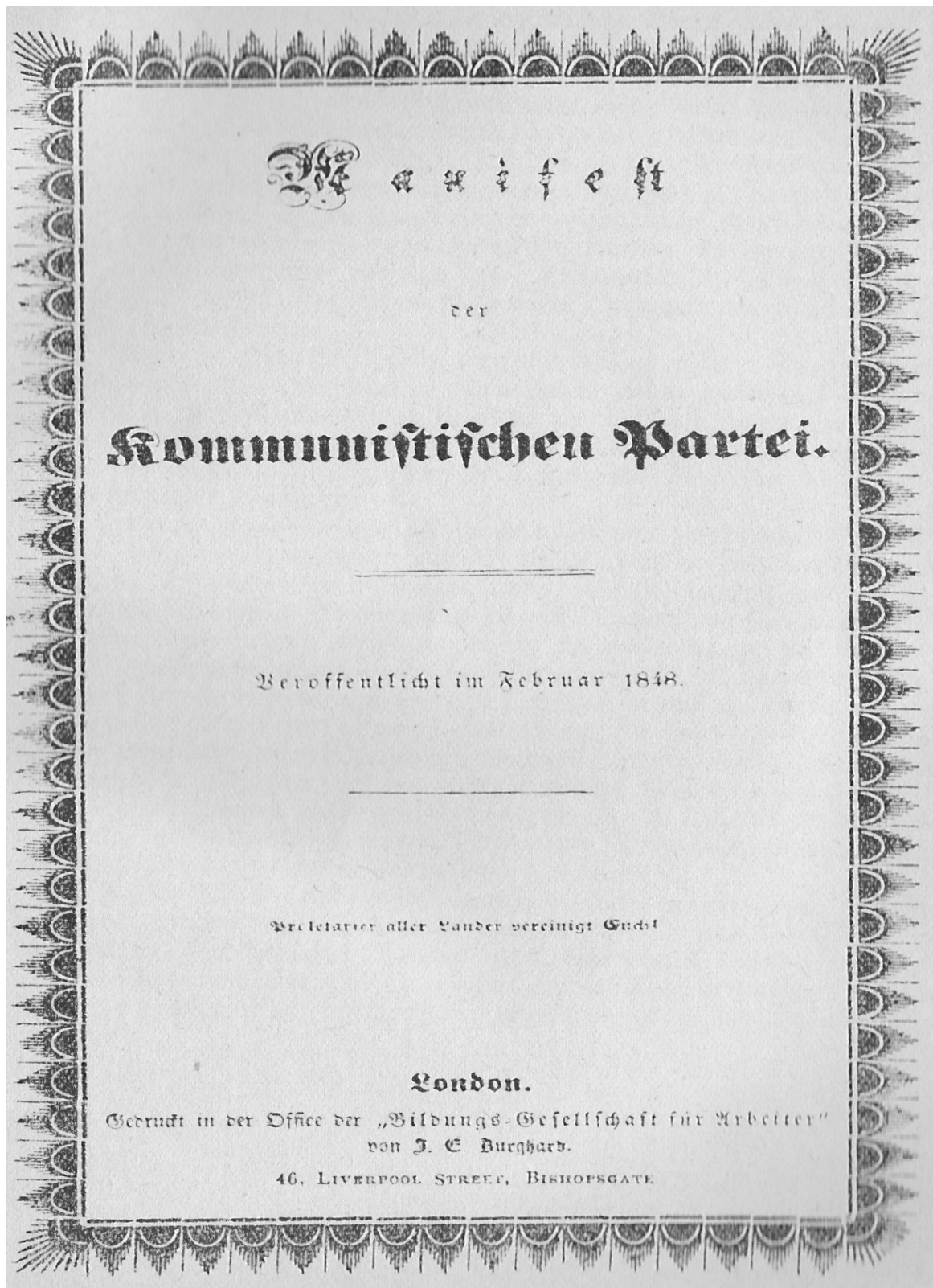
Il fallut donc repartir de zéro, de moins même que zéro, car le souvenir de la débâcle aigrissait l'âme des vaincus, alors que l'espoir gonflait leurs cœurs à la veille de février 1848. Ces rancœurs furent telles, qu'il n'y eut d'autre solution que de dissoudre la Ligue des communistes. Ainsi mourut, le 17 novembre 1852, l'avant-première Internationale socialiste.

Son œuvre cependant fut féconde. Ses leçons n'ont été oubliées par aucun révolutionnaire: nécessité de réaliser l'union des travailleurs et l'entente entre tous les partis démocratiques, nécessité de proclamer les objectifs finaux du socialisme, de ne rien dissimuler des idéaux qui l'animent, de poursuivre sans relâche et sans trêve la lutte contre l'organisation sociale basée sur le capitalisme.

Mais la grande leçon des choses, ce fut Marx lui-même qui la reçut. En cinq ans, il était passé de la philosophie contemplative à la philosophie militante, de la philosophie au communisme, et du rêve à l'action. Philosophe humaniste agissant, tel est bien là, la définition qu'on peut donner de Karl Marx autour de la trentième année.

Tous ceux qui jusqu'à présent n'ont vu dans le fondateur de la doctrine socialiste qu'un théoricien en chambre se sont trompés. L'homme dont nous avons essayé de décrire la révolution et l'existence était devenu un organisateur, un partisan dans la bataille. Sans avoir rien perdu de la profondeur de sa pensée, de la puissance géniale de son intelligence, il l'avait acquise, au contact des hommes simples qu'animent le même idéal, une plus nette perception des choses. Directeur du bureau de correspondance communiste, délégué au congrès international de Londres, responsable désigné par ses pairs pour la rédaction du Manifeste, membre dirigeant du comité central de la Ligue, rédacteur en chef de la Nouvelle Gazette Rhénane, Karl Marx avait terminé son apprentissage de militant révolutionnaire.

Quand l'Internationale renaîtra de ses cendres, pour disparaître encore une fois sous les coups du destin, Marx aura terminé le gigantesque travail que représente l'élaboration doctrinale du socialisme et la codification des principes tactiques dont se réclament encore aujourd'hui tous les marxistes de l'univers.



Fac-similé de la couverture de la première édition du Manifeste Communiste, publié à Londres en février 1848.

INDEX ALPHABETIQUE DES PRINCIPAUX NOMS CITES

ANETHAN. baron Jules d' (1823-1888), magistrat, ministre belge de la Justice de 1843 à 1847.

ANNENKOF. Paul (1813-1887), écrivain russe, ami de Marx, auteur d'un livre sur Pouchkine.

ARNIM. Harry-Charles ,von (1824-1881), ministre de Prusse à Paris en 1845.

AUERBACH, Berthold (1812-1882), littérateur allemand.

AVENARIUS, Richard (1843-1896), philosophe positiviste allemand.

BABEUF, Gracchus (1760-1797), révolutionnaire français décapité à la suite de la découverte de la Conjuraton des Egaux. Sa doctrine contenue dans le *Manifeste des Egaux* et dans *l'Analyse de la doctrine de Babeuf* a eu comme principaux adhérents Blanqui et Buonarroti. Les Belges Félix Delhasse et de Potter se proclamèrent également, un temps, disciples de Babeuf.

BAKOUNINE, Michel (1814-1876), jeune. officier de famille aristocratique russe. il démissionna à vingt ans pour se livrer, exclusivement, à la philosophie et à la .politique. Fut l'ami de Marx et de Proudhon. Anarchiste insurrectionnel, s'opposa à Marx au sein de la première Internationale à laquelle il avait adhéré en 1869.

BALLIU. Félix (1802- ?), marchand de tableaux à Schaerbeek. Trésorier de l'Association Démocratique de Bruxelles, élu en cette qualité le 5 décembre 1847 aux lieu et place de l'avocat Funck, démissionnaire .

BARBES. Armand (1809-1870), révolutionnaire français sans doctrine, qui participa aux émeutes de 1839 et passa tout son existence en prison ou en exil. sauf pendant les quelques semaines où il siégea à l'Assemblée Nationale de 1848.

BARROT. Odilon (1791-1893), homme politique français. président du Conseil sous la présidence de Louis-Napoléon du 1er janvier au 31 octobre 1849.

BARTELS. Adolphe (an X-1862), démocrate catholique belge, rédacteur du *Journal de Charleroi* en 1845-59, membre démissionnaire de l'Association Démocratique.

BARTELS. Jules (1815-1855). avocat démocrate radical. membre de l'Association Démocratique, conseiller communal de Bruxelles.

BASSERMANN, Frédéric, sous-secrétaire d'État à l'Intérieur depuis le 9 août 1848 dans le gouvernement fédéral de Francfort.

BAUER, Bruno (1809-1882) et Edgar (1820-1886), philosophes allemands. BAUER, Henri (1805-1870), communiste allemand émigré, ouvrier cordonnier, membre du

comité central de la Ligue communiste à Paris, émigra en Autriche.

BAVAY, Charles de (1801-1875), procureur général près la cour d'appel de Bruxelles.

BAZARD, Armand (1791-1832), disciple de Saint-Simon, opposé à Enfantin.

BERANGER, Pierre de (1880-1857). Chansonnier français, célèbre par son opposition aux Bourbons.

BERDIAEFF, Nicolas (1874), philosophe russe antimarxiste émigré à Paris. Il défend la thèse que le christianisme est plus radical que le socialisme pour autant que le christianisme soit purifié, spiritualisé et approfondi.

BERGHMANS, Charles, juge d'instruction à Bruxelles en 1848.

BERNAYS, Ferdinand-Célestin (1815-1879). écrivain, avocat et philologue . allemand démocrate, émigré à Paris entre 1844 et 1848. Editeur du *Vorwärts* , auteur de *Lettres d'un français sur l'Allemagne*. Se fixa en Suisse puis aux États-Unis et mourut à Saint-Louis.

BERNSTEIN, Edouard (1850-192), socialiste allemand, chef du mouvement révisionniste antimarxiste. Auteur du *Socialisme théorique et Social-démocratie pratique* publié en 1899. Exécuteur testamentaire de Marx et d'Engels.

BLANC, Louis (1811-1882), socialiste français, membre du gouvernement provisoire en 1848. S'exila au moment où il allait être mis en accusation par l'Assemblée le 26 août 1848. Gagna la Belgique, y fut arrêté, puis relâché pour lui permettre de gagner l'Angleterre. Rentra en France en 1870.

BLANK, Emile, beau-frère de Frédéric Engels.

BLANQUI, Auguste (1805-1881), auteur de *La Critique Sociale*. Inspirateur et chef de la fraction insurrectionnelle. Ses disciples se constituèrent ultérieurement en un Comité Central Révolutionnaire dont les principaux membres étaient Vaillant, Eudes et Walter.

BLUM, Robert (1807-1848), ouvrier, écrivain et révolutionnaire allemand . . Membre du Parlement de Frankfort. Fut envoyé en mission à Vienne au moment de l'insurrection de 1848 et fusillé lors de la reprise de la ville par les troupes gouvernementales.

BOERNSTEIN, Henri, écrivain allemand démocrate, émigré à Paris en 1845, éditeur du *Vorwärts* . Ses mémoires ont paru en 1881.

BORN, Stéphane (1824-1898), communiste allemand émigré à Paris en 1846. En 1848 il rentra en Prusse et participa aux insurrections. Emigré à Bâle en 1849. A publié des Mémoires d'un quarante-huitard.

BORNEMANN, docteur Wilhelm (1794-1864), ministre libéral de la Justice de Prusse

en 1848. Devint conservateur et deuxième président du Tribunal suprême en juillet 1848.

BORNSTEDT, Adalbert von (1809-1851), directeur de la *Deutsche Brüsseler Zeitung*. Auteur des *Bas Reliefs* (1837) et des *Hauts Reliefs der Gegenwart* (1838). Mourut dans un asile d'aliénés à Illenau.

BOWRING, docteur John (1792-1872), député libre-échangiste anglais qui devint consul d'Angleterre à Canton.

BRAY, John, économiste libéral anglais, auteur de *Labour Wrongs and Labour's Remedies*, (1839).

BRENTANO, Albert, membre libéral du gouvernement insurrectionnel badois. Adversaire des tendances socialistes de Struve, il le fit arrêter.

BREYER, docteur Frédéric (1812-1876), médecin allemand émigré à Bruxelles depuis 1832.

BRICOURT, Jean-Joseph (An XIII-1857), juge au tribunal de première instance de Charleroi. Elu député de Soignies le 8 juin 1847, installé le 11 novembre. Fut démis de son mandat par application de la nouvelle loi sur les incompatibilités le 2 mai 1848.

BRUNSWICK, duc Charles de (1804-1873), souverain détrôné du duché de Brunswick. Il était le fils du duc Guillaume tué à la bataille de Waterloo.

BUCHEZ, docteur Philippe (1796-1865), socialiste saint-simonien dissident de tendance catholique. Fondateur en 1834 de « l'Association des Bijoutiers en doré », première coopérative ouvrière de production où un cinquième des bénéfices était destiné à constituer un capital inaliénable. Président de l'Assemblée nationale de 1848. Auteur *l'Histoire Parlementaire de la Révolution française* et de *l'Introduction à la science de l'Histoire*.

BUERGERS, Henri (1815-1882), communiste allemand qui évolua ensuite vers le radicalisme modéré, membre de l'Assemblée nationale de Francfort en 1848.

BURNS, Mary (1824-1863), jeune ouvrière de Manchester qui devint l'amie de Frédéric Engels. Elle l'initia aux conditions de vie du prolétariat britannique et l'accompagna en Belgique. Elle se sépara de lui et rentra en Angleterre à la suite d'un incident public avec Jenny Marx le 31 décembre 1847.

BURNS, Lizzy (1826-1878), sœur de Mary. Frédéric Engels vécut avec elle après la mort de Mary et l'épousa in extremis.

CABET, Etienne (1788-1856), juriste français, auteur du *Voyage en Icarie* (1842), partisan de la révolution pacifique et du communisme théocratique et évolutionniste .

CAMPHAUSEN, Ludolf (1803-1890), député de Rhénanie au Parlement prussien, ancien président de la Chambre de commerce de Cologne, premier ministre de Prusse en 1848 (mars à juin), nommé en juillet 1848 ambassadeur de Prusse auprès

du Vicaire de l'Empire.

CASSEL & Cie, maison de banque installée à Bruxelles, 5, rue Léopold (1848).

CHARTISME, premier mouvement démocratique social du XIXe siècle, organisé à partir de 1836 par O'Connell. Son programme est contenu dans les six points rappelés par Marx lors de son discours du 29 novembre 1847 à Londres. Son influence fut considérable sur la classe ouvrière.

CHATEL, abbé Ferdinand (1795-1857), fondateur de l'« Eglise catholique française », se fit sacrer évêque et se proclama « Primat des Gaules ». Participa à la révolution de 1818, fut condamné en 1850 pour « outrage à la morale et à la religion ». Prêchait l'émancipation de la femme.. Finist ses jours comme épiciier.

COBDEN, Richard (1801-1865), économiste anglais, théoricien du libre-échange.

COCKERILL, John (1790-1840), industriel belge d'origine anglaise, fondateur à Seraing d'importantes usines métallurgiques.

CONSIDERANT, Victor (1808-1893), fut le principal disciple de Fourier. Il publia de nombreuses œuvres de propagande et notamment son Manifeste politique et social (1843). Membre de l'Assemblée nationale, exilé à Bruxelles et à Barvaux-sur-Ourthe sous le second Empire, il fonda un phalanstère au Texas (1852-1863). L'échec de son essai d'application des principes fouriéristes fut complet.

CONWAY, Edouard (1812-1871), intendant de la liste civile du roi Léopold Ier.

CZARTORYSKI, prince Adam (1770-1861), ministre des Affaires Etrangères de Russie de 1802 à 1805, chef du gouvernement provisoire polonais en 1830, réfugié en France depuis 1831. était considéré par l'aristocratie polonaise comme roi constitutionnel de Pologne. Il prit position contre la révolution de Cracovie de 1846.

DANIELS, docteur Roland (1810-1855), médecin communiste allemand, membre de la Ligue.

DASSY, Robert, ouvrier communiste belge, membre de la société d'Agneessens.

DAXBECK. Gommaire, commissaire-adjoint de police à Bruxelles, révoqué en 1848 par le Conseil communal pour avoir arrêté Mme Marx en violation des dispositions légales.

DE BROUCKERE, Charles (1796-1860), avocat, homme politique libéral belge, député du Limbourg à la seconde Chambre des États Généraux des Pays-Bas, membre du Congrès National belge, ministre en 1831-1832, bourgmestre de Bruxelles de 1848 à 1860.

DECHANGE. docteur Charles (1796-1860), médecin militaire de l'armée belge en 1848.

DE GRONCKEL, François-Joseph (1816-1871), avocat à Bruxelles, homme politique libéral.

DELECLUZE, Charles (1809-1858), commissaire de la République dans le Nord et le Pas-de-Calais en 1844.

DELESSERT, Gabriel (1786-1858), préfet de police de Paris de 1836 à 1848. Pair de France en 1844.

DELHASSE, Félix (1809-1898) , homme de lettre démocrate belge.

DE MAN, Henri, auteur d' *Au delà du Marxisme*. Après avoir professé à l'Université de Francfort-sur-Main. devint ministre en Belgique. Président du Parti Ouvrier belge, il prononça en 1940, la dissolution de celui-ci et se mit à la disposition de l'envahisseur pour compte du quel il créa des organisations de tendance national-socialiste ainsi que des journaux d'ordre nouveau. S'est soustrait aux poursuites intentées contre lui en se réfugiant en Suisse.

DESCARTES, René (1596-1650), philosophe français, auteur du *Discours de la Méthode*.

D'ESTER, docteur Karl (1811-1865), médecin démocrate allemand, ami de Marx et d'Engels, milita avec eux à Cologne, émigra après 1849 à Fribourg.

DRONKE, Ernest (1815-1875), communiste allemand, membre de la Ligue. Auteur de *Berlin* (1846), émigré à Bruxelles en 1847, collaborateur à la *Neue Rheinische Zeitung*, puis réfugié à Paris en novembre 1849.

DUCHATEL, comte Charles (1803-1867), ministre de Louis-Philippe de 1834 à 1848.

DUCPETIAUX, Edouard (1804-1868), économiste belge, inspecteur général de prisons.

DUFAURE, Armand (1798-1881), ministre de l'intérieur français en mai 1848.

DUMON, Pierre (1797-1870), avocat, magistrat et homme politique. Ministre de Louis-Philippe de 1843 à 1848,

EISERMANN. Socialiste allemand émigré à Paris, ouvrier menuisier, disciple De Karl Grün et de Proudhon.

ENFANTIN, Barthélemy (1796-1864). L'un des principaux disciples de Saint-Simon. Auteur de *Lettres à Duveyrier et de Morale* (1832).

ENGELS, Frédéric senior (1785-1853), père de Frédéric Engels, propriétaire des filatures Engels à Barmer et à Engelskirchen; copropriétaire des filatures Ermen & Engels à Manchester (actuellement Ermen & Koby).

ENGELS, Frédéric junior (1820-1895), ami, disciple et collaborateur de Karl Marx dont il partagea l'existence depuis 1845. Editeur de ses œuvres posthumes.

ESSELENS, Prosper-Antoine, fondateur du journal *Le Peuple* à Liège en 1848.

EWERBECK, Herman (1816-1860), médecin socialiste allemand, émigré à Paris, traducteur du Voyage en Icarie de Cabet, auteur de *L'Allemagne et les Allemands* (1851). Membre de la Fédération des Justes puis collaborateur de Marx de 1844 à 1851.

FAIDER, Victor (1820-1882) avocat à Bruxelles, secrétaire de l'Association Démocratique en 1847. Ne pas le confondre avec Charles Faider, avocat général à la Cour d'Appel et futur ministre de la Justice.

FEUERBACH, Louis (1804-1872), philosophe allemand disciple puis adversaire de Hegel; spécialement préoccupé par les problèmes religieux. Auteur de *l'Essence du Christianisme* (1841).

FICHTE, Johann (1762-1814), philosophe allemand, disciple de Kant, auteur des fameux Discours à la nation allemande dirigés en 1808 contre l'occupation française en Prusse.

FLOCON, Ferdinand (1800-1866), membre du gouvernement provisoire le 24 février 1848, ministre de l'Agriculture et du Commerce du 11 mai au 24 juin 1848.

FOURIER, Charles (1772-1837), célèbre précurseur du socialisme français, auteur d'un projet d'organisation sociale basé sur le Phalanstère. Auteur de la *Théorie des Quatre mouvements* (1818) et du *Traité de l'Association domestique agricole* (1822).

FREDERIC-GUILLAUME IV, roi de Prusse (1795-1861), souverain réactionnaire qui s'opposa de toutes ses forces aux tendances libérales du Parlement de Francfort; faible d'esprit, mourut fou.

FRELIGRATH, Ferdinand (1810-1876), poète socialiste allemand, émigré à Bruxelles en 1844; collaborateur de Marx à la Nouvelle Gazette Rhénane. Arrêté en 1849 il s'évada en 1851 et gagna l'Angleterre où il vécut dix-sept ans. Retourné en Allemagne il mourut à Cannstatt.

FROEBEL, Jules (1805-1893), écrivain et éditeur allemand naturalisé suisse, devenu du célèbre pédagogue, fondateur du *Républicain Suisse*, spécialisé dans l'édition d'œuvres interdites en Prusse. Membre du Parlement de Francfort en 1848, envoyé en mission à Vienne avec Robert Blum.

FUNCK, Jean (1822-1877), avocat bruxellois, membre de l'Association Démocratique, devint membre de la Chambre des Représentants

GALILEE (1564-1642), célèbre astronome italien.

GANEAU, docteur, Théoricien de l'Evadisme, théorie des sexes basée sur l'égalité

GIGOT, Philippe (1819-1860), attaché au service de paléographie du ministère de l'Intérieur belge, membre de la Ligue communiste, membre du Comité Central en

1848, révoqué la même année. Devint par la suite employé aux Archives du Royaume.

GOBLET d'AL VIELLA, Albert (1790-1873), général et ministre de Léopold Ier.

GOETHE, Wolfgang (1749-1832), le plus grand poète allemand.

GOTTSCHALK, docteur Andréas (1815-1880), conseiller communal de Cologne, fondateur de l'Union ouvrière en 1848.

GRUEN, Karl (1813-1887), philosophe allemand disciple de Hegel et ami de Proudhon. Il avait été expulsé du Grand-duché de Bade pour y avoir publié le *Mannheimer Abendzeitung*. Emigra en 1844 à Paris, se fit expulser en 1847 et s'installa à Bruxelles. En 1848 il devint membre de l'Assemblée nationale de Francfort, puis se fixa à Vienne.

GUESDE, Jules (1845-1922), chef socialiste français, fondateur du Parti ouvrier français.

GUIZOT, François (1787-1874), homme politique et historien français, ministre des Affaires Etrangères de 1840 à 1848. auteur de *l'Histoire de la Révolution d'Angleterre*.

HARCOURT, duc François d' (1786-1865), diplomate français. président de l'Association libre-échangiste de Paris en 1837. Pair de France.

HARNEY, George-Julien, journaliste démocrate anglais, rédacteur en chef du Northern Star, dirigeant du mouvement chartiste, ami de Marx et d'Engels.

HAUSSY, François de (1789-1869), avocat à Charleroi, sénateur, ministre de la Justice de 1847 à 1850. Devint gouverneur de la Banque National de Belgique.

HEGEL, Georges-Guillaume (1770-1831), philosophe allemand, professeur aux universités de Heidelberg et de Berlin, auteur des *Fondements de la Philosophie et du Droit*.

HEILBERG, Louis, démocrate allemand émigré à Bruxelles, co-directeur du journal *l'Atelier Démocratique*.

HEINE, Henri (1799-1856). L'un des plus grands poètes allemands, lié très intimement avec Marx.

HEINZEN, Karl (1809-1880), socialiste allemand, disciple de Weitling, ancien ami de jeunesse de Marx. Emigra en 1844 en Belgique puis en Suisse d'où il fut expulsé. Il gagna les États-Unis. Rentré en Allemagne en 1848, il retourna en 1850 en Amérique et mourut à Boston.

HERWEGH, Georges (1817-1875), poète allemand, ami de Marx. Auteur des *Poésies d'un vivant*. Emigra en 1839 en Suisse, puis en France où il fut cause de la brouille entre Marx et Ruge. Il vint à Bruxelles en juillet 1847. Chef, avec Bornstedt,

de la légion « noir, rouge et or » de 1848. S'installa en 1849 en Suisse où il vécut jusqu'en 1865. Rentré en Allemagne, il mourut à Baden-Baden.

HESS, Moses (1812-1875), philosophe et révolutionnaire allemand, auteur de *L'histoire sacrée de l'humanité* et de la *Triarchie européenne*. Il se sépara de Marx pour collaborer avec Karl Grün et plus tard avec Lassalle.

HODY, Alexis-Guillaume (1807-1880), chevalier en 1843, puis baron en 1847. Administrateur de la Sûreté Publique belge de 1839 à 1851.

HOFFSCMIDT, Constant d' (1804-1873), ministre des Affaires Étrangères de Belgique en 1847.

HOMPESCH, comte de. fils du dernier grand maître de l'Ordre de Malte, confident de Louis-Philippe.

HUET, François (1814-1869), philosophe français. professeur à l'Université de Gand. Exerça une grande influence sur les milieux libéraux belges.

IMBERT, Charles (An VIII-1861), journaliste démocrate français émigré à Bruxelles, ancien directeur du journal *Le Peuple Souverain de Marseille*. Devint gouverneur civil des Invalides en 1848.

JACOBY, Abraham (1805-1877), médecin démocrate allemand, membre de l'Assemblée de Francfort et du Parlement prussien. Se trouvait à Bruxelles en juin 1847. Émigra ensuite aux États-Unis.

JAURES, Jean (1859-1914), chef du mouvement socialiste unifié français. Auteur de *l'Histoire socialiste de la Révolution française*.

JEAN d'AUTRICHE, archiduc (1782-1859), frère de l'empereur François Ier, nommé vicaire général de l'Empire allemand par le Parlement de Francfort en 1848. épouxmorganatique depuis 1827 de Anna Plockel, créée ensuite baronne de Brandhof.

JONES, Ernest (1819-1869), militant démocrate anglais; adhéra au marxisme en 1855.

JOTTRAND, Lucien (1804-1877), avocat à la Cour d'appel de Bruxelles, membre du Congrès national belge en 1830-31. Président de l'Association Démocratique de Bruxelles.

JOUPNET, Jean (1799-1861), célèbre fouriériste français, fondateur d'un phalanstère pour enfants destiné à appliquer les théories de Fourier sur l'éducation.

JUNG, Georges (1814-1886), démocrate allemand, ami de Marx et de Ruge.

JUNGE, jeune communiste allemand émigré à Bruxelles puis aux États-Unis et dont on ignore l'identité exacte.

JUSTINIEN (482-565), empereur romain d'Orient, célèbre par son œuvre législative.

KATS, Jacques (1804-1886), militant ouvrier belge d'expression flamand, tribun populaire, devint directeur de théâtre.

KOETTGEN, Gustave-Adolphe, communiste allemand, membre de la Ligue.

KRIEGE, Hermann (1820-1850), socialiste allemand. disciple de Weitling et de Babeuf, émigré aux États-Unis, rédacteur du *Volkstribun* à New-York.

KUETTMANN, Louis, éditeur allemand de la ville libre de Brème.

LAMARTINE, Alphonse de (1790-1869). célèbre poète français. Membre du gouvernement provisoire, puis de la Constituante et de la Législative de 1848 à 1851.

LAMENNAIS. Félicité de (1782-1854), philosophe catholique condamné par le pape pour ses tendances libérales.

LAUDERDALE, comte James de (1759-1839), homme d'État et économiste anglais.

LAVELEYE, Emile de (1822-1892), économiste libéral belge, professeur de l'Université de Liège.

LEDRU-ROLLIN, Alexandre-Auguste (1807-1874), avocat et journaliste démocrate, membre du gouvernement provisoire français en 1848.

LE HARDY DE BEAULIEU, Jean (1816-1871), économiste belge.

LEINTNGEN, prince Charles de (1804-1856). demi-frère de la reine Victoria d'Angleterre. Fut président de la Chambre en Bavière de 1846 à 1848. puis président du Conseil impérial à Francfort.

LELEWEL, Joachim (1786-1861), émigré polonais en Belgique, professeur à l'Université de Bruxelles, célèbre numismate et géographe.

LENINE Vladimir Ilitch (1870-1924), fondateur de la III Internationale et chef de la révolution soviétique.

LEOPOLD 1er, roi des Belges (1790-1865), premier souverain de la Belgique indépendante.

LEROUX, Pierre (1797-1871), théoricien socialiste français, ancien disciple de Saint-Simon promoteur de la solidarité et inventeur de la machine à composer. Auteur d'un *Projet de Constitution démocratique et sociale*, et *De la ploutocratie*.

LOCKE, John (1632-1704), philosophe anglais. auteur de *l'Essai sur l'entendement humain*.

LUEBLINER, Louis (1809-1869), avocat polonais émigré à Bruxelles, rédacteur au journal *l'Emancipation*, expulsé en mars 1848.

MABLY, Gabriel de (1709-1785), philosophe français, précurseur du socialisme.

MACDONALD, James Ramsay (1866-1932), chef du parti travailliste anglais, premier chef de gouvernement socialiste en Grande-Bretagne.

MACH, Ernst (1838-1916), philosophe positiviste et physicien allemand.,

MALTHUS, Thomas (1766-1834), économiste anglais connu surtout par sa « loi de la population » selon laquelle la population progressant selon une proportion géométrique et la production selon une progression arithmétique il s'établit une disproportion croissante qui doit mener à la famine.

MAURER, docteur Germain (1813-1880), communiste allemand émigré à Paris, membre de la Fédération des Justes, puis de la Ligue.

MARX, Edgar (1846-1855), fils aîné de Karl Marx.

MARX, Guido (1849-1850), second fils de Karl Marx.

MARX, Henri (1782-1838), père de Karl Marx, fils du rabbin Levi Marx, converti au protestantisme. Avocat à la Cour d'appel de Trèves puis bâtonnier avec le titre de « conseiller royal de Justice ».

MARX, Henriette (1787-1863), née Henriette Pressburg, mère de Karl Marx.

MARX. Jenny (voir à Westphalen), Femme de Karl Marx.

MARX, Jenny-Laure (1844-1883), fille aînée de Karl Marx. Devint la femme de Charles Longuet.

MARX, Laure-Jenny (1846-1911), fille cadette de Karl Marx, devint la femme de Paul Lafargue.

MAYNZ, Charles (1812-1882), émigré allemand, avocat à la Cour d'appel de Bruxelles, professeur aux universités de Bruxelles puis de Liège, ami de Karl Marx.

MELLINET, Armand-François (1768-1852), ancien officier de Napoléon, général en retraite de l'armée belge. Prit part aux combats contre les Hollandais en 1830. Président d'honneur de l'Association Démocratique de Bruxelles. Condamné à mort en 1849 dans l'affaire de Risquons-Tout. Sa peine fut commuée en travaux forcés à perpétuités.

MERODE, comte Félix de (1791-1857), membre du Congrès national, ministre en 1832-33.

MESKENS, ouvrier socialiste belge. Président de la société d'Agneessens.

MIEROSLAWSKI. Louis (1814-1878), général polonais célèbre par ses batailles insurrectionnelles en Posnanie et en Silésie. Condamné à mort à Berlin en novembre

1847 puis gracié.

MOLL, Joseph (1810-1849), ouvrier horloger allemand émigré à Paris et à Londres, membre du comité central de la Ligue communiste à Paris en 1818 et de l'Union des ouvriers de Cologne en 1848-49. Tué, pendant la campagne de Bade.

MUELENERE, comte Félix de (1794-1862), ministre des Affaires Etrangères de Belgique en 1831-32, 1835 et 1841.

NOTHOMB, Jean-Baptiste (1804-1881), ministre de l'Intérieur en Belgique de 1841 à 1845.

O'CONNOR, Feargus (1794-1855), leader du mouvement chartiste et libre-échangistes anglais.

OPPENHEIM, Dagobert (1809-1889). banquier à Cologne.

OWEN, Robert (1771-1858), économiste anglais de tendances socialistes, Promoteur des Magasins d'Echange du Travail (1832). auteur du *New Moral World*. Fut le premier (avec Pierre Leroux) à employer publiquement le mot « socialisme » dans son livre *What is Socialism?* (1841).

PASCAL, Blaise (1623-1662), illustre philosophe et mathématicien français.

PECQUEUR, Constantin (1801-1887). Un des plus remarquables précurseurs français du marxisme. auteur du *Traité des améliorations matérielles et de la Théorie nouvelle de l'Economie sociale*.

PELLERING, Jean, ouvrier socialiste et républicain belge.

PICARD, Albert (1821-1880). avocat à la Cour d'appel de Bruxelles, secrétaire de l'Association Démocratique, devint bâtonnier de l'Ordre des avocats.

PLATON (428-347 v.J-C.), célèbre philosophe grec. Auteur de *La République*.

PRITCHARD, Georges (1796-1883), pasteur anglais qui fut cause à Tahiti. d'un grave incident diplomatique franco-anglais en 1844.

PUETTMANN, Hermann (1811-1894), écrivain et poète allemand. Emigra en Australie en 1850 et mourut à Melbourne.

PYAT. Félix (1810-1889), homme politique français, membre de l'Assemblée constituante en 1848, émigré à Lausanne en 1849 il y connut Frédéric Engels et Mazzini, habita ensuite la Belgique.

RADOWITZ, Joseph 02 (1797-1853), général, chef de la fraction conservatrice à la Diète de Francfort en 1848.

RASPAIL, François (1794-1858), chimiste et homme politique français. Membre de l'Assemblée constituante en 1848. Exilé en Belgique sous le second

Empire. Amnistié en 1863.

RAVEAUX, François (1810-1851), démocrate allemand d'origine française. Fabricant de cigarettes. Membre de l'Assemblée nationale de Francfort. Ambassadeur extraordinaire du gouvernement fédéral impérial à Berne en 1848, Avait participé à la Révolution belge et à la guerre carliste de 1834-36. Emigra à Bruxelles en 1849.

REINACH, Salomon (1858-1928), écrivain et philosophe français.

RICARDO, David (1772-1823), l'un des plus illustres économistes modernes. Il fut le premier à s'occuper du problème de la répartition des richesses produite.

RIEDEL, Richard (1804-1878), communiste allemand émigré à Bruxelles, puis à Liège en octobre 1848. Devint trésorier de l'Association des ouvriers allemands de Liège.

ROGIER, Charles (1800-1878), homme d'État libéral belge, membre du gouvernement provisoire en 1830, chef du gouvernement de 1847 à 1852 et de 1858 à 1861.

RONGE, Jean (1813-1865), prêtre schismatique allemand. de tendance démocratique, lié avec Robert Blum, fondateur de l'église catholique allemande et partisan de la réconciliation avec les protestants. Membre de l'Assemblée de Francfort en 1848. Il émigra à Londres en 1849.

ROUSSEAU, Jean-Jacques (1712-1778), philosophe français convaincu de l'excellence de la nature humaine, précurseur de la révolution française, auteur du *Contrat Social* et de *La Nouvelle Héloïse*.

ROUX-LAVERGNE, Pierre (1802-1874), sociologue et historien français. promoteur de l'école « catholique conventionnelle ». collaborateur de l'Atelier, ami de Buchez.

RUGE, Arnold (1802-1880), écrivain démocrate allemand, professeur, à l'Université de Halle. émigré à Paris de 1840 à 1845, directeur avec Karl Marx des *Annales franco-allemandes* (1844). Membre de l'Assemblée de Francfort il revint en France en 1848 puis émigra en Angleterre et mourut à Brighton.

SADAT, Rose-Marius, disciple de Fourier, auteur de la *Loi d'union*.

SAINT-PIERRE, abbé Charles de (1658-1743), célèbre précurseur de l'organisation internationale, auteur du *Projet pour rendre la Paix perpétuelle en Europe* (Utrecht 1713-17).

SAINT-SIMON, comte Henri de (1760-1825). L'un des plus grands précurseurs du socialisme. Auteur du *Catéchisme politique des Industriels* et des *Lettres d'un habitant de Genève à ses contemporains*. Ses œuvres complètes comportent quarante-sept volumes.

SAND, George (1801-1876), célèbre romancière française. animée pendant une

partie de son existence de sentiments généreux envers la classe ouvrière.

SCHAPPER, Charles (1815-1869), communiste allemand émigré à Londres, principal dirigeant de la Ligue communiste en Angleterre, membre du comité central de la Ligue à Paris en 1848. Arrêté en 1849, il passa plusieurs années en prison à Wiesbaden. Il retourna ensuite à Londres, se sépara de Marx pendant un temps, puis se réconcilia avec lui. Il mourut à Londres.

SCHMALHAUSEN. Robert (1800-1865), beau-frère de Karl Marx dont il avait épousé la sœur Sophie (1816-1883). greffier au tribunal de première instance de Maastricht. Il vint à plusieurs reprises en aide au ménage Marx.

SCHNEIDER, Karl, avocat démocrate allemand.

SCHOELCHER, Victor (1804-1893), homme politique français.

SEILER, Sébastien, démocrate allemand émigré à Bruxelles.

SHAKESPEARE (1564-1616), le plus grand auteur dramatique anglais.

SMITH, Adam (1723-1790), économiste anglais. Auteur des *Recherche sur la nature et les causes des richesses des nations*.

SOREL, Georges (1847-1922), sociologue français. Auteur des *Réflexions sur la violence*, théoricien du syndicalisme révolutionnaire,

SPIILTHOORN Charles (An XIII-1872), avocat à Gand, participa activement à la révolution de 1830, fut membre du comité de l'Association Démocratique, injustement compromis dans l'affaire de Risquons-Tout, fut condamné à mort, gracié, il fut libéré en 1855 et banni par le gouvernement belge. Il se réfugia aux États-Unis et revient en Belgique en 1869.

STEINGENS, Albert, peintre en bâtiments, communiste allemand émigré à Bruxelles, devint en octobre 1848 secrétaire de l'Association des ouvriers allemands fondée à Liège d'accord avec Karl Marx.

STIRNER, Max (1806-1856), philosophe allemand, auteur de *l'Unique et sa propriété* (1844). Membre de la gauche hégélienne de tendance anarchiste.

STRUVE, Gustave (1805-1870), avocat, diplomate et journaliste démocrate allemand, rédacteur au *Mannheimer Tageblatt* supprimé par la censure, il fonda le *Deutsche Zuschauer*. Emprisonné à plusieurs reprises il devint chef du gouvernement républicain badois en 1848. Réfugié en Suisse en 1849 il émigra successivement en France, en Angleterre et aux États-Unis. Auteur de *l'Histoire de la phrénologie et du Système des sciences politiques*.

SUE, Eugène (1804-1857), romancier populaire français, auteur du *Juif errant* et des *Mystères de Paris*,

SZELIGA (1816-1900) pseudonyme de Zlychin von Zlychinski, officier prussien,

collaborateur de Bruno Bauer.

TAINÉ, Hillopyte (1828-1893), philosophe et critique français.

TEDESCO, Victor (1822-1897), avocat à Liège, d'origine luxembourgeoise grand-ducale, membre de l'Association Démocratique et de la Ligue communiste. Condamné à mort dans l'affaire ce Risquons-Tout, gracié en 1854, devint mandataire provincial du parti libéral dans le Luxembourg belge.

THEUX de MEYLANDT, comte Balthélemy de (1794-1870), ministre des Affaires Etrangères de Belgique en 1837, ministre de l'Intérieur en 1846-47.

THIERS, Adolph (1797-1877), avocat, historien et homme politique français. auteur de *l'Histoire du Consulat et de l'Empire*. Devint président de la République en 1871.

THOMPSON, William (1785-1833), auteur de *Recherches sur les principes de distribution des richesses les plus favorables au bonheur des hommes* (1824). Sociologue irlandais de tendance très avancée, précurseur du marxisme.

TOURREIL, socialiste fusionniste qui prétendait guérir les vices de la société par la fusion universelle des hommes et des femmes.

TSCHECH, ancien bourgmestre de Storkow, révoqué par le gouvernement de Berlin en 1841. Le 26 juillet 1844 il tira deux coups de feu sur le carrosse dans lequel avaient pris place Frédéric-Guillaume IV et la reine de Prusse. Une balle traversa le manteau du roi. Tchèque fut exécuté le 15 décembre 1844.

VAN BEVERVOORDE, Adrien (1820-1851), journaliste démocrate hollandais, directeur du *Courrier Batave* et du *Burger* interdits en mai 1848. Il fut condamné à six mois de prison et se réfugia à Paris.

VANDERVELDE, Emile (1866--1938), président de l'Internationale socialiste. Auteur du *Socialisme contre l'État* et de remarquables *Etudes Marxistes*.

VIDAL, François (1812-1872), avocat, membre de l'Assemblée national_ en 1848. Collaborateur de Louis Blanc il fut fouriériste dissident. Auteur de *La répartition des richesses et du Travail affranchi*.

VOGLER, émigré allemand, libraire à Bruxelles, éditeur de plusieurs ouvrages de Karl Marx.

WALLAU, Max, militant communiste allemand.

WEBER, Georges, communiste allemand émigré à Bruxelles.

WEERTH, Georges (1822-1856), écrivain communiste et poète allemand. Ami d'enfance de Frédéric Engels avec lequel il vécut à Manchester en 1843-44. Collaborateur de Marx à Bruxelles et à Cologne. Condamné à trois mois de prison en 1849. Il mourut au cours d'un voyage à La Havane.

WEIDEMEYER, Joseph, militant communiste allemand, ami de Marx. Il émigra en 1851 aux États-Unis.

WEITLING, Guillaume (1808-1870), ouvrier tailleur, théoricien socialiste, fondateur de la Fédération des Justes, adversaire de Karl Marx. Auteur de *Les Garanties de l'Harmonie et de la Liberté* (Vevey 1841) et de *l'Humanité telle qu'elle est et telle qu'elle devrait être* (1838). Emigra. aux États-Unis en 1850 et mourut à New-York.

WESTPHALEN, Edgar von (1819-1890), beau-frère de Karl Marx, membre de la Ligue Communiste, émigré à Bruxelles, ensuite aux États-Unis, revint en Allemagne en 1865.

WESTPHALEN, Jenny von (1814-1881), femme de Karl Marx, née à Saltzwedel d'une famille aristocratique germano-écossaise. Son père Louis von Westphalen était lié avec le père de Karl Marx. Son demi-frère Ferdinand devint ministre d'intérieur de Prusse en 1850. En 1848 il était gouverneur de la Poméranie.

WIGAND, Georges (1808-1858), écrivain et éditeur allemand démocrate de Leipzig,

WIGAND, Otto (1795-1870), éditeur allemand ami de jeunesse de Marx Ruge et Feuerbach.

WILLICH, Auguste von (1810-1879), communiste allemand, ami de Marx et d'Engels, ancien officier de l'armée prussienne, fondateur de l'Association des ouvriers de Cologne en 1848. Emigré à Londres, il devint un adversaire de Marx, puis s'engagea dans l'armée américaine où il devint général.

WOLFF, Ferdinand, communiste allemand, dit « Le Rouge », collaborateur de Marx à la Nouvelle Gazette Rhénane en 1848-49.

WOLFF, Guillaume (1809-1864), communiste allemand dit « Lupus », frère du précédent, ami intime et collaborateur de Marx, membre du Comité central de la Ligue communiste à Paris en 1848. Député de Silésie à l'Assemblée de Francfort. Le legs qu'il fit à Karl Marx sortit partiellement celui-ci de la misère. Marx lui a dédié le *Capital*

WUILLOT, Philippe (An IX-1883), rédacteur du journal satirique Méphistophélès qui parut à Bruxelles de 1831 à 1855.

WYNS de RAUCOURT, chevalier François (1779-1857), bourgmestre de Bruxelles de 1841 à 1848.

ZALESKI, Dieudonné (1802-1886). poète et patriote polonais émigré à Paris et à Bruxelles.

ZOUDE, Léopold (1771-1853), homme politique catholique belge.

TABLE DES ILLUSTRATIONS

Fac-similé du « Vorwärts » annonçant la transformation du journal, supprimé par Guizot, en revue mensuelle. p. 29

Fac-similé de l'engagement pris par Karl Marx, le 22 mars 1845, de ne pas faire de politique pendant son séjour en Belgique . p. 48

Fac-similé du premier exemplaire (1-3 janvier 1847) de la *Deutsche Brüsseler Zeitung* dirigée par Bornstedt . p. 79

Deux dessins de Frédéric Engels dans une lettre à Marx (Ostende 1846). p. 106

Lettre du 20 octobre 1847, adressée par Bornstedt à Lucien Jottrand et l'invitant à une réunion, avec Karl Marx, en vue de la Constitution de l'Association Démocratique de Bruxelles. p. 110

Fac-similé de la dernière page de l'Adresse envoyée au Gouvernement Provisoire de la République Française, le 28 février 1848. p. 135

Fac-similé du brevet de Chef de Bataillon de la Légion Belge, délivré à Charles Graux . p. 171

Signature autographe de la mère de Karl Marx au bas du procès-verbal de son interrogatoire à Trèves par le juge Nouben . p. 197

Fac-similé de la couverture de la première édition du « Manifeste Communiste », publié à Londres en février 1848. p. 221

TABLE DES MATIÈRES

Chapitre I.	- La liberté de la presse et les abus de la propriété. p. 1
Chapitre II.	- Sur la route du socialisme. p. 12
Chapitre III.	- L'émancipation humaine. p. 19
Chapitre IV:	- Le problème de l'individu et la conquête de l'égalité. p. 32
Chapitre V.	- Paris révolutionnaire en 1844 . p. 40
Chapitre VI.	- La réforme de l'État et la Sainte Famille. p. 46
Chapitre VII.	- L'arrivée à Bruxelles et les thèses sur Feuerbach. p. 56
Chapitre VIII.	- Manchester 1844. p. 67
Chapitre IX.	- L'idéologie germanique. p. 74
Chapitre X.	- La Belgique en 1845. p. 84
Chapitre XI.	- L'avant-première Internationale. p. 95
Chapitre XII.	- Engels, agitateur à Paris . p. 105
Chapitre XIII.	- La misère de la Philosophie. p. 117
Chapitre XIV.	- Vers la révolution communiste. p. 124
Chapitre XV.	- L'Association Démocratique. p. 130
Chapitre XVI.	- Le Congrès de Londres. p. 142
Chapitre XVII.	- Le discours sur le libre-échange. p. 153
Chapitre XVIII.	- L'agitation démocratique. p. 166
Chapitre XIX.	- La révolution de Cracovie. p. 177
Chapitre XX.	- L'expulsion de Karl Marx. p. 183
Chapitre XXI.	- La fin des illusions. p. 200
Index alphabétique des principaux noms cités.	
Table des illustrations.	

Imprimé en Belgique

ACHÈVE D'IMPRIMER EN OCTOBRE 1946
SUR LES PRESSES DE L'IMPRIMERIE DES EFFICIENTS,
66, RUE GEORGES MOREAU, BRUXELLES.

POUR LE COMPTE DE RICHARD-MASSE, ÉDITEURS (S.A.R.L.)
17, RUE D'ANJOU, PARIS (VIIIe).

Exclusivité pour la Belgique :
RICHARD-MASSE 15, PLACE JEAN-JACOBS, BRUXELLES.